DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – Nº 12523 – 6 F | Fondateur : Hubert Beuve-Méry | Directeur : André Fontaine | – DIMANCHE 5-LUNDI 6 MAI 1985

Laborieuses tractations au sommet de Bonn pour parvenir à un compromis

La dernière séance de travail du sommet de Bonn s'est ouverte samedi matin 4 mai sans qu'un compromis ait pu être dégagé la nuit précédente sur la date d'ouverture de négociations commerciales au sein du GATT. La France s'est opposée vendredi à ce que le début de l'année 1986 soit retenue pour préserver la politique *agricole commune* de la CEE. Elle est seule à défendre ce point de vue en Europe, M. Craxi, le premier ministre italien, ayant rallié la position américaine. Le seul compromis acceptable pour la délégation française, disait-on samedi matin à Bonn, *serait que le communiqué final ne* mentionnât pas l'année 1986, mais évoquât l'ouverture de négociations commerciales *« le plus tôt possible »*.

De nos envoyés spéciaux

Bonn. – Les «*sherpas*», c'est-à-dire les représentants personnels des chefs d'Etat et de gouvernement, ont passé une bonne partie de la nuit de vendredi à samedi à essayer de préparer une solution de compromis acceptable par les sept chefs de délégation, qui ont repris leurs travaux samedi matin 4 mai, au bord du Rhin. Les principales questions à régler étaient *la date de l'ouverture des négociations* commerciales internationales et leur contenu. Il s'agissait en outre de lier à ce processus, d'une façon ou d'une autre, la mise en route de négociations visant à améliorer le fonctionnement du système monétaire *international, selon le vœu exprimé il y* a deux ans au sommet de Williamsburg par le président Mitterrand.

Comme il est normal à la veille du jour décisif de la rédaction du communiqué final, la journée de vendredi aura été marquée par la mise en relief des oppositions. Isolé ou pas, M. François Mitterrand a tiré parti des engagements pris entre les membres de la Communauté économique européenne, notamment à l'occasion de leur conseil des ministres du 19 mars *dernier, pour tenir tête aux Amé*ricains et refuser de signer un premier texte qui comportait la fixation d'une date, début 1986, pour l'ouverture des négociations commerciales au sein du GATT (institution chargée à Genève d'administrer l'accord sur le commerce et les tarifs douaniers).

M. Michel Vauzelle, porte-parole de l'Elysée, a expliqué que le premier souci du président de la République était de défendre les intérêts des agriculteurs. De là le refus français de s'engager sans garantie dans un processus de négociations commerciales dans lequel la politique agricole commune de Bruxelles risquerait *d'être remise en cause*.

D'après la délégation française, une nouvelle négociation commerciale, qui s'engagerait sur la base des travaux *préparatoires* effectués au sein du GATT, commencerait sans doute par s'attaquer précisément aux problèmes agri*coles, avec tous les risques que* cela comporte pour la Communauté en général et la France en particulier. Rappelant les termes du communiqué signé par les Dix, le 19 mars dernier, M. Vauzelle a *déclaré que si la France est* d'accord sur le principe d'une négociation, il convient que celle-ci porte sur *« un paquet équilibré de sujets* [telle que la formule qui *figure* dans le communiqué bruxellois] *dans lequel tous les participants trouveraient leur avantage »*.

BERNARD BRIGOULEIX et PAUL FABRA.

(Lire la suite page 3.)



Deux sociétés françaises dans la « guerre des étoiles »

Des entreprises industrielles, des laboratoires et des universités de cinq pays alliés des Etats-Unis, *dont la France, ont accepté*, à ce jour, de coopérer avec la Strategic Defense Initiative Organization (SDIO) qui, sous la responsabi*lité du général James Abraham*son, est chargée de lancer des recherches « tous azimuts » pour déterminer la technologie adaptée à *une défense spatiale contre les* missiles adverses (autrement dite la « guerre des étoiles »). La participation française – malgré les *réserves officielles du gouverment* sur le fond du projet – concerne directement deux sociétés : le groupe *Thomson-CSF*, pour des *lasers*, et la Compagnie industrielle des lasers (CILAS), pour des miroirs dans l'espace.

Le projet américain de SDI (Strategic Defense Initiative) consiste à installer dans l'espace un réseau défensif qui puisse, en faisant appel à des technologies d'avant-garde, *former* un bouclier, plus ou moins étanche, contre les missiles adverses. Le président *Ronald Reagan a lancé* en 1983 ce programme de recherches – un montant de 26 milliards de dollars doit lui être consacré *en cinq ans – dans* l'espoir de prendre une décision opérationnelle durant les années 90 et de mettre en service un tel *dispositif avant 2010*.

Le gouvernement américain a invité ses alliés européens, mais aussi le Japon, l'Australie et Israël, à participer à cet effort de recherches qui ne préjuge en rien la forme opérationnelle que devra prendre, plus tard, cette défense.

Cette collaboration des Etats-*Unis avec leurs alliés doit se faire, dans* l'esprit du général Abrahamson, d'une manière souple, sans s'enfermer dans des structures.

Le gouvernement français s'est montré d'entrée de jeu réservé sur cette *opération* transatlantique, parce qu'il craint qu'elle ne draine les « cerveaux » européens vers les Etats-Unis et qu'elle ne crée, à terme, une *« super-OTAN économique »*, selon l'expression du ministre de la défense, M. Charles Hernu. Les Français ont suggéré à leurs partenaires européens de se concerter face à Washington et d'examiner, à l'occasion du projet Eurêka, les conditions dans les*quelles l'Europe pourrait consti*tuer un front commun des nouvelles technologies.

Dans le même temps, les Américains ne se sont pas interdits *d'approcher des entreprises euro*péennes qu'ils jugent « en pointe » dans la recherche. A ce jour, cinq pays alliés des Etats-Unis ont *accepté de travailler avec eux*, selon des modalités diverses et à des niveaux différents de compétence technologique.

L'entourage du général Abra*hamson se refuse à identifier* les cinq pays alliés, assurant qu'ils relèvent d'une liste *« sensible »* au plan stratégique. Cependant, au siège de l'OTAN à *Bruxelles, on* admet que deux grandes sociétés françaises sont d'ores et déjà impliquées.

Depuis novembre dernier, la Compagnie industrielle des lasers (CILAS), filiale de la CGE à Marcoussis (Essonne), a été solli*citée pour son savoir-faire dans les* miroirs réfléchissant un faisceau laser. L'un des projets étudiés aux Etats-Unis est, en effet, l'installation, au sol, de lasers de très forte puissance dirigés contre leurs cibles éventuelles par des miroirs prépositionnés dans l'espace. Depuis l'abandon de leur programme *Talon Gold*, les Américains se sont tournés vers d'autres dispositifs, comme celui de la France, quitte à y intégrer une *optique ouest*-allemande.

L'autre partenaire français est le groupe Thomson CSF, dont l'équipe chargée de la conception du pode ATLIS a été sollicitée pour la *mise au point d'un laser* spécial capable de détruire à distance l'électronique de bord d'une tête nucléaire de missile ennemi. C'est la division « équipements avioniques » de Thomson-CFS qui a la charge de ce travail, à partir de son expérience acquise sur le système d'arme aéroportée ATLIS (l'illumination du sol par laser, qui permet une précision du tir de bombes *ou d'engins*).

JACQUES ISNARD.

L'angoisse et la colère des chrétiens du Liban

Une communauté qui se sent assiégée et menacée dans son existence nationale

De notre correspondant

Beyrouth. – Le « pouvoir chré*tien » au Liban paraît en état de* siège, du moins les chrétiens perçoivent-ils ainsi leur situation et celle du système de gouvernement *garantissant leurs droits* – leur « hégémonie », disent leurs adversaires.

Les chrétiens libanais sont peut-être responsables de leurs malheurs : on ne se prive pas au sein même de la population chrétienne, *particulièrement celle du* Sud et de l'Iklim El-Kharroub, qui vit ces temps-ci les affres de l'exode et de massacres – *soixante-dix morts* par liquidation dans l'Iklim – de dénoncer les erreurs de leurs dirigeants. Ils sont, *dit-on, divisés et se sont* placés, et avec eux leur communauté, dans les positions les plus hasardeuses, reperdant à une allure vertigineuse un pouvoir que les circonstances leur avaient de nouveau dévolu en 1982-1983. Le *fait est que les chrétiens libanais* se sentent assiégés, poussés dans leurs derniers retranchements et menacés dans leur existence nationale et leur identité socio-politique.

Dès qu'on passe de Beyrouth-Ouest à Beyrouth-Est, la différence frappe de plein fouet. Alors que les deux secteurs de la capi*tale sont pratiquement soumis aux* mêmes violences de part et d'autre de la ligne de démarcation – la situation étant sans doute pire à l'ouest, en secteur musulman, – le secteur chrétien vit une angoisse qui amplifie le sentiment d'un danger par ailleurs réel. Plus que jamais nid de folles rumeurs, Beyrouth-Est halète. *Profondé*ment mobilisés, ce qui ne s'était plus vu depuis la guerre syro-chrétienne de 1978, les jeunes *manifestent*, organisent des *sit-in*, disent leur colère à leur patriarche coupable à leurs yeux d'un excès de modération. Les chefs des Forces libanaises (*milice de ce camp*) *qui ont* dépouillé le 12 mars dernier le président Amine Gemayel, théoriquement des leurs, du résidu du pouvoir qu'il conservait, *en* secteur chrétien, déploient leurs troupes et mobilisent, au sens propre cette *fois. D'Achrafieh à Jounieh, on* ne parle que de la « conscription », vraie ou fausse, de lundi prochain.

Le long de la ligne de démarcation, les *miliciens* se battent presque sans interruption et les remblais de sable, laborieusement éliminés l'an dernier, ont fait une réapparition massive en secteur chrétien, avant le secteur musulman, en particulier au passage-symbole du *Musée*, le dernier à *fonctionner – juste entrouvert* et pas tout le temps – entre les deux demi-villes.

Mais, s'étant ainsi bien barricadées et avoir dit tout haut être décidées à se battre, les Forces libanaises ont fait, vendredi soir, une déclaration apaisante et conciliante, dont le ton contrastait avec les propos tenus par leur chef, M. Geagea, en début de semaine, ouvrant la voie à tous les *dialogues et prenant* l'engagement de ne prendre l'initiative de la guerre nulle part et non seulement pas à Beyrouth.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 5.)

M. Joxe, les pompiers et les terroristes

En Corse et en Italie, le ministre de la « sécurité civile » n'a pas éclipsé le « ministre des flics »

M. Pierre Joxe aime les sapeurs-pompiers. Quitte à surprendre des auditoires venus *entendre* le «*grand flic*» d'un gouvernement socialiste, le ministre de l'intérieur et de la décentralisation laisse régulièrement entrevoir sa passion, faisant l'éloge des soldats du feu, de leur efficacité et de leur courage. Cette attitude est, à elle seule, un message : une manière de brouil*ler l'image classique d'un minis*tère par trop identifié aux mystères policiers ou à la discipline préfectorale ; une manière aussi de rappeler qu'il est bien d'autres insécurités que la délinquance. Bref, M. Joxe a dans ses attributions la sécurité civile, et il y tient.

Aussi est-ce officiellement à ce titre qu'il s'est rendu, jeudi 2 et vendredi 3 mai, successivement à Rome et en Corse. A Rome, il s'agissait de participer à une réunion informelle des ministres de la Communauté européenne chargée de la protection civile. En Corse, M. Joxe voulait visiter l'escadron *de militaires du génie, mis à la* disposition de son ministère et installées à Corte depuis juillet 1984. Visites traditionnelles, sans grand éclat ni décisions spectaculaires.

Un chiffre : la mortalité provo*quée par des incendies est de 4* pour 100 000 en France, contre 5 à 12 pour 100 000 dans les autres pays européens et un « record » aux Etats-Unis de 24 pour 100 000. *« La France a bonne réputation en ce domaine »*, répète M. Joxe. Une convention franco-italienne est en voie de signature et la France est souvent sollicitée par d'autres pays euro*péens en matière de protection* civile.

Cependant le ministère de *l'intérieur est un tout, et les visites* protocolaires ont aussi leurs à-côtés. En Italie comme en Corse, les pompiers ne pouvaient tout à fait éclipser les terroristes. *M. Joxe eut donc, vendredi 3 mai*, un entretien d'une heure – c'est leur quatrième rencontre – avec son homologue italien, M. Oscar Scalfaro. *Aucune* déclaration publique. L'objet de cette rencontre était la préparation d'une réunion des ministres de l'intérieur de la CEE, plusieurs fois repoussée et, aujourd'hui prévue en juin.

L'Italie, qui assure actuellement la présidence de la CEE, souhaiterait que cette réunion manifeste une volonté de coopération européenne face à l'euroterrorisme, cette imbrication proclamée des groupes terroristes *européens qui est le fait nouveau* de cette année 1985.

EDWY PLENEL.

(Lire la suite page 8.)

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 5 mai. – Visite du président Reagan en RFA jusqu'au 6. Le président américain se rend ensuite en Espagne (6-8), puis à Strasbourg, *où il prononcera* un discours le 8, et enfin au Portugal (8-11).

Mardi 7 mai. – Conférence des *Droits de l'homme* à Ottawa.

Vendredi 10 mai. – Visite de M. Shultz en Israël.

Dimanche 12 mai. – Elections régionales en Italie.

SPORTS

Dimanche 5 mai. – *Automobilisme :* Grand Prix F 1 de Saint-Marin à Imola ; fin du Tour de Corse ; *Rugby :* huitièmes de finale retour du championnat de France division I « A » ; *Sports pour tous :* Paris sur roulettes.

Lundi 6 mai. – *Boxe :* championnat du monde des poids mouche Laciar-Montero à Grenoble.

Mardi 7 mai. – *Football :* trente-cinquième journée du championnat de France de première division.

Jeudi 9 mai. – *Judo :* championnats d'Europe à Hamar (Norvège), jusqu'au 12 mai.

Samedi 11 mai. – *Athlétisme :* match France - RFA - Italie-Etats-Unis à Monaco ; *Football :* quarts de finale aller de la Coupe de France.

Dimanche 12 mai. – *Athlétisme :* marathon de Paris ; *Rugby :* quarts de finale du championnat de France.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	644 F	915 F	1 150 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	674 F	1 309 F	1 913 F	2 480 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS	386 F	734 F	1 050 F	1 330 F
II. – SUISSE, TUNISIE	491 F	944 F	1 365 F	1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,50 $; Côte-d'Ivoire, 460 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 160 pes. ; E.-U., 1,10 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 96 dr. ; Irlande, 86 p. ; Italie, 2 000 L. ; Liban, 475 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,60 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 460 F CFA ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

IL Y A QUARANTE ANS : LA CAPITULATION ALLEMANDE

Deux victoires pour une défaite

Qu'est-ce au juste que commémore le 8 mai ? La capitulation allemande à Reims, ainsi que beaucoup le croient ? Non : elle se fit dans la nuit du 6 au 7. La victoire ? Paris, Londres et Washington l'annoncèrent en effet le 8 à 15 heures, mais le vrai texte de l'acte de reddition n'était pas encore signé. Le 8 mai – comme le 11 novembre, – nous fêtons un armistice : le cessez-le-feu, qui devait intervenir, en principe du moins, au *soir* de ce jour-là. Et l'ambiguïté qui subsiste jusqu'à aujourd'hui dans les esprits traduit une situation que *les protagonistes* de *l'histoire* semblent avoir embrouillée à plaisir.

Depuis le suicide de Hitler, le 30 avril, la guerre n'en finissait pas de finir. Un peu partout en Allemagne, les forces de l'Ouest et de l'Est opéraient leur jonction. A l'ouest toutefois, villes et armées se rendaient presque sans coup férir. A l'est, la Wehrmacht opposait une résistance farouche : Berlin tombé le 2 mai après dix jours de combats de rue, les troupes soviétiques restaient clouées en Saxe et en Moravie.

Par surcroît, les rapports entre Grands s'étaient sérieusement envenimés après Yalta. Les initiatives de Staline dans les territoires contrôlés par son armée étaient jugées, à Washington comme à Londres, défis inadmissibles. Staline, de son côté, tenait pour félonie les pourparlers qui avaient préparé la reddition des forces allemandes d'Italie. Et la presse soviétique dénonçait chaque jour ce qu'elle appelait les *« menées des milieux réactionnaires »* (Américains surtout), afin de *« sauver l'impérialisme germanique »*. Chacun s'estimant en position de s'imposer – à l'Est parce qu'on occupait le terrain, à l'Ouest parce que l'URSS était tenue pour incapable de se relever de ses ruines sans aide extérieure, – un authentique duel se livrait dans les coulisses de la guerre.

Bien qu'en pleine débandade, l'ennemi se rendait compte du parti à tirer de la situation. Des dignitaires du nazisme comme Goering, Himmler ou Ribbentrop n'avaient pas attendu la mort de leur Führer pour tenter en secret d'amadouer l'Occident. Quant au successeur officiel de Hitler, l'amiral Dönitz, replié à Flensburg, au plus près de la frontière danoise, il avait assuré, dès sa première proclamation, qu'il poursuivrait la lutte aussi longtemps qu'Américains et Britanniques empêcheraient le Reich de vaincre le bolchevisme.

Les démarches de Dönitz

C'était façon de dire qu'il proposait une capitulation séparée. Aussi, le 4 mai, avait-il envoyé une délégation, dirigée par l'amiral Friedburg, négocier avec Montgomery, dont le QG se trouvait à deux pas. Friedburg avait plaidé la cause humanitaire : permettre aux foules de civils fuyant à l'approche des Russes de se réfugier dans les zones d'occupation alliées. Il n'obtint que la reddition des forces allemandes des Pays-Bas et du Danemark : « Monty » était sous les ordres d'Eisenhower, qui tenait à ses prérogatives de commandant en chef des armées de l'Ouest.

Le 5, Dönitz, toujours en vue d'une capitulation séparée, avait donc dépêché la même délégation au GQG américain, installé à Reims. Econduite, elle revint le lendemain (1), dirigée cette fois par le général Jodl, numéro 2 du haut commandement de la Wehrmacht. Et, après de longues palabres, il lui fallut accepter la capitulation sans conditions, sur tous les fronts, avec cessez-le-feu fixé pour le 8 mai à 23 h 1.

L'acte fut signé par Jodl le 7 à 2 h 41 du matin, puis par le général Bedell-Smith (chef du service des renseignements d'Eisenhower) au nom du commandement suprême du corps expéditionnaire allié, et par Ivan Sousloparov (le général de brigade chargé des liaisons avec le GQG américain) au *nom du haut* commandement soviétique.

En bas bout de page – le titre de « témoin » et le grade de l'intéressé tapés par une autre machine à écrire – figurait la signature du général Sevez, sous-chef de l'état-major français de la défense nationale. Comme si l'on s'était avisé *in extremis* que, Reims se trouvant quand même en terre française, il fallait bien consentir une petite faveur à la France (2).

On a raconté que Sousloparov, sous l'effet d'un excès de vodka, aurait signé par inadvertance. C'est peu vraisemblable : même soûl perdu, un Soviétique en service commandé ne prend pas d'initiative sans avoir référé à l'autorité supérieure. Le général Deane, chef de la mission de liaison américaine à Moscou, assure dans ses Mémoires que, dès l'arrivée de Jodl à Reims, il fut chargé d'en prévenir le haut commandement soviétique ; mais il n'aurait trouvé personne, au commissariat à la défense, pour prendre le message, tout le monde étant allé ... fêter Pâques ! A défaut de crédibilité, l'excuse ne manque pas de saveur.

Ce qui ne fait guère de doute, en revanche, c'est que la capitulation de Reims a été bâclée. Le texte en avait *été* rédigé dès juillet 1944 par la commission consultative européenne. En le retapant pour la signature, la dactylo américaine sauta trois lignes au milieu de l'article II : le passage précisant que toutes les *unités militaires ou paramilitaires* du III[e] Reich devraient être désarmées. Une étourderie qui aurait *pu entraîner des conséquences* graves. Quand on la remarqua, il était trop tard.

Les vaincus n'avaient pas à signaler cette bévue. De toute manière, ils marquaient le point escompté : se rendre à l'Ouest – et pas même en territoire allemand – épargnait aux seigneurs de la guerre l'humiliation de demander l'aman chez ces sauvages de bolcheviks. Quant à Eisenhower, il pouvait garder la conscience tranquille : il avait fait respecter la solidarité interalliée. Mesurait-il la satisfaction d'amour-propre accordée à l'ennemi ? Le plus probable est qu'il considérait seulement l'intérêt militaire d'un cessez-le-feu sans plus tergiverser.

Staline, par contre, ne pouvait considérer la capitulation à Reims que comme une *offense* à son pays : on avait voulu priver l'URSS de sa victoire. L'intention n'était peut-être pas aussi noire. En tout cas, après tant de privations, de deuils et de batailles décisives, les masses soviétiques, à l'arrière comme au front, auraient pensé de même. Et l'acharnement des combats qui continuaient à l'Est aurait incité, même de moins soupçonneux que le « guide » de ce peuple, à douter que la Wehrmacht s'y disposât à mettre bas les armes. Sans compter que ses plans stratégiques se trouvaient bouleversés.

L'encre à peine sèche sur l'acte de capitulation du 7 mai, Moscou éleva une protestation *« catégorique »* contre ce qu'on y qualifiait d'*« acte unilatéral »*. Et une discussion au plus haut niveau s'engagea.

Staline retarde l'annonce

Assez vite, on s'entendit sur l'opportunité d'une capitulation, signée dans Berlin, au *GQG* du maréchal Joukov, par le maréchal Keitel, commandant en chef de la Wehrmacht. Le 7 mai, en effet, de *Gaulle* confirmait par *télégramme* à de Lattre de Tassigny qu'il l'avait *« désigné pour participer à l'acte solennel de capitulation à Berlin »*. Il *ne s'agissait* d'ailleurs pas d'une simple solennité : la clause sautée à Reims devait être rétablie.

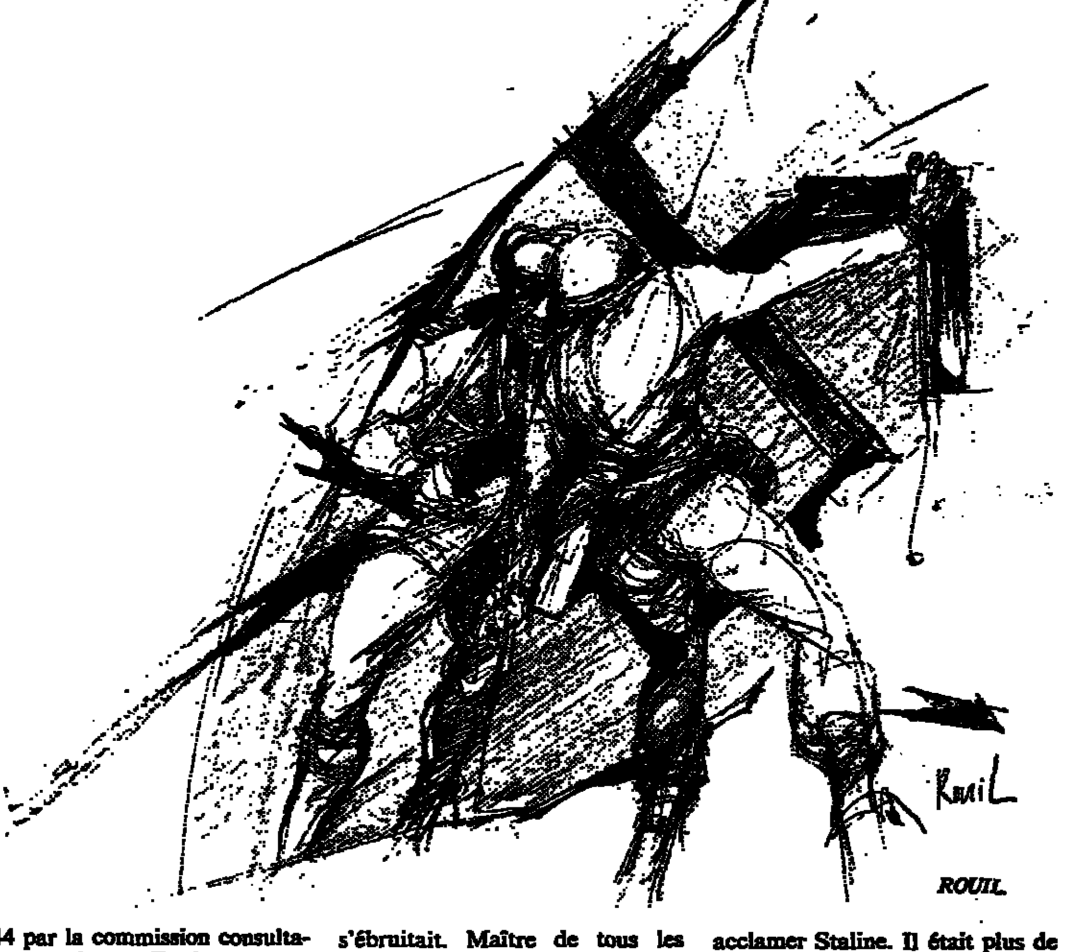
Concernant toutefois le jour et l'heure où serait annoncée la victoire, l'accord se révéla malaisé. A l'Ouest, on était pressé : la nouvelle de la capitulation rémoise s'ébruitait. Maître de tous les *moyens d'information en son* pays, Staline n'avait eu aucune peine à la tenir secrète et insistait pour que l'annonce fût retardée *jusqu'au 9 mai.*

Le 8 mai à 15 heures (heure de Berlin et de l'Europe occidentale), de Gaulle, Truman et Churchill parlèrent sans plus attendre. Moscou demeura impavide. Les commentateurs de politique étrangère continuaient de dénoncer les prétentions du *« soi-disant gouvernement Dönitz »* et le *« mythe bouffon de la mort de Hitler »*. Au moment où les trois autres Grands parlaient, la radio diffusa un conte pour bambins : les mésaventures de deux petits lapins et d'un petit oiseau. En fin d'après-midi, il y eut lecture de quatre ordres du jour de Staline, pour la prise de quatre villes, dont Dresde. Les correspondants de guerre alliés *ne cessaient* de harceler le service de presse des affaires étrangères afin d'obtenir un avion qui les conduisît à Berlin. On leur demandait : *« Pour quoi faire ? »* Et c'est ainsi que les journalistes occidentaux accrédités en URSS furent les seuls à ne pouvoir assister à la capitulation. L'art du black-out confinait au surréalisme.

A Berlin, cependant, la cérémonie prenait un *sérieux retard*. On attendait Eisenhower. Comme son homologue soviétique était Staline, qui resterait chez soi, « Ike » s'était fait remplacer, sans prévenir, par un Britannique, le maréchal de l'air Tedder, auquel il avait adjoint, d'autorité, le général Spaatz, pour que les forces américaines fussent aussi représentées. Joukov marqua sa surprise en les laissant attendre.

Là-dessus débarqua Vychinski, commissaire par intérim aux affaires étrangères (Molotov était à San-Francisco). Les entorses au programme lui fournissaient un excellent prétexte. On ergota interminablement sur les attributions de Spaatz, avant d'accepter que, comme de Lattre, il soit cosignataire à titre de témoin. Keitel, qui faisait antichambre depuis midi, fut enfin admis à signer vers minuit moins le quart (une heure moins le quart à Moscou). Il s'en acquitta monocle à l'œil gauche et la main droite seule dégantée, avec une morgue prussienne qui, en l'occurrence, ne manquait pas d'allure.

Pour plus de sûreté, Moscou garda la nouvelle sous scellés une heure et demie encore. Mais, comme la radio avait annoncé qu'exceptionnellement elle poursuivrait ses émissions au-delà de minuit, toute la *ville restait* à l'écoute. Le communiqué de la victoire venait à peine de passer sur les ondes que des foules se ruèrent vers la place Rouge pour acclamer Staline. Il était plus de *2 heures du matin. La journée* du 9 avait incontestablement commencé.



ROUIL.

C'est la date qu'avait réclamée Staline. Il était parvenu à ses fins. Un peu tôt cependant pour ses plans militaires. Le verrou de Dresde n'avait sauté que le 8. Les chars de Koniev approchaient seulement de Prague. Quand ils y auraient liquidé les forces allemandes, l'heure du cessez-le-feu serait largement dépassée. Mais qu'importait cette bavure, pourvu que le quadrilatère de Bohême, clé de l'Europe dans la stratégie classique, fût aux mains de la Russie ?

En jouant sur les fuseaux horaires, et grâce à une signature retardée jusqu'à *la limite* du possible, Staline avait au moins réussi à fabriquer une date proprement soviétique. Ainsi la victoire de *la Russie ne se confondrait* pas dans la victoire commune. Ainsi les nations devraient-elles se convaincre qu'il *y avait eu une seule vraie guerre* en Europe : celle qui avait commencé le 22 juin 1941, *« la grande guerre pour le salut de la patrie »*, une guerre où l'Occident n'avait été que l'ouvrier de la onzième heure.

Une fête au caractère étrange

Il le souligna fort clairement par son *Adresse au peuple soviétique*, lue au soir du 9, dans une ambiance d'apothéose, ses effigies accrochées, haut dans le ciel, à des ballons captifs, et auréolées par les faisceaux des projecteurs. Tout au début du message figurait certes un bout de phrase sur *« l'Allemagne fasciste mise à genoux par l'armée rouge et les troupes de nos alliés »*. Mais ensuite il n'avait plus été question que de *« NOTRE victoire »*.

Ce même 9 mai, l'ambassadeur d'URSS à Paris télégraphiait : *« La fête a revêtu ici un caractère au moins étrange : la célébration d'une sorte de victoire séparée. »* Reims avait en effet creusé un fossé, le plus probablement par maladresse. Staline en avait, fort sciemment, creusé un autre, et plus profond. En URSS, le 9 mai demeure, quarante ans passés, la fête sans doute la plus authentiquement populaire. C'est le 8 mai que l'Occident commémore. Ce qui aurait dû rapprocher deux mondes, au moins pour un jour, perpétue une brisure.

Le signataire allemand de la capitulation de Reims et son homologue de la capitulation de Berlin eurent toutefois un destin identique : condamnés à mort par la cour de Nuremberg comme criminels de guerre, Jodl et Keitel furent également pendus. Les vainqueurs ne s'étaient apparemment pas rendu compte que l'une et l'autre capitulation s'en trouverait entachée. Les vaincus avaient oublié que l'honneur militaire interdit de survivre quand on a livré sa patrie à merci. Cette guerre avait aboli toutes les lois de la guerre. Parce que les deux camps l'avaient proclamée idéologique, elle était revenue aux mœurs des temps barbares.

JEAN CATHALA.

(1) Comme par hasard, l'agence officielle Tass choisit ce 6 mai pour annoncer, en termes virulents, l'arrestation (trois mois plus tôt !) des dirigeants de la résistance polonaise pendant l'occupation allemande.

(2) De Gaulle, dans ses *Mémoires de guerre*, explique le choix de Sevez parce que *« Juin était à San-Francisco »*. Or, dès le 5 mai, il avait fait notifier à Moscou (et sans doute à Londres comme à Washington) qu'il désignait de Lattre de Tassigny *« pour signer, au nom de la France, l'acte de capitulation de l'Allemagne »*.

BIBLIOGRAPHIE

« Mourir à Lang-Son », de Georges Fleury

« Docteur, c'est pour demain... Vous pouvez en être sûr. Les Japonais vont attaquer ! » Le plus riche commerçant de Lang-Son, Tran Xan-Xuen, qui, en ce jeudi 8 mars 1945, s'adressait en ces termes à un officier français, le médecin-commandant Clerc, ne se trompait pas.

Le lendemain, à 21 heures, toutes les garnisons françaises d'Indochine subissaient l'assaut des Japonais et c'est au Tonkin, à Lang-Son même, que se déroulaient les plus durs combats. Le 12 mars, le général Emile Lemonnier et le résident Auphelle sont décapités au sabre pour avoir refusé de signer un ordre de reddition. Au total, soit au combat, soit au cours de massacres, 1 125 officiers et soldats français périront à Lang-Son.

Georges Fleury, déjà réputé pour ses précédents ouvrages, *le Baroudeur, le Guerrier, le Commando, le Para* et *Adieu sergent*, confirme, avec *Mourir à Lang-Son*, sa vocation de conteur et surtout sa qualité d'historien : six ans de travail lui ont été nécessaires pour mener à bien ses recherches. Le résultat : une contribution notoire à l'étude d'un des moments les moins connus de notre histoire (*le Monde* daté 3-4 mars), que le général de Gaulle commentait ainsi dans ses *Mémoires de guerre : « Le sang versé sur le sol de l'Indochine nous serait un titre important. L'agression finale ne faisant pas, pour moi, le moindre doute, je voulais donc que nos troupes se battent, en dépit de ce que leur situation avait de désespéré. »*

★ *Grasset*, 255 p., 82 F.

هكذا من الأمل

Étranger

LE SOMMET DE BONN

Une organisation stricte mais huilée

De notre correspondant

Bonn. — *« Il faut observer la convenance dans le détail et l'ordre dans l'ensemble »,* dit-on. Le pari était audacieux pour les organisateurs du deuxième sommet des pays industrialisés de Bonn, partagés entre la crainte d'un attentat et leur volonté de donner au monde une image de l'Allemagne un peu moins rigide que celle qui est *généralement* colportée. Non seulement l'atmosphère dans laquelle s'étaient *déroulés* les préparatifs de la visite du président Reagan avait *contribué* à échauffer les esprits de tous bords, *mais* la volonté de la gauche allemande à se rappeler, un an après le déploiement des Pershing-II américain, *au bon souvenir du président* Reagan et des ses collègues, créait des conditions propices aux incidents.

Même si le Parti social-démocrate avait préféré se tenir à l'écart et organiser son propre meeting, dimanche, dans une autre *ville, même si les Verts* avaient soumis le programme de leur « tribunal » à l'approbation officielle, les attentats de ces dernières semaines en Europe interdisaient *de prendre le moindre risque.* Il n'aura d'ailleurs pas fallu longtemps pour se convaincre qu'il ne s'agissait pas d'une pure auto-intoxication. Vendredi matin 3 *mai, une bombe a explosé* contre la succursale de la société française MET (Matériels d'électronique et de télécommunications) à Cologne, ne provoquant *que des dégâts matériels. Un* engin de 25 kilos a été désamorcé à proximité d'installations militaires de la Bundeswehr à Mayence. La veille, déjà, une charge de 6 kilos avait été découverte à Bad-Godesberg, le quartier des ambassades de la capitale ouest-allemande.

Un camp retranché

Pour résoudre leur dilemme, les organisateurs avaient concentré *tout ce qui, de loin ou de près,* touchait au sommet dans le *quartier* gouvernemental, transformé pour l'occasion en véritable camp retranché. *Messieurs les députés avaient été priés d'aller faire leurs devoirs aux champs* pour laisser la place aux différents centres de presse étrangers et aux salles de briefing. *Leur salle de réunion plénière avait été réquisitionnée* pour la déclaration finale de samedi; leur restaurant, pour un buffet permanent. Et les salles de commission ont été attribuées *à la ronde à chacune des délégations.*

Un petit peu plus loin, la Maison Blanche avait transporté ses quartiers de voyage dans les locaux du restaurant de presse où elle s'est remise à fonctionner, comme si de rien n'était, à 7 000 kilomètres de ses bases, non sans provoquer quelques grincements de dents chez ses hôtes. L'annonce, mercredi, sur le sol allemand, des sanctions *contre le Nicaragua a rendu furieux* une bonne partie du corps politique local.

L'acidité traditionnelle du corps de presse de la Maison Blanche, qui a provoqué un incident avec *M. Richard Burt, l'assistant au secrétariat d'Etat pour les affaires* européennes, à propos de l'affaire de Bitburg, a été *ressentie* comme une preuve de l'indélicatesse des médias *américains* à l'égard de l'Allemagne.

Est-ce le rythme du Rhin, dont les rives avaient été aménagées en hôtel flottant, ou les cerisiers japonais en fleur, la *gemütlichkeit* allemande, *que l'on pourrait traduire par l'art du confort de vie,* qui ont fini par avoir raison des difficultés ? Une fois passés les contrôles de police pour entrer dans le saint des saints, l'organisation stricte *mais* huilée *fonctionne* à merveille. Enfermés à quelques pas de là, dans les bâtiments de la chancellerie, *les chefs d'Etat et de gouvernement n'ont* eu à contempler, de leurs fenêtres, que le paisible va-et-vient des uniformes verts chargés de veiller sur un parc paisible.

Si certains avaient espéré créer un peu d'agitation autour du « contre-sommet » organisé par les Verts et certains groupes pacifistes dans la salle des congrès de Bad-Godesberg, il leur a vite fallu se résigner. Une tentative ou deux de *sit-in* ont vite été interrompues *par la police, qui a fouillé quelques* voitures, saisissant tout ce qui de loin ou de près pouvait ressembler à un bâton. On a applaudi M. Tjibaou, *le président du FLNKS calédonien, auquel la vedette* avait été ravie au dernier moment en raison de l'embargo annoncé la veille par les Etats-Unis, par un représentant du gouvernement *sandiniste nicaraguayen. Dans* une ambiance bon enfant, plutôt passive, un millier de participants y ont communié dans l'anti-impérialisme en attendant la ma*nifestation, prévue pour samedi* après-midi dans le centre de Bonn.

HENRI DE BRESSON.

Laborieuses tractations

(Suite de la première page.)

Ce à quoi la France tient par-dessus tout, c'est donc à une *« approche pas à pas »* (autre formule du communiqué européen du 19 mars), permettant en quelque *sorte de savoir où l'on met* les pieds. Ce que la France propose, a dit M. Vauzelle, est que se réunisse un groupe de hauts fonctionnaires chargés d'examiner le contenu des futures négociations, afin de déterminer s'il existe un large consensus entre *les futurs participants, y compris* les pays en voie de développement.

Du côté américain, la position est à peu près la *suivante : le secrétaire* d'Etat, M. George Shultz, a déclaré que, de toute façon, les Etats-Unis entreprendront en 1986 des négociations commerciales, *soit, comme ils* l'espèrent, dans le cadre multilatéral du GATT, soit de façon bilatérale avec tel ou tel partenaire commercial. *Interrogé sur le point de savoir* si cette formule signifiait que les Etats-Unis étaient disposés à discuter directement avec les partenaires de la France en laissant de côté cette dernière, M. Shultz a fait une réponse évasive.

M. Sprinkel, secrétaire adjoint au Trésor, *a fait état, lui aussi,* du souci américain d'aboutir à une négociation *« équilibrée »* qui porterait à la fois sur l'agriculture, les services et, *d'une façon générale,* l'*amélioration* du fonctionnement du GATT.

Quant à la demande française d'engager parallèlement des négociations monétaires, elle a *également* été au centre des discussions de la journée de vendredi. M. Mitterrand en avait fait un des points de son intervention en *séance plénière, insistant* sur le fait que la France et ses partenaires semblaient d'accord pour adopter une démarche pragmatique consistant à discuter d'abord du résultat des travaux des experts pour s'acheminer vers *« un pôle de décision »*, à savoir une négociation plus large *englobant* les pays en voie de développement.

« L'esprit de compromis » règne à Bonn, avait dit en conclusion M. Michel Vauzelle, après avoir rappelé que la France, elle aussi, était prête à lutter contre le *« fléau »* du protectionnisme.

En publiant dès vendredi après-midi leur déclaration politique commune, les sept chefs d'Etat et de gouvernement ont sans doute *obéi* à trois intentions différentes. La première était de montrer que, pour être divisés sur plusieurs points *importants de l'ordre du jour du sommet,* ils n'en restaient pas moins unis autour de l'essentiel, et que la formulation de cet essentiel n'appelait *pas de longues tractations.*

Leur deuxième souhait était probablement de couper court aux spéculations selon lesquelles, tout compte fait, ce texte aurait pu comporter une référence à l'initiative de défense stratégique du président Reagan, référence éventuellement *« échangée »* contre tel ou tel assouplissement des positions américaines. Enfin il s'agissait peut-être de mettre cette déclaration à l'abri *de tout marchandage.*

Toujours est-il que le texte, assez banal en lui-même — il n'est pas véritablement inattendu de voir des *démocraties libérales faire l'éloge de* la démocratie et de la liberté, et, corollairement, de la paix et du développement, — manifeste d'un paragraphe à l'autre *une* volonté presque touchante de donner successivement satisfaction à ceux des participants au sommet de Bonn dont la particulière compréhension est indispensable à la réussite finale.

Evident clin d'œil à la France que ces références à la nécessité pour l'Europe de coopérer afin de *« répondre au défi du changement technologique et industriel »*, à la valeur du *« processus de la CSCE, porteur d'espoir d'amélioration dans le domaine des droits de l'homme »*, ou encore à la nécessité de parvenir à *« un équilibre militaire stable des forces au niveau le plus bas possible »*, sans parler de la référence aux pays en voie de développement et au *« non-alignement authentique »*. Mais cadeau non moins évident à M. Reagan, à défaut de soutien à l'IDS, que la formule : *« Nous nous félicitons de l'ouverture des négociations à Genève, nous apprécions les propositions positives des Etats-Unis, et nous demandons instamment à l'Union soviétique d'adopter une attitude positive et constructive afin que des accords importants puissent être conclus. »*

Le chancelier Kohl, qui a soumis le projet initial de déclaration à ses hôtes, ne s'est pas oublié dans cette distribution, puisque le texte fait également référence au jour où *« le peuple allemand recouvrera son unité par libre autodétermination »*, de même d'ailleurs que la *« péninsule de Corée »*. Le Japon et la CEE, représentée à Bonn par M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, reçoivent également quelques amabilités subsidiaires. On conçoit qu'au total l'adoption d'une telle déclaration n'ait pas soulevé de difficultés majeures.

Ce souci d'œcuménisme diplomatique ne s'est pas beaucoup exprimé lors de la réunion des ministres des affaires étrangères des Sept, vendredi, organisée parallèlement à celle des chefs d'Etat et de gouvernement et à celle des *ministres* des finances. Si l'on s'est félicité, dans l'entourage de M. Shultz, de l'appui accordé aux négociateurs américains à *Genève*, on a *en revanche* fait grise mine devant les critiques exprimées à Bonn au sujet de la mesure présidentielle d'embargo contre le Nicaragua.

L'aide à l'Afrique

Si le débat sur les questions économiques et monétaires devait réserver plus d'une déconvenue à M. Mitterrand, *le président* de la République n'a pu que se féliciter de voir ses interlocuteurs se pencher longuement, attentivement et *semble-t-il avec bienveillance* sur les propositions françaises d'aide à l'Afrique, et en particulier au Sahel.

Sans doute cette belle flambée d'intérêt *a-t-elle attendu pour se manifester* qu'il devînt urgent d'offrir à M. Mitterrand quelques compensations politiques si l'on voulait avoir une chance *raisonnable de le voir se* rallier à la position américaine, c'est-à-dire, à peu de chose près, à la position commune, sur l'ouverture *prochaine d'un nouveau cycle de négociations* sur le commerce international. Mais quel qu'en fût le véritable motif, cette sollicitude pour le *tiers-monde — dont la France se défend* d'être le porte-parole avec une insistance qui vise manifestement à suggérer le contraire — a été jugée *bonne à prendre par M. Mitterrand.* Les experts vont donc proposer un calendrier plus précis pour la mise en œuvre de ce dispositif. Ils feront rapport au *prochain sommet des industrialisés*, en 1986 au Japon.

Les mesures imaginées par Paris comportent trois grands volets. Le premier est celui des *« actions d'urgence plus efficaces »*, avec deux propositions : le renforcement du système d'alerte rapide, notamment par satellite, et la création d'unités de transport également rapides, pour acheminer au mieux les aides alimentaires là où leur besoin se fait le plus sentir.

En second lieu, la France suggère d'organiser la relance de la production agricole de ces pays, à la fois par une action immédiate, en envoyant, outre une aide alimentaire, des intrants (semences, pesticides, engrais) et par une action à plus long terme, notamment en créant un réseau régional et international de recherche sur les céréales des zones arides. Enfin, un programme de lutte contre la désertification du Sahel pourrait être lancé, avec l'aide d'un nouveau fonds international.

Cette attention portée par les Sept à un autre univers que le leur doit certainement beaucoup à la volonté française de ne pas laisser les sommets des industrialisés se muer en une sorte de directoire *mondial* des pays riches, même si l'on s'agace parfois un peu chez les partenaires de la France de la façon dont celle-ci affiche sans cesse sa crainte de voir ses interlocuteurs occidentaux oublier, voire piétiner, les intérêts du tiers-monde. Mais elle doit aussi à *l'évidence quelque chose à l'envie de* ne pas voir le sommet de Bonn s'achever sur un constat de désaccord.

BERNARD BRIGOULEIX
et PAUL FABRA.

La « déclaration politique »

« La coopération entre l'Amérique du Nord l'Europe et le Japon est une garantie de paix »

Bonn (AFP). — ***Voici le texte intégral, dans la traduction officielle en français, de la « déclaration politique faite à l'occasion du 40ᵉ anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale », adoptée vendredi à Bonn par les sept chefs d'Etat ou de gouvernement des pays industrialisés non communistes :***

« Les chefs d'Etat ou de gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, de la République française, de la République italienne, du Japon, du Canada, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et des Etats-Unis d'Amérique, *ainsi* que le président de la Commission de la Communauté européenne, réunis à Bonn à la veille du 40ᵉ anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, évoquent avec douleur la mémoire de tous ceux qui, à l'époque, sont morts du fait de la guerre ou ont été victimes de l'inhumanité, de la répression et de la tyrannie. Nous reconnaissons que nous sommes redevables à leur souvenir et aux générations suivantes du maintien de la paix, de la liberté *et* de la justice dans nos pays et dans le monde.

» Nous avons tiré les leçons de l'histoire. La fin de la guerre a été en même temps un nouveau commencement. *Lorsque* les canons se sont tus, nous nous sommes consacrés au renouveau spirituel et moral et à la reconstruction matérielle. Nous avons surmonté les hostilités *qui* nous avaient divisés jadis *et* avons engagé, sur la base de valeurs communes, un processus de réconciliation et de coopération entre nous. Dans l'esprit de l'amitié pacifique, sûre et durable qui nous unit, nous partageons dans tous nos pays le même attachement à la liberté, aux principes démocratiques et aux droits de l'homme. Nous sommes fiers de ce que les gouvernements de nos pays tirent leur légitimité de la volonté exprimée par nos peuples dans des élections libres. Nous sommes fiers de ce que nos peuples soient libres de dire et d'écrire ce qu'ils veulent, de pratiquer la religion qu'ils professent et de voyager où il le désirent. Nous sommes fidèles à notre engagement de garantir une forme de société dans laquelle l'initiative et l'esprit d'entreprise de chacun puissent se développer et dans laquelle les idéaux de justice sociale puissent être réalisés, les obligations et les droits respectés.

La division de l'Europe

» Nous reconnaissons que *nous* pouvons atteindre ces objectifs et tout à la fois saisir les possibilités et répondre aux défis du changement technologique et industriel de *façon plus efficace* en coopérant plutôt qu'en agissant isolément. En Europe, la Communauté, qui incarne la réconciliation et les buts communs, est en croissance *aussi* bien quant au nombre de ses membres que quant à sa force et à sa prospérité. Les nations de la région dynamique du Pacifique se rapprochent *toujours* plus étroitement. La coopération entre l'Amérique du Nord, l'Europe et le Japon est une garantie de paix et de stabilité dans le monde.

» D'autres *nations*, qui ont partagé avec nous les souffrances de la seconde guerre mondiale, sont séparées de nous par des systèmes politiques fondamentalement différents. *Nous déplorons* la division de l'Europe. Attachés aux idéaux de paix, de liberté et de démocratie, nous recherchons par des moyens pacifiques à abaisser *les* barrières *qui ont été érigées* en Europe. Nous estimons que le processus de la CSCE, porteur d'espoirs d'amélioration dans le domaine des droits de l'homme, offre une possibilité de *renforcer* la confiance, la coopération et la sécurité en Europe.

» Considérant la situation de paix et d'amitié à laquelle nous sommes parvenus entre nous quarante ans après la fin de la guerre, nous rappelons que nous *aspirons* à un état de paix en Europe dans lequel le peuple allemand recouvrera son unité par libre autodétermination. Nous espérons fermement qu'il sera créé en Asie une situation politique qui permette aux parties de *surmonter* dans la *liberté* la division de la péninsule de Corée.

Les négociations de Genève

» Conformément à la charte des Nations unies, *tous* les pays ont conjointement la responsabilité de maintenir la paix et la sécurité internationales, et de s'abstenir à *cette fin de recourir* à la *menace* ou à l'emploi de la force. Nous sommes décidés, pour notre part, à sauvegarder la paix tout en protégeant nos libertés démocratiques. Chacun de nous s'emploiera à maintenir et à renforcer un équilibre militaire stable des forces au niveau le plus bas possible, sans rechercher *la supériorité pour nous-mêmes* ni négliger notre défense. Nous sommes prêts à mener un dialogue à l'échelon élevé sur les divergences profondes qui séparent l'Est et l'Ouest. Nous appuyons énergiquement les efforts visant à consolider la paix et à renforcer la dissuasion, en négociant d'impor*tantes réductions des arsenaux* actuels d'armes nucléaires, en limitant les armements conventionnels, en interdisant les armes chimiques et en *atténuant les risques de* conflit.

» Nous nous félicitons de l'ouverture des négociations à Genève. Nous apprécions les propositions positives des Etats-Unis d'Amérique. Nous *demandons* instamment à l'Union soviétique d'adopter une attitude positive et constructive afin que des accords importants puissent être conclus.

» Nous continuerons à travailler avec les pays en développement pour les aider à lutter *contre* la faim et la maladie, à construire des sociétés libres et prospères et à occuper la place qui leur revient dans la communauté des nations qui adhèrent à la paix et à la liberté. *Nous respectons le* non-alignement authentique, qui est une contribution importante à la sécurité et à la paix internationales.

» Au moment où nous évoquons les terribles souffrances de la seconde *guerre* mondiale *et* l'expérience commune de quarante années de paix et de liberté, nous nous engageons à nouveau, nous-mêmes et nos Etats, à créer un *monde dans lequel tous les peuples* bénéficient des bienfaits de la paix, de la liberté et de la justice à l'abri de l'oppression, de la peur et de la misère. Un monde où l'individu *puisse* assumer ses *responsabilités* envers lui-même, sa famille et sa communauté. Un monde dans lequel toutes les nations, grandes et petites, puissent se consacrer *en* commun à la création d'un meilleur avenir pour l'humanité tout entière. »

(Les titres et intertitres sont de la rédaction du Monde.*)*

A BITBURG

Une brève cérémonie et des manifestations

De notre correspondant

Bonn. — Après le sommet des pays industrialisés, qui s'achève officiellement samedi 4 mai par *un dîner* offert par le *président* de la République allemande, M. Ronald Reagan devait participer dimanche aux cérémonies prévues au camp de *concentration* de *Bergen-Belsen et* au cimetière militaire allemand de Bitburg. Jusqu'au dernier moment, la communauté juive internationale a *multiplié les appels pour lui* demander de renoncer à cette dernière partie de son programme, et des manifestations sont prévues dans l'un et l'autre endroit.

Au cours des conversations qu'il avait eues jeudi, *lors de la première* partie de sa visite officielle en RFA, avec le président von Weizsäcker et le chancelier Kohl, le chef de la Maison Blanche avait réaffirmé à ses hôtes sa ferme détermination *d'aller à Bitburg, rappelant qu'il y* voyait un symbole important de la réconciliation entre les deux pays. Il avait rejeté la notion de « faute collective » parfois imputée au peuple allemand pour les crimes nazis. La cérémonie, qui se résumera à un dé*pôt de gerbe, ne devrait durer que* dix minutes. Plusieurs anciens résistants allemands seront présents, ainsi que l'un des deux fils du comte *von Stauffenberg, l'officier chargé,* le 20 juillet 1944, de l'exécution de l'attentat (raté) contre Hitler. Le second aurait décliné l'invitation. Le nombre de personnes admises dans l'*enceinte du cimetière a été strictement* limité. Parmi elles, quarante journalistes seulement, choisis par les gouvernements américain et allemand.

L'événement, en fait, aura lieu autant à l'*extérieur qu'à l'intérieur* du cimetière, de nombreux groupes ayant fait savoir, d'Allemagne, de France et même des Etats-Unis, qu'ils feraient le voyage de Bitburg pour protester contre ce qu'ils considèrent comme un affront aux victimes des camps de concentration nazis.

Le *président* du Conseil *central* des juifs allemands, M. Nachmann, a annoncé, vendredi, qu'il boycotterait les cérémonies de Bergen-Belsen. Il s'est cependant refusé à entrer dans le *détail* des manifestations prévues, indiquant que son or*ganisation n'avait lancé aucun* appel. Interrogé sur les conséquences possibles en Allemagne fédérale de la polémique autour de Bitburg, M. *Nachmann a estimé* qu'il allait falloir être vigilant, notamment à l'égard des groupes néo-nazis.

De nombreuses protestations ont été émises vendredi, y compris de la *part de Parti social-démocrate* bavarois, contre une rencontre d'anciens de la division SS « Totenkopf », qui se sont réunis pour le week-end dans un *petit village de Bavière afin* de rendre hommage, eux aussi, à leurs morts à l'occasion du 8 mai. La législation allemande ne prévoyant rien dans ce cas, les autorités *locales et régionales se sont déclarées* incompétentes pour intervenir.

Dans le même Etat de Bavière, des représentants d'organisations de déportés et de la communauté juive américaine sont allés se recueillir, vendredi, au *camp de concentration* de Dachau et sur la tombe des frère et sœur Scholl, exécutés près de Munich, où ils avaient fondé un groupe de résistance, le groupe de La rose blanche, avec d'autres étudiants.

H. de B.

HCM

Étranger

LE SOMMET DE BONN

Paris et Londres vont mettre au point un traité sur le tunnel sous la Manche

De notre correspondant

Bonn. – Le président Mitterrand et le premier ministre britannique, Mme Thatcher, sont convenus, le vendredi 3 mai à Bonn, de mettre au point un traité sur le tunnel sous la Manche. A l'issue d'un entretien bilatéral, qui s'est déroulé en marge du sommet des pays industrialisés, le porte-parole britannique a indiqué qu'il était important de ne pas risquer un blocage du projet pour des raisons institutionnelles.

Un tel traité doit régler des questions de sécurité, de douane, de circulation entre les deux pays. Il n'a pas été précisé s'il évoquerait le problème de la conduite à droite ou à gauche...

Le souhait de Paris comme de Londres est d'avancer maintenant le plus rapidement possible, a précisé le porte-parole britannique. Les groupes intéressés, qui doivent assurer le financement et la construction du tunnel, ont déjà reçu des deux gouvernements le feu vert pour faire des propositions.

H. de B.

« L'Humanité » : le sommet de l'indécence

« *Réunion des Sept à Bonn, sommet de l'indécence* » titre à la une *l'Humanité*. Et dans un éditorial intitulé « *Au bon plaisir du faucon* », M. Yves Moreau écrit : « *C'est demain qu'au cimetière de Bitburg le président Reagan se propose d'observer une minute de silence devant les tombes de SS. Cérémonie indécente, universellement ressentie comme telle. Pourquoi, à Bonn, François Mitterrand n'a-t-il pas dit à M. Reagan combien les Français la condamnent (...) ? La déclaration publique publiée par les sept chefs d'Etat et de gouvernement à laquelle François Mitterrand a souscrit rend hommage « à tous » ceux qui sont morts du fait de la » guerre ». C'est-à-dire aux SS comme aux résistants. Aux nazis comme à Jean Moulin. A Hitler comme à Fabien. Confusion inadmissible, insultante (...). La déclaration de Bonn ne se contente pas de mettre sur le même plan martyrs et bourreaux : elle donne son blanc-seing aux nostalgiques du IIIe Reich ; elle appelle de ses vœux un état de choses « dans lequel le » peuple allemand recouvrera son » unité ». C'est déchirer l'accord d'Helsinki dont un des principes essentiels est l'intangibilité des frontières* », poursuit l'éditorialiste du quotidien communiste.

Dénonçant les commentaires de la presse écrite, de la radio et de la télévision française qui « *excusent* » les « *silences* » de M. Mitterrand et « *le présentent comme « isolé » alors que M. Reagan serait en « position de force* », Yves Moreau ajoute : « *Autrement dit, le sommet de Bonn mérite bien le nom du château où les Sept ont tenu jeudi soir leur premier banquet : Falkenlust – ce qui en français signifie « le plaisir du faucon* ».

Il conclut : « *La France devrait dire non aux insanités de Bitburg. Non à la militarisation de l'espace. Non à l'agression contre le Nicaragua. Non à l'empire du dollar.* »

Pologne

Varsovie expulse deux diplomates américains et Washington quatre polonais

Nouvelle manifestation à Varsovie

Les Etats-Unis ont réagi très vigoureusement à l'expulsion, annoncée le vendredi 3 mai, de deux diplomates américains en poste en Pologne, en décidant le jour même d'expulser quatre diplomates polonais. Les deux américains, un premier secrétaire de l'ambassade à Varsovie et le consul à Cracovie, avaient été interpellés le 1er mai à Nowa-Huta, le faubourg industriel de Cracovie. Selon l'agence polonaise PAP, ils se trouvaient au premier rang d'un cortège de manifestants et scandaient « *des slogans hostiles, distribuaient des tracts et brandissaient des pancartes* ».

Le porte-parole du département d'Etat a estimé « *ridicules* » ces affirmations, et déclaré que les deux diplomates se trouvaient à Nowa-Huta *en tant qu'observateurs de la* manifestation, dans le cadre normal de leurs fonctions. Selon Washington, les deux hommes ont été malmenés lors de leur interpellation, et l'un d'entre eux a été frappé à coups de pied (les intéressés ont indiqué pour leur part qu'on leur avait annoncé dans le fourgon de police qu'ils seraient inculpés de jet de pierres – une menace très couramment formulée à l'égard des manifestants interpellés). Les deux diplomates ont été libérés vingt minutes plus tard, après qu'un policier leur eut exprimé des regrets.

Cependant, selon le porte-parole du département d'Etat, « *le gouvernement polonais au lieu de présenter des excuses, a choisi d'opter pour le compte-rendu mensonger de l'incident présenté par son appareil interne de sécurité* », ce qui marque une volonté « *de détériorer encore un peu plus les relations bilatérales* ».

Cet incident fait suite à l'interpellation mouvementée d'un attaché militaire américain à Varsovie, en février, et des désagréments qu'eut à subir sa femme, contrainte à se déshabiller devant des policiers. L'affaire s'est soldée à l'époque par des expulsions croisées, selon l'habitude – mais cette fois Washington, en « doublant la mise », manifeste très clairement sa mauvaise humeur.

Les relations polono-américaines restent fort mauvaises en dépit de certains progrès ponctuels, le dernier en date étant la reprise des vols commerciaux réguliers entre les deux pays. Mais les Etats-Unis refusent toujours de lever certaines des sanctions imposées après le 13 décembre 1981, en particulier la suspension de la clause de la nation la plus favorisée, et ne sont pas disposés à accorder de nouveaux crédits à la Pologne. De leur côté, les dirigeants et la presse de Varsovie continuent à utiliser à l'égard de Washington un ton extrêmement virulent. Ainsi lors du récent « sommet » du pacte de Varsovie, le général Jaruzelski a eu recours à un vocabulaire beaucoup plus « dur » que M. Gorbatchev lui-même. Par ailleurs, l'expulsion de deux Américains interpellés aucours – ou en marge – d'une manifestation vient opportunément conforter la thèse, développée sans relâche par la propagande polonaise, selon laquelle l'opposition intérieure est télécommandée par des forces extérieures « hostiles ».

Matraquages

A Varsovie, la journée du 3 mai (anniversaire de la Constitution démocratique que s'est donnée la Pologne à la fin du dix-huitième siècle, avant d'être dépecée par ses voisins) a été marquée par une manifestation d'environ six mille personnes, dans la vieille ville. Des forces de police considérables avaient été mises en place, et la manifestation a été immédiatement fragmentée en plusieurs petits groupes et rapidement dispersée. Des témoins ont assisté à des matraquages, et à un certain nombre d'interpellations. Selon l'agence Reuter, des policiers en civil qui s'étaient mêlés aux manifestants ont empoigné certains pariticipants au cortège pour les conduire dans ls fourgons et plusieurs passants, y compris des femmes âgées,ont aussi été interpellées.

J.K.

● *Le général Jaruzelski bientôt maréchal ?* – L'agence officielle Pap a fait état vendredi d'une résolution adoptée par « un groupe de militants » du parti « paysan » (une organisation qui collabore avec le parti au pouvoir) qui ont demandé au conseil d'Etat de conférer au général Jaruzelski la dignité de maréchal. Cette annonce pourrait signifier que le général Jaruzelski, chef du parti et du gouvernement, pourrait se voir décerner ce nouveau titre à l'occasion des fêtes de la victoire.

Sri-Lanka : de la « féerie cinghalaise » à la guerre civile

Six mille combattants tamouls, pour la plupart marxistes

De notre envoyé spécial

Madras. – Qui sont-ils ces « tigres » tamouls, ces « boys », comme on dit ici, qui se battent pour le partage de Sri-Lanka en deux entités séparées et qui font trembler depuis un an les « *lions* » *cinghalais* ? *Des jeunes* gens pour la plupart, des intellectuels marxistes au niveau de l'encadrement et beaucoup d'anciens étudiants, ainsi que des chômeurs parmi les hommes de troupe et les militants.

On recense au total, à Madras, capitale du Tamil- Nadu indien, vingt-trois groupes différents, mais cinq seulement ont véritablement pignon sur rue et manifestent une présence active à Sri-Lanka. Chaque groupe est formé de trois branches : unité militaire, cellule de propagande et réservoir de sympathisants. A eux tous, ils disposent d'environ six mille combattants, plus quatre mille « mobilisables » en quelques jours (contre seize mille cinq cents soldats gouvernementaux). Cependant, leurs sympathisants se comptent par centaines de milliers, dans le nord et l'est de Sri-Lanka, régions dans lesquelles les Tamouls hindouistes, minoritaires sur le plan national (12 % de la population), sont majoritaires.

Le Nord, péninsule de Jaffna et district de Mannar, et l'Est, jusqu'au sud du port de Trincomalee, seraient englobés dans les frontières du nouvel Eelam, la « *nation prospère* » indépendante dont rêvent les « boys ».

Un front de libération

Trois des cinq grands groupes armés ont formé, en avril 1984, le Front de libération de l'Eelam tamoul (FLET). Un quatrième – le plus ancien et le plus efficace – les a rejoints le 11 avril dernier et le dernier étudie activement son entrée dans le Front.

Objectif déclaré du FLET : « *Adopter sur le terrain une stratégie politico-militaire conjointe, coordonner les opérations de manière à faire front à l'escalade de la violence gouvernementale et empêcher le développement du génocide.* »

Parmi ces cinq groupes, l'Organisation de libération de l'Eelam (OLET), fondée en 1973 par un groupe d'étudiants, ne professe pas ouvertement d'idéologie marxisante. L'unique objectif déclaré de l'OLET est de libérer l'Eelam. Son fondateur, M. Thangathurai, et son plus proche lieutenant ont été condamnés à mort en 1982 par la justice cinghalaise. Mais ils sont morts en prison quelques mois plus tard, « *tués* », selon la version officielle, « *par des droits communs cinghalais révoltés.* »

Bien entraînés

L'OLET est spécialisée depuis 1980 dans les coups de main spectaculaires : c'est elle qui a fait sauter un train de troupes cinghalaises en décembre dernier (soixante morts). « *En dehors de nous, les gens de l'OLET sont incontestablement les meilleurs combattants* », *disent les* « tigres libérateurs de l'Eelam tamoul » (TLET). Les « tigres » du TLET sont les plus célèbres des « boys », et leur appellation imagée, tirée d'une vieille légende tamoule, a fini par englober, dans l'inconscient populaire, tous les militants de l'Eelam. Leur chef, M. Prabhakaran, est un personnage plutôt rond et presque légendaire. On estime le nombre de ses maquisards à environ deux mille. Ils sont actifs depuis une dizaine d'années, bien entraînés, disciplinés et efficaces. Ils disposent de mortiers, de RPG-7 et de pistolets-mitrailleurs d'origine diverse. « *L'essentiel de nos armes*, nous dira le docteur A.S. Balasingham, numéro deux du groupe, *viennent de nos prises sur l'ennemi et du marché international de l'armement* ». Le nerf de la guerre est assuré par la diaspora tamoule d'Europe et du Proche-Orient, ainsi que « *par l'Etat cinghalais lui-même...* » Les « tigres », comme les autres mouvements, ont décrété, il y a déjà longtemps, que l'argent des banques et les fonds publics de Sri-Lanka devaient être réquisitionnés pour financer leur cause.

« *Sur le plan politique*, selon M. Balasingham, *les « tigres » souhaitent que l'Inde reconnaisse officiellement la cause de l'Eelam et le Front* », qu'ils viennent de rejoindre (...) » « *Après tout, New-Delhi soutient bien l'ANC sud-africain, la SWAPO namibienne, et l'OLP palestinienne.* » La stratégie pour obtenir le parrainage officiel de M. Rajiv Gandhi est simple : d'abord, gagner à la cause le maximum de politiciens du Sud indien, pressés par les quarante millions de « cousins » tamouls autochtones ; ensuite, les convaincre de la défendre au Parlement de la capitale fédérale.

Là-dessus, comme sur la nécessité d'établir un « *Eelam socialiste* » et de rejeter « *la démocratie de type occidental* » les cinq « grands » sont d'accord. Pas de clivage idéologique entre eux.

Certains, comme ceux du Front révolutionnaire de libération du peuple de l'Eelam (FRLPE), sont plus durs que les autres. Sous les portraits de Brejnev, de Staline, de Lénine, et de Marx, le porte-parole du Front, le « camarade » Ketheeswaran, soutient que l'URSS est « une démocratie modèle » et nous assure que le futur Eelam pourrait « *s'inspirer de la formule de gouvernement du Vietnam* ». Les militants du FRLPE, fondé en 1981 à partir d'une ancienne association étudiante, sont plutôt considérés par les plus anciens comme « *des jeunes gens immatures, bien que décidés* ».

Le FRLPE s'est distingué, en 1984, par deux attaques de camps militaires et l'enlèvement d'un couple de jeunes Américains, M. et Mme Allen, accusés d'être des agents de la CIA. Le couple fut relâché quelques semaines plus tard.

Pas de provocations !

Eros, l'Organisation révolutionnaire de l'Eelam, fondée en 1975, à Londres, par un jeune économiste marxiste, M. Aliathamby Ratnasabathy, est opposée à ce genre de coups de main, aux tueries indiscriminées de civils cinghalais, et aux braquages de banques. L'Organisation, largement composée d'intellectuels, est spécialisée dans le sabotage économique. C'est elle qui a fait exploser une bombe à l'hôtel Oberoi de Colombo, il y a quelques mois, et une autre au ministère de la sécurité nationale.

Sur l'efficacité, sur la richesse et sur la force réelle de l'Organisation de libération du peuple tamoul de l'Eelam (OLPTE), les renseignements sont plus contradictoires. L'OLPTE, le seul des cinq groupes qui n'a pas encore rejoint le front uni, suscite la méfiance des quatre autres.

« *C'est à la fois la moins active sur le terrain et la plus riche d'entre tous*, dit un concurrent, *et personne ne sait d'où viennent ses fonds. Libye ? tout est possible...* » Les « boys » soupçonnent, quoi qu'il en soit, l'OLPTE de vouloir s'imposer par la force à la tête du Front, et certains n'étaient pas fâchés d'apprendre la confiscation de leur dernière livraison d'armes par les Indiens. Pour l'heure, cependant, la direction politique de l'OLPTE est opposée à la tactique de guérilla. « *Si vous ne pouvez défendre vos gens contre les représailles de l'armée ennemie*, nous dit le porte-parole du groupe, M. Raja Nithiyan, *ne la provoquez pas.* »

Elle se concentre sur le recrutement et sur la formation d'une « *armée conventionnelle de libération* », avec, pour objectif, d'affronter les troupes cinghalaises dans une bataille « *décisive* », le moment venu. Formée en 1980 à la suite d'une scission des « tigres » TLET, l'Organisation est dirigée par M. Ummamaheswaran, un ancien géomètre de trente-trois ans, également marxiste mais opposé, pour des raisons personnelles, à M. Prabakaran.

L'OLPTE possède une radio, La Voix de l'Eelam, qui émet à partir des eaux internationales – selon elle – et du territoire indien d'après Colombo. L'Organisation est la seule à reconnaître ouvertement que ses hommes sont entraînés au Proche-Orient par l'organisation de Georges Habache, de l'OLP palestinienne (1).

PATRICE CLAUDE.

(1) On pense que les « tigres » TLET et les combattants de l'OLET sont également entraînés, entre autres, au Proche-Orient.

Les réfugiés chez

De notre envoyé spécial

Rameshwaram. – Des enfants maigres et nus qui pleurent, jouent ou sommeillent sur le béton gris du hangar ; des adultes silencieux, humbles, accroupis, les yeux hagards au milieu de leurs ballots épars. L'attente. Tous les réfugiés en connaissent les affres et le prix. Parce qu'ils sont venus en barque, la presse indienne, qui aime les raccourcis, les appelle les « réfugiés de la mer ». Le golfe de Mannar, cependant, n'est pas la mer de Chine. Pour arriver jusqu'ici et prendre pied sur cette « île de lumière », immobile et sainte depuis l'éternité hindoue, les « boat people » de Sri-Lanka n'ont eu à braver ni pirate, ni requin, ni tempête. Seulement la peur. Celle d'être détectés et tués par une patrouille de la marine sri-lankaise. Elle a beau être minuscule, cette marine, le nombre d'embarcations qu'elle a coulées ces derniers mois, avec tous leurs occupants – fuyards, innocents pêcheurs indiens ou guérilleros en route pour le feu – se compte par dizaines. Le prix de la traversée demandé par les passeurs clandestins a d'ailleurs doublé en quelques mois : aujourd'hui, entre 1 000 et 2 000 roupies sri-lankaises (une roupie = 0,60 F) pour une famille de cinq ou six membres. Les plus chanceux reçoivent parfois pour la traversée l'aide financière de quelques groupes de « tigres » (indépendantistes). Les autres ont vendu tout ce qu'ils possédaient.

La péninsule de Jaffna et le district de Mannar, d'où viennent la plupart, ne sont qu'à quelques dizaines de milles nautiques.

« *Au début*, racontent encore les douaniers, *certains débarquaient avec des magnétoscopes et des appareils radio. La loi est la loi : ils devaient régler des taxes d'entrée. Mais c'est terminé: Ceux qui arrivent depuis deux mois n'ont absolument rien à déclarer.* » La plupart n'ont même pas de papiers. Les services d'immigration consignent méticuleusement les identités déclarées par les adultes, enregistrent le nombre de personnes et d'enfants par famille, et prennent des photos de groupe qui seront accrochées aux dossiers.

La colère des autochtones

Rameshwaram, la « ville du seigneur Rama ». Un îlot de rêve polynésien, toute la sérénité d'un bout du monde.

Depuis février dernier, depuis que les marins et les bimoteurs sri-lankais patrouillent dans le détroit de Palk, les pêcheurs ne sortent plus. Sur un millier de bateaux, moins d'une centaine de téméraires osent encore lancer leurs filets dans la baie, sous la protection de patrouilleurs indiens, dont le nombre a été multiplié par deux depuis trois

هكذا من الأصل

La « féerie cinghalaise » que décrivait aux Français, il y a cinquante ans, Francis de Croisset, dans un roman à succès, s'est transformée en cauchemar. L'île, indépendante sous le nom de Sri-Lanka, est déchirée par la guerre civile. Colombo tente, par une dure répression, de venir à bout des Tamouls qui veulent fonder leur État, l'Eelam. A l'été 1983, des pogroms antitamouls avaient fait plusieurs milliers de morts dans toute l'île. Depuis février dernier, dix-huit mille Tamouls ont fui leur pays pour l'Inde, tandis que l'armée de Colombo, durement accrochée, multipliait les massacres.

Le soutien et les réticences de « Mother India »

De notre envoyé spécial

Madras. – Les « boys » sont inquiets. Durant la seule dernière semaine de mars, les autorités indiennes leur ont confisqué deux cargaisons d'armes. Cette mesure sans précédent semble marquer un tournant dans la politique de New-Delhi à l'égard des Tamouls de Sri-Lanka.

Le premier chargement – des caisses de grenades, des mitraillettes, et des fusils *made in England* – était destiné au FRLPE. Le canot pneumatique qui emmenait les armes sur le « front », dans la péninsule de Jaffna, venait de quitter Mandapam, une petite ville côtière du Tamil-Nadu indien à 40 kilomètres du Nord sri-lankais. Soudain, au milieu de la nuit, coup de projecteur : les garde-côtes indiens arraisonnent l'embarcation, saisissent la marchandise, et remettent les deux militants de bord aux autorités de Mandapam.

« Ni entraînement ni armes »

Ils seront libérés quinze jours plus tard, après versement d'une caution, mais, pour la première fois depuis trois ans, « Mother India » s'est montrée intraitable. Coïncidence ? Une semaine plus tard un conteneur grand comme un wagon parvient, en provenance de Singapour, au port de Madras. Cargaison déclarée *« vieux papiers »*. Destinataire : une usine de l'Andhra-Pradesh. Invités à se montrer vigilants, les douaniers ouvrent la paquet. Surprise ! Sous les cartons il y a 1 400 fusils automatiques, 300 pistolets mitrailleurs Sten, 5 postes émetteurs japonais et 3 photocopieurs.

Avec les munitions la cargaison est évaluée à l'équivalent d'environ 30 millions de francs. Qui est assez riche pour s'offrir pareil arsenal ? Officiellement les limiers indiens cherchent encore. Dans les milieux indépendantistes tamouls, on susurre que les militants de l'OLPTE, autre groupe, sont particulièrement furieux.

Le doute, en tout cas, n'est plus permis : quelque chose ne tourne pas rond entre New-Dehli et les « tigres », libérateurs de l'Etat tamoul.

A Madras, les « boys » refusent d'en parler ouvertement. Jusqu'à présent, en dehors de quelques anicroches – comme la mise à l'ombre temporaire, en 1983, de deux chefs « tigres » qui s'étaient tiré dessus en plein air, – l'Inde avait toujours fermé les yeux sur leurs activités et fermement réfuté les allégations de Colombo sur l'existence de camps d'entraînement, au Tamil-Nadu.



Ceylan, dans une gravure française du seizième siècle

En fait, nous dira l'un des guérilleros : *« Il n'y a pas de camps, à proprement parler. Seulement quelques bivouacs de familiarisation à la guérilla. Certaines zones nous ont d'ailleurs été récemment interdites. »* Autre signe d'une évolution indienne qui ne peut pas dire son nom ?

« Ni entraînement ni armes. » Il n'y a, officiellement, entre Madras et la pointe sud de l'Inde que *« des réfugiés tamouls chassés de leur village par les brutalités de l'armée sri-lankaise »*. Tout juste, reconnaît-on à Delhi, et encore en privé, l'existence à Madras de *« bureaux de politique et de propagande tamoule »*. Impossible donc d'admettre un changement d'attitude à l'égard des « tigres », sans conforter du même coup les accusations de *« collusion »* lancées périodiquement par Colombo. Cruel dilemme !

Les « tigres » sont, en outre, soumis à l'obligation de réserve traditionnelle en ces circonstances. Leur seul « sanctuaire » pour continuer la guerre dans le nord de l'île et, éventuellement, obtenir un jour la sécession de l'Eelam est le Tamil-Nadu, il veulent donc tout faire pour éviter d'embarrasser New-Delhi. Les langues ne se délient que sur la promesse de ne citer aucun nom.

« C'est vrai. L'espace de mouvement dont nous bénéficions jusqu'ici s'est réduit », reconnaît le porte-parole de l'un des cinq groupes. *« Oui,* admet un autre, *la situation est préoccupante. L'Inde, c'est clair, ne veut plus voir d'armes transiter sur son territoire. Est-ce une mesure temporaire ? L'avenir le dira. »*

Pour le théoricien de l'un des groupes les plus puissants, ce sont les *« maladresses du FRLPE »* qui sont en partie à l'origine du durcissement indien. *« On n'envoie pas, d'ici, de chargement d'armes à Jaffna quand le secrétaire indien aux affaires étrangères est en consultation à Colombo. »*

La visite de M. Romesh Bhandari, secrétaire général du ministère indien des affaires extérieures, fin mars à Sri-Lanka, reste entourée de mystère. Personne ne sait très bien ce qui s'est dit dans le secret du bureau présidentiel de M. Jayewardene. Mais les imaginations galopent d'autant plus vite que, rentrée à Delhi, la délégation indienne a fait au Parlement une déclaration tout à fait inhabituelle : *« L'arrêt de toutes les violences est nécessaire à la création d'une atmosphère propre à la reprise du dialogue politique »* (entre Colombo et les Tamouls).

Un changement de ton

Pour la première fois, l'Inde mettait virtuellement sur le même pied les exactions de l'armée cinghalaise et la lutte des « tigres » tamouls. Tollé général de tous les députés d'opposition sudistes au Parlement. Le gouvernement fut sommé d'expliciter sa position et d'avouer clairement qu'elle avait changé. Quelques jours plus tard, M. Rajiv Gandhi, dans un entretien avec des journalistes, tenta de corriger le tir et mit l'accent sur *« les atrocités commises contre les Tamouls innocents par l'armée sri-lankaise. »*

Le premier ministre précisa cependant que, à son avis, les soldats *« n'étaient pas totalement sous le contrôle »* de leur gouvernement.

Le changement de ton est perceptible, et la presse de Colombo, en mettant une sourdine à ses diatribes anti-indiennes, paraît l'avoir compris. Cela tient à plusieurs raisons.

D'abord l'Inde n'a pas l'intention d'intervenir militairement à Sri-Lanka. La direction politique d'un groupe indépendantiste qui était allée la réclamer « d'urgence » à Delhi s'est vu répondre, le 27 avril, dans le bureau d'un très haut fonctionnaire des affaires étrangères : *« Pas question. Notre débarquement serait dénoncé, dans l'heure qui suit, par le Conseil de sécurité des Nations unies. »* Apparemment l'Inde en a été informée à l'avance.

La stratégie de Colombo

Le nombre de réfugiés sri-lankais en Inde atteint maintenant 90 000 personnes. New-Delhi est engagée dans une offensive de charme généralisée à l'égard de ses voisins. Enfin, le président Jayewardene ne reste pas inactif et tente d'établir, avec les autres pays du sous-continent, une alliance *« informelle »* dont l'objectif évident est de contrebalancer la prédominance de l'Inde sur les affaires de la région.

A Islamabad, où il avait précédé de quelques jours M. Romesh Bhandari, le président sri-lankais s'est vu prêter, par le général Zia Ul Haq, une oreille plus que compatissante. Les « tigres » pensent même qu'un contrat de livraison d'armes a été signé entre les deux hommes. En tout cas, sans jamais nommer directement Delhi, les deux chefs d'État n'ont pas manqué de dénoncer les *« ambitions hégémoniques régionales »* de certaine puissance...

Prochaine étape prévue de l'initiative diplomatique sri-lankaise : le Bangladesh, qui a également quelques problèmes de voisinage avec l'Inde...

Dans la coulisse, les négociations vont, paraît-il, bon train. Mais, vu des côtes indiennes, l'antagonisme entre Tamouls et Cinghalais semble bien avoir atteint le point de non-retour.

P. C.

leurs « cousins » indiens

mois. Le vieux ferry à vapeur qui assurait la liaison entre Rameshwaram, l'indienne, et Talaimannar, l'îlot sri-lankais, rouille paisiblement, abandonné à une encâblure de la jetée.

« Jadis, fulmine ce petit patron de pêche, *on ramenait 5 tonnes de crevettes par mois sur cette île ; aujourd'hui, entre 600 et 800 kilos seulement. La conserverie de l'île a fermé. »* Et s'il est toujours possible de s'enivrer d'arak (eau-de-vie de palmes légère), le soir dans les gargotes, il n'y a plus moyen de se faire servir le moindre fruit de mer. Les pèlerins, les milliers de dévots hindouistes qui viennent régulièrement se purifier dans les eaux sacrées de la lagune – l'île est un peu la Lourdes de l'Inde et la principale rivale de Bénarès, – sont furieux.

La colère des autochtones, néanmoins, n'est pas dirigée contre les « cousins » réfugiés, mais contre les Cinghalais de Colombo. Toutefois, par mesure de prudence, les autorités indiennes ont pris soin d'éviter tout sentiment d'envahissement. Sur une population insulaire d'environ quinze mille âmes, il n'y a jamais plus de cinq cents à six cents réfugiés à la fois répartis dans une demi-douzaine de camps de transit. Des anciennes auberges de pèlerins pour la plupart, convenablement ravalées et passées à la chaux.

Dos cuivré et luisant de sueur sous le soleil, les fuyards y demeurent entre deux et six semaines, le temps de passer une visite médicale, d'être enregistrés et de trouver une place dans un autre refuge sur le continent : à Mandapam pour commencer. Ironie de l'histoire : le principal camp de Mandapam avait été bâti par l'Empire britannique pour les Tamouls indiens, qui devaient accepter une mise en quarantaine médicale avant d'être envoyés dans les plantations de thé, à Ceylan. Aujourd'hui, les descendants de ces immigrés vivent à peu près tranquilles dans le centre et le sud de Sri-Lanka : ce sont leurs « cousins » de Jaffna, implantés là-bas depuis deux millénaires, qui reviennent au pays de leur lointaine origine.

Un sort plutôt enviable

Le camp a été ravalé, repeint et doté des commodités essentielles. Ce sont de grands bâtiments en dur, de plain-pied, qui abritent chacun entre quinze et trente familles : un millier au total, soit cinq mille personnes environ.

L'endroit est plutôt agréable et tout à fait bien tenu. Les enfants jouent au bord de la mer. Leurs parents discutent tranquillement de l'avenir, à l'ombre des baobabs. Par rapport aux Tamouls autochtones, qui survivent pour moitié au-dessous du seuil minimal de pauvreté, le sort matériel des réfugiés paraît même plutôt enviable.

A peine arrivée au camp, chaque famille est gratifiée d'un petit nécessaire de cuisine, de quelques couvertures et serviettes. Le tout pour une valeur d'environ 350 F. Le matériel est leur propriété, et certains ne se privent pas d'en revendre une partie sur les marchés locaux. Idem pour le riz, le thé et le bois de cuisine fournis par les autorités à des prix subventionnés aux trois quarts environ de ceux du marché. Un célibataire convenablement enregistré se voit verser au surplus 55 roupies par semaine (une roupie indienne = 0,80 F), une famille de quatre personnes, 137,50 roupies, et 247,50 roupies pour celles de huit membres. L'argent est fourni par le gouvernement de New-Delhi.

Quand ils le quitteront, après deux ou trois mois, pour d'autres camps, dans d'autres districts – ou pour la sécurité relative d'une famille « cousine » qui acceptera de les héberger, – les réfugiés pourront continuer, s'ils n'ont pas trouvé d'emploi, de recevoir leurs subsides hebdomadaires. A condition, bien sûr, qu'ils aillent les réclamer aux autorités locales. *« Cela permet de conserver leur trace »*, dit-on à la direction du camp. Car l'objectif déclaré de Rajiv Gandhi est, évidemment, de renvoyer un jour tous les réfugiés chez eux.

P.C.

Liban

L'angoisse et la colère des chrétiens

(Suite de la première page.)

Le principe du « pouvoir chrétien », essentiellement celui du président de la République, n'est pas vraiment remis en cause, mais son exercice et ses attributs le sont. Vainqueurs non seulement vis-à-vis des chrétiens, mais aussi de leurs coreligionnaires sunnites, les leaders chiite, M. Nabih Berri, et druze, M. Walid Joumblatt, sont en bonne position pour tendre la main à la population chrétienne. Ils le font, et donnent assurance sur assurance concernant notamment le sort de la localité chrétienne de Jezzine au Sud, mais rompent les ponts avec le duo phalanges-Forces libanaises. Plus que M. Joumblatt, *« fatigué de la guerre »* et qui estime venu le temps d'un arrangement avec les chrétiens – défaits, – M. Nabih Berri, qui a assis son pouvoir dans la majeure partie des territoires évacués par Israël au Sud, se fait menaçant et insultant à l'égard du président Gemayel, l'accusant d'avoir répondu au plan de sécurité, qu'il proposait conjointement avec M. Joumblatt, par une mobilisation générale de l'armée (version chrétienne) et des Forces libanaises qu'il cautionnerait donc contrairement aux apparences. *« Que Cheikh Amine sache que nous connaissons bien l'identité de l'auteur de la théorie du « nettoyage » de Nabaa, de Borj Hammoud, et de la quarantaine (1) (...). Je ne crains ni les aboiements* (de Geagea, chef de la milice chrétienne) *ni l'appui qu'ils peuvent trouver* (auprès du président Gemayel). *Les forces qui ont triomphé d'Israël triompheront sans aucun doute de ses créatures, en tête desquelles se trouvent des personnalités qui se sont hissées à la présidence alors qu'elles n'auraient pu y parvenir en d'autres circonstances »*, a affirmé M. Berri. On ne saurait être plus clair.

Dans ces conditions, le gouvernement de pseudo-union nationale, déjà paralysé, n'est plus qu'une fiction. MM. Berri et Joumblatt, et dans leur sillage le ministre sunnite, M. Hoss, refusent de se rendre au palais présidentiel et proposent que le conseil des ministres se tienne au siège (« provisoire » depuis neuf ans) du Parlement, sis sur la ligne de démarcation. Ce faisant, les deux leaders consacrent le déplacement du rapport de forces en leur faveur : eux et le chef de l'État détiennent des pouvoirs et des territoires équivalents. En réalité, leur pouvoir est plus effectif.

La Syrie regarde les chrétiens se débattre le dos au mur, sans même faire mine de freiner ses alliés. Agacé par la rébellion des Forces libanaises le 12 mars, qui a torpillé ses savants échafaudages, et impatient, dit-on, de voir le président Gemayel ne pas réussir à mettre de l'ordre dans sa maison, Damas laisse froidement se dégrader la situation des chrétiens, sans (encore ?) les tirer de ce très mauvais pas. Aussi le patriarche maronite, celui-là même qui a été houspillé par les étudiants chrétiens furieux de sa placidité, aurait-il résolu de se rendre au Vatican pour demander l'intervention du pape auprès de Damas.

L'écartèlement

Sans doute, la raison profonde du *wait and see* syrien est-elle de laisser s'achever le retrait israélien du Liban, prévu pour le début de juin. Un mois qui risque d'être long à vivre pour les Libanais, s'il devait, comme on le craint, être un mois de montée des tensions, de combats à Beyrouth, de quasi-fermeture des communications entre les deux secteurs de la ville, de petite guerre à la limite de la guerre tout court.

C'est ce cauchemar – beaucoup lui préfèrent ici les hostilités pures et simples – que prévoient les augures comme trame de ce qui sera sans doute le dernier mois de la phase actuelle de la crise libanaise, commencée en septembre 1983 avec le premier retrait israélien en forme de piège qui avait donné naissance à la bataille de la montagne. Depuis, la situation n'a fait que se détériorer : de retrait en bataille, du Chouf à Saïda et à l'Iklim-el-Kharroub, les regroupements démographiques – en fait, l'exode des chrétiens, de la montagne vers Beyrouth et du sud vers la bande frontalière rempart d'Israël – ont créé des territoires sur lesquels de nouveaux pouvoirs se sont installés. En juin, cette phase aura produit son plein effet.

Si Israël est satisfait du résultat et si la Syrie s'en accommode, une décrispation et peut-être une pause pourraient suivre l'extrême tension de ces jours-ci et de ceux, peut-être pires, qui s'annoncent dans l'immédiat. Sinon, une grosse explosion est à craindre.

LUCIEN GEORGE.

(1) Quartiers du secteur chrétien de Beyrouth habités à l'origine par des chiites qui en ont été délogés au début de la guerre en 1975-1976.

A travers le monde

El Salvador

- DIALOGUE AVEC LA GUÉRILLA. – Le président salvadorien, M. Napoleon Duarte, a annoncé vendredi 3 mai qu'il avait proposé à la guérilla *« des entretiens préliminaires en privé »* avant la tenue de la troisième réunion du dialogue engagé entre les deux parties. M. Duarte a ajouté qu'il avait fait cette proposition par l'intermédiaire de l'Eglise catholique salvadorienne. – *(AFP.)*

Irlande du Nord

- UN PROTESTANT ASSASSINÉ. – M. William Heenan (cinquante ans), un protestant, fonctionnaire à Castlewellan (sud-est de l'Irlande du Nord), a été abattu presque à bout portant, devant son domicile, le vendredi 3 mai. Certains membres de sa famille sont liés au Parti démocratique unioniste, le parti protestant le plus radical, mais la victime n'avait, selon la police, aucune activité politique. L'attentat n'a pas été revendiqué. – *(AFP.)*

Nicaragua

- UNE COMMISSION POUR UN PROJET DE CONSTITUTION. – L'Assemblée nationale nicaraguayenne a constitué une commission multipartite chargée d'élaborer un projet de Constitution qui devrait être soumis au Parlement en 1986, selon des informations publiées mardi 30 avril dans la presse. La commission est formée de onze membres du Front sandiniste de libération nationale (FSNL, le parti au pouvoir), ainsi que de députés du Parti conservateur (3), du Parti libéral indépendant (2), du Parti populaire social chrétien authentique (2), du Parti socialiste (1), du Parti communiste (1) et du Mouvement d'action populaire (1). – *(AFP.)*

Vietnam

- PLUS DE DEUX MILLE DÉPARTS VOLONTAIRES EN AVRIL. – Au cours du mois d'avril, 2 181 personnes (2 124 Vietnamiens et 57 Khmers) ont quitté légalement le Vietnam, a annoncé vendredi 3 mai la représentation du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Hanoï. La majorité ont gagné les Etats-Unis. – *(AFP).*

INDE

Désinfecter le Gange très pur

Le Gange très pur est salutaire aux âmes mais aussi, hélas ! redoutable aux corps. Il est grand temps d'assainir un fleuve dont la pollution, soudain révélée par des études scientifiques, a épouvanté même les pieux baigneurs.

Correspondance

New-Delhi. — A l'occasion du Festival de l'Inde à *Paris* cet été, le premier ministre M. Rajiv Gandhi mêlera un échantillon des eaux sacrées du Gange à celles de la Seine dans un geste symbolique d'amitié franco-indienne. Or le Gange, image millénaire de la pureté, succombe aujourd'hui sous la pollution... Problème tellement pressant que M. Gandhi, surnommé le « Monsieur Propre » de l'Inde, a fait d'un ambitieux programme de nettoyage une de ses priorités.

Avant toute chose, il faut savoir « qui » est le Gange. Dans le *Ramayana* (texte sacré de la mythologie hindoue), le sage Visvamitra apprend au héros, Rama, que Ganga est une déesse capricieuse, dépêchée contre sa volonté sur terre par son père, le noble Himalaya, afin de purifier et consoler. Mais, fâchée de devoir quitter les hauteurs célestes, la pétulante déesse menaçait de balayer et d'engloutir l'humanité tout entière. Pour contenir sa virulence, Siva — le destructeur et le créateur — intervint et captura Ganga dans les longues nattes de sa chevelure.

Ainsi domptée, Ganga devint un fleuve de plus de 3 000 kilomètres, prenant sa source à 4 500 mètres d'altitude sur le mont Gangotri, non loin de la frontière tibétaine... Et l'humanité — en nombre toujours croissant — vint s'installer sur ses berges. C'est de là que vient, au demeurant, le problème.

Avec *sa sœur, la Yamuna*, et ses nombreux affluents, le Gange fait vivre presque toute l'Inde du Nord, soit près de 200 millions de personnes, au bas mot. Malheureusement, en contrepartie, le développement incontrôlé de cette population énorme a été tellement rapide qu'il a suffi de deux décennies pour qu'un bain de purification dans le Gange dans la ville sainte de Varanasi soit devenu *« un véritable danger pour la santé du corps »* selon le discours inaugural d'une conférence sur l'environnement qui se tint à Delhi il y a quelques mois.

Un égout à ciel ouvert

La pollution vient de tout bord : parmi les sources les plus notables, une étude faite en 1981 par le département de l'environnement du gouvernement indien, sous l'égide du docteur T.N. Khoshoo, a identifié : les déchets chimiques drainés des champs avoisinants provenant de l'application massive d'engrais, les effluents industriels rejetés par les grands centres de Kampur et de Calcutta... Mais la part à la fois la plus nauséabonde et la plus nocive de cette pollution est d'origine humaine et animale. Selon un porte-parole du cabinet de M. Rajiv Gandhi, *« si le Gange est dans un état si épouvantable, c'est à cause de tous ces cadavres qu'on y jette »*. Cadavres mal incinérés à cause de la pénurie de bois qui frappe l'Inde depuis quelques années. L'étude officielle s'en prend aux *« déversements en larges quantités d'excréments non traités... »* Bref, le Gange coule des flots douteux.

Pendant longtemps, l'Inde a résisté à l'assaut de la réalité. Un mythe circulait, incontesté : la pureté légendaire du Gange était telle que même les bactéries les plus coriaces y mouraient, que la « déesse » se protégeait elle-même des méfaits des hommes... *« Balivernes*, rétorque le docteur Khoshoo, *le Gange foisonne de maladies, 80 % de toutes celles de la région viennent du fleuve »*. L'Inde a été traumatisée par la révélation, à commencer par l'ancien premier ministre, Indira Gandhi, car c'est elle qui donna le coup d'envoi de l'enquête dirigée par le docteur Khoshoo.

Selon ce rapport, la flore bactérienne, *quant à elle, pullule : cette* pollution est six fois supérieure à la limite admise. Autre problème, l'irrigation des champs — qui, à elle seule, prélève 134,5 milliards de mètres cubes d'eau sur les 142,6 milliards pris au fleuve chaque année, le reste étant utilisé pour la consommation humaine ou industrielle, — éponge le sol et donne au Gange 42 millions de tonnes de sels minéraux excédentaires chaque année. Mais ces chiffres, pris sur le débit moyen annuel, ne fournissent qu'une petite idée de l'ampleur du problème.

La situation hygiénique est encore plus alarmante pendant les mois d'été lorsque le débit périclite. A cette époque, toujours selon le rapport officiel, le Gange n'est, par endroits, qu'un égout à ciel ouvert.

Une grande première scientifique

Devant ce désastre écologique, le gouvernement indien s'est décidé à agir. Une des toutes premières mesures prises par M. Rajiv *Gandhi* au lendemain de son éclatante victoire électorale de décembre 1984 a, en effet, été de veiller à la création d'un *« plan d'action pour la prévention de la pollution du Gange »*, plan dont la mise en œuvre sera régie par un comité spécial qu'il présidera lui-même.

Ce plan prévoit un investissement total de 250 millions de roupies étendu sur l'ensemble du septième plan quinquennal 1985-1990. L'axe essentiel sera la construction, ou la modernisation, d'un vaste complexe d'usines de traitement des eaux dans plus de six cent quatre vingt-douze localités, avec, en priorité absolue, l'aménagement d'un système d'égouts digne de ce nom dans les vingt-sept villes de plus de vingt-mille habitants arrosées par le Gange.

Mais ce plan est plus qu'un simple espoir pour le fleuve sacré : il se veut aussi une grande première dans le domaine scientifique et technique. Selon le Dr Khoshoo, le programme d'aménagement du Gange, qui



FRANCHINI.

vient d'être officiellement approuvé, cherchera à *« utiliser les déchets excrémentaires comme matière première pour un long réseau d'énergie alternative »*.

Ces déchets, dûment récupérés et canalisés, produiront du méthane, qui peut ensuiteête utilisé comme gaz de cuisson ou d'éclairage dans les villages. Les résidus de ce procédé fourniront des engrais naturels riches ainsi qu'un complexe alimentaire fort utile dans la pisciculture fluviale... En tout, le gouvernement espère un rendement annuel net de près de 11 millions de roupies une fois le système en place. Quant à Ganga, selon le Dr Khoshoo, elle se verra débarrassée *« à plus de 75 % de sa pollution actuelle »*... Dans cinq ans, peut-être moins, la purification de l'âme des pèlerins hindous pourra donc se faire sans risque pour leur corps.

KIM GORDON-BATES.

MADAGASCAR

La nostalgie de Diégo-Suarez

L'empire n'a pas laissé que de mauvais souvenirs aux anciens colonisés. Surtout là où une importante base militaire française assurait une prospérité que l'indépendance ne pouvait évidemment plus maintenir. C'est le cas de Diégo-Suarez, qui reste francophile.

De notre envoyé spécial

Antsirana. — Déboulonner le buste de Joffre — *« Tombouctou 1894, Diégo 1903, la Marne 1914 »* — qui domine le port commercial, débaptiser la rue Colbert, la principale artère de la ville ? Idée saugrenue, presque sacrilège ! M. Jean-Pierre Totobesola, président du comité exécutif de la province, est catégorique : *« Il n'en est pas question. »* Et M. José Rakotomavo, député de la circonscription, de renchérir : *« Ici, on est sans complexes vis-à-vis du passé. »*

Etrange destin que celui de cette ville, aujourd'hui assoupie au bord d'une rade à faire envie à plus d'un stratège, qui n'en finit pas de ressasser les souvenirs d'une époque où elle s'appelait encore Diégo-Suarez. Déjà, au début du dix-huitième siècle, les pirates qui écumaient alors les eaux alentour, avaient fondé en *ces lieux* Libertalia, *éphémère* cité dirigée par un conseil élu d'*« hommes instruits »*. Puis, un siècle plus tard, on passa aux choses sérieuses. L'amiral de Rigny promit de bâtir, dans cette baie en forme de trèfle à quatre feuilles, un autre Toulon, *« des quais, des bassins, des cales, des arsenaux, des casernes, des dépôts »*.

Sitôt dit, presque sitôt fait. On vit arriver, dans ce coin perdu, des quatre points cardinaux, Comoriens, Réunionnais, Mauriciens, Saint-Mariens, Chinois, Indiens. C'est dire que les « vrais Antsiranais » ne courent pas les rues ! Peut-être est-ce pour cette raison-là qu'à la pointe nord de la Grande-Ile, à 1200 kilomètres de la capitale, Diégo-Suarez aime à afficher son quant-à-soi de cité cosmopolite, à respirer l'air du grand large.

La III[e] République décréta, en 1898, *Diégo-Suarez « point d'appui dans l'océan Indien »*. Deux ans plus tard, le colonel Joffre y débarquait. Il gagna, ici, ses étoiles de général de brigade. Ce *« génie méthodique et puissant »*, au dire de Gallieni, son patron, *« transforma la baie en un immense camp retranché »*. Quelque cinq mille militaires y tenaient garnison. Conséquence attendue de cet attroupement : la dégradation des mœurs. Le gouverneur d'alors se désolait de la *« triste habitude »* qu'avaient prise les autochtones de *« ne compter pour vivre que sur les gains de leurs femmes et de leurs filles »*...

L'indépendance de Madagascar, en 1960, ne modifiera guère le décor : Diégo-Suarez reste solidement amarrée à la France. Les Antsiranais n'imaginaient pas qu'il puisse, un jour, en être autrement. Et pourtant, ce jour-là arrive, au nom d'arguments qui leur échappent, qui relèvent de la haute politique. En août 1973, la Légion étrangère plie bagages ; en juin 1975, la marine nationale lève l'ancre. Il faut tirer un trait sur le passé.

Les Antsiranais protestent, bien sûr, de leur innocence : les événements qui ont conduit à cette grande *« déchirure »*, ne les concernaient pas. A les écouter, *« ça a été comme un cyclone venu de la capitale »*. M. Rakotomavo ne veut y voir qu'*« un accident de l'histoire qui n'aurait jamais dû se produire »*. Le colonel Walch Houlder, commandant la 7[e] région militaire, cherche à ramener les choses à leur juste proportion : *« C'est la politique qui a fait partir les Français en 1975, mais le cœur n'a rien oublié. »*

Ils reviennent !

On s'est, en effet, rendu compte que les Antsiranais n'avaient pas la mémoire courte lorsque, au début d'avril 1984, dans le sillage du cyclone Kamisy, deux unités de la marine nationale — le *Champlain* et le *Protée* — se sont portées, sans retard, au secours des sinistres. *« La* Marseillaise *sur le port, pour la première fois*



SERGUEI.

depuis 1975 », se rappelle, avec émotion, le colonel Houlder. *« Il fallait voir ça*, raconte M. Totobesola, *l'accueil de la population, les matelots rue Colbert, et puis les larmes au moment de la séparation. »* A la vue de ces deux navires français à quai, d'aucuns s'étaient mis à rêver tout haut : *« Alors , ils reviennent, ils vont rester ? »* Les « pompons rouges » n'étaient que de passage !

La preuve était ainsi faite qu'il existe des liens historiques, difficiles à rompre. Diégo-Suarez se vante d'être la ville la plus francophile de Madagascar, francophile jusqu'au bout des ongles. *« Ici, on parle volontiers francalche*, explique le député, *tellement il y a eu de brassages. »* Président du centre universitaire régional (CUR), il projette d'y ouvrir, à la prochaine rentrée, un département de lettres françaises. Pour le moment, les étudiants antsiranais, qui veulent suivre cette filière sont obligés d'aller à Tananarive ou à Toliary (ex-Tuléar). Un comble !

Le Diégo d'aujourd'hui, c'est encore un peu celui d'hier, avec la nostalgie en plus. L'Hôtel de la Poste fait toujours l'angle de la rue Jeanne-d'Arc et de la rue Joffre. Sur des plaques de rue bleues — ancien modèle — sont inscrits les noms de quelques gloires de l'ancien empire : Gouraud, Mangin. Le lycée français a survécu aux tourmentes de l'histoire, le consulat aussi. En se retirant, comme partout ailleurs, la vague coloniale a abandonné, ici, au bord de la rade, les éternels laissés-pour-compte de l'aventure, anciens légionnaires, petits Blancs *errants et trafiquants de tous poils* qui se sont notamment convertis dans l'hôtellerie, la restauration, ou vivent simplement de leurs souvenirs...

Si ce n'étaient les maisons à balustrades et à colonnades qui lui donnent un air du temps jadis, ces quelques bâtiments officiels — cercle naval, résidence du gouverneur — qui témoignent d'une vie antérieure, la ville manquerait singulièrement de charme. Cette baie incomparable l'embellit, fait oublier son côté vilaine bourgade. Des soldats malgaches ont pris la relève. Mais, *« ce n'est pas la même chose qu'avant*, murmure-t-on ici ; *ils n'ont pas le même pouvoir d'achat que les Français »*. Forcément. Diégo-Suarez « flotte » dans ses habits militaires, taillés à une époque où elle avait une autre carrure.

Les dégâts du cyclone

Diégo-Suarez doit, aujourd'hui, réapprendre à vivre sur un autre pied, beaucoup plus modeste. Du temps des Français, elle avait sa banlieue maraîchère sur les pentes de la montagne d'Ambre. Plus de clients, plus de cultures. La ville — soixante-dix mille habitants — consomme quotidiennement quelque 35 tonnes de riz. *« Nous avons des problèmes de soudure de plusieurs mois »*, remarque le président du comité exécutif. Le port commercial tourne au ralenti : quatre à cinq bateaux par mois seulement. Le ciment soviétique reste en souffrance à Toamasina (ex-Tamatave). Et tout est à l'avenant !

Pour sortir la ville de sa torpeur, les Antsiranais comptent un peu sur la Société d'étude pour la construction et la réparation navale (SCREN), qui emploie mille trois cents personnes et qui, pourtant, tourne à peine au tiers de sa capacité. La Caisse centrale de coopération économique a déjà consenti un prêt de 11 millions de francs pour la réhabilitation de cette entreprise dont les chantiers Nord-Med assurent, depuis l'an dernier, l'assistance technique. Un espoir à l'horizon pour renflouer le plan de charge : le carénage d'une trentaine de chalutiers français qui, dans le cadre d'un accord entre Madagascar et la Communauté économique européenne, ont obtenu le droit de jeter leurs filets autour de la Grande-Ile.

Pour l'heure, Diégo-Suarez continue de réparer les dégâts causés par le passage du cyclone Kamisy, le plus violent que la ville ait jamais connu depuis 1912. *Cinq morts, environ* 70 *millions* de francs de dommages. La remise en état ne sera pas achevée avant la fin de l'année. Au moment du drame, les Français sont accourus les premiers, les Américains sur leurs talons. Les Antsiranais ne tarissent pas d'éloges sur leurs sauveteurs. Ils n'oublieront pas de sitôt.

Pas un seul Soviétique sur la brèche : cela non plus, ils ne l'oublieront pas ! Et, d'ailleurs, ils n'en veulent pas chez eux, de ces *« malotrus »*. Si ceux-ci avaient obtenu des facilités portuaires, comme le bruit en a couru, cela se serait vite su. Diégo-Suarez n'est vraiment pas l'endroit idéal pour y installer ce genre de ressortissants. Volontiers frondeurs, notamment à l'égard du pouvoir central qui réalise, ici, des scores électoraux assez médiocres, incapables de retenir leur mécontentement, les Antsiranais auraient tôt fait de rendre la vie impossible à ces indésirables.

Une base navale soviétique dans l'ancienne Diégo-Suarez ? Les autorités locales démentent cette légende. *« Croyez-vous que, si tel était le cas, le navire-atelier américain* Hector *aurait obtenu, en avril dernier, le droit de jeter l'ancre pendant une semaine, avec sept cents matelots à son bord ?*, notent-elles. *On n'a pas chassé les Français pour accueillir d'autres étrangers. »* *« Seuls, des bâtiments de guerre indiens nous ont fait des visites de courtoisie »*, assure le colonel Houlder.

Il n'empêche que les Soviétiques gardent un œil grand ouvert sur ce qui se passe ici. Il ne leur aurait pas déplu d'installer un consulat ou de se voir confier la réhabilitation du chantier naval. Leurs propositions n'ont pas été prises en considération. Sous un prétexte ou sous un autre — réparations, mission de bonne volonté, — leurs chalutiers ou leurs navires de recherches océanographiques viennent relâcher au port. Personne n'est dupe. Un moindre mal. Du haut de son promontoire, Joffre fait comprendre à ces petits curieux que, dans le cœur des Antsiranais, la place est déjà prise. Et pour longtemps...

JACQUES DE BARRIN.

POLOGNE

Rationnement en vente libre

Dans la Pologne d'aujourd'hui, on vend librement tout ce qui n'est pas rationné, c'est logique. Mais cette loi admet un correctif important. Les tickets de rationnement sont en vente libre.

Depuis près de cinquante ans, le bazar de Praga, bas quartier de Varsovie, sur la rive droite de la Vistule, offre aux honnêtes gens tout ce dont ils manquent : armes et faux papiers pendant l'occupation allemande, disques de jazz et Coca-Cola dans les années staliniennes, blue-jeans et poèmes de Czeslaw Milosz à l'époque grise de Gomulka, caviar russe et bulletins du KOR dans les années folles de Gierek.

La spécialité des années 80 : des *« petits papiers »* négociés discrètement dans les allées du marché. Ils portent différents noms : tickets, billets, assignats ou titres. Ils autorisent l'achat des produits interdits aux consommateurs ordinaires — le fruit de ce trafic dépasse parfois les revenus d'un travail licite.

La liste des articles « attribués » est longue : viande, beurre, sucre et matière grasse sont vendus sur des cartes de rationnement qui divisent les Polonais en cinq catégories. L'essence est échangée contre des billets de carburant, les voitures sont livrées aux titulaires d'assignats, les fers à repasser et aspirateurs sont fournis sur présentation d'une carte de priorité. Sans parler des vêtements de deuil et de noces, vendus à la « proche famille » du défunt ou des jeunes mariés, des vacances dans des *maisons* de repos et des appartements attribués contre des « billets de séjour » ou des « bons de logement ».

Les cartes de rationnement « ordinaires » valent 500 zlotys. Elles donnent droit à une allocation mensuelle de viande et charcuterie (2,5 kg), de sucre, (1,5 kg), de beurre (500 g) et de matière grasse (375 g). La carte de « travailleur de force » est plus chère. La cote de la carte « D » (enfant) est variable. Elle contient un ticket supplémentaire « chocolat 100 grammes » et est en baisse depuis que la pénurie de chocolat supprime cet avantage.

Le papier vert-bleu, plié en accordéon, et qui vaut une petite fortune (de 40 à 140 000 zlotys) est un « billet d'essence » qui autorise l'accès à la pompe pendant un an. Les différentes catégories de ces billets permettent de faire un ou trois pleins par mois. Le « billet trois pleins » (120 litres), attribué aux personnes autorisées à *« utiliser leur véhicule à des fins professionnelles ou sociales »*, a une valeur de près de onze fois le salaire mensuel moyen. Le tarif élevé tient à la différence entre le prix *officiel* (50 zl) et celui payé au noir (150 zl) du litre d'essence.

L'achat du billet est une opération délicate, certains portant au dos les numéros d'immatriculation de la voiture, ce qui diminue considérablement leur valeur. En outre, avant que la milice ait arrêté, en janvier dernier, un groupe de falsificateurs de billets d'essence, il fallait les examiner très attentivement. Les faux, fabriqués à Berlin-Ouest, étaient reconnaissables à la qualité supérieure du papier.

Tapis pour jeunes communistes

Ce, qui de loin, ressemble à un carnet de chèques est une « carte de priorité, jeune ménage ». Elle donne droit à l'achat de produits à la moitié du prix du marché parallèle : fers à repasser, aspirateurs, cuisinières à gaz et serviettes de toilette. En 1984 la liste était plus longue, mais, depuis, certains produits en ont été exclus. Car les jeunes, à en croire la presse, *« achetaient avec leur titre de priorité des articles qui ne sauraient être de première nécessité pour un jeune ménage, tels des chaînes hi-fi et des téléviseurs couleur »*. En outre les cartes « MM » (jeune ménage) sont devenues très rares depuis que le mode de leur attribution a été *modifié à la suite d'abus*, dénoncés par la presse. Certains couples achetaient des articles ménagers tout en continuant à habiter chez leurs parents. La nouvelle réglementation réserve la carte *« aux seuls couples où l'un des époux a moins de trente-cinq ans et qui se sont vu attribuer un logement »*.

Les grandes feuilles blanches à en-tête sont des assignats. Parfois la vignette permet de deviner la nature des biens que l'organisme donateur accorde à ses membres. Un assignat à en-tête de l'Union des journalistes de la Pologne *populaire* (la nouvelle association appelée à remplacer l'ancienne, dissoute au lendemain de la loi martiale) permet de se procurer une *machine* à écrire, objet introuvable dans le commerce depuis la même date. Parfois les apparences trompent, et l'assignat de l'Union des artistes photographes ne donnera pas droit à un appareil photo, aisément accessible, mais à un *« réfrigérateur avec tiroir congélateur séparé »*, sans doute pour conserver au frais les films octroyés par la même *organisation. Mais pourquoi* diable l'Union des anciens combattants pour la liberté et la démocratie attribue-t-elle à ses *membres des machines à laver* « Frania », et l'Union des jeunesses communistes des tapis ?



PLANTU.

Parmi les autres *organisations* généreuses en « bons », la presse clandestine de Solidarité cite, en premier lieu, les nouveaux syndicats, mis en place par les autorités, et qui continuent à être boycottés par les anciens membres du *syndicat libre*. Elle relève avec ironie que ces organisations bien pensantes fournissent *« de la camelote, bonne pour les retraités »* (qui forment une part importante de leurs effectifs).

Les nouveaux syndicats distribuent également des vacances sous forme de « titre de séjour » qui donnent le droit à la famille du travailleur de passer quinze jours dans une maison de repos bon marché mais confortable. Le prix de ce séjour ne dépasse que légèrement les revenus mensuels de la famille, alors qu'un séjour chez l'habitant, avec repas dans une cantine privée, est deux fois plus cher.

Vêtements de deuil et de noces

Les certificat de décès et de mariage, délivrés par la *mairie* aux « proches directs » du défunt ou des jeunes mariés, ouvrent l'accès à des magasins spéciaux (six à Varsovie) qui vendent des « vêtements de deuil et de noces ». Pour les nouveau-nés, l'*acquisition* du « trousseau complet » se fait sur présentation du livret de famille.

Si le billet d'essence ou l'assignat sont un appréciable complément au salaire, le « certificat automobile » permet de le doubler. Il autorise son heureux titulaire à acheter le modèle disponible au prix officiel, qui, pour la *voiture la moins chère*, la Fiat 126, est de 310 000 zlotys, et donc à la revendre, le lendemain, en toute légalité, à 650 000 zlotys. La différence représence vingt-trois mois de salaire moyen. La vente directe du « certificat automobile » est interdite par la loi, mais, de temps à autre, une petite annonce offre une « voiture avant livraison ». Ce procédé a deux avantages : il n'oblige pas le vendeur à investir, et permet à l'acheteur de choisir au moins la couleur de sa Fiat.

Dans la hiérarchie des tickets, bons et assignats, c'est le « billet de logement » qui tient le haut du pavé. La pénurie d'appartements, qui s'aggrave encore depuis 1980, fait que, dans les grandes villes, il faut attendre de douze à quinze ans pour en acheter au prix officiel. Au marché libre il coûte dix fois plus cher, par exemple, à Varsovie, de 100 000 à 150 000 zlotys le mètre carré.

Attribué, hors liste d'attente, à ceux qui *« du point de vue social ou économique sont indispensables à la ville ou à la région »*, le billet de logement fait de l'heureux propriétaire de 50 mètres carrés un quintuple millionnaire le jour où il parvient à s'en débarrasser. Au terme d'une nouvelle loi, adoptée en mars dernier, il doit attendre, en principe, dix ans avant toute revente.

S'il passe outre cette interdiction légale, risques et profit sont ceux d'une attaque de banque et ont souvent les honneurs de la rubrique *« affairisme et spéculation »* des journaux.

Les grévistes de Gdansk en août 1980, dans une de leurs vingt et une revendications, exigeaient que *« soient abolis tous les privilèges injustifiés et, en particulier, les cartes de priorité »*. Cinq ans plus tard, le système de répartition des avantages est en pleine floraison. Seule différence : alors que l'équipe de M. Gierek, à qui s'adressaient les revendications des grévistes, distribuait aux heureux camarades des voitures de luxe et des résidences secondaires, ses successeurs ont élargi le système aux fers à repasser et aspirateurs. Des carottes bien modestes, mais on fait avec ce qu'on a...

VINCENT WOLSKI.

TÉMOIGNAGE

L'ANÉANTISSEMENT DES JUIFS DE DROHOBYCZ EN GALICIE

« Personne ne pourra croire de quelle façon sont morts les nôtres »

La lettre dont nous publions l'essentiel ci-dessous nous est communiquée par Mme Maria Craipeau. Elle fut écrite par son père à Prague, en avril 1946, pour informer des épreuves subies sa famille vivant au Brésil. Elle raconte l'anéantissement des juifs de Drohobycz, une petite ville de Galicie occidentale dont le nom est connu de tous ceux qui aiment la prose de Bruno Schulz. Le signataire de ce terrible témoignage, directeur d'une raffinerie, était, raconte sa fille, « un homme bon et charmant, agnostique et libéral, actif dans les œuvres sociales, respecté de tous ». Caché dans une famille polono-allemande, il vécut seize mois, torturé par la faim et le froid, dans la paille. Brisé, il est mort en 1957 à New-York.

Vous me demandez de vous raconter ce que nous avons vécu. Si je voulais le faire, il me faudrait plusieurs volumes. Et croyez-moi, aucun de ceux qui les liraient et n'auraient pas *vécu ces* atrocités ne pourrait croire que cela est vraiment arrivé, que l'homme peut faire cela à l'homme, l'humilier *et le fouler* aux pieds ainsi. Personne ne pourra croire de quelle façon ont péri les nôtres. Chaque *juif qui* a *survécu* a le triste devoir de décrire ces événements, lorsqu'on le lui demande. Moi aussi, je veux vous décrire quelques fragments des horreurs que nous avons vécues, dans l'esprit de notre tradition *« wehigadta lewincha »* (1). Que tous ceux qui ont passé la guerre dans la paix et la prospérité sachent comment sont morts leurs proches.

Celui qui veut me comprendre doit se rendre avec moi dans les rues et les ruelles de Drohobycz, où il y avait avant la guerre 38 000 habitants, dont 19 500 juifs. Nous avions dans notre ville environ vingt associations de bienfaisance juives, en particulier la Maison *des orphelins*, une des plus belles de Pologne, un refuge de jour pour les enfants, un hospice de vieillards et un hôpital. La population juive se composait de commerçants, de médecins, d'avocats, d'employés, d'ingénieurs, d'ouvriers, d'artisans et aussi de miséreux sans emploi.

Les juifs étaient représentés dans l'administration communale et s'efforçaient de vivre en harmonie avec la population polonaise et ukrainienne. Rien ne laissait présager le degré de haine qu'elle allait nous manifester.

La liquidation des « inaptes au travail »

Le 1er septembre 1939, c'est la guerre. Onze jours plus tard, les bandits allemands arrivent à Drohobycz, où ils resteront jusqu'au 24. Pendant ces quelques jours ils foulent aux pieds notre dignité, en forçant notre intelligentsia aux travaux les plus vils : nettoyer les rues, les toilettes, etc.

Dans notre naïveté, nous nous imaginions que c'était *là* le plus grand malheur qui pouvait nous arriver. Nous ne savions pas alors ce qui nous attendait. *Conformément* à l'accord germano-soviétique, les Allemands se retirent jusqu'à San, et Drohobycz est occupé par les Russes, qui y restèrent jusqu'au 1er juillet 1941.

Immédiatement après l'arrivée des Allemands à Drohobycz, le 1er juillet 1941, des Ukrainiens (2) organisent un pogrom, assassinant des juifs et pillant leurs biens. Ce jour-là, parmi nous, quarante-sept hommes et femmes sont tués, et *deux cent cinquante* grièvement blessés, dont la plupart meurent dans des souffrances effroyables, privés de secours médical. Le deuxième jour du pogrom, les Allemands publient un appel à la *« population aryenne »* lui interdisant de tuer, et ils organisent un Conseil juif (Judenrat) avec à sa tête le docteur Rosenblatt et le docteur Rurhberg. Je n'ai pas accepté l'offre *qui* m'a été faite d'y participer. Le Judenrat fut l'épisode le plus triste de l'histoire des juifs.

Les premiers jours, les premières semaines passèrent presque tranquillement. Par-ci, par-là, un juif était *tué ou molesté sans aucun motif* dans la rue, mais il n'y avait pas encore d'exécutions collectives. Vers la fin de juillet, les Allemands annoncèrent la création des offices de travail *(Arbeitsamt)*, dont le rôle était de s'emparer de tous les juifs de seize à soixante-cinq ans et de les contraindre au travail.

Chaque juif et chaque juive de *plus de six ans devait porter sous* peine de mort un bandeau sur le bras gauche avec l'étoile de David cousue. Il leur était interdit de marcher sur les trottoirs, ils devaient s'incliner très bas devant chaque militaire, n'avaient pas droit aux trains, autos ou fiacres, ni le droit de tenir commerce, d'être soignés dans des « hôpitaux aryens », etc. *Ils* ne pouvaient habiter que dans quelques rues qui leur étaient réservées...

Les Allemands s'emparèrent de *tous les juifs et les firent* travailler dans les usines, dans la construction des ponts, dans les forêts, à casser des cailloux, *nettoyer la ville, etc.* Chacun recevait en salaire le quart d'un pain noir, que payaient d'ailleurs les *juifs eux-mêmes. Un jour le* Judenrat n'a pas mis à la disposition de l'office le nombre prescrit de *travailleurs juifs.* Il *fut* décidé alors d'exécuter dix juifs, dont un avocat, Me Bardech. Ce fut le premier tribut *de sang payé par la population* juive de Drohobycz, à titre collectif, vers le milieu de 1941.

Dans les premiers jours de novembre 1941, le Judenrat fut invité à transmetre à tous les juifs entre seize et cinquante ans qui ne *« se sentaient pas aptes au travail »* l'ordre de se soumettre à une visite médicale à l'hospice de vieillards. *Il* s'en présenta quatre cent vingt. Les hommes de la Gestapo et de la milice ukrainienne les entourèrent. Des camions arrivèrent une heure après et leurs bourreaux les emmenèrent dans la forêt de Bronica où, après *les avoir frappés jusqu'au* sang, ils les fusillèrent. Les camions revinrent en ville, pleins de vêtements et de chaussures, témoignant *ainsi* de l'abomination qui venait d'avoir lieu.

A cette époque le Judenrat reçut l'autorisation d'ouvrir dans le quartier juif un *Konsum* dont le rôle était de distribuer aux habitants leurs rations déjà congrues et quelques *légumes à prix d'or. Dans le ghetto*, ce fut la faim et la misère. Dépourvus de moyens, les juifs mouraient au rythme de vingt à *trente* par jour. (...)

Fin décembre 1941, les Allemands ordonnèrent au Judenrat de *leur soumettre, dans* les 24 heures, une liste de mille juifs inscrits au Secours communal. La moitié de la *population juive dépendait alors de* cette institution. Le Judenrat donna une liste de mille personnes qui reçurent *l'ordre de se présenter* à l'hospice de vieillards à une certaine heure avec 25 kg de bagages. A leur arrivée, on *leur* enleva immédiatement tous leurs biens — fruit du labeur d'une vie, — on les entassa à coups de pied et de poing dans des wagons et on les emmena. Ce furent là les premiers martyrs du camp de la mort de Belsen. Par la suite nombreux furent nos frères et nos sœurs qui en prirent le chemin.

Le nombre d'habitants juifs diminuait *sans cesse, les Allemands* gagnaient du terrain pour installer des aryens dans les rues d'où les *juifs disparaissaient.* (...)

Le massacre des orphelins

Arriva l'hiver, l'hiver le plus rigoureux de mémoire d'homme, et la mort fit encore plus de ravages. Nombreux furent ceux qui ne purent supporter la misère, la faim et le froid. La population juive diminuait, et, dans la même proportion, augmentait le nombre de petits orphelins. On en dénombrait dans le district de Drohobycz, y compris Boryslaw, quelque soixante-dix avant la guerre. Il y en eut jusqu'à six cents qui, mendiant et pleurant, *traînaient dans les maisons du quartier juif*, implorant un peu de nourriture chaude, un bout de pain. Les enfants *juifs trouvés en dehors du* quartier réservé étaient tués sur place.

Nous faisions ce que nous pouvions pour sauver au moins les enfants. Le docteur T., le docteur H. et moi-même organisâmes un comité d'entraide et nous adressâmes au Kreishauptmann (chef de cercle) en l'implorant de nous autoriser à transformer notre vieille synagogue en refuge pour les orphelins (notre *maison des orphelins avait été* occupée par les Allemands).

Dans cette affaire, comme dans tout ce *qui* nous concernait, les bandits allemands agirent d'une manière perfide. Le Kreishauptmann promit qu'il *« réfléchirait »*. Pour ne pas perdre de temps et sauver ce qui pouvait encore être sauvé, nous logeâmes soixante-cinq enfants dans la vieille synagogue. Nous avions choisi les plus affamés et les plus misérables. Pendant le *déjeuner entrèrent les hommes de la* Gestapo et des Ukrainiens et ils abattirent tous les enfants et les *deux soignantes qui se trouvaient* à table. Ce jour-là, des charrettes transportèrent au cimetière juif *soixante-sept cadavres. C'est ainsi* que se termina notre action pour porter secours aux enfants juifs.

Le 19 octobre 1942, la population juive de Drohobycz subit des pertes énormes. Ce jour-là on tira des maisons hommes, femmes et enfants et on les transporta dans la synagogue de la rue Garbarska, ceux qui n'y trouvèrent pas place étant entassés au tribunal. On ramassa dans ces « centres de rassemblement » *(Sammelstellen)* environ quatre mille personnes. Par manque de wagons, on garda là ces malheureux pendant trois semaines, au milieu de leurs déjections, frappés et maltraités. Une fois par jour, le Judenrat avait le droit de leur jeter un morceau de pain. Ceux qui en avaient encore la force pouvaient l'attraper. Beaucoup d'entre eux y devinrent fous et beaucoup, très enviés, moururent. Leurs cris et leurs pleurs étaient indescriptibles. Ces misérables affamés furent parqués dans des wagons et transportés à Belsen. Ils savaient qu'ils allaient à la mort et le faisaient avec soulagement.

Livrer sa propre mère

Il semblait qu'après ces meurtres on nous laisserait respirer un moment. Ceux qui l'imaginaient se trompaient. Après ce dernier transport, les Allemands décidèrent que le Judenrat (qui dirigeait aussi une police juive) devait livrer quotidien*nement cent femmes et vieillards.* Cette opération dura trois semaines et compte parmi les épreuves les plus pénibles de l'histoire de notre *communauté*. La police *juive jouait* son rôle scrupuleusement, et dans certains cas nos policiers livrèrent *leur propre mère. C'est ainsi que* périrent mille deux cents personnes. (...)

Il restait en ville environ deux mille juifs, et plus personne n'avait d'illusions sur le sort qui les attendait. Seuls subsistaient ceux qui travaillaient dans les établissements militaires, et dont les familles avaient été anéanties. Pour eux, on *créa des camps près de leur lieu de* travail. Ceux qui pouvaient se sauvaient dans la forêt, quelques-uns *parmi nous trouvèrent refuge auprès* de familles chrétiennes et beaucoup d'autres quittèrent la ville pour aller *dans des agglomérations importantes*, munis de faux papiers d'identité aryens. Le quartier juif cessa *d'exister et fut nivelé. Rien* n'échappa à la destruction, pas même les dépouilles mortelles des nôtres. *Les cimetières juifs furent* rasés et les pierres tombales utilisées pour réparer la route. La liquidation de la population juive de Drohobycz progressait maintenant très rapidemant. On ne garda que les quelques professionnels indispensables, les autres furent envoyés dans des camps d'extermination et très peu en revinrent.

Le 7 septembre 1944, l'armée rouge occupa notre ville. Des forêts, de diverses cachettes, sortirent cinq *cents débris humains*, la plupart seuls, sans femmes ni enfants. On ne se reconnaissait pas les uns les *autres*.

C'est ainsi que périt la communauté juive de Drohobycz.

SAMUEL ROTHENBERG.

(1) La Bible, Exode 13 : *« Tu diras alors à ton fils : c'est en souvenir de ce que l'Eternel a fait en ma faveur, lorsque je suis sorti d'Egypte... »*

(2) Il s'agit du « service d'ordre » ukrainien organisé par les Allemands et composé de jeunes voyous et de criminels de toute sorte, portant un bandeau jaune et *bleu et armés de carabines; ils* faisaient régner l'« ordre ».

★ Ce texte a été publié à Londres en polonais par le professeur Edmond Silberner, sous le titre « Lettre sur l'anéantissement des juifs à Drohobycz » (Poets and Painters Press, 1985).

France

Le RPR précise son projet de gouvernement

Le mouvement chiraquien peaufine son projet de gouvernement dans la perspective d'un éventuel changement de majorité en 1986. Réuni, ce samedi 4 mai, à Paris, le comité central du RPR débat des conclusions auxquelles sont parvenus, vendredi, les chargés de mission régionaux du parti. Ces conclusions, qui précisent les orientations économiques et sociales du RPR, doivent être définitivement adoptées lors d'un congrès extraordinaire, le 1er juin.

L'élaboration du programme de gouvernement que le RPR proposera aux électeurs est entré dans sa phase finale. Depuis le mois de janvier, dans toutes les fédérations, des délégués du mouvement ont pris des contacts et organisé des réunions avec des personnalités n'appartenant pas au RPR, afin de recueillir leurs critiques et leurs avis sur le projet contenu dans l'ouvrage publié par le parti de M. Chirac à la fin de 1984, sous le titre *Libres et responsables*.

Vendredi 3 mai, M. Alain Juppé, adjoint au secrétaire général du mouvement, maître d'œuvre de cette consultation, a donc réuni les « chargés de mission » régionaux du parti pour faire la synthèse de leurs rapports. Ses conclusions devaient être soumises au comité central réuni samedi dans un hôtel des bords de la Seine à Paris.

Ces rapports ont été défendus par une quarantaine de militants, assez jeunes pour la plupart et n'appartenant pas aux cadres classiques du mouvement. M. Juppé a retenu quatre préoccupations prioritaires : *« le redressement de l'économie par la libération de l'entreprise ; l'adaptation du système éducatif aux besoins de la nation ; le traitement énergique de l'immigration ; l'affirmation claire de nos alliances avec, au premier chef, les Etats-Unis »*.

A propos de la première de ces préoccupations, les rapporteurs souhaitent essentiellement un allégement des charges fiscales, l'assouplissement des règles de gestion des personnels et la suppression du contrôle des prix. En matière fiscale, ils observent toutefois une certaine prudence en ce qui concerne l'allégement de l'impôt sur les sociétés, ainsi que sur le sort à réserver à la taxe professionnelle, dont le RPR propose la suppression et le remplacement par une modulation de la TVA. En ce qui concerne l'impôt sur les grandes fortunes, les délégués estiment qu'*« il serait maladroit et illusoire d'en entreprendre la suppression totale »*. Alors que M. Juppé, au contraire, souhaite cette suppression, plusieurs orateurs ont abondé dans son sens, et l'un d'eux a affirmé : *« Le souci de chaque patrimoine est désormais de devenir opaque, et l'argent fout le camp à l'étranger, au lieu de s'investir en France. »*

Justifiant leur prise de position en faveur de l'assouplissement des règles de recrutement et de licenciement dans les entreprises, les rapporteurs estiment qu'*« une plus grande liberté doit être laissée aux chefs d'entreprise après une révision des modalités du licenciement et une limitation considérable du rôle de l'inspection du travail »*. M. Juppé a, toutefois, tenu à préciser : *« Notre position n'est pas la liberté de licencier mais l'amélioration des procédures internes aux entreprises. »* Les délégués se sont montrés très prudents en ce qui concerne l'éventuelle suppression du monopole syndical pour la représentation du personnel, qui est souhaitée par les représentants des petites et moyennes entreprises. Enfin, si tous les rapports n'ont pas évoqué le problème de la dénationalisation, certains redoutent que cette perspective ait des conséquences néfastes pour l'emploi. M. Jacques Toubon, secrétaire général du mouvement, les a rassurés en affirmant : *« Au contraire, ce sont les nationalisations qui ont entraîné des pertes d'emplois. »*

M. Alain Juppé a précisé que si le RPR, en cas de victoire de l'opposition aux élections, était appelé à diriger les affaires, le programme de dénationalisation concernerait dans un premier temps les compagnies d'assurances, puis les banques, ensuite les groupes nationalisés en 1982, enfin le secteur de la communication. Il a balayé les objections de caractère financier, en estimant que la capitalisation boursière serait fort capable d'absorber les dénationalisation.

ANDRÉ PASSERON.

M. Toubon fait le ménage

A la veille de la réunion du comité central, M. Toubon a procédé à trois nominations : M. Jean-Pierre Schosteck, conseiller général et maire de *Châtillon-sous-Bagneux* (Hauts-de-Seine), remplace M. Gérard Ecorcheville dans les fonctions de délégué national à la formation. M. Yves Manciet est nommé chargé de mission pour l'environnement auprès de M. Alain Carignon ; M. Emile Auguste, conseiller du XIe arrondissementde Paris, devient chargé de mission pour les transports auprès de M. Alain Juppé.

La démission de M. Ecorcheville, qui lui a été demandée par M. Toubon, constitue en réalité une sanction contre cet élu municipal de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) très actif parmi les élus de l'opposition minoritaires dans les municipalités dirigées par la gauche. Le secrétaire général du RPR a reproché à M. Ecorcheville d'avoir, au moment de la campagne pour les élections cantonales, pris position, notamment dans une interview publiée par *le Matin de Paris*, en faveur du rapprochement avec le Front national, alors qu'il venait lui-même de se prononcer, au contraire, contre tout désistement en faveur de l'extrême droite (*le Monde* du 7 mars). On avait relevé, à l'époque, que par cette prise de position, le candidat du RPR dans le canton de Gennevilliers-Nord, tenu par le PC, s'était spectaculairement désolidarisé du secrétaire général de son parti. Favorable à l'alliance du RPR avec le Front national, M. Ecorcheville, proche du président du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua, et ancien sympathisant du mouvement Occident, affirme son souci « unitaire » et explique, dans l'hebdomadaire *Minute* daté 4-10 mai, qu'il s'est démis de ses fonctions parce qu'il est en désaccord avec la stratégie électorale de l'état-major du RPR.

Autre démission, celle de M. Daniel Méraud, conseiller de Paris, adjoint au maire de la capitale pour les services industriels et commerciaux, et délégué national du RPR aux affaires économiques. Cette démission prendra effet après le congrès de ce mouvement du 1er juin. M. Méraud, élu du XIIIe arrondissement de Paris dont le maire est M. Jacques Toubon, est lui aussi un ancien élève de l'ENA, mais il a rempli les fonctions de conseiller économique auprès des prédécesseurs de M. Toubon au secrétariat général du RPR. Il semble que sa décision constitue une séparation d'avec M. Toubon pour des raisons d'incompatibilité personnelle.

Propos et débats

M. Toubon (RPR) : le Moi de M. Barre...

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, interrogé par le Nouvel Observateur *daté du 3 au 9 mai, sur ce qui le sépare de M. Raymond Barre répond notamment :* « La vérité, c'est qu'un débat de fond nous sépare de M. Barre et, d'une manière générale, des économistes classiques comme lui, que j'oserai appeler timorés. » *Selon M. Toubon, M. Barre et ses amis* « pensent qu'il n'y a pas d'autre voie pour la France que le rétablissement des équilibres, c'est-à-dire, en fait, une certaine restauration de l'ordre ancien ». *Or, pour le RPR,* « la vraie priorité, *dit-il,* c'est d'engager immédiatement l'inversion du processus de socialisation progressive de la France, en marche depuis quarante ans ». *En outre, M. Toubon attribue à l'ancien premier ministre le défaut* « d'être persuadé qu'il a toujours raison seul contre tous ». « Seules des circonstances historiques exceptionnelles peuvent conférer une telle légitimité du « Moi » *dit-il,* dans son cas, elles ne me paraissent pas réunies. »

M. Philippe Seguin (RPR) : éviter le risque

M. Philippe Seguin, député RPR des Vosges, a estimé, jeudi soir 2 mai à Lyon au cours d'une conférence de presse : « Si l'union de l'opposition venait à l'emporter en 1986, mais si dans le même temps cette union refusait le gouvernement avec M. Mitterrand, après cinq ou six semaines d'une telle crise, et dans le cas prévisible d'une dissolution de la Chambre, les Français rebasculeraient à gauche. » *M. Seguin a ajouté :* « Il ne faut pas dire aux Français qu'il y a risque de crise de régime, car c'est prendre le risque de perdre les élections. »

M. Giscard d'Estaing : des idées simples

M. Valéry Giscard d'Estaing, au cours d'un dîner-débat, vendredi soir 3 mai, à Tours, a invité l'opposition à s'unir sur une politique commune : « Si en 1986, l'opposition n'est pas capable d'offrir une solution de gouvernement, je crains que la France ne soit ingouvernable pour longtemps » *a déclaré l'ancien chef de l'Etat. L'ancien président de la République a défini deux axes clairs nécessaires au* « redressement » *du pays :* « Nous sommes dans une période où les hommes et les femmes attendent des idées simples. Pour moi, il y en a deux : le redressement politique avec l'union de l'opposition, le redressement économique avec le choix d'une économie libérale. »

M. Joxe, les pompiers et les terroristes

(Suite de la première page)

L'Italie vient donc de proposer à ses partenaires une extension et une formalisation des groupes Trévi, créés le 29 juin 1976 à Luxembourg et prévoyant des réunions de travail entre hauts fonctionnaires — le directeur général de la police nationale pour la France.

L'Italie suggère une réunion annuelle des ministres de l'intérieur et la création d'un secrétariat permanent chargé de collecter les informations policières des divers pays de la CEE, auxquels s'ajoutent l'Espagne et le Portugal. Des sous-groupes d'experts seraient aussi institués, concernant trois domaines : le terrorisme, la drogue, le banditisme. La France est ouverte à ces propositions, d'autant plus que les tensions avec l'Italie se sont apaisées ; M. Scalfaro souligne même la bonne collaboration avec le gouvernement français. Toutefois, les Français sont extrêmement réservés sur la proposition italienne de connecter les fichiers et les banques de données sur le terrorisme de chaque pays et insistent d'abord sur la qualité des relations policières bilatérales.

En Corse, M. Joxe — dont c'était la troisième visite dans l'île — a pu constater un ralentissement de l'activité terroriste : les attentats sont en régression depuis le début de l'année (— 18 % par rapport au début 1984, avec un record de — 60 % en avril 1985 par rapport à avril 1984). Un apaisement qui pourrait n'être cependant que provisoire, les observateurs soulignant le départ récent des trois élus indépendantistes du Mouvement corse pour l'autodétermination (MCA) de l'assemblée régionale. Un départ de la scène électorale et institutionnelle qui pourrait présager une nouvelle radicalisation.

De Rome à Corte, le ministre de l'intérieur avait néanmoins pris le temps de céder à l'histoire, en visitant les ruines du forum dans la capitale italienne. Retour à la politique ordinaire, loin des pompiers et des terroristes, quand son guide-archéologue, montrant la curie romaine, souligna que, quand les empereurs voulurent « affaiblir le Sénat », ils augmentèrent le nombre de sénateurs. *« Un ange passe »*, commenta M. Joxe. Tout les témoins pensaient à l'augmentation du nombre de députés en 1986...

EDWY PLENEL.

Le MRAP et la victoire contre le nazisme

Le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) propose *« à tous sans distinction d'origines, de convictions et d'appartenances »* de se rassembler dans les villes de France, le mardi 7 mai, et de déposer en un lieu symbolique chacun une fleur pour marquer *« à la fois le souvenir, la solidarité, la lutte et l'espoir »*, à l'occasion du quarantième anniversaire de la victoire sur le nazisme.

Précisant que la Ligue des droits de l'homme participera à ces rassemblements, le MRAP souligne que la France étant *« confrontée à une montée de l'idéologie et des violences racistes, il est urgent d'arrêter ce processus dangereux qui a conduit dans le passé, par la démagogie et l'intimidation, au paroxysme de l'horreur »*.

A Paris, le rassemblement est prévu à 18 heures, autour de la Fontaine des Quatre Parties du monde, place Camille-Jullian (à l'intersection du boulevard Saint-Michel, des rues Notre-Dame-des-Champs et d'Assas), métro Port-Royal.

SELON LA SOFRES

Baisse des cotes de confiance de MM. Mitterrand et Fabius

Le baromètre mensuel SOFRES-*Figaro Magazine* enregistre une légère baisse des cotes de confiance du président de la République et du premier ministre.

D'après ce sondage, réalisé du 19 au 24 avril (soit avant l'émission du chef de l'Etat à TF 1) auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, 38 % des Français (ils étaient 39 % le mois dernier) déclarent faire confiance au chef de l'Etat pour résoudre les problèmes du pays. 58 % (56 % précédemment) émettent un avis contraire.

Le premier ministre, pour sa part, bénéficie de la confiance de 57 % des Français (au lieu de 59 % lors de la précédente enquête). C'est la première fois depuis le début de l'année que la cote de M. Fabius enregistre une baisse dans ce baromètre. Parallèlement, le nombre de ceux qui ne lui font pas confiance passe de 32 % à 34 %.

A l'indice de popularité des personnalités politiques, M. Michel Rocard (56 % d'opinions favorables) gagne cinq points et reprend la première place à M. Fabius (55 %), qui en perd deux. Le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, en hausse d'un point, arrive, avec 31 % d'avis positifs, au cinquième rang, dans la majorité, derrière M. Delors, qui reste stable (42 %), et M. Chevènement (34 %), qui progresse lui aussi d'un point.

Dans l'opposition, le recul est presque général : M. Barre (48 %) enregistre une baisse de quatre points. Mme Veil (45 %), MM. Chirac (34 %), Giscard d'Estaing (29 %) perdent chacun trois points, et M. Léotard (34 %) deux. Seul M. Chaban-Delmas progresse, passant de 27 % à 32 % d'avis favorables.

A Brest, la crise municipale s'amplifie

De notre correspondant

Brest. — La crise municipale de Brest est arrivée à un point de non-retour. Vendredi soir 3 mai, M. Georges Lombard (UDF, sénateur président de ela communauté urbaine) a lancé plus qu'un ultimatum au maire de Brest, M. Jacques Berthelot (RPR), en ne lui laissant guère d'autre choix que de renoncer à sa mandat, tandis que deux élus démissionnaires du RPR et onze élus UDF parmi lesquels le premier adjoint, M. André Rosec, CDS, demandaient au maire de *« constater qu'il était devenu un obstacle à l'union à Brest des forces de l'opposition nationale »*.

La décision de M. Berthelot de réintégrer les adjoints dissidents (*le Monde* daté 28-29 avril) n'a pas mis un terme, loin s'en faut, à cette crise municipale en forme de roman-feuilleton...

Vendredi 26 avril, M. Jacques Chirac, visiblement agacé par la tournure que prennent les événements, avait au cours de son passage dans la région brestoise lancé publiquement un appel à l'union puis, chez M. Jean-Louis Goasduff (RPR), député, maire de Plabennec, exhorté ses troupes à trouver une solution de compromis à la crise. Cet appel avait égratigné les maximalistes du RPR local, très opposés à tout compromis avec les dissidents de l'UDF, mais il n'avait pas laissé insensibles les conseillers gaullistes partisans de l'entente.

Deux jours après la venue de M. Jacques Chirac en Bretagne, M. Lombard avait pris sa plume et publié un long texte dans lequel il annonçait que le président du RPR lui avait demandé *« d'accepter d'examiner, malgré tout, avec les uns et les autres, l'éventuelle possibilité de reconstituer autour de Jacques Berthelot l'équipe mise en place au lendemain des élections municipales »*. M. Lombard indiquait que le maire n'avait pas respecté un accord aux termes duquel le président de la communauté urbaine devait rencontrer tous les adjoints pour trouver une perspective d'entente. Et il faisait savoir que les trois quarts de la municipalité étaient hostiles à M. Berthelot.

Jeudi 2 mai, M. Yvon Bourges, ancien ministre, délégué régional du RPR, se rendait à Plabennec pour présider une réunion des élus RPR brestois. Après quatre heures de discussion, ceux-ci, parmi lesquels M. Floch, conseiller général, et M. Leclercq, adjoint aux sports, qui avaient quitté un moment le rang, affirmaient leur soutien au maire. Un soutien pour le moins « arraché »...

Vendredi soir 3 mai, M. Lombard enfonçait à nouveau le clou. Pour lui, M. Berthelot *« reste un maire tragiquement minoritaire qui ne peut plus compter que sur des voix réticentes, donc discordantes »*.

Evoquant *« la paralysie de tous les services »* — le conseil municipal ne s'est pas réuni depuis le 21 février, — M. Lombard n'offre pour toute issue au maire que *« de prendre la responsabilité d'être un maire minoritaire »* ou *« de se rendre compte qu'il est devenu un obstacle et de s'en aller »*.

Pour couper court à certaines rumeurs, M. Lombard a annoncé *« il n'était à la recherche de rien »*. *« Je ne serai,* a-t-il dit, *ni candidat à la mairie en 1989 ni au Sénat. »*

GABRIEL SIMON.

DANS LES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Les patriarches du conseil général...

De notre correspondant

L'exécutif du conseil général des Alpes-de-Haute-Provence, qui vient d'être renouvelé, a huit cent quatre-vingts ans, soit une moyenne, pour ses quatorze membres, de soixante-deux ans et dix mois.

Cette performance gérontocratique résulte d'un blocage politique qui a conduit à la désignation du président, M. Ernest Don (PS, soixante-quinze ans et six mois) et des membres du bureau au bénéfice de l'âge. Le rapport des forces s'établit en effet à 16 voix contre 16, deux conseillers indépendants ayant rejoint pour la circonstance les rangs de la gauche. Faute de temps et la lassitude aidant, l'assemblée est allée, après l'élection du troisième *vice-président, jusqu'à procéder à un* vote groupé pour désigner les dix conseillers généraux les plus âgés afin de pourvoir, par ordre décroissant d'ancienneté, aux postes encore vacants. Ainsi l'âge des patriarches du bureau s'échelonne de soixante-quinze ans et six mois pour le doyen — le président — à cinquante-trois ans et neuf mois pour le plus jeune — le cinquième secrétaire.

Seul M. Pierre Grimaldi, maire et *conseiller général RPR de Digne*, a manifesté son désaccord avec la procédure du vote groupé. *« La solution par l'âge n'est pas une solution d'efficacité,* a-t-il dit. *Le président et le bureau ne sont pas choisis mais subis. Cette situation place à l'écart de responsabilités les jeunes conseillers, ce qui n'est pas très motivant pour eux. »*

M. Fernand Tardy, sénateur socialiste, conseiller général de Digne-Ouest, n'est pas de cet avis. Il remarque que depuis deux ans, l'assemblée départementale était présidée par M. Castor, élu lui aussi *au bénéfice de l'âge en avril 1983* à la suite de Claude Delorme (PS). *« Or il n'y a eu ni crise ni blocage,* note-t-il. *Il n'y a donc pas d'inquiétudes particulières à avoir. »*

F. de B.

Les élus indépendantistes guyanais contestés au sein de leur syndicat

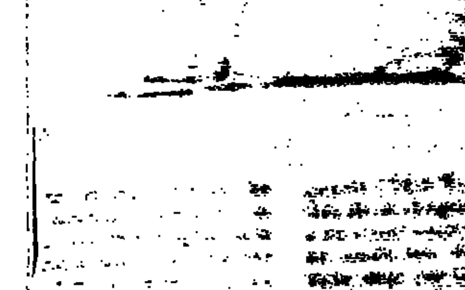
De notre correspondant

Cayenne. — Réunie en congrès du 19 au 21 avril, l'Union des travailleurs guyanais (UTG, indépendantiste) a décidé de prendre ses distances vis-à-vis de ses trois membres du conseil régional, MM. Guy Lamaze, Jules Fernand et Alain Michel, dont la stratégie au sein de l'assemblée régionale a été contestée par plusieurs sections syndicales. L'UTG ne soutiendra pas, en 1986, à l'occasion du renouvellement du conseil régional, la liste des travailleurs guyanais (LTG), sur laquelle les trois intéressés avaient été élus *en février 1983*.

Au cours de débats longs et houleux, les contestataires ont notamment reproché aux trois conseillers indépendantistes, qui se trouvent depuis deux ans en position d'arbitres au conseil régional, d'avoir eu, en différentes circonstances, une position *ambiguë en s'étant* alliés à la droite. Ces critiques ont été exprimées par des militants sensibles aux arguments développés contre les trois élus par le Parti socialiste guyanais (PSG), principal soutien local du gouvernement, qui a souvent accusé l'UTG de confondre l'action syndicale et l'action politique. Le secrétaire général de l'UTG, M. Turenne Radamonthe, qui assume ces fonctions depuis une trentaine d'années, a été reconduit à ce poste, mais MM. Guy Lamaze, Alain Michel et un de leurs amis, M. Roger Aron, ont été évincés du nouveau bureau du syndicat, où sont entrés deux de leurs contestataires, MM. Maurice Pindard et Auguste Elfort. *« Nous n'avons pas le support logistique et humain suffisant pour faire comprendre à la base notre action au sein du conseil régional pour contrer la campagne de dénigrement systématique menée par le Parti socialiste guyanais auprès de nos syndiqués, qui sont aussi électeurs du PSG »*, commentait lundi M. Michel, qui préside la *commission des finances de l'assemblée* régionale et avait été délégué au début du mois, en compagnie de M. Aron, à la conférence indépendantiste de la Guadeloupe.

EDMOND FREDERIC.

PRÉCISION. — Nous avons mentionné, dans nos éditions du 4 mai, parmi les députés du Parti républicain qui se sont prononcés en faveur de M. Raymond Barre, le nom de M. Haby. Il s'agit de M. René Haby, député UDF de Meurthe-et-Moselle, ancien ministre de l'éducation nationale, à ne pas confondre avec M. Charles Haby, député RPR du Haut-Rhin.





مكذا من الأصل

UNE ENQUÊTE SUR LES SEIZE - DIX-HUIT ANS

Lycéens en liberté

Faut-il applaudir, pousser un grand ouf ! de soulagement, ou sonner le tocsin et décréter la mobilisation ? C'est une question de lunettes. Chacun lira selon les siennes l'étude de Nelly Leselbaum, Claude Coridian et Jacques Defrance sur les lycéens parisiens (1). Lunettes sombres : un tiers de ces jeunes de seize à dix-huit ans, inquiets pour leur avenir et souvent fatigués, consomment régulièrement des cigarettes ou de l'alcool, de la drogue, des tranquillisants ou des somnifères. Lunettes roses : les deux tiers de ces grands adolescents, volontaires et ambitieux, plutôt bien intégrés dans leur famille, se passent de tous ces produits et ne « s'éclatent » qu'au chewing-gum ou au Coca-Cola.

L'enquête a été menée en février 1983, sous forme de questionnaires anonymes, auprès de neuf cent soixante-huit lycéens tirés au sort, appartenant à vingt-six établissements publics de Paris. Cela montre à la fois son sérieux et les limites de l'échantillon étudié : il s'agit de *jeunes relativement privilégiés, qui* poursuivent leur scolarité au moins jusqu'au bac.

Les seize- dix-huit ans ne sont pas spécialement portés sur la boisson. Ils absorbent moins d'alcool que la génération de leurs parents, qui, déjà, était plus sobre que celle des grands-parents.

Dans une préface bien alarmiste, Evelyne Sullerot estime que *« l'augmentation constante de la consommation de drogues par les adolescents et les jeunes doit être considérée comme une catastrophe nationale »*. Ce ne serait pas *« une question d'âge »*, mais *« un problème de génération »*, car *« rien ne permet de penser que, passé cet âge, les consommateurs cesseront de consommer »*.

Mais qui peut être qualifié de consommateur ? Si un lycéen sur quatre (24,6 %) a pris au moins une fois de la drogue, ils ne sont que 6 % à en avoir consommé six fois ou plus au cours des six derniers mois. Et, dans neuf cas sur dix, le produit essayé ou utilisé est le haschisch. Seuls dix-neuf élèves sur neuf cent soixante-huit font une consommation *répétée* de drogues dures.

Les médicaments psychotropes n'ont pas la même valeur symbolique que les autres produits, mais on notera que les filles (qui utilisent plutôt des calmants) ont une consommation nettement plus élevée que celle des garçons (portés davantage sur les excitants). Ce sont elles d'ailleurs qui font la plupart des tentatives de suicide avortées, en puisant dans la pharmacie familiale.

Un dixième des élèves interrogés affirment ne consommer, même de façon épisodique, aucun de ces produits. *Les malheureux !* L'esprit du temps souffle si fort, souligne Evelyne Sullerot, que ces jeunes, qui résistent à *toutes les modes, passent* pour des attardés. Même les auteurs de l'étude n'y échappent pas, qualifiant ces non-consommateurs de *« conformistes »*. Conformes à quoi ?

En fin de compte, des dizaines de tableaux chiffrés sur les consommations de tabac, d'alcool, de drogues ou de médicaments ne permettent pas de cerner la population lycéenne. Le plus intéressant dans cette enquête a trait aux mentalités.

Crainte du chômage ? A peine 26 % des lycéens sont *« plutôt confiants »* dans l'avenir ; 48,5 % sont *« plutôt inquiets »* et 18 % ne veulent même pas y penser.

Les lycéens ont des rapports sexuels de plus en plus précoces : à quinze ans ou même avant pour 25 % des interviewés (le pourcentage était de 15 % lors d'une précédente enquête, en 1978). 43 % des garçons et 33 % des filles de seize à *dix-huit ans ont déjà eu une expérience sexuelle*. Autre évolution significative : ils sont plus nombreux à *envisager l'union libre que le mariage*, mais trois sur quatre aimeraient avoir des enfants.

Le fameux « fossé des générations » aurait-il été comblé ? La plupart de ces lycéens (65 %) ont le *sentiment d'être compris par leurs* parents et aiment bien rester à la maison (77 %). Ils se sentent *« assez libres »* (64,5 %) et même *« tout à fait libres »* (24 %). Comme si les parents avaient abandonné tout autoritarisme, et parfois toute autorité, pour préserver de *bons rapports avec ces grands* adolescents...

ROBERT SOLÉ.

(1) *Tabac, alcool, drogue ? Des lycéens parisiens répondent.* Haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme. Institut national de la recherche pédagogique. 29, rue d'Ulm, Paris Cedex 05, 118 pages, 40 francs.

LE VALIUM,
C'EST SI TU TROUVES PAS DE BOULOT.
LES AMPHÉS,
C'EST SI T'EN TROUVES !

PESSIN.

Produits consommés régulièrement	Proportion de consommateurs
TABAC :	
– Moins de 10 cigarettes par jour	14,9 %
– Plus de 10 cigarettes par jour	19,1 %
ALCOOL :	
– Vin ou bière quotidiennement	5,7 %
– Ivres trois fois ou plus durant les six derniers mois	7,6 %
DROGUE :	
– Deux fois ou plus durant les six derniers mois	11,2 %
– Six fois ou plus au cours des six derniers mois	6 %
TRANQUILLISANTS OU SOMNIFÈRES :	
– Plusieurs fois depuis un an	7,1 %

JEUNES EN DIFFICULTÉ

L'échec d'une mission locale

Chaque année, à l'issue de leur scolarité, des milliers de jeunes arrivent sur le marché du travail sans la moindre qualification. C'est pour éviter qu'ils prennent le chemin d'une marginalisation souvent irréversible que les missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes ont été créées. Mais ont-elles les moyens de faire face à leurs objectifs ?

C'est en 1982 qu'est née la mission locale de Reims (Marne). Chaque année, elle accueille deux mille jeunes et leur propose *une panoplie de stages*. Pour les seize/dix-huit ans, ce sont tout d'abord des stages d'insertion, puis des stages de préqualification, la formation alternée (où formation et séjours en entreprises se succèdent), enfin des stages de qualification (l'apprentissage industriel) ou d'apprentissage.

En fait, les jeunes qui s'inscrivent à la maison locale sor*tent souvent d'une section* d'enseignement spécialisée (SES) et les propositions qui leur *sont faites ne sont* pas adaptées à leurs difficultés. *« La moitié d'entre eux ne savent ni lire, ni écrire, ni compter*, affirme une animatrice de la mission., *Ils ont passé dix ans à l'école, comment voulez-vous que nous comblions leurs lacunes en une seule année ?* (le stage d'insertion) ? *Ces stages sont prévus pour des jeunes qui ont connu l'échec scolaire, encore faut-il qu'ils puissent les suivre ».*

Second paradoxe, alors qu'un CAP exige trois ans d'étude, à l'issue d'une scolarité « normale », la durée des formations proposées par la mission locale n'excède pas *deux ans. « Après un an d'apprentissage à la lecture,* explique M. Jacques Rioublanc, directeur de la mission, *il ne reste plus que quelques mois aux jeunes pour obtenir la première année d'un CAP. Les jeunes sont ensuite livrés à eux-mêmes, la mission locale ne leur propose plus rien. »* Ainsi les responsables de la mission locale ont-ils demandé une année supplémentaire de formation pour les jeunes qui auraient entrepris un stage qualifiant.

Pour ceux qui sont âgés de plus de dix-huit ans, la situation est encore pire. Tout d'abord, le droit commun s'applique à leur cas (contrairement aux seize à dix-huit ans) : ils doivent attendre un an entre deux propositions de stages. Ensuite, les stages n'excèdent en général pas six mois.

Enfin, compte tenu de leur niveau, la formation qui leur est *proposée consacre leur marginalisation* : ils sont trop âgés, par exemple, pour accéder à *certaines formules d'intégration* sociale telles que l'apprentissage. Pour eux le temps est *compté. « Nous leur proposons six mois de stage à la fin desquels ils doivent savoir lire, écrire, et avoir une solution professionnelle »*, explique M. Rioublanc.

Lorsqu'il dresse le bilan de la mission locale de Reims, le directeur de l'établissement ne *fait pas preuve d'optimisme : « Nous accueillons des jeunes qui sont exclus à chaque étape du système scolaire,* explique-t-il, *et alors qu'ils sortent de l'école après des échecs nous leur proposons des stages... qui vent inscrits dans le cadre de l'éducation nationale... »*

Dès lors, il n'est pas étonnant que 20 % seulement des jeunes parviennent à s'insérer dans la vie professionnelle après leur passage à la mission locale. Cela signifie que 80 % d'entre eux, même s'ils ont acquis une certaine formation, sont, ainsi *que le constate le directeur de* la mission locale de Reims, *« en voie de marginalisation ».*

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

« Et voilà pourquoi ils ne savent pas lire » d'Hélène Huot

Un diagnostic féroce

Voici un livre qui va faire mal !... Par le diagnostic, le ton, les remèdes proposés, l'auteur n'hésite pas à cogner et dire ce qu'elle pense sans aucune précaution académique.

Hélène Huot – dont les lecteurs du *Monde de l'éducation* ont longtemps pu apprécier les comptes rendus percutants sur les manuels de grammaire – est professeur de linguistique à l'université de Paris-VII. Elle y est la collègue de Jean-Claude Milner, *dont elle partage entièrement* les thèses : l'enseignement doit donner la priorité absolue à la transmission des connaissances, et ce qu'on baptise « pédagogie » n'est le plus souvent qu'une imposture destinée à camoufler l'incompétence.

Elle partage aussi avec l'auteur du célèbre essai *De l'école* une violence polémique qui risque de lui aliéner non seulement tous ceux – et ils sont nombreux ! – qu'elle étrille ou égratigne au passage, mais aussi le lecteur non prévenu qui peut s'agacer de voir un peu trop souvent brandi l'argu*ment d'autorité pour écraser* l'adversaire.

Mais cette sévérité ne doit pas détourner de l'essentiel, à savoir *l'analyse précise et remarquable*ment argumentée des maux dont souffre l'enseignement français et qui aboutissent au désastre de l'« illettrisme ». Pour Hélène Huot – qui sait de quoi elle parle, car elle travaille depuis plus de *quinze ans sur le terrain*, – le constat est évident : cet échec est d'abord celui de l'école. Ses causes : l'inadaptation des programmes, des manuels et des méthodes d'apprentissage ; l'incompétence des maîtres, en raison de leur mauvaise *formation* ; la faillite des programmes de rénovation menés par l'Institut national de la recherche pédagogique.

C'est pourquoi elle estime que le problème ne pourra trouver de solution que dans une politique globale, dont elle esquisse les grandes lignes à l'aide de propositions précises :

● *Mieux répartir l'apprentissage de la lecture et de l'écriture sur les deux ou trois premières années de l'école élémentaire*, en allégeant les programmes, pour tenir compte de la grande diversité des rythmes d'acquisition des enfants. L'expérience montre, en effet, qu'au cours élémentaire deuxième année le tiers des élèves n'ont pas assimilé toutes les notions grammaticales au programme...

On considère comme acquises des connaissances qui ne peuvent l'être par une partie des élèves, et les retards pris à ce niveau sont le plus souvent définitifs – en particulier pour ceux qui ne reçoivent aucune aide hors de l'école ;

● *Renoncer à la « polyvalence » des instituteurs*, qui ne leur permet pas d'acquérir les connaissances de base suffisantes dans les domaines essentiels du français et des mathématiques, et permettre aux uns de se spécialiser dans les disciplines « littéraires », aux autres dans les disciplines scientifiques ;

● *Elever le niveau de formation des instituteurs*, en les recrutant après la licence et en leur donnant à l'université une formation théorique satisfaisante ;

● *Donner à la recherche pédagogique un statut scientifique* en soumettant l'INRP aux règles des autres établissements de recherche (concernant le recrutement et le statut des chercheurs, l'évaluation et la publication des résultats) ;

● *Soumettre les manuels et le matériel pédagogique au contrôle effectif des spécialistes* et ne pas en laisser le monopole aux « praticiens » (en particulier aux inspecteurs et directeurs d'écoles normales, qui se trouvent ainsi auteurs et prescripteurs) ;

● *Supprimer le corps des professeurs de collège*, dont la formation – même réformée – est insuffisante et inadaptée à l'enseignement secondaire ;

● *Ouvrir les concours de recrutement de l'enseignement secondaire (CAPES et agrégation) à la linguistique moderne*, mieux adaptée aux difficultés que rencontrent les professeurs dans leur classe.

On retrouvera dans ces propositions le souci de bien des universitaires de « prendre en main » la formation des instituteurs – et aussi les séquelles de la longue lutte des disciplines nouvelles comme la linguistique pour s'imposer face aux humanités traditionnelles. Mais il serait léger de réduire ce programme à des considérations corporatistes. Apprendre la lecture à *tous* les jeunes Français pose effectivement des problèmes complexes qui réclament une solide formation des maîtres dans le domaine de la linguistique.

Hélène Huot *oublie toutefois* de dire que les universités auraient été bien incapables jusqu'à présent de répondre à la demande de l'école et d'assurer à tous les futurs maîtres un enseignement cohérent de linguistique, *tant cette discipline est encore* minoritaire et divisée. Les torts ne sont pas tous du côté des écoles normales, des inspecteurs, du ministère, des syndicats et des universitaires rétrogrades...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

★ *Et voilà pourquoi ils ne savent pas lire*, d'Hélène Huot. Minerve. Alternative Diffusion, 36, rue des Bourdonnais. 75001 Paris. 195 p., 69 F.

Une consultation nationale

MIEUX VIVRE EN HLM

Le Comité interministériel pour les villes (CIV), créé en juin 1984, lance à travers la France une consultation destinée à améliorer les conditions de vie des habitants des HLM.

Jusqu'à présent, la prestation des offices d'HLM se bornait à offrir aux locataires des murs, un toit et des équipements collectifs : un cadre de vie sommaire dans un environnement sans grâce. Aujourd'hui, il leur propose d'imaginer le cadre dans lequel ils veulent vivre : s'ils n'ont pas choisi leur lieu d'habitation, du moins peuvent-ils faire des propositions concrètes pour « récupérer » des équipements souvent abandonnés ou saccagés.

Les projets doivent être présentés conjointement par les habitants des HLM réunis en associations ou comités, les organismes d'HLM et les collectivités locales (1). Ces trois partenaires peuvent engager leur réflexion dans cinq directions. S'ils choisissent l'eau, ils peuvent imaginer des points d'arrosage, des ludo-thermes, des baignades, autant de possibilités de rencontres entre résidents.

A l'eau, ils peuvent préférer les *activités communautaires* (jardins familiaux, ateliers divers), les services (boutiques de gestion, de droit, de santé), la *reconstitution du* patrimoine et de l'environnement. Dernière piste offerte à leur imagination : *les jeunes et le bruit*. Dans ce cas, des opérations comme « mini-bruit, maxi-rock », des orchestres dans des caves insonorisées, guideront leur recherche.

Les partenaires accompagneront la présentation de leur projet d'un montage financier, à charge pour le jury de le soutenir par une subvention si l'expérience lui semble intéressante.

D. T.

(1) Le dossier complet de la consultation « les loisirs au quotidien » est disponible auprès du SATEL (Service aménagement touristique et équipements de loisirs), 4, rue Lord Byron, 75008 Paris, Tél. : (1) 563-17-31.



Société

LA TUERIE D'AURIOL DEVANT LES ASSISES DES BOUCHES-DU-RHONE

M. Pierre Debizet a résisté aux assauts de toutes les parties

La déposition de M. Pierre Debizet, secrétaire général du Service d'action civique (SAC) au moment de la tuerie d'Auriol, le patron, l'homme du sommet, était très attendue mais on en attendait trop. Elle n'a pas donné aux débats le tour politique que pouvaient espérer certains.

De notre envoyé spécial

Aix-en-Provence. – D'un bout à l'autre des trois heures qu'a durées l'audition de M. Debizet, vendredi 3 mai, celle-ci s'est toujours maintenue, même au moment des harcèlements les plus intenses, au ras du dossier criminel dont est saisie la cour d'assises des Bouches-du-Rhône. Car la seule question qu'elle posait se ramenait à celle qui se posa dès le début de l'enquête. M. Debizet pouvait-il savoir, à l'été de 1981, à quel degré de tension en étaient arrivés les rapports entre les deux dirigeants de la section des Bouches-du-Rhône, Jacques Massie le titulaire et Jean-Joseph Maria son intérimaire ? Dans l'affirmative, il aurait pu avoir des raisons de « régler le problème ». Dans la négative ou même simplement dans l'hypothèse d'une connaissance incomplète de la situation, il pouvait s'estimer insuffisamment éclairé et considérer qu'on ne lui avait rien rapporté d'autre que des ragots.

En d'autres termes, ceux qui s'étaient faits, auprès de lui, les détracteurs de Jacques Massie l'avaient-il informé de tout, et particulièrement d'une réunion tenue le 1er mai 1981 au cours de laquelle *Massie avait ouvertement accusé* Maria et Collard de perpétrer des attentats pour les imputer ensuite au FLNC ? Car si Massie avait cette conviction, si de surcroît il pouvait l'étayer par des preuves, il est vrai alors *que le SAC pouvait redouter* de sa part des révélations de nature à commander effectivement son élimination. Or, jusqu'à l'audience du 3 mai, Maria lui-même admettait avoir laissé son patron dans l'ignorance de tout *ce qui s'était dit le* 1er mai, notamment l'évocation des attentats. C'est même en raison de cette dissimulation que la chambre d'accusation de Paris devait rendre, en faveur de M. Debizet qui avait été inculpé et même incarcéré avec les autres, dès le 28 juillet 1981, un arrêt de non-lieu.

« J'ai été épouvanté »

Du même coup, parmi ceux qui demeurent inculpés et accusés, Jean-Joseph Maria, en sa qualité de responsable intérimaire du SAC des Bouches-du-Rhône, se trouvait mis en première ligne. Finie la trêve de l'ordre « venu d'en haut », l'affaire quittait sa dimension nationale pour se ramener à une sombre guerre locale, médiocre et subalterne, terminée en massacre. Jean-Joseph Maria a dû en éprouver une forte amertume. Car, brusquement, il a tenté vendredi de porter à son ancien chef un coup bien sournois. Oui, a-t-il dit en substance, j'avais toujours soutenu que M. Debizet n'avait pas été informé de tout, mais c'était seulement par courtoisie à son égard et à la demande de Me Denise Mialou qui était à l'époque son avocat et avait souhaité cette courtoisie dont l'un de mes propres avocats, Me Ruggeri, m'avait transmis la consigne.

Accusation grave mais qui pour autant demeura quasiment sans effet et sans suite. Accusation dangereuse aussi pour son auteur, dans la mesure où sa position reste la même : il n'a rien su, rien connu, rien vécu de ce qu'on lui impute.

M. Debizet n'a pas bronché. Il s'est sagement abstenu de répondre directement à Maria, et plus encore de l'interpeller.

C'est que le témoin Pierre Debizet *« soixante-deux ans, sans profession »* l'avait dit d'entrée :

« Il est certain que j'ai été épouvanté quand j'ai appris le drame qui s'est passé à Auriol et surtout que ma propre association, le Service d'action civique, et moi-même nous trouvions mêlés à l'histoire. Car je rappelle que j'ai été inculpé et détenu. Mais finalement la justice a reconnu que j'étais étranger à cette affaire. Je l'ai dit, je le répète : aucune des activités du Service d'action civique ne pouvait aboutir à une tuerie pareille. »

C'est que M. Debizet vit toujours dans l'idée d'un SAC idéalisé. Il faudrait même comprendre, la section des Bouches-du-Rhône en étant arrivée où elle en est arrivée, qu'elle serait aujourd'hui excommuniée. Cette section, c'en était *« une parmi quatre-vingt-six autres »*. Pourtant, lui, qui posait comme principe de n'avoir jamais parmi ses adhérents, de policiers, a bien accepté que la responsabilité soit confiée à Marseille à Jacques Massie, un brigadier de police urbaine. Il en convient.

A l'automne 1980, Massie devenu élève-inspecteur et devant suivre des cours à l'école de police de Cannes-Ecluses, en Seine-et-Marne, c'est Jean-Joseph Maria qui devient son intérimaire. A Paris, M. Debizet continue pourtant de voir Massie. De ce qui se passe à Marseille, il ne soupçonne rien jusqu'au jour où un adhérent de là-bas, Henri Durand, vient le trouver avec un dossier de police privée. Massie n'y est pas nommé, mais il y est visé.

« J'ai eu l'impression que c'étaient des problèmes de bonshommes, qu'on me racontait des histoires. Je n'y attachais pas grande importance, et j'ai dit à Durand que j'en parlerai à Massie directement. Ce que j'ai fait. »

Suspicion

En février 1981, c'est Maria, cette fois, qui fait le voyage de Paris pour de nouveau livrer ses soupçons contre Massie.

Les mois passent. Arrive l'affaire de l'attentat du 26 avril 1981 dont Massie déclare avoir été victime.

« Il m'a téléphoné. Il m'a fait son récit. Il n'avait pas encore porté plainte. Je m'en suis étonné. Il fallait réfléchir. On convint de se revoir. Le 28 avril, je le rencontre à Paris. Il me dit qu'il pense au FLNC. Je ne comprends pas pourquoi et il ne me donne aucune explication. Mais le lendemain, il me dit qu'il soupçonne des gens du service. J'en suis ahuri. S'il pense à des gens du service, c'est qu'il y a dans la section des choses anormales, mais il ne me dit rien. »

Ainsi, M. Debizet ne prend toujours pas l'affaire au sérieux. Or, c'est en raison même de cet attentat que Massie convoquait, le 1er mai, chez lui, Maria et Collard, qu'il soupçonnait d'avoir monté le coup avec quelques autres compagnons. Ce soir-là, le dossier l'établit, ils se sont vraiment tout jeté à la figure. Massie a même lancé à Maria et à Collard : *« Vous deux, je ne vous contrôle plus. »* Il leur signifiait par-là qu'il les tenait pour les auteurs d'attentats commis récemment à Marseille et imputés au FLNC. Les autres lui ont rétorqué qu'ils le soupçonnaient de passer à gauche par opportunisme. Bref, une suspicion réciproque.

Le 5 mai, M. Debizet débarque à Marignane. Maria l'attend. Pendant quatre heures, ils vont parler : de quoi ?

« De l'attentat dont se plaignait Massie, mais aussi, assure-t-il, *de politique, car on était à cinq jours du deuxième tour de l'élection présidentielle et cela, pour une organisation comme la nôtre, demandait des discussions. Maria accuse une fois de plus Massie de mauvaises fréquentations et parle toujours de détournements d'argent.*

– Vous avez été quand même un peu ébranlé? demande le président François Brunat.

– C'est sûr. Tout cela ne me plaisait pas du tout. Mais, en l'absence de Massie, je ne pouvais rien faire. »

Au matin du 6 mai, M. Debizet, avant de reprendre l'avion pour Paris, discutera encore trois heures.

M. Debizet : *« Il est certain que je repars de Marseille en me disant que j'ai un problème, mais il faut que je voie encore Massie. »*

Au passage, M. Brunat glisse : *« A propos, saviez-vous que tous ceux qui étaient là pour vous attendre étaient armés?*

– Ah! non! Car, pour moi, c'est une chose anormale, impensable. Jamais un membre du SAC n'a été armé. C'était un principe absolu. »

Voilà M. Debizet de retour à Paris, de retour du Gabon, le 20 juillet, il apprend la tuerie.

Recrutement de voyous

Le président : *« Depuis, vous avez dû quand même réfléchir, vous avez été inculpé. Comment expliquez-vous ce qui s'est passé ?*

Il a hésité, surpris : *« Ce qui s'est passé est épouvantable. Je suis certain que les gens qui sont au SAC sont totalement étrangers à ce genre d'histoire. »*

On lui montre le box : *« Parmi les six qui sont ici et qui, tous, étaient au SAC, vous savez que quatre reconnaissent leur participation. Vous savez aussi que la victime, Jacques Massie, était elle-même membre du SAC.*

– Monsieur le Président, le SAC est étranger à cette affaire. On a dit sur lui trop de choses. »

On insiste. On lui parle encore de Massie, de ses manies du renseignement.

« Cela ne m'intéressait pas. S'il avait des renseignements, je lui ai dit qu'il s'en serve pour son métier de policier.

– Il vous a pourtant adressé des rapports sur une expédition qu'il avait menée dans une chambre d'hôtel avec pose de micros, photographies de documents ?

– Je ne les ai jamais reçus.

– Il semble pourtant que si. Et puis, pourquoi avez-vous mis à l'écart vos fichiers ?

– C'est systématique, après chaque élection importante. Compte tenu de ce qui a été raconté sur nous, des compagnons ont déjà été mis en quarantaine, ont perdu leur emploi ou ont dû déménager. »

On le sent en cette circonstance à la fois solide et maladroit. Homme d'action, c'est sûr, mais sans autre envergure.

C'est l'avocat général, M. Christian Lassalle, qui devait le tourmenter le plus en lui demandant, par exemple, le rapport qui existait à son avis entre le SAC et le mouvement anti-indépendantiste corse Francia.

« Il n'y avait aucun lien organique. Le commandant Bertolini avait été effectivement autrefois membre du SAC.

– Vous lui avez pourtant versé 23 714 francs après l'affaire de Bastelica. C'était sur votre compte personnel ?

– Non, c'était sur celui du SAC, compte tenu d'une obligation de solidarité.

– Saviez-vous que Massie recrutait des voyous pour une organisation qu'il avait créée lui-même ?

– Non, comment l'aurais-je su ?

– Mais alors, à quoi donc, d'après vous, pouvait bien servir le SAC à Marseille ?

– C'était, je l'ai dit, une section comme une autre qui donnait son appui aux organisations gaullistes.

– Quand vous quittez Marseille le 6 mai, on peut penser que vous avez fait un choix. Car, ou bien Massie a été victime d'un attentat et c'est grave, ou bien il raconte des histoires en accusant des membres du SAC, et c'est tout aussi grave. Si vous dites vrai, on vous aurait donc caché l'essentiel. Vous seriez venu, finalement, à Marseille pour vous promener.

– Non, monsieur! Je rentrais pas content. Mais j'estimais qu'il n'y avait rien de dramatique, que j'avais le temps de voir. »

Après que chacun eut questionné, harcelé, on en restait à cette double constatation :

1) La base du SAC des Bouches-du-Rhône en savait plus sur ses activités que son chef suprême ;

2) Le chef suprême, du 27 avril au 7 mai 1981, avait consacré au moins six de ses journées à se soucier du « problème marseillais » et cela en dépit d'une période électorale intense.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

LA CONFRONTATION DES PARENTS DE GRÉGORY AVEC LES GENDARMES

Aucun élément nouveau

Pendant près de sept heures, vendredi 3 mai, les gendarmes de la brigade de Bruyères (Vosges) et le capitaine Etienne Sesmat, qui a dirigé, jusqu'au 18 février, l'enquête sur la mort de Grégory Villemin, ont été confrontés avec les parents de l'enfant, Christine et Jean-Marie, au palais de justice d'Epinal. Le juge d'instruction, M. Jean-Michel Lambert, tentait de déterminer si les gendarmes avaient ou non contribué à convaincre Jean-Marie Villemin que son cousin, Bernard Laroche, qu'il a tué le 29 mars, était bien l'assassin de Grégory. *Il n'est pas sûr que le* magistrat instructeur ait obtenu la réponse à cette interrogation. Pour sa part, M. Jean Kopf, avocat du capitaine Sesmat, a déclaré que la confrontation, qui a eu lieu en présence du procureur de la République, a permis de *« vider l'abcès »* ; il a ajouté que la démonstration a été faite que *« la confiance qu'il porte à la gendarmerie et au capitaine Sesmat est fondée »*.

Avant et après l'assassinat de Bernard Laroche, les parents de Grégory Villemin n'avaient pas caché qu'ils entretenaient des contacts fréquents avec les gendarmes. Selon M. Jean-Marie Villemin, actuellement incarcéré à Nancy, un gendarme aurait déclaré en sa présence : *« S'il n'y a pas assez d'éléments dans le dossier pour condamner Laroche, il y en aura bien assez pour défendre celui qui le tuerait. »* Me Paul Prompt, l'un des avocats de Bernard Laroche, avait accusé les gendarmes de se comporter en *« directeurs de conscience »* avec les époux Villemin.

LA MALADIE DU LÉGIONNAIRE FAIT VINGT-SEPT MORTS EN ANGLETERRE

Une importante épidémie de maladie du légionnaire frappe en ce moment la région du Staffordshire, dans le centre-ouest de l'Angleterre. D'abord prise pour une grippe, cette épidémie a déjà entraîné la mort de vingt-sept personnes. Soixante-dix autres patients, présentant les mêmes symptômes, sont hospitalisés dans les hôpitaux de Stafford. Il s'agit de la plus importante épidémie de légionellose jamais signalée en Grande-Bretagne.

Cette maladie, qui frappe sourtout les personnes âgées et les patients présentant un déficit immunitaire, s'est manifestée pour la première fois à Philadelphie, en 1976, lors d'une convention de la légion américaine. En février 1977, la bactérie reponsable de la maladie, la « légionelle », était identifiée par le centre de contrôle des maladies d'Atlanta. Cette maladie infectueuse, qui se présente essentiellement sous la forme d'une pneumopathie, est sensible à certains antibiotiques. Deux précédentes épidémies, l'une à l'hôpital Bichat de Paris, l'autre dans une caserne de Saragosse en Espagne, avaient montré que la contamination simultanée d'un grand nombre de personnes pouvait s'expliquer par la présence de « légionelles » dans l'eau des systèmes de climatisation.

F.N.

En bref

● *Explosion à Monaco : trois morts.* – Trois personnes sont mortes et quatorze ont été légèrement blessées à la suite de l'incendie d'une fourgonnette contenant du matériel pyrotechnique dans un entrepôt du quartier industriel de Fontvieille à Monaco. Pour une raison indéterminée, le véhicule qui transportait 800 kilos de feux d'artifice en provenance d'Italie, s'est embrasé, vendredi vers 15 heures, au moment du déchargement du matériel, qui devait être acheminé à Houilles (Yvelines). Le feu a endommagé trois autres véhicules.

● *Deux personnes égorgées dans un bureau de poste.* – Une employée des postes et une cliente ont été égorgées, vendredi 3 mai vers 16 heures, dans un bureau de poste annexe de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire). Les enquêteurs ont décelé des traces de lutte. Une somme modique a été dérobée. Quatorze hold-up de bureaux de poste ont eu lieu, depuis juin 1984, dans le département de Saône-et-Loire, dont dix ont été commis par le même homme, pensent les policiers.

HOCKEY SUR GLACE : *championnat du monde.* – Les Tchécoslovaques sont devenus champions du monde de hockey sur glace pour la sixième fois en battant le 3 mai à Prague les Canadiens (5-3), qui n'avaient plus terminé à la deuxième place depuis 1962. Les Soviétiques, qui détenaient le titre depuis 1978, se sont classés troisièmes à la faveur d'une victoire sur l'équipe des Etats Unis (10-3) au terme d'un match qui a été marqué par une bagarre générale des joueurs des deux formations pendant dix minutes.

ÉCLIPSE DE LUNE SUR LA FRANCE

Dans la soirée du samedi 4 mai, le Soleil aura rendez-vous avec la Lune. Si les conditions météorologiques le permettent, les Français pourront observer pendant environ soixante-dix minutes une éclipse totale de Lune. Ce phénomène, qui se produit lorsque la Terre s'interpose entre le Soleil et la Lune, devrait commencer vers 20 h 17, heure française. La Lune passera alors progressivement dans le cône d'ombre de la Terre et sera complètement masquée dès 21 h 23, avec un maximum à 21 h 56. A partir de 22 h 30, notre satellite naturel commencera à sortir du cône d'ombre. Pour observer cette éclipse de Lune, point n'est besoin de lunette astronomique ou de jumelles. Une bonne vue suffit. Avis donc aux amateurs qui, du fait des mouvements de ces différents astres dans le ciel, devront être au rendez-vous quelque quinze minutes plus tôt que les Parisiens si ils habitent en Alsace et quelque quinze minutes plus tard si ils vivent en Bretagne.

RÉPARATIONS EN SÉRIE A BORD DE CHALLENGER

Les astronautes de la navette spatiale américaine Challenger sont finalement parvenus à mener à bien deux des expériences scientifiques qu'ils avaient récemment rayées de leur programme de travail en raison des pannes, réparations et projections de crottes de rats et de singes dont ils étaient les malheureuses victimes. Grâce aux conseils que leur ont prodigué les contrôleurs au sol, mais grâce surtout à l'acharnement d'un des leurs, Taylor Wang, surnommé depuis « le dépanneur », les astronautes de Challenger ont pu remettre en marche une expérience d'étude des rayons cosmiques et une autre destinée à l'étude du comportement des fluides en apesanteur. Bien que ces nombreux incidents aient fait perdre un temps précieux, l'équipage espère bien se rattraper avant que la navette ne revienne, lundi 6 mai, vers 18 heures, sur Terre en faisant des heures supplémentaires. Ainsi une grande partie de cette mission Spacelab-3 dont l'essentiel porte sur le comportement et la fabrication de matériaux dans l'espace pourrait-elle être préservée.

Carnet

Naissances

– *Bénédicte et Henri*
ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils,

Samuel.

Agnès, Claire et Manuelle, ses grandes sœurs,
sont heureuses de l'accueillir.
Le 30 avril 1985.
Maternité des Minguettes,
Vénissieux.

– Etienne, Anaïs et Marc,
Odile et Patrick BREAUD

ont la joie d'annoncer la naissance de

Laure.

Paris, le 17 avril 1985.

Décès

– Annie G. de Araoz,
Elisabeth Richard,
ont la tristesse d'annoncer le décès de leur mère,

Marie ADELL,

survenu à Peniscola (Espagne), le 16 avril 1985.

– Sa mère,
Son épouse,
Ses enfants,
Sa sœur,
Et toute sa famille,

font part douloureusement du décès accidentel, survenu dans sa cinquante-huitième année, de

M. Raymond ANGER
CF (R),
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre des TOE,
croix de la valeur militaire,
médaille de l'aéronautique.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 3 mai, à 15 heures, en l'église de Plougasnou *(29228)*.

– Mme Roger Bellissant,
née Henriette Richard,
Marise et Claude Riff
et leurs enfants,
Colette et Mohammed Dib,
leurs enfants et petits-enfants,
Pierre et Georgette Bellissant
et leurs enfants,
Camille et Régine Bellissant
et leurs enfants,
Les familles Bellissant, Maricot, Leprince, Richard, Monneray, Mériot,
ont la douleur de faire part du décès de

Roger BELLISSANT,
instituteur honoraire,

survenu le 26 avril 1985, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu en présence de sa famille et de ses amis.
Cet avis tient lieu de faire-part.

737, chemin des Cabrières,
06250 Mougins.

– Jean-Gérard et Sylvain Bursztejn,
ses fils,
Et toute leur famille,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Léon-Srul BURSZTEJN,

survenu le 18 avril 1985, à l'âge de soixante-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 6 mai, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux.

– Mme Georges Lefranc,
née Curtis,
M. et Mme Pierre Lefranc,
M. et Mme Robert Lefranc
et leurs enfants,
Les familles Curtis, Lefranc, Tingaud, Leconte et Ramade,

ont la douleur d'annoncer le décès, dans sa quatre-vingt-unième année, de

M. Georges LEFRANC,
historien,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le *30 avril* à *La Verrière* (Seine-et-Oise).

Les obsèques ont eu lieu le 3 mai à Barfleur (Manche), dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Résidence Flandre-II,
41, rue de Châtenay, 92160 Antony.
Faculté des lettres,
Université de Dakar, Dakar-Fann,
8, rue Coutureau, 92210 Saint-Cloud.

[Né le 26 octobre 1904 dans une famille de la Manche vouée à l'enseignement, Georges Lefranc est entré à l'Ecole normale supérieure dans la promotion littéraire de 1924 où il fut le condisciple de Raymond Aron, Paul Nizan et Jean-Paul Sartre. Il fut reçu, en 1928, à l'agrégation d'histoire et géographie. Avant 1939, il exerça une influence au Parti socialiste SFIO, où il était l'animateur du groupe Révolution constructive (qui diffusa les conceptions planistes), ainsi qu'à la Confédération générale du travail, où il dirigea l'Institut supérieur ouvrier. Il laisse une œuvre historique qui fait autorité, et *qui a été traduite en plusieurs langues*, sur l'histoire du travail, le syndicalisme en France et dans le monde, l'histoire des doctrines sociales, le socialisme français, et notamment le Front populaire.]

– Le docteur et Mme Alain Sonnier
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme le docteur René MORICARD,
née France Saulnier,

survenu à l'âge de soixante-douze ans, le 5 avril 1985 à Tonnerre.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 12 avril à Ancy-le-Libre (Yonne).
Une messe à sa mémoire sera célébrée le samedi 11 mai, à 17 heures, en l'église Saint-Dominique, 18, rue de la Tombe-Issoire à Paris-14e.

40, avenue Horace-Vernet,
78110 Le Vésinet.

Anniversaires

– Pour le dixième anniversaire de la mort du

général Jean BREUILLAC,

une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu, aimé, et sont restés fidèles à son souvenir.

6 mai 1985.

– Pour le treizième anniversaire du décès de

Emilie TUBIANA,

une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont aimée.

Messes anniversaires

– A l'occasion du cinquième anniversaire du décès de

Elia Farès ABOUJAOUDE,

une messe sera célébrée en l'église Notre-Dame-du-Liban, rue d'Ulm, à Paris, le dimanche 5 mai 1985, à 11 heures.

Pour tous ceux qui l'ont connu et aimé, une pensée pieuse et amicale est demandée.

هكذا من الأمل

A LA CINEMATHEQUE FRANÇAISE

Marathon espagnol

« Cent jours de cinéma espagnol » à la Cinémathèque française, depuis le 5 avril et jusqu'au 1er juillet. L'occasion de découvrir l'histoire d'une production, de 1926 à nos jours.

Le programme espagnol a été divisé en périodes, dont la première, 1926-1938, allait de la fin du muet à la guerre civile. Florian Rey, dont la vedette féminine était souvent la chanteuse Imperia Argentina (elle joua une « Carmen » en 1938), et José Buchs tournaient fréquemment. Bunuel était directeur de production ou producteur exécutif pour divers réalisateurs, dont le Français Jean Grémillon (*Centinel Alerta*, 1935).

Après la victoire de Franco, la nouvelle Espagne, vivant repliée économiquement sur elle-même dans l'Europe en guerre, se tourne vers les comédies sentimentales, les divertissements ou les films historiques défendant la conception officielle de l'ordre moral, social, religieux. C'est la période 1939-1951, où un cinéaste commercial comme Rafael Gil peut signer aussi bien des fables « édifiantes » et romanesques sur le bonheur qui se mérite (*Huella de Luz*, 1943 — *El fantasma y dona Juanita*, 1945), qu'une adaptation de *Don Quichotte de la Manche* (1947). Pourtant, en 1951, Bardem et Berlanga commencent à se manifester avec *Un couple heureux*, comédie caustique rompant avec le conformisme ambiant.

La période 1952-1961 — actuellement en cours et jusqu'au 18 mai, — voit toujours Rafael Gil (il se maintiendra jusqu'au début des années 80 !) mais les films de Berlanga (*Bienvenue Mr Marshall*, 1952, *Calabuig*, 1956) et de Bardem (*Comicos*, 1953 ; *Mort d'un cycliste*, 1955 ; *Grand-rue*, 1956) sur la réalité contemporaine font sortir le cinéma franquiste de son isolement. Pour cela, les films du Hongrois Ladislao Vajda joueront aussi un rôle important, tout au moins ceux qui ne sont pas totalement médiocres : *Marcelino, Pan y Vino* (1954), *Tarde de Toros* (1955).

Joselito, le gamin acteur chantant, et la danseuse Sara Montiel, reine de mélodrames, franchissent les frontières. Le passage de Marco Ferreri en 1958-1960, apporte, comme un défi, un humour noir et ravageur. En 1959, Carlos Saura, représentant de la génération des « enfants de la guerre civile », réalise *Los Golfos* (« les Voyous »). En 1961, Bunuel revient à son pays natal pour tourner *Viridiana*, qui s'en prend aux aberrations causées par la morale religieuse (catholique) mal comprise, étouffant la liberté individuelle, cause un énorme scandale en Espagne — où le film sera interdit — et jusqu'au Vatican, mais remporte la Palme d'or au Festival de Cannes.

1962-1969. Financièrement, le cinéma espagnol est en bonne santé mais, si Carlos Saura commence son ascension (*Ballade pour bandit*, 1963 ; *la Chasse*, 1965), si Berlanga avec *le Bourreau* (1964) fait preuve d'une rare audace, la censure veille soigneusement au contenu des films. On portera intérêt à ceux de Manuel Summers, F. Roviero Beleta, Jorge Grau, Fernando-Fernan Gomez, Miguel Picazo, Angelino Pons, Vivente Aranda.

Fin mai commencera à la Cinémathèque la dernière période, 1970-1984, avec la transition qui s'amorce en 1975. La sélection est particulièrement représentative avec, bien sûr, Saura, qui fut la conscience artistique du cinéma espagnol dans les festivals et le plus grand cinéaste de sa génération, puis l'arrivée de nouveaux auteurs tels Victor Erice (*l'Esprit de la ruche*, 1973), Jaime Camino (*les Longues Vacances de 36*, 1975 ; *la Vieille Mémoire*, 1977) et bien d'autres qui sont peu connus, sinon inconnus.

On attend des surprises de ce panorama moderne. Mais ne serait-il pas possible de donner, par la suite, d'autres séances pour les films les plus rares, les plus curieux, les plus intéressants, les plus significatifs (idéologiquement ou autrement) de cet ensemble historique dont on aimerait pouvoir mieux profiter (1) ?

JACQUES SICLIER.

(1) Il est indispensable de lire le numéro 38/39 des *Cahiers de la Cinémathèque*, revue d'histoire du cinéma éditée par l'Institut Jean-Vigo, à Perpignan : « Le cinéma de l'Espagne franquiste (1939-1975) ». Ce numéro extrêmement documenté a été organisé par Mardel Oms et Pierre Roura. 256 p., ill., 65 F.

UN FORUM A MARRAKECH

Lumière !

Lydie Trigano a réuni pour la première fois, au Club Méditerranée de Marrakech, du 18 au 25 avril, une dizaine de directeurs de la photographie lors d'un forum consacré à la lumière au cinéma.

On attendait des propos francs sur une profession peu connue du grand public, il y en a eu. Mais, trop souvent, le débat s'est transformé en querelle des anciens et des modernes.

Porte-parole des précurseurs et doyen des invités, Henri Alekan (*la Belle et la Bête*, *la Truite*) soutenait la théorie qu'il expose dans son livre *Des lumières et des ombres*, invoquant l'apport de la peinture et de la musique : séquences bâties sur une seule « note » ou sur toute la gamme du blanc, des gris et du noir, pour revendiquer le statut d'artiste, de créateur.

Pierre-William Glenn (*la Nuit américaine*, *Coup de torchon*), quant à lui, s'est posé d'emblée en technicien pour nier toute « philosophie » dogmatique de la lumière. Oui, on peut jouer une scène tragique sous des lampions de fête foraine ; oui, on peut tourner un épisode comique dans la pénombre ; tout est fondé sur une pratique qu'il est vain de s'acharner à vouloir théoriser.

Un peu en dehors de cet échange de points de vue (fil directeur du Forum), Henri Decae (*le Cercle rouge*), Renato Berta (*les Nuits de la pleine lune*), Pierre Lhomme (*Judith Therpauve*), Peter Suschitzky (*Lisztomania*), Jack Steyn (*Hors-la-loi*), Philippe Rousselot (*Nemo*) et Jean-François Robin (*l'Amour braque*) ont évoqué le travail du chef opérateur à travers leur propre expérience. Doit-il faire le cadre ? Quels sont ses rapports avec le metteur en scène, les acteurs, les producteurs ? Rien de fondamental n'est apparu, mais des petites histoires plaisantes, un rien persiflantes.

Parmi tous ces hommes, une seule femme, Dominique Le Rigoleur (*l'Homme atlantique*, *le Destin de Juliette*), trente-cinq ans, qui présentait *Passage secret*, le premier long métrage de Laurent Perrin — ancien assistant de Benoît Jacquot, — qu'elle a éclairé et qui sera bientôt projeté à la Quinzaine des réalisateurs du Festival de Cannes.

Les grands absents de ce forum : des opérateurs non européens et des décorateurs, partenaires obligés des « chefs op ». Peut-être seront-ils présents à la prochaine rencontre, pour aider à donner aux débats un tour moins anecdotique.

STÉPHANE DURAND-SOUFFLAND.

« VIDAS » DE ANTONIO DA CUNHA TELLES

Lisbonne à la dérive

Quinze ans séparent la réalisation, en 1969, du premier film d'Antonio da Cunha Telles, *O Cerco* (le Cercle), avec ses intellectuels qui espèrent malgré tout, et son quatrième, *Vidas* (Vies). Quinze années d'une existence lourde d'événements, quand on habite le Portugal et qu'on n'accepte pas de garder les yeux fermés face au monde qui vous environne.

« *Pour mon dernier film* « *Vidas* », déclare le cinéaste, *j'ai forcé un peu les teintes, comme si je le coloriais à la main, et j'ai mis des accents sur les mots pour qu'ils ne puissent être récupérés par personne.* » L'œuvre tient ses promesses : *Vidas* est un terrifiant constat d'échec.

Ils sont cinq personnages à tenter d'organiser tant bien que mal leur existence dans une société déboussolée. D'un côté les aînés, Diana (Maria Cabral, déjà interprète merveilleuse de *O Cerco*), une journaliste, son ami Sergio, écrivain. Diana a un fils, Pedro, qui consomme et vend de l'héroïne, en essayant de garder le contrôle des événements. Il aime Lana (Julia Correia, une révélation), une jeune provinciale venue à Lisbonne, incapable de s'attacher durablement à un homme. Victor, le cinquième larron, vaguement sociologue, a déserté autrefois pour éviter le service militaire et la guerre en Angola, du temps de Salazar. Il gagne de l'argent, a un yacht.

Dix ans juste après la révolution des œillets, ils flottent au gré des circonstances, dans la marge plus ou moins, ne croyant plus depuis belle lurette à l'ordre moral ambiant et aux valeurs officiellement proclamées. Tout craque mais pourtant continue à tenir comme par miracle.

Un certain Carlos (Paulo Branco, plus connu comme producteur d'Alain Tanner, de Raul Ruiz, de Manoël de Oliveira), patron d'une boîte de nuit, prospère dans des trafics divers. La police est vendue au plus offrant. Chacun à tour de rôle se confesse *mezzo voce*, comme naguère dans *O Cerco*. Rien ne change vraiment quand arrive le mot fin. Les flics accomplissent leur métier, faute de mieux, quand ils ne réussissent pas à prélever leur prébende. Lina, la plus pathétique, a pris goût à la drogue, ne sera bientôt plus qu'une loque. Pedro se trouve soudain riche, et odieux. Les aînés se débrouillent mieux, parce qu'ils sont déjà dans la place.

La qualité particulière de *Vidas*, qui le met à part de tous les ouvrages au sujet similaire, c'est, sans déclaration de principe, sans jugement ostentatoire, de montrer comme aux rayons X de quel poison le mal engendre le mal, le tissu social se déchire. Le drame, vraiment, c'est de voir Antonio da Cunha Telles, quinze ans après, revenir à son point de départ : le cercle est bouclé, le rêve révolutionnaire enterré.

LOUIS MARCORELLES.

★ Le Latina.

Raul Ruiz à la Maison de la culture du Havre

● AU HAVRE, le cinéaste chilien Raul Ruiz, qui vit en France depuis 1974, est nommé à la direction de la Maison de la culture — vacante depuis la démission, le 31 décembre 1984, de Georges Rosevègue — avec Jean-Luc Larguier, administrateur à Grenoble.

● A BOBIGNY, le contrat de Joël Chosson prend fin au mois de juillet 1985. Le conseil d'administration souhaite que la Maison de la culture abrite plusieurs équipes de créations de disciplines différentes. Le ministère de la culture préfère un metteur en scène. Jean-Claude Fall est candidat. Qui prendrait alors la Bastille, dont il est directeur ?

● A SAINT-DENIS, au Théâtre Gérard-Philipe, le metteur en scène Daniel Mesguich doit succéder à René Gonzalès, qui a renoncé à fonder un « Espace théâtral européen » à Lyon, au Théâtre du VIIIe, que Jacques Weber quitte à la fin de l'année. Parmi les candidats au Théâtre du VIIIe, Jean-Louis Martinelli, metteur en scène lyonnais. Le ministère et la ville ont demandé à Jérôme Deschamps (la Famille Deschiens) d'étudier pour cette salle municipale le projet d'un « théâtre du rire ».

● A NICE, le ministère a proposé à Jacques Weber de remplacer Jean-Louis Thamin au Théâtre municipal, mais celui-ci, étant une construction provisoire, doit être déplacé. Le maire, Jacques Médecin, n'a pas encore fait part de ses intentions.

En revanche, Jean-Louis Thamin a pris contact avec Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, pour la création d'un centre dramatique national dans sa ville, qui attend depuis plusieurs années.

C. G.

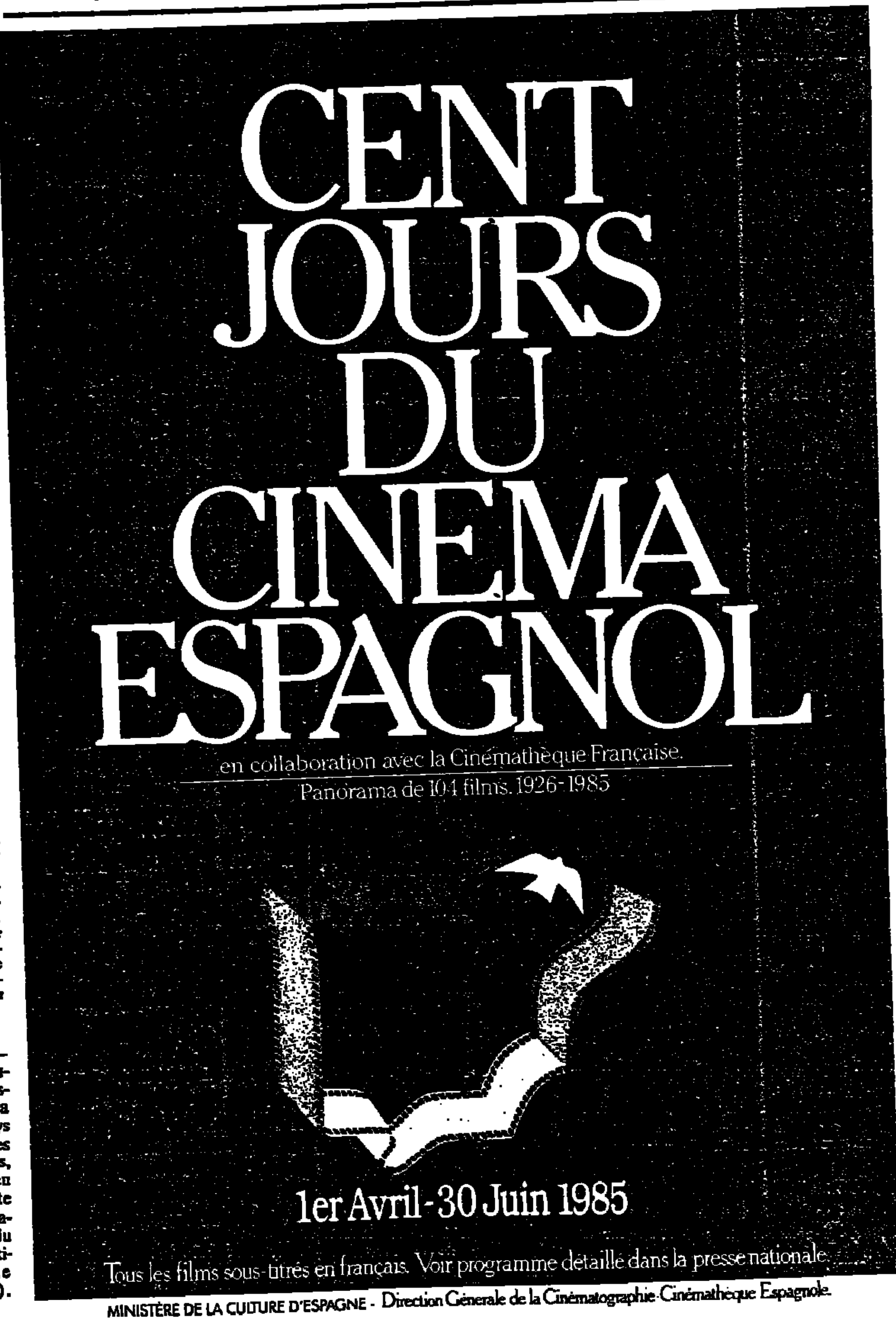
M. JEAN FAVIER EST ÉLU A L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a élu M. Jean Favier au siège vacant par la mort de M. Raymond Lebègue, survenue le 21 novembre 1984.

[Directeur général des Archives de France, M. Jean Favier est né le 2 avril 1932. Il est architecte-paléographe (major de l'Ecole des chartes), agrégé de l'Université, docteur ès lettres. Il a été membre de l'Ecole française de Rome puis, au terme de sa carrière universitaire, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études et professeur d'histoire du Moyen Age à Paris-Sorbonne. Médiéviste de renom international, il est l'auteur de nombreux travaux historiques, notamment *Enguerrand de Marigny, historien de Philippe le Bel*, *De Marco Polo à Christophe Colomb*, etc., ainsi que d'une importante contribution à l'ouvrage collectif consacré à *l'Histoire du Moyen Age*.]

● *« Cinq continents à la une ».* — Sous ce titre, *les Cahiers Faim-Développement* présentent un dossier (no 8) analysant le rôle de la communication orale dans les pays en développement, le pouvoir des agences de presse internationales, les nouvelles technologies et l'enjeu de la crise de l'UNESCO. Il apporte aussi plusieurs exemples d'information « différente » au service du développement sur tous les continents et notamment celui de l'agence Inter-Presse Service (IPS).

★ 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris.



Paris / programmes

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

VINGT-HUIT MOMENTS : Marie-Stuart (508-17-80), sam., 18 h 30.

LE POÈTE ET L'ENFANT : Théâtre 3 sur 4 (327-09-16), sam., 22 h.

L'AUTOCENSURE : Epicerie (724-14-16), sam., 18 h 30.

UBU ROI : *Chaillot* (727-81-13), sam., 20 h 30 ; dim., 15 h.

IDENTITÉS PROVISOIRES : Cartoucherie du Chaudron (328-97-04), sam., 21 h ; dim., 16 h.

SHAKESPEARE AU LYCÉE : Châtenay-Malabry, Campagnol (661-14-27), sam., 21 h.

ŒDIPE ROI : Cergy, Abbaye de Maubuisson (030-33-33), sam., 21 h ; dim., 15 h.

A LA FOLIE : Châtillon, Théâtre (657-22-11), sam., 21 h ; dim., 16 h.

LES FEMMES SAVANTES : *Ivry, Théâtre des Quartiers (672-37-43)*, sam., 20 h 30 ; dim., 17 h.

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), Ballets, sam., 20 h 30 : Sans armes, citoyens !... (Musique Berlioz) ; Quelques pas graves de Baptiste (J.-B. Lully).

SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : Spectacle de l'école de danse : *soir de fête (chorégraphie L. Staats)* ; La fille mal gardée (Chor. Cl. Bessy).

☞ **COMÉDIE FRANÇAISE** (296-10-20), dim. à 14 h 30 : l'Imprésario de Smyrne ; 20 h 30 : le Triomphe de l'amour ; sam., *20 h 30 : le Misanthrope.*

☞ **CHAILLOT** (727-81-15) : Grand Théâtre : sam., 20 h 30 ; dim. 15 h : Ubu Roi ; Grand foyer : sam., 15 h : les Aventures du petit père Lapin.

☞ **ODÉON** (325-70-32), sam., 20 h 30, dim., 15 h : Hugo, l'homme qui dérange.

PETIT ODÉON (325-70-32), sam., dim., 18 h 30 : Lui, de Y.-F. Lebeau.

☞ *TEP (364-80-80) : Théâtre : sam.*, 20 h 30 : Macadam Quichotte ; Cinéma : dim. à 20 h : Don Quichotte (v.f.), de G. Kozintsev ; 1984 (v.o.), de M. Radford.

BEAUBOURG (277-12-33) Cinéma-Vidéo : Nouveaux films BPI : sam., dim., 16 h, Italo Calvino, de G. di Caro, D. Pettigrew ; 19 h, Nathalie Sarraute, écrivain des mouvements intérieurs, de L. de Vigan.

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), Ballets de l'Opéra de Hambourg, sam. 19 h 30 ; dim. 14 h 30 : La Passion selon saint Matthieu.

Les autres salles

☞ **ANTOINE-SIMONE BERRIAU** (208-77-71), sam., 20 h 30, dim. 15 h : le Sablier.

☞ **ARCANE** (338-19-70), sam., 20 h 30, dim. 17 h : la Sonate au clair de lune.

☞ **ARTS-HÉBERTOT** (387-23-23), sam., 21 h, dim., 15 h : Doit-on le dire ?

☞ **ASTELLE-THÉATRE** (238-35-53), sam., 20 h 30, dim., 15 h : l'Amour en visite.

ATELIER (606-49-24), sam., 21 h, dim., 15 h : En attendant Godot.

ATHÉNÉE (742-67-27). Salle Ch.-Bérard, sam., 16 h 30 : Attentat meurtrier à Paris. Salle Louis-Jouvet : sam. 16 h : les Violettes

☞ **BASTILLE** (357-42-14), sam., 20 h, dim., 16 h : Exils, sam., 21 h, dim. 17 h : le Monologue d'Adramelech.

☞ **BOUFFES PARISIENS** (296-60-24) sam., 18 h 30 et 21 h 30, dim., 15 h 30 : Tailleur pour dames.

☞ **CARTOUCHERIE**, Aquarium (374-99-61), sam., *20 h 30, dim., 16 h : les* Incurables. Th. de la Tempête (328-36-36), sam., 20 h 30, dim., 16 h : Place de Breteuil. Atelier du Chaudron (328-97-04), sam., 21 h, dim., 16 h : Identités provisoires.

☞ **CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE** (589-38-69), Grand Théâtre, sam., 20 h 30 : la Voix Humaine ; La Galerie, sam., 20 h 30 : Délicate balance.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), sam., 17 h 30 et 21 h, dim., 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), sam., *20 h 45*, dim., 15 h 30 : *Léocadia*.

☞ **COMÉDIE ITALIENNE** (321-22-22), sam., 20 h 30, dim., 15 h 30 : le Baiser d'amour.

DAUNOU (261-69-14), sam., 17 h et 21 h, dim., 15 h 30 : le Canard à l'orange.

☞ **DÉCHARGEURS** (236-00-02), sam., 19 h : Colette dame seule (dern.) ; 21 h : *Tokyo, un bar, un hôtel.*

☞ **DIX-HEURES** (606-07-48), sam., 22 h : Scènes de ménage.

☞ **DIX-HUIT THÉATRE** (226-47-47), sam., 20 h 30, dim., 16 h : Play Strindberg (les jours pairs) ; Dialogues d'exilés (les jours impairs).

EDOUARD-VII (742-57-49), sam., 20 h 30, dim. 15 h 30 : Chapitre II.

☞ **ÉPICERIE** (724-14-16), sam., dim., 18 h 30 : l'Autocensure.

☞ **ESPACE-GAITÉ** (321-56-05), sam., 20 h 30 : Shame (la Honte).

☞ **ESSAION** (278-46-42), I. sam., 19 h : La dame est folle ou le Billet pour nulle part ; II. sam., 17 h : Ne laissez pas vos femmes accoucher dans les maternités.

FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (254-99-18), sam., 20 h 45 : Un hiver indien.

☞ **FONTAINE** (874-82-34), sam., 17 h et 21 h : Triple mixte.

☞ **GAITÉ-MONTPARNASSE** (322-16-18), sam., 20 h 45, dim. 15 h : Love.

GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), sam., 21 h : la Petite marchande d'allumettes.

HOTEL SAINT-AIGNAN (277-35-76), sam., 21 h : les Invités, Ça balance pas mal.

HUCHETTE (326-38-99), sam., 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☞ **LA BRUYÈRE** (874-76-99), sam., 21 h, dim. 15 h : Guérison américaine.

☞ **LUCERNAIRE** (544-57-34), sam. I. 18 h : l'Ombre d'Edgar (dern.) ; 20 h : Enfantillages ; sam. *22 h 30 : les Contes* de Chelm ; II. sam., dim., 18 h : Journal d'un fou ; 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo ; 21 h 45 : K. Valentin.

☞ **LYS MONTPARNASSE** (327-88-61), dim : 15 h : *La plus forte II* ; sam. : *19 h* 30, dim. 16 h 30 : La plus forte I.

☞ **MADELEINE** (265-07-09), sam., 20 h 45, dim., 15 h : les Œufs de l'autruche.

☞ **MARIE-STUART** (508-17-80), sam., 18 h 30 : Vingt-huit moments de la vie d'une femme avec « le mort » ; sam., 20 h 30 : Savage Love.

MARIGNY (256-04-41), sam., 20 h 30, dim. 14 h 15 et 18 h 30 : Napoléon. Salle Gabriel (225-20-74), sam., 21 h, dim. 16 h : Tous aux abris.

☞ **MATHURINS** (265-90-00), sam., 18 h + 20 h 45, dim. 15 h 30 : Un drôle de cadeau.

MICHEL (265-35-02), sam., 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), sam., 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Bluffeur.

☞ **MONTPARNASSE** (320-89-90), sam., 21 h, dim., 16 h : Henri IV. Petite salle, sam., 18 h et 21 h, dim., 16 h : Tchekhov Tchekhova.

☞ **MUSÉE GRÉVIN** (246-84-47), sam., 21 h : Amphitryon 39.

☞ **NOUVEAU TH. DE COLETTE** (631-13-62 - 354-53-79), sam., 20 h 30 : *Une parfaite analyse donnée par un perroquet.*

NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam., 20 h 30, dim., 15 h 30 : Gigi.

ŒUVRE (874-42-52), sam., 21 h, dim., 15 h : Comment devenir une mère juive *en dix leçons.*

☞ **PALAIS DES GLACES** (607-49-93), sam., 20 h 30, dim. 17 h 30 : le Condamné à mort.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam., *18 h 45 et 21 h 30*, dim., *15 h 30 : le Dindon.*

☞ **PLAINE** (250-15-65), sam., 20 h 30, dim., 17 h : la Charrette de Caymans.

☞ **PLAISANCE** (320-00-06), sam., 16 h 30 + 20 h 30 : Sidney.

POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), sam., 20 h 30, dim., 15 h 30 : Ma femme.

☞ *PORTE DE GENTILLY (580-20-20)*, sam., 20 h 30, dim. 16 h : Transports en commun (dern.).

☞ **PORTE - SAINT - MARTIN** (607-37-53), sam., 18 h 15 et 21 h 15 : Deux hommes dans une valise.

POTINIÈRE (261-44-16), sam., 21 h, dim., 15 h : Double Foyer.

☞ **QUAI DE LA GARE** (585-88-88), sam., 21 h : le Concile d'amour (dern.) ; sam., 18 h 30, dim., 15 h : l'Incendie (dern.).

RENAISSANCE (208-18-50 - 203-71-39), sam., 21 h, dim., 15 h : Une clé pour deux.

☞ **SAINT-GEORGES** (878-63-47), dim., 15 h : On m'appelle Emilie.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82), sam., 20 h 45, dim, 15 h 30 : *De si tendres liens.*

☞ **TAI THEATRE D'ESSAI** (278-10-79), I. sam., 20 h 30 : l'Ecume des jours. – II. 20 h 30 : Huis clos ; sam., 22 h 15, dim., 17 h : Et si Beauregard n'était pas mort ; sam., 18 h : la Vie d'un gars qui naît.

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Samedi 4 - Dimanche 5 mai

☞ **TEMPLIERS** (278-91-15), sam., 20 h 30 : Du dac au dac.

☞ **THÉATRE D'EDGAR** (322-11-02), sam., 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h, sam., 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE MONDAIN AMBULANT (887-09-87), sam., 20 h 30 : le Grand Déménagement.

☞ **THÉATRE PRÉSENT** (203-02-55), sam., 20 h 30, dim., 17 : la Dernière du Malade imaginaire.

☞ **THÉATRE TROIS SUR QUATRE** (327-09-16), sam., 20 h : la Nuit et le Moment.

☞ **THÉATRE DU ROND-POINT** (256-70-80). Grande salle, sam., 20 h 30, dim., 15 h : Musica Musica.

☞ **THÉATRE 13** (588-16-30), sam., 20 h 30, dim., 15 h : la Collection.

☞ **LE TINTAMARRE** (887-33-82), sam., 24 h : *Phèdre; 21 h 30 : Lime crève* l'écran.

☞ **TOURTOUR** (887-82-48), sam., 16 h + 18 h 30 : Tac ; sam., 20 h 30, dim., 17 h : Haut comme la table ; sam., *22 h 30* : *Carmen Cru.*

VINAIGRIERS (245-45-54), sam., 20 h 30, dim., 15 h : Parle-moi comme la pluie.

La danse

ESPACE ACTEUR (262-35-00), sam. 21 h : On ne sait pas qui.

PARIS ART CENTER (322-39-47), sam., dim. 21 h : Altroteatro.

☞ **THÉATRE 14** (545-49-77), sam., dim. 20 h 45 : Ch. Delaporte.

Les concerts

SAMEDI 4

Lucernaire, 20 h : S. Popovici (Bach, Beethoven).

18 Théâtre, 16 h 30 : Ensemble Aleph (Stravinski, Roy, Berg...).

Eglise Notre-Dame-des-Champs, 20 h 30 : Trompes de chasse et orgue (Vivaldi, Bach, Telemann...).

Eglise Saint-Gervais, 16 h 30 : O. Latry (Dandrieu, Daquin, Marchand...).

A Déjazet, 18 h 30 : S. Atherton, *L. Cabasso (Brahms, Schumann, Chostakovitch).*

DIMANCHE 5

Eglise des Billettes, 17 h : Opus Ensemble (Weber, Haydn, Ohana...).

Théâtre du Rond-Point, 11 h : M. Frager, Quatuor Amati (Beethoven, Dvorak).

Eglise Saint-Gabriel, 17 h : Quatuor de trombones, J. Villisech, L. Mallic (Bach, *Corelli, Ives...*).

Salle Cortot, 20 h 45 : Trio Albeniz (Gragnani, Adamczyk, Vivaldi...).

A Déjazet, 20 h 30 : S. Atherton, L. Arseguet, J. Mahoux, P.-A. Valade (Berg, Debussy, Bartok...).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
SAMEDI 4 MAI

15 h : soixante-dix ans d'Universal : Heads Win, de P. Kendall ; 17 h : carte blanche à J.-Ch. Tacchella : Morning Glory, de L. Sherman ; 19 h : les Feux du théâtre, de S. Lumet ; 21 h : carte blanche à Y. Chahine : Sous le ciel d'Argentine, d'I. Cummings.

DIMANCHE 5 MAI

15 h : soixante-dix ans d'Universal : Folies de femmes, d'E. von Stroheim ; 17 h : carte blanche à J.-Ch. Tacchella : Belissima, de L. Visconti ; 19 h. : la Comédie du bonheur, de M. L'Herbier ; 21 h : carte blanche à Y. Chahine : Hollywood Cavalcade, d'I. Cummings.

BEAUBOURG (278-35-57)
SAMEDI 4 MAI

15 h : la Cinémathèque de la danse présente : Folies Bergère, de R. Del Ruth ; 17 h : les Nuits de Chinatown, de W. Wellman ; 19 h : cent jours du cinéma espagnol : Cuerda de Presos, de P. Lazaga ; 21 h : Historias de la radio, de J.-L. Saenz de Heredia.

DIMANCHE 5 MAI

15 h : classiques du cinéma mondial : la Patrouille de l'aube, de H. Hawks ; 17 h : Anna Christie, de C. Brown ; cent jours du cinéma espagnol : 19 h : Mort d'un cycliste, de J.-A. Bardem ; 21 h : Un après-midi de *taureau/Arènes tragiques*, de L. Vajda.

Les exclusivités

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Cinoches, 6e (633-10-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; V. f. Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

ANTARCTICA (Jap.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03).

APRÈS LA RÉPÉTITION (Sué., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.), Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

AU-DELA DES MURS *(Isr., v.o.) : Ciné* Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Espace Gaité, 14e (327-95-94) ; V.f. : UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LE BAISER DE TOSCA (Suisse, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : Templiers, 3e (772-94-56) ; Grand Pavois, *15e (554-46-85).*

BLANCHE ET MARIE (Fr.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Club de l'Etoile, 17e (380-42-05).

BODY DOUBLE, VOUS N'EN CROIREZ PAS VOS YEUX (A., v.o.) (*) : George V, 8e (562-41-46).

BOY MEETS GIRL (Fr.) : Epée de Bois, *5e (337-57-47).*

BRAZIL (Brit., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

BROTHER (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (335-21-21).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; v.f. Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

COUNTRY (les Moissons de la colère) (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

LA DÉCHIRURE *(A., v.o.)* : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Paramount Opéra, *9e (742-56-31).*

LE DÉCLIC (Fr.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (305-54-40) ; UCG Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

2010 (A., v.o.) : Ermitage, 8e (563-16-16) ; Rotonde, 6e (574-94-94) ; v. f. : Français, 9e (770-33-88).

EIJANAIKA (Jap., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

EL NORTE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

ELECTRIC DREAMS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paris, 8e (359-53-99). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumond Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

EMMANUELLE IV (Fr. **), George V, 8e (562-41-46).

FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e *(575-79-79)*. – *V.f.* : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

FASTER PUSSYCAT KILL KILL (A., ** v.o.) : Ciné Beaubourg, 2e (271-52-36) ; *Quintette, 5e (633-79-38)* ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount *City (v.o.-v.f.), 8e (562-45-76) ; Biarritz,* 8e (562-20-40). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount *Montparnasse, 14e (335-30-40)* ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A., *v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).*

LES GRIFFES DE LA NUIT (A., v.f.) : Paris Ciné, 1er (770-21-71).

GWEN, LE LIVRE DE SABLE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

HEIMAT (All., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21). – V.f. : *Saint-Ambroise (H. sp.)*, 11e (700-89-16).

HORS LA LOI (Fr.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

JE VOUS SALUE MARIE *(Fr.)* : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

LE JEU DU FAUCON (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

JUSQU'A UN CERTAIN POINT (Cubain, v.o) : Latina (H. sp.), 4e (278-47-86) ; Républic, 11e (805-51-33).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68).

LE KID DE LA PLAGE (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46). – V.f. : Richelieu, 2e *(233-56-70) ; Montparnos, 14e* (327-52-37).

LADY HAWKE, LA FEMME DE LA NUIT (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LOUISE L'INSOUMISE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LA MAISON ET LE MONDE (Ind., *v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50)* ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11e *(357-90-81) ; Olympic Entrepôt, 14e* (544-43-14).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : George V, 8e (562-41-46) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

MARLÈNE (All., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

MATA-HARI (A., v.f.) (*) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Images, 18e (522-47-94).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o) : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

MICKI ET MAUDE (A., v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

O AMULETO DE OGUM (Brés., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

ONDE DE CHOC (A., v.o.) (*) : George V, 8e (562-41-46) ; v.f. : *Lumière, 9e (246-49-07)* ; Maxéville, 9e (770-72-86).

LE PACTOLE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; *George-V, 8e (562-41-46)* ; Marignan, 8e (354-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; *UGC Marbeuf*, 8e (561-94-95).

PARTIR, REVENIR (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; UGC Convention, 15e (574-93-40).

PASOLINI, LA LANGUE DU DÉSIR (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

PETER LE CHAT (Suédois, v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Capri, 2e *(508-11-69)* ; George V, *8e (562-41-46).*

POULET AU VINAIGRE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (257-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12e (232-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LES RIPOUX (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Ranelagh, 16e (288-64-44).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e *(357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04)* ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) : v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; *Fauvette, 13e (331-60-74)* ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LES SAISONS DU CŒUR (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

SOLDIER'S STORY (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Gaîté Boulevards, 2e (233-67-06) ; Opéra Night, 2e (296-62-56).

SOS FANTOMES (A., v.o., v.f.) : Opéra *Night, 2e (296-62-56).*

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Miramar, 14e (320-89-52).

SOLLERS/GODARD L'ENTRETIEN (Fr.) Studio 43, 9e (278-47-86).

STALINE (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

STAR WAR, LA SAGA *(A., v.o.)*, **LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI** : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

STRANGER THAN *PARADISE* (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Rialto, 19e (607-87-61).

SUBWAY (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e *(575-79-79)* ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

TERMINATOR (A., v.o.) : Forum, 1er (297-52-37) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-51) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LE THÉ A LA MENTHE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

THE BOSTONIANS (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

UN PRINTEMPS SOUS LA NEIGE (Franco-canadien) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

VIDAS (Portugais, v.o.) : Latina, 4e (278-47-86).

VOYAGE A CYTHÈRE (Grec, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LES FILMS NOUVEAUX

ADIEU BLAIREAU, film français de Bob Decout : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

LA BALADE INOUBLIABLE, film italien de Pupi Avati : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, CHOUCROUTE, film français de Jean Yanne : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

MOJADO POWER, film mexicain de Alfonso Arau, v.o. : Latina, 4e (278-47-86) ; Utopia (ex-Reflet quartier latin), 5e (326-84-65) ; Denfert, 14e (321-41-01).

MONSIEUR DE POURCEAUGNAC, film français de Michel Mitrani : *Forum Orient Express*, 1er (233-42-26) ; George V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Images, 18e (522-47-94).

LES PLAISIRS INTERDITS, (**) film italien de Salvatore Samperi v.o. : Paramount Odéon, 6e (325-59-83). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

SHOAH, film français de Claude Lanzmann : Reflet Logos, 5e (354-42-34) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Olympic Marilyn (à partir de vendredi), 14e (544-43-14).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE, film français de Mehdi Charef : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Images, 18e (522-47-94).

Les grandes reprises

ADIEU PHILIPPINE (Fr) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

ALIEN (A., v.o.) (*) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Mercury, 8e (562-75-90). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Montparnasse 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Napoléon, 17e (267-63-42).

BROADWAY DANNY ROSE (A., v.o.) : *Rialto, 19e (607-87-61).*

LE CAMERAMAN (A.) : Champo, 5e (354-51-60).

CHRONIQUE D'UN AMOUR (It., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47), Olympic, 14e (544-43-14).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.-It., v.o.) : Impérial, 2e (742-77-52) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42).

LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Grand Pavois, 15e *(554-46-85)* ; Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

DOCTEUR JIVAGO (A., v.o) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

L'ÉVANGILE SELON SAINT MATTHIEU (It., v.o.) : Châtelet, 1er (508-94-94).

LA FILLE DE RYAN (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-54-44).

FOLIES DE FEMMES (A., v.o.) : Olympic, 14e (544-43-14).

FREAKS (A., *) : Rialto, 19e (607-87-61).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) (H. sp.) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) (H. sp.).

HAIR (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Boîte à films (H. sp.), 17e (622-44-21).

JULES ET JIM (Fr.) : Châtelet, 1er (508-94-14) ; Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

MADAME BOVARY (A., v.o.) : Action Lafayette, 9e (329-79-89).

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LA MEMOIRE (Egyptien, v.o.) : Olympic Marilyn, 14e (544-43-14).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

LE PROCÈS (Fr.) : Action Lafayette, 9e (329-79-89).

LE PROFESSIONNEL (Fr.) : Péniche des Arts, 15e (527-77-55).

LA POUPÉE (Fr.) : République Cinéma, 11e (805-51-33).

PSYCHOSE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Action Christine Bis, 6e (329-11-30) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Action Lafayette, 9e (329-79-89) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). V.F. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Passy, 16e (288-62-34).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-56-85).

SILENCE ON TOURNE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; George V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Images, 18e (522-47-94).

SKINOUSSA (Fr.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

SHINING (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

LA STRADA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

LES TUEURS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30) ; Mac Mahon, 17e (380-74-81).

UNE SALE HISTOIRE (Fr.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

UNE FILLE UNIQUE (Fr.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

20 000 LIEUES SOUS LES MERS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

هكذا من الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 4 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 40 Série : Julien Fontanes, magistrat.
De J. Cosmos, réal. : A. Farwagi. Avec J. Morel, A. Moya.
L'ex-épouse de Fontanes assiste à la dernière phase d'un hold-up qui tourne mal.

22 h Droit de réponse : L'arroseur arrosé.
Emission de Michel Polac.
L'eau est-elle une ressource inépuisable? La paie-t-on à son juste prix? Avec G. Malandain, député PS, chargé de la mission interministérielle sur les problèmes de l'eau ; J. Blanc, député PR de Lozère ; P. Faisandier, président du Syndicat des distributeurs d'eau ; J. Roux, directeur général de la santé ; P. Bordier, président de la Chambre syndicale des eaux minérales ; J.-C. Leseuvre, du Muséum d'histoire naturelle ; M. Galfre, de l'UFC de Lozère...

0 h Journal.

0 h 10 Ouvert la nuit.
Au nom de la loi : *le Journaliste.*
Extérieur nuit : Des studios et la nuit.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Série : Poigne de fer et séduction.
La vente aux enchères.
Un gang de terroristes s'empare d'une collection d'œuvres d'art. La police est sur le coup. La vie des hommes est-elle plus importante que les œuvres d'art ?

21 h Concours Eurovision de la chanson.
En direct de Göteborg, en Suède.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 04 Disney Channel.
21 h 50 Journal.
22 h 15 Feuilleton : Dynastie.
23 h La vie de château.
Jean-Claude Brialy reçoit Mehdi Charef, Marie-Christine Barrault et Jean Yanne.

23 h 30 Musiclub.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 30, Paris kiosque ; 18 h 50, Atout PIC ; 19 h, L'homme du Picardie ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, La science amusante.

CANAL PLUS

20 h 35, Téléfilm : Quelques mois pour aimer (avec Bette Davis) ; 22 h 10, Le radeau d'Olivier ; 22 h 55, Lady libertine, film de G. Kikoine ; 0 h 20, Mort d'un pourri, film de G. Lautner ; 2 h 20, Paco l'infaillible, film de D. Haudepin ; 3 h 50, Une si gentille petite fille, film d'E. Greenwood ; 5 h 20, le Temps de la revanche, film d'A. Aristarain.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Nouveau répertoire dramatique : « Que vienne le règne des oiseaux ou une mouette blanche au-dessus des vagues », de J. Reis, précédé d'un entretien avec l'auteur.
23 h 10 Démarches avec... Diane Arbus ou le naufrage du rêve.
22 h 30 Musique : « Csokolom » (création), enregistré à la Biennale de Paris. Entretien avec Judit Kele et Kaija Saariaho.
0 h Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 23 septembre 1984 au Festival de Ludwigsburg) : « *Sonate pour piano n° 2 en la majeur* », « 15 variations et une fugue en mi bémol majeur », de Beethoven, « Sonate pour piano n° *15* en ut majeur », de Schubert, « Sonate pour piano n° 53 en mi mineur », de Haydn, par Alfred Brendel, piano.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : feuilleton Ray Charles ; à 23 h 5, Club des archives : Ataulfo Argenta ; œuvres de Brahms, Chabrier, Granados ; à 1 h, L'arbre à chansons.

Dimanche 5 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h Messe
12 h 2 Midi Presse
Invité : M. Pierre Viot, président du Festival international de Cannes et ancien directeur général du Centre national de la Cinématographie.
12 h 30 La séquence du spectateur.
13 h Journal.
13 h 25 Série : Starsky et Hutch.
14 h 20 Sports dimanche.
16 h 30 Variétés : La belle vie, de Sacha Distel.
17 h 30 Les animaux du monde.
18 h 10 Série : Matt Houston.
19 h Sept sur sept.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : le Salaire de la peur.
Film français de H.-G. Clouzot (1952), avec Y. Montand, C. Vanel, V. Clouzot, F. Lulli, P. van Eyck, (N.).
Dans un pays d'Amérique du Sud, des aventuriers à bout de course acceptent de conduire, au péril de leur vie, des camions de nitroglycérine. Film d'aventures et d'angoisse, d'après un roman de Georges Arnaud.
23 h Sports dimanche soir.
23 h 45 Journal.
23 h 55 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

11 h 15 Dimanche Martin.
12 h 45 Journal.
13 h 15 Dimanche Martin (suite).
17 h Série : Médecins de nuit.
18 h Stade 2 (et à 20 h 20).
19 h Série : L'Homme de fer.
20 h Journal.
20 h 35 Jeu : Le grand raid.
Queretaro (*Mexique*) - *Guayaquil (Equateur).*
21 h 35 Série : Sorties de secours.
Que fait-on des délinquants à New-York ?
Dernier volet de cette série sur la délinquance. Cette émission sera suivie d'une interview de M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice.
22 h 40 Magazine : Désirs des arts.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

9 h Debout les enfants.
10 h Mosaïque. Emission de l'ADRI.
12 h La vie en tête.
13 h Magazine 85.
13 h 30 Tour de Corse automobile.
15 h Musique pour un dimanche (et à 17.35).
15 h 15 Opéra : « Otello ».
De Verdi. D'après le livret d'Arrigo Boïto, enregistré aux Arènes de Vérone, chef d'orchestre Z. Pesko, avec V. Atlantov, T. Tekanawa, P. Cappuccilli...
Opéra créé à la Scala de Milan le 5 février 1887. Othello, gouverneur de l'île de Chypre, rentre victorieux d'une guerre contre les Turcs. L'un des sommets de l'art verdien.
18 h Emissions pour les jeunes.
19 h Au nom de l'amour.
20 h RFO Hebdo.
20 h 35 Macadam : le collectionneur.
Réal. J.-C. Henin. Avec D. Auteuil, C. Ratelin...
Tour de France des variétés avec Michel Fugain, David Martial, Jenny Naska, New Paradise...
21 h 30 Aspects du court métrage français.
Mélodies de brumes à Paris, de J.-A. Laou ; Une dent contre, de S. Meynard.
22 h Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit : la Foule.
Film américain de K. Vidor (1927), avec E. Boardman, J. Murray, B. Roach, D.G. Tomlinson, D. Henderson, L. Beaumont (Muet. N.).
Du début de ce siècle aux années 20, la vie d'un employé de bureau, pris dans les rouages anonymes de New-York, la grande ville.
0 h 15 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

7 h, A bout de souffle made in USA, film de J. McBride ; 8 h 30, Cabou Cadin (et à 14 h 20) ; 9 h 45, Gym à gym ; 9 h 55, les As d'Oxford, film d'A. Goulding ; 11 h, Tête à claques, film de F. Perrin ; 13 h 5, Reilly, l'as des champions ; 13 h 55, Batman ; 15 h 55, Super stars ; 16 h 10, Hill Street Blues ; 17 h, Michel Sardou en concert ; 18 h, Mesdames, Messieurs bonsoir, film de L. Comencini, M. Monicelli, N. Loy, M. Luigi et E. Scola ; 19 h 45, Club de la presse ; 21 h, Georgia, film d'A. Penn ; 23 h, Neige, film de J. Berto et J.-H. Roger : 0 h 25, la Diagonale du fou, film de R. Dembo ; 2 h 10, Le radeau d'Olivier.

FRANCE-CULTURE

1 h, Les nuits de France-Culture ; 7 h 3, Chasseurs de son ; 7 h 15, Horizon, magazine religieux ; 7 h 25, La fenêtre ouverte ; 7 h 30, Littérature pour tous : « La Nartelle », avec Frédéric Vitoux ; 7 h 45, Dits et récits : un conte de Knud Rasmussen ; 8 h, Orthodoxie ; 8 h 25, Protestantisme ; 9 h 5, Ecoute Israël ; 9 h 35, Divers aspects de la pensée contemporaine : le Grand Orient de France ; 10 h, Messe à Notre-Dame de Sion, à Evry ; 11 h, L'esprit de perfection, avec Skurpis, artisan meublier ; 12 h, *Des Papous dans la tête* ; 13 h 40, L'exposition du dimanche : exposition Morandi au musée Cantini de Marseille ; 14 h, Le temps de se parler ; 14 h 30, La Comédie-Française présente : « l'Imprésario de Smyrne », de Goldoni. Avec S. Eine, C. Fersen, C. Hiegel... ; 17 h 5, La tasse de thé : rencontre avec Daniel Gélin ; à 17 h 45, histoire-actualité : le 8 mai 1945, version allemande ; 19 h 10, Le cinéma des cinéastes.
20 h, Musique : La conférence des rockers (le groupe Téléphone).
20 h 30, Atelier de création radiophonique : « Tocame un vals », d'Andrea Cohen. Avec A. Host, O. Sisto... ; *musique : valses d'Argentine.*
22 h 30 Musique.
0 h *Clair* de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, *Les nuits de France-Musique* ; 7 h 3, Concert-promenade : musique viennoise et musique légère ; 9 h 5, Cantate : BWV 108 de Bach ; 10 h, Gustav Mahler à New-York : la saison 1910/1911 et la mort de Mahler ; 12 h 5, Magazine international ; 14 h 4, Programme musical proposé en disques compacts : œuvres de Bach, Franck, Ravel, Rachmaninov, Chopin ; 17 h, Comment l'entendez-vous ? Le français dans la mélodie, par Renaud Camus, écrivain ; œuvres de Gounod, Berlioz, Wagner, Hahn, Fauré, Debussy, Ravel ; 19 h 5, Jazz vivant : le World Saxophone Quartet et le quartette de Von et Chico Freeman.
20 h 4 Avant-concert : J. Brahms.
20 h 30 Concert (les grands concerts d'archives) : « Cinq pièces pour orchestre », de Schoenberg, « *Six pièces pour* grand orchestre », de Webern, « Concerto pour orchestre », de Hindemith, « *Premier concerto pour piano* et orchestre en ré mineur » de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de New-York, dir. H. Rosbaud, sol. R. Firkusny, piano ; complément de programme : « Capriccio », de Janacek.
19 h 5, Jazz vives de France-Musique : feuilleton « Ray Charles » ; à 23 h 5, Ex Libris ; à 1 h, Les mots de Françoise Xenakis.

LES SOIRÉES DU LUNDI 6 MAI

TF 1 20 h 35, Cinéma : *Plus dure sera la chute*, de Mark Robson; 22 h 25, *Etoiles et* toiles, magazine du cinéma ; 23 h 20, Journal ; 23 h 40, C'est à lire.

A2 20 h 35, L'Heure de vérité, avec M. François Léotard ; 21 h 55, Emmenez-moi au théâtre : *Bunny's bar*, de Josiane Balasko ; 23 h 10, Désir des arts : la dernière exposition de Chagall ; 23 h 35, Journal.

FR3 20 h 35, Cinéma : *T'empêches tout le monde de dormir*, de Gérard Lauzier ; 22 h 05, Journal ; 22 h 35, Thalassa, magazine de la mer ; 23 h 20, Prélude à la nuit.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 5 MAI

– *M. Jacques Chirac*, président du RPR, maire de Paris, est reçu au « Grand Jury RTL-*le Monde* », sur RTL, à 18 h 15.

– *M. Marcel Debarge*, secrétaire national du Parti socialiste, répond aux questions des journalistes du « Club de la presse », sur Europe 1, à 19 heures (et sur Canal Plus à 19 h 45).

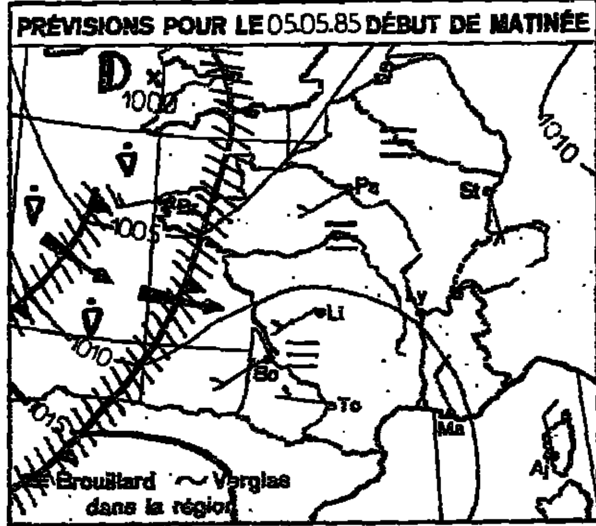
LUNDI 6 MAI

– *M. Jacques Delors*, président de la Commission européenne, est l'invité de l'émission « *Parlons vrai* », sur Europe 1, à 8 h 15.

– *M. Michel Crépeau*, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, participe à l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le samedi 4 mai à 0 heure et le dimanche 5 mai à 24 heures.

La nouvelle *perturbation qui atteindra* samedi soir les régions du nord-ouest *de la France se déplacera lentement* vers l'est dimanche, et sera suivie d'air très *frais et instable.*

Dimanche matin, un temps frais et peu nuageux sera observé sur une grande moitié est du pays ; des bancs de brouillard se formeront sur le Massif *Central, l'Aquitaine et la Bourgogne*, et se dissiperont au cours de la matinée.

La zone de temps couvert et accompagnée de quelques pluies fines située le matin sur la Vendée, la Bretagne et la Normandie se déplacera vers l'Est pour atteindre en soirée les régions situées de la Picardie à la Bourgogne et au Languedoc-Roussillon ; cette perturbation sera *précédée d'un temps agréable* avec de belles éclaircies, mais à l'arrière, l'air sera très frais et instable et des averses se produiront ; elles pourront être fortes sur les régions de l'Ouest où le vent de Nord à Nord-Ouest se renforcera.

Les températures minimales seront voisines de 1 degré à 4 degrés sur les régions de l'Est, 4 degrés à 7 degrés ailleurs (8 degrés à 10 degrés près de la Méditerranée). L'après-midi, les températures atteindront 10 degrés à 20 degrés du Nord-Ouest au Sud-Est.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 4 mai, à 8 heures, de 1 010,7 millibars, soit 758,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 mai ; le second, le minimum dans la nuit du 3 au 4 mai) : Ajaccio, 20 et 10 degrés ; Biarritz, 13 et 9 ; Bordeaux, 12 et 6 ; Bourges, 11 et 7 ; Brest, 13 et 3 ; Caen, 12 et 6 ; Cherbourg, 11 et 8 ; Clermont-Ferrand, 12 et 6 ; Dijon, 12 et 2 ; Grenoble-St-M.-H., 16 et 8 ; Grenoble-St-Geoirs, 13 et 5 ; *Lille*, 8 et 6 ; *Lyon, 13 et 5* ; Marseille-Marignane, 17 et 9 ; Nancy, 10 et –1 ; Nantes, *14* et 4 ; Nice-Côte d'Azur, *19* et 12 ; Paris-Montsouris, 11 et 8 ; Paris-Orly, 11 et 7 ; Pau, 13 et 8 ; Perpignan, 19 et 11 ; Rennes, 14 et 4 ; Strasbourg, 11 et –1 ; Tours, 12 et 7 ; Toulouse, 13 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 11 ; Amsterdam, 10 et 6 ; Athènes, 21 et 16 ; Berlin, 7 et 2 ; Bonn, 11 et 5 ; Bruxelles, 10 et 6 ; Le Caire, 28 et 14 ; îles Canaries, 22 et 15 ; Copenhague, 11 et 2 ; Dakar, 22 et 17 ; Djerba, 34 et 17 ; Genève, 12 et 2 ; Istanbul, 24 et 14 ; Jérusalem, 30 et 10 ; Lisbonne, 19 et 15 ; *Londres, 10* et 6 ; Luxembourg, 8 et 4 ; Madrid, 22 et 8 ; Montréal, 12 et 4 ; Moscou, 20 et 10 ; Nairobi, 21 et 16 ; New-York, 9 et 7 ; Palma-de-Majorque, 22 et 14 ; Rio-de-Janeiro, 23 et 18 ; Rome, 22 et 10 ; Tozeur, 34 et 21 ; Tunis, 25 et 15.

PRÉVISIONS POUR LE 5 MAI 1985 A 0 HEURE (GMT)

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel du samedi 4 mai :*

DES DÉCRETS

● N° 85-475 du 26 avril 1985 relatif à l'allocation au jeune enfant.

● N° 85-476 du 26 avril 1985 fixant les taux servant au calcul de l'allocation au jeune enfant.

● N° 85-477 du 26 avril 1985 relatif au complément familial.

● N° 85-478 du 26 avril 1985 fixant les taux servant au calcul du complément familial.

● N° 85-479 du 2 mai 1985 relatif à la procédure d'autorisation des projets informatiques et bureautiques des organismes de *sécurité* sociale.

DES ARRÊTÉS

● Du 24 avril 1985 modifiant l'arrêté du 27 janvier 1970 fixant l'échelonnement indiciaire des grades et emplois des groupes de rémunération des catégories C et D.

● Du 26 avril 1985 fixant le *nombre de candidats à admettre à* l'Ecole centrale des arts et manufactures pour l'année universitaire 1985-1986.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3958

HORIZONTALEMENT

I. Marque d'une indiscutable bonne foi. Aussi près de la perruche que du perroquet. – II. Se doit de toujours faire bonne figure. Montra un caractère de cochon en se conduisant comme une bourrique. Ensemble de traits propres à certaines figures. – III. Ne tient parfois qu'à un fil et à un peu de tissu. – IV. Démonstratif. Prend le vent après avoir pris l'eau. Peut se montrer cinglante ou être des plus affectueuses. – V. Dans une pièce ou dans des châteaux. N'est donc pas suivi. – VI. L'art de faire une pièce quand on a le goût des planches. Cité. – VII. Souche d'*Illibériens*. Prennent donc à cœur quand d'autres annoncent des piques. – VIII. Entre treize et dix-neuf ans. Donne la main. – *IX. Forme d'être. Cousu d'or.* Feu sacré en quelque sorte. – X. Séjour des morts dans l'Ancien Testament. Ne manquait pas d'agrément. Où le sujet doit être en accord avec le verbe. – XI. Fait parler certains et écrire d'autres. Abréviation. Personnel. – *XII. Qui donne du mal ou qui* aime à prendre du bien. Résidence de ministre. – *XIII. Démonstratif.* Base d'opérations. Travailler pour obtenir de brillants résultats. – XIV. Préposition. Un mot qui date. On y gagnait jadis quand on y perdait. – XV. *Cicéron, lorsqu'il* parlait de lui-même. Abandon de vaisseaux.

VERTICALEMENT

1. Pour les amateurs de flûte ou les inconditionnels du « ballon ». Distante. – 2. Personne de confiance. Courses qui ne sont pas contre la montre. – 3. Bruit de ferraille. Homme de valeur. – 4. Que l'on peut donc atteindre mais difficilement gagner. Une huile en chimie. – 5. Espèce de scie musicale. Un des hauts lieux du chant. – 6. Corde sensible avec laquelle il ne faut pas trop jouer. Partie de campagne qui ne fut pas une partie de plaisir. En pente. Mesure. – 7. Où les corbeaux sont de la plus grande utilité. Son état n'est guère satisfaisant. Abréviation religieuse. – 8. Mode d'emploi ou emploi de mode. Disque *en vogue dans la marine.* – 9. Moyen de communication par câble. Vieux monsieur. – 10. Forme d'avoir. Est rarement seul sur sa couche. Petit coin. – 11. Petit jour. Mesure thermique. Bois traité avec les vers. – 12. Tour de reins. Ont donc gardé les pieds sur terre. – 13. Protège les mains de ceux qui travaillent à protéger les pieds. Conjonction. Essence naturelle. – 14. Se fait au jour le jour. « Soldes » *monstres.* – 15. Comme une bonne ou une mauvaise poire. Une entreprise qui est assurée de voir « monter » ses commandes.

Solution du problème n° 3957

Horizontalement

I. Haletants. – II. Obituaire. – III. Tôt. Eclat. – IV. Eyra. Hop ! – V. Lee. Fêtus. – VI. Cône. – VII. For. Sud. – VIII. Ecoute. Na. – IX. Me. Culot. – X. Unionidés. – XI. Relue. Elu.

Verticalement

1. Hôtel. Fémur. – 2. Aboyer. Cène. – 3. Litre. Fô. Il. – 4. Et. Coucou. – 5. Tue. Fortune. – 6. Aachen. Eli ! – 7. Nilotes. Ode. – 8. Trapu. Untel. – 9. Set. Soda. Su.

GUY BROUTY.

Économie

REPÈRES

Production industrielle : stagnation en 1984

La production industrielle a baissé de 0,8 % au quatrième trimestre 1984 par rapport au troisième, selon l'indice de l'INSEE, qui revient de 135 au troisième trimestre à 134 sur la base 100 en 1970. En un an (*quatrième trimestre 1984 comparé au quatrième trimestre* 1983), la progression est très faible (0,7 %). L'indice trimestriel de l'INSEE, qui est toujours publié avec un grand retard, est plus fiable que l'indice mensuel qui prend mal en compte la production des biens d'équipement.

Salaire horaire ouvrier : + 1,4 % au premier trimestre

Le salaire horaire ouvrier a progressé, en France, de 1,4 % au premier trimestre 1985, selon les estimations provisoires du ministère du travail. Cette augmentation est *inférieure à la hausse* des prix qui a été de 1,8 % pour les trois premiers mois de l'année. En 1984, sur douze mois, la hausse du salaire horaire a été de 6,2 %, contre 6,7 % pour la hausse des prix en glissement (de décembre 1983 à décembre 1984). Compte tenu de l'évolution de la durée du travail des ouvriers (en très légère hausse par rapport à celle des employés), *le salaire mensuel aurait augmenté de 1,6 %* au premier trimestre de 1985.

EN 1984

L'alourdissement de la dette extérieure de la France s'explique pour moitié par la hausse du dollar

L'endettement brut de la France s'est accru de 74 milliards de francs l'année dernière, passant de 451 milliards de francs fin 1983 à 525 milliards de francs fin 1984. Cette augmentation s'explique, selon la Rue de Rivoli, pour 39 milliards de francs par la hausse du cours du dollar, le reste par la nécessité de financer l'accroissement de nos créances sur l'étranger (crédits commerciaux, investissements, prêts, mouvements de capitaux à court terme...).

Le chiffre de notre endettement brut à *la fin de l'année dernière* n'est encore qu'une estimation publiée vendredi 3 mai par le ministère de l'économie et des finances, en attendant les chiffres définitifs qui ne seront connus que dans le courant du mois de juin.

En 1983, l'endettement brut de la France s'était accru de 155,6 milliards de francs, passant de 295,4 milliards de francs fin 1982 à 451 milliards de francs fin 1983.

A la fin de l'année dernière — sur la base d'un dollar moyen à 9,72 francs en 1984 et en admettant que notre dette soit tout entière libellée en dollars, ce qui n'est pas le cas (1), — l'endettement extérieur *brut de la France atteignait 54 mil*liards de dollars contre 53,7 milliards de dollars à la fin de 1983 (sur la base d'un dollar à 8,40 francs).

Si l'on tient compte des créances de la France sur l'étranger, l'endettement net est passé de 201 milliards de francs à 229 milliards de francs.

(1) A la fin de l'année dernière la dette extérieure de la France était pour 58,2 % libellée en dollars, pour 9 % en deutschemarks, pour 7,6 % en francs suisses, pour 5,8 % en yens, pour 4,6 % en ECU, pour 3,8 % en livres...

Cinq mille agriculteurs ont manifesté à Luxembourg

Les ministres continuent leur marathon

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — Environ cinq mille agriculteurs, répondant à l'appel du COPA (Comité des organisations professionnelles agricoles de la CEE), sont venus manifester, vendredi 3 mai, à Luxembourg. *Il* y avait là des Allemands, des Anglais, des Belges, des Italiens, mais les Français, conduits par M. François Guillaume, le président de la FNSEA, étaient de loin les plus nombreux. Leurs principales reven*dications* à *tous* : une adoption immédiate de la nouvelle grille des prix, des compensations pour les pertes de revenus subies par les éleveurs à cause des atermoiements des ministres (les prix auraient dû être fixés avant le 1er avril) et la suppression de la «taxe de coresponsabilité» à laquelle sont assujettis les producteurs de lait.

En dépit de quelques bousculades, la manifestation s'est déroulée dans une ambiance plutôt bon enfant. Quant à la présidence italienne, que pouvait-elle promettre de plus que d'assurer à la délégation du COPA qu'elle ne ménagerait aucun effort pour parvenir à une conclusion avant la fin de la session.

On s'attendait que la présidence ou la Commission présente, samedi, à la lumière des travaux des deux *précédentes journées*, un nouveau projet de compromis d'ensemble. Réussir un tel exercice paraît plus difficile que dans le passé en raison des contraintes budgétaires. Les ministres savent que la progression des dépenses agricoles doit désor*mais être strictement* limitée. Aussi, y regardent-ils à deux fois avant de donner leur feu vert à des concessions envisagées en faveur du voisin. Un accord semble hors de portée tant que les Allemands ne se résigneront pas à accepter une baisse du prix des céréales. *Or, jusqu'ici,* rien n'est venu indiquer que M. Ignaz Kiechle, leur ministre, finirait par y consentir.

Ph. L.

LA SYNDICALISATION DES ENSEIGNANTS

La direction de la CGT laissera au congrès confédéral le soin de trancher

La CGT demeure très hésitante quant à une décision de syndiquer ou non les enseignants (*le Monde* du 16 avril 1985). Divisé lui-même, en butte aux réticences de la direction du Parti communiste et à l'opposition d'Unité et action, tendance de la FEN proche du PC, le bureau confédéral de la CGT a décidé de ne prendre position ni avant ni pendant le 42e congrès confédéral de novembre prochain.

Une commission sera formée avant ce congrès avec des représentants de diverses organisations de la centrale pour tenter de présenter une « synthèse » permettant aux congressistes de trancher eux-mêmes cette épineuse question. Au centre du débat interne : l'utilité de créer de nouveaux syndicats dans l'enseignement et la recherche, et les conséquences intérieures et extérieures de ce qui apparaîtrait, après l'offensive de Force ouvrière, comme une tentative de « *déstabilisation* » de la FEN.

Lors de son récent congrès, l'Union générale des fédérations de fonctionnaires (UGFF) a adopté à la quasi-unanimité un amendement du Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (SNETP-CGT), qui franchit en tout cas un nouveau pas dans le sens d'une syndicalisation.

« *L'UGFF*, indique le texte, *considère que la syndicalisation de ces catégories* [d'enseignants se situant dans le champ de la FEN] *dans la CGT est aujourd'hui une question qui se pose. Elle y est pour sa part favorable, en considérant qu'elle doit être appréhendée sur le fond de ces enjeux et de ce redéploiement en cours du réformisme syndical. Mais la présence de la CGT parmi ces catégories ne saurait relever d'une décision du seul syndicalisme des fonctionnaires. Elle doit être la conclusion d'un très vaste débat de toute la CGT, en laison avec toutes nos positions sur l'école et l'enseignement.* »

En dehors de cette quasi-unanimité sur la syndicalisation des enseignants, le congrès de l'UGFF s'est révélé particulièrement difficile pour sa direction et sa secrétaire générale, Mme Thérèse Hirszberg. Partant de l'unicité du statut général de la fonction publique d'Etat et des collectivités territoriales, le document d'orientation du congrès proposait de créer « *un syndicat CGT dzans chaque implantation administrative ou entité regroupant indistinctement les personnels, quel que soit leur titre d'appartenance* », ce qui entraînait pour l'horizon *1989-1990* la disparition des syndicats nationaux.

Ce projet a suscité bien des réserves voire des oppositions notamment parmi les syndicats de l'équipement et des finances. D'autres critiques ont porté sur l'action de l'UGFF, certains lui reprochant pendant la période 1981-1984 (où le gouvernement comprenait socialistes et communistes) de ne pas avoir mené des actions assez fortes, d'autres ayant au contraire jugé que l'UGFF en avait trop fait. Résultat : le rapport d'activité n'a été adopté que par 51,2 % des voix avec 4,46 % de votes contre et 43,8 % d'abstentions (plus des refus de vote). Du jamais vu...

Sur le rapport d'orientation, il y a eu pour 108 000 mandats, 65,6 % pour, 29,18 % contre et 5,23 % d'abstentions. Conclusion : la restructuration de l'UGFF sera poursuivie mais... à un rythme plus lent que prévu.

M. N.

M. RENÉ LOMET (CGT) ACCUSE LE GOUVERNEMENT DE « MONTRER LE MAUVAIS EXEMPLE »

Secrétaire confédéral de la CGT, M. René Lomet a profité de l'inauguration des locaux de l'union locale CGT de Valenton, dans le Val-de-Marne, pour se livrer à une attaque en règle contre le gouvernement socialiste, l'accusant de « *montrer l'exemple, le mauvais exemple* ».

« *C'est bien lui qui s'attache à organiser la baisse du pouvoir d'achat (...) C'est bien lui qui est à la tête de la casse sidérurgique, Renault, Creusot-Loire, Manufrance. C'est bien lui et son ministre du travail en tête qui pousse à la roue pour relancer les négociations sur la flexibilité. C'est bien lui qui prend des dispositions pour organiser le temps partiel, qui crée les TUC* », a relevé M. Lomet, qui, très ferme, a ajouté : « *Cette politique nous conduit tout droit à une société à deux vitesses, à l'américaine.* » Estimant à 8 millions le nombre de travailleurs au chômage ou en situation précaire, M. Lomet considère que « *la politique du pouvoir, relayée par le CNPF, conduit de ce fait à gonfler le nombre de ceux qui sont sans garantie.* »

● **Les ARCT à Roanne : pas d'acquéreur en vue.** — Pour les ARCT (Ateliers roannais de construction textile), c'est fini ou presque. Malgré tous les contacts pris dans les milieux industriels français et étrangers, aucun candidat ne s'est manifesté pour racheter l'activité «texturation», indiquait-on vendredi soir 3 mai au CIRI (Comité interministériel de restructuration industrielle). Aucune solution n'a pu être trouvée non plus pour le «recordage», seconde branche de l'entreprise. Pour faciliter la transaction, au début du mois d'avril, les pouvoirs publics avaient décidé de mettre en vente séparément les deux divisions des ARCT, qui, globalement, emploient sept cents personnes.

● **CIT-Alcatel à Guingamp : le juge des référés ordonne la fin de l'occupation.** — Sur plainte de la direction de l'usine, CIT-Alcatel à Guingamp (Côtes-du-Nord), pour entrave à la liberté du travail par vingt-quatre responsables de la CGT, le juge du tribunal des référés a ordonné, le 3 mai en soirée, la cessation de l'occupation commencée le 30 avril. Le juge a décidé que l'expulsion « *avec l'assistance de la force publique* » pourra être décidée.

M. Soisson (UDF) va présider le comité de coordination des programmes régionaux de formation

Signe de décrispation ou manifestation d'un consensus sur un sujet aussi déterminant que celui de la formation professionnelle ? M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, a fait savoir, le *3 mai, au cours d'une visite* à Limoges, que l'un de ses prédécesseurs, M. Jean-Pierre Soisson, ancien secrétaire d'Etat à la formation professionnelle sous le précédent septennat, serait le futur président du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation continue.

Cette annonce s'inscrit dans une suite logique. Déjà, lors du vote, par l'Assemblée nationale, du projet portant réforme de la loi de 1971 sur la formation continue, présenté par M. Marcel Rigout en février 1984, les députés avaient fait preuve d'une quasi-unanimité.

Depuis, les conseils régionaux avaient établi une liste unique de candidats provenant de la majorité comme de l'opposition (y compris des communistes) pour désigner leurs représentants au sein du futur comité de coordination qui entrera en fonctions le 6 juin prochain. On y trouvait même trois anciens ministres ou secrétaires d'Etat qui avaient eu à s'occuper de formation professionnelle, MM. Soisson, Granet et Legendre (*le Monde* du 30 octobre 1984).

En Bourgogne même, où M. Jean-Pierre Soisson est vice-président du conseil régional, l'accord sur ce dossier est devenu si évident que M. Jean-Pierre Worms, député socialiste, se déclare en parfaite harmonie avec son collègue et rival de UDF (*le Monde* du 28 mars 1985). Tous deux parlent d'une alliance exemplaire et se surnomment les « *deux Jean-Pierre* ».

A la tête du comité de coordination tripartite de trente-six membres (Etat, régions, partenaires sociaux), M. Jean-Pierre Soisson pourra donc poursuivre, au niveau national, l'action qu'il a entreprise dans sa région. Le comité aura pour tâche d'harmoniser les politiques de formation régionale avec celle de l'Etat et de compenser certaines anomalies. Ainsi, le Limousin dispose d'un appareil de formation surdimen*sionné* accueillant des stagiaires qui vont ensuite travailler dans d'autres régions, alors que, depuis la décentralisation, ce sont les budgets régionaux qui supportent le poids financier de cette formation.

A. Le.

EN DÉPIT DE NOMBREUSES MESURES D'INCITATION

La Banque de France ne prévoit pas de reprise immédiate dans le logement

En matière de construction de logements, malgré « *les nombreuses mesures incitatives prises récemment ou attendues dans les domaines financier et fiscal* », il faut s'interdire de « *prévoir, à brève échéance, une franche reprise de l'activité* ». C'est la Banque de France qui le dit dans son enquête *annuelle sur le logement qui vient* d'être publiée.

La conjoncture immobilière, déprimée depuis plusieurs années, s'est encore dégradée en 1984. Les candidats à l'accession à la propriété ont une épargne et des revenus insuffisants pour réaliser leur rêve, de plus, ils craignent pour leur emploi. Enfin, « *le prix des opérations immobilières a continué d'excéder les possibilités financières de nombreux acquéreurs potentiels* ».

Ouvert aux investisseurs, ils « *ont continué de délaisser un marché qui, jugent-ils, n'assure pas une rémunération suffisante de leurs placements et n'offre plus les mêmes possibilités de plus-values* ». Rien d'étonnant que le nombre des mises en chantier, pour autant qu'on puisse le connaître (1), ait baissé de 10 %, pour n'atteindre guère que 300 000 logements.

Dans ce marché en déclin, la maison individuelle se taille de plus en *plus la part du lion (68,3 %), en* hausse par rapport à 1983 (65,8 %). Et en matière de maison industrielle, c'est celle vendue sur catalogue qui constitue le marché le plus dynamique, au détriment des maisons vendues sur plan. Pourtant, ce dernier secteur « *conserve la faveur des ménages, mais il reste l'apanage d'une clientèle aisée disposant d'un apport personnel important, particulièrement dans le cadre d'une seconde opération faisant suite à la revente du précédent logement* ».

La demande pour les logements anciens (construits avant 1948) a continué de progresser pour les logements de centre ville, même dépourvus de confort, s'ils sont susceptibles de faire l'objet d'une opération d'acquisition — amélioration financée par des prêts d'accession à la propriété (PAP) ou des prêts conventionnés (PC).

Enfin, les transactions se sont encore raréfiées sur le marché des résidences secondaires, « *où les mises en vente sont plus nombreuses que l'année dernière* » : Pour les vacances, on préfère la location, sauf sur le littoral. Les prix ont donc diminué dans l'ensemble.

(1) En raison à la fois de l'inadaptation du système informatique du recueil des données et de la décentralisation.

● **Un nouveau président pour les agents immobiliers.** — Réunie en congrès les 2 et 3 mai, à Strasbourg, la Fédération nationale des agents immobiliers (FNAIM) s'est donnée un nouveau président pour trois ans. Il s'agit de M. Jacques Longuet (Provence-Alpes-Côte-d'Azur), soixante ans, qui détenait la présidence de la commission des affaires sociales. Il succédera, le 1er janvier 1986, à M. Roger Lemiale, désireux de « passer la main » après dix années à la tête de la FNAIM.

Les Lloyd's de Londres ébranlées par d'énormes pertes

Près de 1 500 membres de cinq groupes d'assureurs affiliés aux Lloyd's de Londres, dont les activités de garantie étaient gérées par une filiale du groupe d'assurances Minet, ont perdu un total de 60 millions de livres sterling (73 millions de dollars) dans le plus grave désastre financier de l'histoire des Lloyd's, apprend-on dans la City.

Les pertes, révélées jeudi soir 2 mai dans une lettre adressée aux intéressés, sont le résultat de carences dans la gestion de leurs affaires, entre 1979 et 1982, par PCW Underwriting Agencies, une filiale du groupe d'assurances Minet, qui fait actuellement l'objet d'une enquête du ministère du commerce.

Dans le plus touché des cinq groupes d'associés de la Lloyd's, chacun des 350 membres va se voir réclamer au moins 200 000 livres, et certains jusqu'à 300 000, pour éponger le déficit.

Pour de nombreux membres, ces exigences financières, qui devront être satisfaites d'ici à la fin juillet, pourraient signifier la ruine, indique-t-on dans la City.

Dans les autres groupes d'associés, mais pour des sommes relativement modestes, figureraient la duchesse de Kent et le financier saoudien Adnan Kashoggi, indique-t-on encore à la City. — *(AFP.)*

La réunion du conseil exécutif de l'OPEP

LE NIGÉRIA SUR LA SELLETTE

La réunion du conseil exécutif de l'OPEP, qui s'est tenue les 30 avril et 1er mai à Genève, a été la conférence « *la plus dure pour le Nigéria que nous ayons connue* », a déclaré à son retour à Lagos le 3 mai M. Tam Davis-West, ministre nigérian du pétrole.

Le pays africain a été en effet mis sur la sellette à deux titres. D'une part il est soupçonné de dépasser très largement (de 15 % à 20 %) le quota de production qui lui a été alloué par l'organisation, et d'autre part il avait été le seul jusqu'ici à refuser les contrôles du cabinet d'audit néerlandais chargé par l'OPEP d'établir un système de vérification du niveau exact de production de chaque pays membre.

M. Tam David-West a indiqué que les contrôleurs néerlandais seraient désormais autorisés à venir à Lagos, mais il s'est refusé à révéler le contenu du message adressé par l'organisation au chef de l'Etat nigérian. Il a ajouté que le problème du nigérian envers de l'OPEP était de choisir entre la survie du pays et la solidarité à l'égard des membres de l'organisation. « *Ma conviction est qu'il est dans notre intérêt de rester* [dans l'OPEP], *et je le crois encore davantage depuis la réunion d'où je sors* », a-t-il affirmé.

A l'issue de la réunion de l'OPEP, les ministres avaient déclaré avoir résolu les « *problèmes techniques* » *qui freineraient la mise en œuvre du* système d'audit de la production et rappelé la nécessité de maintenir un plafond de production très bas (16 millions de barils/jour) afin d'équilibrer le marché et d'empêcher une nouvelle baisse des prix.

L'IRAK DEVRAIT PLUS QUE DOUBLER SES EXPORTATIONS DE PÉTROLE D'ICI A LA FIN DE 1986

L'Irak produit actuellement environ 1,2 million de barils/jour (1) de pétrole brut et devrait accroître ses capacités d'exportations de 1,5 million de barils/jour, par étapes successives, d'ici à la fin de 1986, ont indiqué des responsables économiques irakiens à l'occasion d'une journée d'information sur l'Irak organisée à Paris le 29 avril par la Chambre de commerce franco-arabe.

Les oléoducs reliant le sud du pays àala ligne traversant l'Arabie saoudite et aboutissant au port de Yambu, sur la mer Rouge, devrait être *achevé en octobre, donnant* à l'Irak une capacité d'écoulement supplémentaire de 500 000 barils/jour, et portant ses exportations à 1,5 million de barils/jour. L'aboutissement d'une seconde phase de travaux permettant d'accroître les capacités de l'oléoduc saoudien devrait dès la mi-86 porter ces exportations à 2 millions de barils/jour.

Enfin, le doublement prévu à la fin de 1986 ou au début de 1987 de l'oléoduc reliant les champs irakien de Kirkouk au port turc de Dortyol, sur la Méditerranée, devrait permettre à l'Irak d'écouler de nouveau 500 000 barils de brut supplémentaires. Au total l'Irak, si tous ces projets sont menés à bien dans les délais prévus, devrait donc pouvoir exporter dès le début de 1987 environ 2,5 millions de barils par jour, contre un peu moins de 1 million actuellement.

(1) 1 million de barils/jour équivaut à 50 millions de tonnes/an.

● **Découvertes de pétrole et de gaz par le groupe total.** — La société Total vient de réaliser deux découvertes de pétrole et de gaz dont l'une, en Égypte, pourrait s'avérer très prometteuse. Total Moyen-Orient, filiale du groupe français a découvert sur le permis d'Umm-Agawish, au sud du golfe de Suez, un gisement de pétrole brut non négligeable.

Plusieurs couches testées à différentes profondeurs par un forage effectué sur le puits de Tawila Ouest 1 ont donné des débits d'huile d'environ 5 000 barils par jour, et indiquent également la présence de quantités appréciables de gaz et de condensats. Total opérateur avec 50 % des intérêts sur ce permis est associé à Chevron (25 %) et Marathon Oil (25 %). Jugée par le groupe « *encourageante* », c'est la quatrième découverte réalisée par Total depuis 1982 dans le golfe de Suez.

Par ailleurs, Total Oil Marine, filiale de la CFP, *vient* de faire une découverte jugée « *intéressante* » sur un permis situé à 25 kilomètres au sud de Frigg, en mer du Nord britannique. Deux forages positifs ont révélé l'existence d'un réservoir de gaz naturel sur ce permis situé à côté du gisement de gaz de Bruce, que BP a décidé de mettre prochainement en exploitation.

D'autres forages seront nécessaires pour apprécier l'importance du gisement. Total Opérateur, avec une participation de 33,3 %, est associé sur ce permis au groupe Elf-Aquitaine.

La Société marseillaise de crédit : une banque nationalisée dans sa région

De notre envoyé spécial

Marseille. – *« Ici, ce sont deux cents personnes qui passent chaque jour au guichet et qu'il faut satisfaire tout en leur laissant ressentir ce qui, selon nous, constitue un plus dans notre maison : l'accueil de la clientèle. »* Installé – un peu l'étroit – dans son bureau avec vue directe sur les dix-sept employés, Jean-Louis Granier fait les présentations de son agence, le bureau G, en l'occurrence, où il occupe depuis juillet 1980 le poste de gérant. Agé de quarante et un ans, issu d'une banque locale du Gard après avoir fait ses premières armes au Marché d'intérêt national de Rungis, il a à présent la haute main sur les 130 millions de francs de ressources gérées par cette agence du boulevard National, un quartier populaire de Marseille, à forte proportion de petites entreprises et de clients modestes qu'il faut disputer aux caisses d'épargne.

« Pour nous, explique M. Granier, *l'ouverture imprimée par la direction de la Société marseillaise de crédit après l'arrivée du nouveau président s'est ressentie dans le réseau grâce à l'utilisation accrue des délégations de pouvoirs. A l'heure actuelle, nous disposons d'une autorisation de signature à hauteur de 200 000 F pour les opérations à court terme et de 700 000 F pour les besoins de trésorerie, ce qui couvre environ 30 % de nos beoins, et il est possible maintenant de défendre directement nos dossiers auprès de la direction centrale. »*

Un crédit personnel de 5 000 F peut être désormais accordé séance tenante, sans attendre dix à quinze jours le feu vert du siège. Au fil des conversations, on perçoit mieux ce qui a pu changer en quelques mois dans l'esprit même de cette vieille maison marseillaise, née en 1865, dans la foulée de la révolution industrielle et de l'épopée coloniale.

Il s'agit maintenant non seulement de résister à la dure concurrence des grandes banques nationales, qui font également la chasse au client, mais de défendre aussi contre des incursions régionales un territoire qui s'étend de Perpignan à Menton en remontant jusqu'à Lyon, face aux ambitions de telle ou telle autre grande banque locale, à commencer par la Société lyonnaise de banque, dont les visées commerciales s'étendent à la côte méditerranéenne. Pour relever ce défi, les pouvoirs publics ont misé sur un *« bourreau de travail »*, selon ses proches. Tout droit venu de la Banque Hervet, puis de la direction financière de la régie Renault, M. Jean-Paul Escande a été nommé administrateur général de la SMC, puis président directeur-général en 1982 lorsque la «vague rose» a déferlé sur les banques privées. Une fonction qui doit lui laisser – on se demande bien comment – quelques loisirs puisqu'il est également membre du Conseil économique et social, président du Comité de décentralisation mis en place à Matignon et accessoirement, administrateur d'une demi-douzaine d'organismes divers dont, bien sûr, le Port autonome de Marseille.

Nommé par l'Elysée

Etre nommé à quarante-trois ans seulement et par l'Elysée à la tête d'un établissement encore très lié par l'histoire aux grandes familles marseillaises et, qui plus est, dans une ville habitée par les passions politiques comportait sans doute quelques risques. Pourtant, sans faire trop de bruit mais avec une détermination qui se révèle payante jusqu'à présent, M. Escande a su non seulement s'asseoir dans le fauteuil du président destitué mais aussi s'allier les bonnes grâces d'un personnel très sensibilisé aux dangers qui guettent l'ensemble du système bancaire : l'informatisation, la mauvaise répartition des effectifs pléthoriques et, parfois, la sous-qualification.

Trois ans presque jour pour jour après avoir pris la tête de cet établissement, il en dresse un bilan globalement satisfaisant en dépit de quelques points noirs; à commencer par une rentabilité qui reste insuffisante. Dans son fief, Marseille, bien sûr, mais aussi la région qui s'étend jusqu'à Aix-en-Provence, la direction régionale de la SMC, qui réalise sur place 25 % à 30 % de son activité globale, tient la dragée haute aux «trois vieilles», ce vocable aimable désignant les banques nationalisées avant 1982 : le Crédit lyonnais, la BNP et la Société Générale. Sur place, l'établissement, qui a conservé quelques gros clients en portefeuille (Pernod-Ricard notamment), gère 2,2 milliards de francs de capitaux (sur un total de 8,6 milliards) et 1,3 milliard de francs d'engagements (sur 6 milliards). Paradoxalement, compte tenu de la crise économique qui n'épargne par la région marseillaise, seulement 5 % des quelque 40 millions de francs de provisions constituées par le groupe proviennent de ce secteur géographique. Celui-ci emploie six cent cinquante personnes, sur un effectif total de trois mille quatre cents agents.

A l'horizon fin décembre 1985, M. Escande assigne un objectif ambitieux à l'ensemble du réseau : 10 milliards de ressources à trouver face à 6 milliards d'emplois et 388 000 clients répartis dans les 200 guichets de la Société marseillaise de crédit ; soit une augmentation de 7 % d'une année à l'autre. Pour parvenir à ce but, la SMC, qui a enregistré en trois ans une progression de 70 % du total de son bilan (13,5 milliards de francs fin 1984), table sur une action accrue en faveur des entreprises locales, notamment grâce à l'Institut provençal de participations créé avec un autre établissement régional, la Banque Chaix de M. Jean Matouk, dont le siège est à Avignon.

Des efforts vont également être entrepris pour renforcer une synergie de groupe en complétant une palette d'instruments financiers qui comprend, pour l'instant, essentiellement une société de crédit immobilier, la SOFICIM et son pendant dans le crédit à la consommation, le CESO (Comptoir d'escompte du Sud-Ouest) qui devrait prochainement être introduit sur le second marché de la Bourse de Marseille. A ces filiales devraient bientôt s'ajouter des sociétés de crédit-bail et de factoring.

Ni de droite ni de gauche

Parallèlement au développement de produits d'épargne retraite tels que le LEP (livret épargne retraite) mis au point par les Mutuelles du Mans et commercialisé dans le réseau de la Marseillaise, et en attendant la création d'autres produits qui s'inscrivent *« dans le grand chambardement que vivent actuellement les banques et les assurances ».*

« Mais, dans moins de cinq ans, nous serons devenus une banque atypique à compétence financière », affirme M. Escande, qui vient d'engager depuis peu un jeune directeur de la trésorerie. En attendant la création prochaine d'un fonds commun de placement *« avec une banque privée »*, l'activité titres a été marquée en 1984 par le boom des fonds communs de placement de la banque (plus de 500 millions de francs d'actifs gérés) et des SICAV de trésorerie (600 millions), un phénomène que connaissent, il est vrai, l'ensemble des établissements financiers.

En attendant, il faut continuer à gérer avec des effectifs que d'aucuns jugent trop important, parfois pour des raisons liées à l'histoire de la banque (trente-cinq permanents au comité central d'entreprise, cinquante et un spécialistes d'arts martiaux affectés à la brigade de sécurité, qui dispose de son propre parc de camions blindés...). Et renforcer la formation tout en continuant à insuffler – de l'extérieur – l'oxygène nécessaire dans une maison où les postes à responsabilité ont toujours été acquis par promotion interne, la quasi-totalité du personnel n'ayant pas le baccalauréat.

« Dans moins de cinq ans... », se plaît à penser M. Escande, en expliquant les grandes lignes de son action. *« D'ici là, il peut se passer pas mal de choses... » « Ecoutez, quand je suis arrivé dans cette maison, j'ai expliqué, une fois pour toutes, la raison de ma mission en déclarant que, pour moi, la nationalisation de l'appareil bancaire, c'était une opération destinée à faire de la banque, avec quelque chose en plus. Depuis, je n'en ai jamais parlé et je me suis contenté de faire mon métier. D'ici les prochaines élections, je ne changerai rien à la politique fixée, même pas un point en termes de masse salariale,* ajoute-t-il. *De toute façon, quand vous regardez un compte d'exploitation, il est bénéficiaire ou déficitaire ; il n'est pas de droite ou de gauche... »*

SERGE MARTI.

Le premier contrat de plan

Le contrat de plan signé le 21 mars 1985 entre M. Jean-Paul Escande, président de la Société marseillaise de crédit, et M. Pierre Bérégovoy, venu à Marseille pour l'occasion, constitue le premier exemple de convention de développement signée avec une banque *« et le premier conclu avec un établissement régional, car j'attends beaucoup de la décentralisation en matière bancaire »*, a tenu à préciser le ministre de l'économie et des finances. Celui-ci a rappelé au passage qu'il avait, en matière de dividendes, les mêmes exigences pour les banques nationalisées que pour les entreprises nationales. Ni plus, ni moins.

C'est d'ailleurs ce qu'il avait laissé entendre lorsque, à peine nommé rue de Rivoli, il adressait en septembre 1984 une lettre aux trente-neuf présidents de banques nationalisées pour leur demander de préparer un plan de développement sur trois ans sous la forme d'une convention prenant en compte les engagements souscrits à la fois par la banque concernée et par l'Etat actionnaire. Ces « plans d'entreprise » devaient contribuer notamment à abaisser le coût d'intermédiation, rechercher la rentabilité de l'entreprise et mobiliser le personnel à l'aide d'une politique sociale visant à prévoir l'évolution des facteurs humains en fonction du développement des technologies nouvelles.

Dans cet esprit, la Société marseillaise de crédit s'est engagée dans trois voies :

● *Favoriser le développement économique régional* en accentuant son action à l'égard des PME locales, mais aussi des particuliers, dont elle s'efforce d'orienter l'épargne vers les placements financiers. Elle s'engage également à soutenir les secteurs reconnus comme prioritaires par le plan régional, comme celui des exportations et des technologies de pointe. Une convention en ce sens a d'ailleurs été passée avec le conseil régional, la chambre régionale de commerce et d'industrie et diverses chambres de commerce de Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Parallèlement, la banque poursuivra l'effort entrepris afin d'inciter à la création d'entreprises, notamment en favorisant l'accès à la bourse de Marseille pour les PME de croissance.

● *Renforcer la productivité* de façon à parvenir à une augmention des ressources d'exploitation supérieure à l'accroissement des charges ; ce qui implique le maintien d'une importante croissance commerciale, la rénovation des outils de gestion et un meilleur contrôle des coûts.

● *Diversifier les activités* grâce à la mise en place d'une politique de groupe avec des sociétés filiales ou apparentées, afin d'offrir un service financier complet et à caractère régional.

De son côté, l'Etat actionnaire, tout en prenant acte des orientations du plan de développement de la Société marseillaise de crédit, lesquelles correspondent aux *« priorités économiques et monétaires générales »*, a décidé de poursuivre *« une politique de dividende permettant un maintien significatif des résultats de l'entreprise en vue d'accroître ses fonds propres, accroissement auquel les épargnants de la région ont déjà participé en souscrivant à l'émission de titres participatifs »* effectuées par la SMC pour un montant de 100 millions de francs en avril 1964.

S. M.

Faits et chiffres

Affaires

● **La production d'isocyanate de méthyle va reprendre aux Etats-Unis.** – Le groupe américain Union Carbide a décidé de reprendre à l'usine d'Institute (Virginie-Occidentale) la production d'isocyanate de méthyle (substance chimique utilisée dans la fabrication des pesticides), à l'origine de l'accident survenu à Bhopal (Inde) et qui avait provoqué la mort de deux mille personnes en décembre dernier. L'Agence américaine pour la protection de l'environnement a estimé que la production d'isocyanate pouvait s'effectuer dans de bonnes conditions, la société ayant dépensé quelque 7 millions de dollars dans des équipements supplémentaires de sécurité. – *(AFP.)*

● **Boge distribuera en France les embrayages LUK.** – LUK, numéro deux allemand dans le secteur des embrayages, a décidé de confier à Boge-France, filiale du groupe germanique Boge – un des plus gros fabricants européens d'amortisseurs (quatorze millions de pièces) avec Fichtel und Sachs (RFA), – la distribution de ses produits en France à compter du mois de juin prochain. On notera que le groupe français Valeo, numéro un de l'embrayage, est actionnaire à 50 % de LUK, qui, avec 600 millions de francs de chiffre d'affaires, produit plus de quatre millions d'embrayages par an et deux millions environ de disques de friction. La société détient 50 % du marché allemand.

Étranger

ÉTATS-UNIS

● **Stabilité du chômage.** – Le taux de chômage est resté en avril inchangé à 7,3 % pour le troisième mois consécutif. Selon le département du travail, le nombre des personnes sans emploi a atteint 8,4 millions, soit le même chiffre que pour les deux mois précédents. Le taux s'établissait à 7,4 % en janvier et à 7,8 % en avril 1984. En excluant les personnes travaillant dans l'agriculture ou pour leur propre compte (environ 10 % de la main-d'œuvre), le nombre de détenteurs d'emploi a augmenté de deux cent dix-sept mille, soit 0,2 % pour se situer à 96,73 millions (93,45 millions de personnes en avril 1984). Les emplois ont été créés notamment dans les secteurs des services et du bâtiment, alors que l'industrie a supprimé quarante-quatre mille emplois, en particulier dans le secteur de haute technologie comme l'électricité et l'électronique.

GRANDE-BRETAGNE

● **Grève des mineurs britanniques pour soutenir quatre camarades licenciés.** – Deux mille mineurs britanniques de la région du Yorkshire (nord de l'Angleterre) étaient en grève vendredi 3 mai pour obtenir la réintégration de quatre de leurs camarades licenciés, selon eux, injustement.

Les quatre hommes ont été renvoyés après avoir été accusés d'avoir proféré des menaces et des insultes à l'égard de plusieurs de leurs collègues qui s'étaient dissociés de la grève des mineurs ayant paralysé l'activité dans les houillères britanniques pendant un an.

Les deux mille grévistes devaient se réunir dimanche en assemblée générale afin de décider des suites à donner à leur mouvement, indique le président régional du syndicat des mineurs (NUM). La direction des Charbonnages nationalisés (NCB) a, pour sa part, souligné que l'arrêt de travail dans les deux puits était à ses yeux « illégal ». – (AFP).

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 29 avril au 3 mai

Une fameuse résistance

VIENDRA, viendra pas ? La consolidation tant attendue après les excès (+ 17 % de hausse) commis depuis le début de l'année – mais en était-ce vraiment ? – ne s'est pas encore produite cette semaine, réduite à quatre séances par le chômage du 1er mai. Quelques dégagements ont bien été opérés ici et là, mais, d'une façon générale, la cote a très bien résisté. En très léger progrès lundi (+ 0,03 %), le marché reperdait le lendemain le bénéfice de son maigre grignotement (– 0,03 %).

Jeudi, l'effritement, un peu plus sensible cette fois, était encore au rendez-vous (– 0,19 %). Mais, à la veille du week-end, les valeurs françaises se faisaient presque un devoir de regagner le terrain perdu, au-delà même (+ 0,33 %), tant et si bien que les divers indices se sont retrouvés à leur point de départ.

Une semaine pour rien ? On serait tenté de le dire. Pleine d'enseignements en tout cas, car encore assez étoffés entre les 22 et 26 avril, les volumes des transactions se sont assez sensiblement contractés, tombant d'abord en dessous des 300 millions de francs par jour, puis des 200 millions, mais sans provoquer cet habituel effritement. Contrairement aux apparences, le désintérêt n'a pas gagné autour de la corbeille. Rarement les opérateurs se sont montrés aussi vigilants.

La communauté boursière attendait avec une certaine impatience les dernières statistiques sur l'état de santé de l'économie américaine. Ces statistiques sont tombées, confirmant ce que l'on redoutait : l'expansion s'est bel et bien sérieusement ralentie aux Etats-Unis.

Wall Street réagissait sur-le-champ à la nouvelle, et le fameux indice Dow Jones chutait le 1er mai – journée non chômée là-bas – de près de 17 points.

En d'autres temps, à Paris, des frissons auraient parcouru l'assistance. Or il ne s'est rien passé. La preuve : moins de vingt valeurs ont baissé cette semaine, et, dans le nombre, une seule, Majorette, a vraiment subi un cuisant revers (– 11 %), en raison du chômage technique annoncé dans l'entreprise et du ralentissement de son activité. Ailleurs, les différences de cours n'ont pas excédé 2 % à 3 % (Générale Biscuit, Club Méditerranée, Damart, Darty, Fichet-Bauche, Galeries Lafayette, Hachette, Bellon, Lesieur, Wendel, Mumm, Sagem, Saupiquet, Skis Rossignol, CSF). Quelques jolies hausses ont même encore émaillé la cote : BSN, Casino, Cetelem, Crédit foncier de France, DMC, Essilor, Europe n° 1, Intertechnique, Maisons Phénix, Matra Midi, L'Oréal, Peugeot, Poliet, Presses de la Cité, Salomon, Synthélabo, Télémécanique, UFB.

Le phénomène est assez étonnant, car il faut bien considérer que la Bourse de Paris n'est éloignée que de 3 % à peine de ses plus hauts niveaux de toujours. Elle aurait encore pu rendre une partie de ses gains sans perdre grand-chose de son éclat. Les professionnels étaient naturellement ravis de cette fameuse résistance, et assuraient que la consolidation s'opérait dans des conditions idéales, sans pression des vendeurs, avec, toujours, des achats sélectifs et de grosses difficultés à trouver du « papier », que les détenteurs ne veulent pas lâcher. Une consolidation ? Il serait plus approprié de parler de la constance des opérateurs dans leurs sentiments haussiers. Alors, on ne comprend plus très bien. La Bourse n'aurait-elle pas pris conscience du danger que représenterait, pour l'Europe, un possible refroidissement de l'économie des Etats-Unis ? A dire vrai, l'avertissement a été clairement entendu. Mais, curieusement, un sentiment de relative confiance s'est développé cette semaine rue Vivienne. Le ralentissement de la croissance américaine ? « Accidentel », disait-on, en ajoutant que, même si ladite croissance n'était pas appelée à reprendre au rythme rapide de l'an dernier, elle se poursuivrait, et que, de toute façon, l'Europe, pour l'instant, était à l'abri des à-coups conjoncturels. A tort ou à raison, la reprise du dollar a conforté le plus grand nombre dans la conviction, décidément bien ancrée, que le retour de la crise n'était pas encore pour demain.

Cette reprise ne s'appuie-t-elle pas, après tout, sur les mêmes critères, avec, en arrière-plan, une baisse des taux d'intérêt ? En outre, il est encourageant d'écouter l'INSEE, qui prévoit un redémarrage de la production. Alors, cette consolidation, la vraie, celle qui résulterait d'une purge quand même jugée salutaire, se produira-t-elle un jour ? Quelques-uns n'en excluaient pas la possibilité. Mais d'autres ne seraient pas étonnés de voir le marché reprendre son ascension après une phase d'observation, si d'aventure des nouvelles plus rassurantes parvenaient de l'autre côté de l'eau.

Un seul événement d'ordre financier s'est produit cette semaine, mais il a été connu trop tard (vendredi après-midi) pour avoir un quelconque effet.

Le groupe Valeo, numéro deux européen de l'équipement automobile, va augmenter son capital et le porter de 306,5 à 490,5 millions de francs, par émission à 180 francs de 1 839 228 actions nouvelles (3 pour 5). Ses principaux actionnaires souscriront, à savoir Lucas-France, par consolidation du prêt de 50 millions de francs consenti en 1984 pour la reprise de Ducellier, ainsi qu'Indosuez (10 %) et l'UAP (6,7 %), à hauteur de leur participation. Pour le solde, un groupe d'organismes financiers garantira la bonne fin de l'opération.

En outre, comme prévu, Valeo va se voir accorder un prêt participatif de 110 millions de francs pour restructurer sa division « machines tournantes » (Ducellier, Paris-Rhône, Valeo-Alternateurs). Les dettes à court de terme de Ducellier et de Paris-Rhône seront consolidées par des prêts bancaires à moyen terme, respectivement de 130 et de 50 millions de francs. Ces différents concours permettront à Valeo d'utiliser les avances consenties par le Fonds industriel de modernisation (160 millions de francs) et par le Crédit national (62 millions) pour financer le développement de ses autres divisions. Le groupe français va donc recevoir tout l'argent attendu et dont il avait un urgent besoin pour remodeler, assainir et internationaliser ses fabrications d'alternateurs et de démarreurs, lourdement déficitaires (230 millions de francs), également pour pousser les feux de sa compétitivité dans ses autres branches d'activité (éclairage, embrayages, etc). La Bourse ne devrait pas y rester insensible.

ANDRÉ DESSOT.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	3-5-85	Diff.
4 1/2 % 1973	1 710	– 49
7 % 1973	8 395	+ 190
10,30 % 1975	97 75	+ 0,05
PME 10,6 % 1976	97,70	+ 0,15
8,80 % 1977	119,45	+ 0,50
10 % 1978	97 40	+ 0,30
9,80 % 1978	96,50	+ 0,20
8,80 % 1978	97,59	+ 0,04
9 % 1979	93,90	+ 0,05
10,80 % 1979	99,80	+ 0,15
12 % 1980	101,10	+ 0,06
13,80 % 1980	106,50	+ 0,20
16,75 % 1981	112,30	+ 0,22
16,20 % 1982	117,95	– 0,30
16 % 1982	118,50	+ 0,20
15,75 % 1982	115,75	+ 0,20
CNE 3 %	4 440	+ 150
CNB bq. 5 000 F.	102,38	– 0,05
CNB Paribas 5 000 F	103,30	+ 0,30
CNB Suez 5 000 F	103,15	+ 0,15
CNI 5 000 F	102,40	inch.

Produits chimiques

	3-5-85	Diff.
BASF	625	– 14
Bayer	670	– 9
Hoechst	665	– 10
Imp. Chemical	90	+ 0,10
Institut Mérieux	1 720	– 30
Laboratoire Bellon	1 035	– 45
Norsk Hydro (1)	122	– 0,50
Roussel-Uclaf	1 738	– 37

(1) Compte tenu d'un coupon de 4 F.

Mines, caoutchouc, outre-mer

	3-5-85	Diff.
Charter	22,20	– 0,25
Géophysique	765	inch.
Imétal	115,90	– 1
INCO	131	– 3,50
Michelin	920	– 11
Min. Penarroya	92	inch.
RTZ	75,25	– 0,35
Zambia	1,95	– 0,05

Pétroles

	3-5-85	Diff.
Elf-Aquitaine	232,10	– 1
Esso	532	– 3
Exxon	514	– 4
Francarep	310	– 1,5
Petrofina	1045	+ 1
Pétroles (Française)	264,80	+ 0,80
Pétroles B.P.	126	+ 0,20
Primagaz	338	+ 2
Raffinage	95	– 1,40
Royal Dutch	576	– 2
Sogerap	463	– 11

Banques, assurances sociétés d'investissement

	3-5-85	Diff.
Bail Équipement	348	+ 8
Bancaire (Cie)	665	+ 16
Cetelem	673	+ 14
Chargeurs SA	498,70	– 11,30
CFF	800	+ 15
CFI	312	– 4
Eurafrance	1 240	inch.
Hénin (La)	428	– 8
Imm. Pl.-Monceau	444	+ 9,50
Locafrance	395	+ 2
Locindus	776	– 1
Midi	2 290	+ 104
Midland Bank	231	– 7
O F P (Omn. Fin. Paris)	1 149	+ 19
Parisienne de réesc.	1 140	– 10
Prétabail	1 185	+ 25
Schneider	161,80	– 2,20
UCB	364	– 16

Filatures, textiles, magasins

	3-5-85	Diff.
André Roudière	304,40	– 31,60
FF Agache-Willot	N.C.	N.C.
BHV	234	– 5,90
CFAO	879	+ 11
Damart-Serviposte	2 260	– 60
Darty	1 284	– 23
DMC	240,10	+ 5,10
Galeries Lafayette	373	– 9
La Redoute	1 375	+ 5
Nouvelles Galeries	158,50	– 0,60
Printemps	232,50	+ 4,50
SCOA	99	+ 0,50

Métallurgie construction mécanique

	3-5-85	Diff.
Alspi	142,20	– 13,30
Avions Dassault-B.	1 563	– 7
Chiers-Châtillon	57,90	– 4
De Dietrich	552	– 33
FACOM	1 240	+ 25
Fives-Lille	397	+ 1
Fonderie (Générale)	55,50	inch.
Marine Wendel	221	– 13
Penhoët	772	– 8
Peugeot SA	343	+ 11
Poclain	58	– 3,3
Pompey	283	+ 13
Sagem	1 708	– 57
Valéo	247	– 4,50
Vallourec	108	– 0,50

Alimentation

	3-5-85	Diff.
Béghin-Say	273,20	– 0,80
Bongrain	1875	+ 5
BSN G.-Danone	2525	+ 65
Carrefour	2148	+ 13
Casino	920	– 50
Cédis	880	– 19
Euromarché	1020	+ 20
Guyenne et Gasc.	299,80	– 0,20
Lesieur	730	– 21
Martell	1751	+ 26
Moët-Hennessy	1857	– 8
Mumm	771	– 12
Nestlé	24610	– 100
Occidentale (Gle)	691	+ 7
Olida-Caby	290	– 2
Pernod-Ricard	707	+ 5
Promodès	1376	+ 6
Source Perrier	512	+ 6
St-Louis-Bouchon	341	– 4
C.S. Saupiquet	526	– 13
Veuve Clicquot	2450	– 1
Viniprix	1010	inch.

Valeurs diverses

	3-5-85	Diff.
Accor	274,80	– 1,20
Agence Havas	640	– 9
Appl. Gaz	198	– 2
Arjomari	1 095	+ 45
Bic	513	– 6
Bis	385	+ 5
CGIP	742	– 15
Club Méditerranée	1 129	– 28
Essilor	3 075	+ 95
Europe 1 (1)	868	– 36
Hachette	1 848	– 32
L'Air Liquide	618	+ 3
L'Oréal	2 400	+ 10
Navigation Mixte	420	– 9
Nord-Est	86,50	– 3,5
Presses de la Cité	2 100	+ 100
Sanofi	711	– 4
Skis Rossignol	1 780	– 40

(1) Compte tenu d'un coupon de 15 F.

Mines d'or, diamants

	3-5-85	Diff.
Amgold (1)	874	– 23
Anglo-American	125,80	– 6,50
Buf. Gold M.	407	– 27,50
De Beers (2)	51	– 0,30
Drief. Cons.	256	– 15,20
Free State	262	– 17
Gencor (3)	136	+ 0,40
Gold Field (4)	64	+ 0,20
Harmony (5)	144	– 5,40
President Brand	264,60	– 19,40
Randfontein	1 045	– 45
Saint-Helena	181,70	– 8,30
Western Deep	437	– 21
Western Holding	314	– 17

(1) Compte tenu d'un coupon de 23 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 1,20 F.
(3) Compte tenu d'un coupon de 5,60 F.
(4) Compte tenu d'un coupon de 1 F.
(5) Compte tenu d'un coupon de 5,70 F.

Bâtiment, travaux publics

	3-5-85	Diff.
Auxil. d'entreprises	914	+ 19
Bouygues	696	+ 2
Ciments Français	324,50	+ 4,50
Dumez	623	+ 5
GTM	308,50	+ 0,50
J. Lefebvre	233,50	+ 8,50
Lafarge	585	– 7
Maisons Phénix	225	+ 24,40
Poliet et Chausson	546	+ 19
SCREG	136,80	– 6,20
SGE-SB	66,60	– 1,90

Matériel électrique services publics

	3-5-85	Diff.
Alsthom-Atlantique	299	– 10
CIT-Alcatel	1 325	+ 5
Crouzet	270	– 1
Générale des Eaux	628	– 4
IBM	1 255	– 24
Intertechnique	2 570	+ 70
ITT	340	– 3
Legrand	2 040	+ 30
Lyonnaise des Eaux	739	+ 3
Matra	1 908	+ 28
Merlin-Gérin	1 820	– 35
Moteurs Leroy-Somer	546	– 1
Moulinex	101	– 6,10
PM Labinal	487	– 13
Radiotechnique	285,50	– 3,50
SEB	405,50	– 6,50
Signaux	641	– 9
Téléméc. Electrique	2 510	+ 11
Thomson-CSF	536	– 11
Schlumberger	388,20	– 11,90
Siemens	1 679	– 31

Limiter les dividendes ?

Pour la deuxième année consécutive, les Presses de la Cité ont vu leurs bénéfices consolidés augmenter sensiblement : + 19,5 % en 1984 (+ 37 % en 1983). Bien plus, les résultats de la maison mère ont bondi de 48,74 millions de francs à 117,75 millions de francs, ce qui lui permettrait de majorer sensiblement un dividende qui était de 16,20 F l'an dernier (avec avoir fiscal). Mais, a déclaré le PDG, M. Claude Nielsen, la majoration, pour 1984, ne sera que de 4,5 %, pour se conformer aux recommandations du ministère des finances et, aussi, pour prouver au personnel de la maison, dont la rémunération se trouve limitée, que les actionnaires, aussi, devront se contenter de peu. Fort bien, mais n'est-ce pas la négation du concept même de l'action, produit financier à risque, qui associe l'actionnaire aux heurs et malheurs de sa société ? Aux Etats-Unis, les dividendes varient, précisément, en fonction des résultats des firmes, bons et mauvais. En France, les sociétés sont, naturellement, autorisées à réduire ou à passer leur dividende en cas de mauvaise fortune, mais, quand les affaires vont bien, il leur faut limiter sévèrement la rétribution des actionnaires.

C'est un dispositif à sens unique : un plafond aux augmentations, mais aucun filet à la diminution. « Nous avons été très tentés de ne pas prolonger le blocage de fait du dividende », a déclaré encore M. Nielsen, qui a laissé entendre que sa société serait, très probablement, amenée à distribuer des actions gratuites. En ce cas, la remontée du cours de l'action après détachement du droit donnerait à l'actionnaire une plus-value en capital.

Mais, dans le fond, les PDG des entreprises prospères, dont le dividende est ridicule par rapport au cours de leurs actions (16,92 F pour 2 100 F dans le cas des Presses de la Cité, soit 0,8 %) ne considèrent-ils pas que, pour leurs actionnaires, la seule chose qui compte vraiment est la hausse des cours ? C'est ce qu'on pense à L'Oréal et dans d'autres sociétés à bénéfice élevé et petit dividende.

F. R.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Lafarge (1)	115 684	59 272 183
Moët (1)	28 135	52 439 253
CNE 3 %	11 665	50 972 280
Sanofi (1)	67 097	48 028 483
Club Méditer. (1)	38 521	43 801 838
BSN (1)	15 676	38 898 728
CSF (1)	70 872	38 558 501
Elf	153 092	35 988 681
Peugeot (1)	95 716	32 255 763
L'Oréal	13 042	31 252 695
Midi (1)	12 846	28 608 694
Cedis	30 810	27 562 156
Darty	20 524	26 120 757

(*) Du 25 au 2 mai inclus.
(1) Séance du 3 mai comprise.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 26 avril	Cours 3 mai
Or fin (kilo en barre)	98 700	98 250
– (kilo en lingot)	98 200	98 400
Pièce française (20 fr.)	575	571
Pièce française (10 fr.)	400	345
Pièce suisse (20 fr.)	585	567
Pièce latine (20 fr.)	588	563
Pièce tunisienne (20 fr.)	585	558
Souverain	718	703
Souverain Elizabeth II	712	712
Demi-souverain	401	405
Pièce de 20 dollars	4 025	4 010
– 10 dollars	2 050	2 000
– 5 dollars	1 400	1 405
– 50 pesos	3 670	3 600
– 20 marks	710	700
– 10 florins	585	589
– 5 roubles	435	400

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	29 avril	30 avril	1er mai	2 mai	3 mai
RM	382 095	355 025	–	263 212	352 557
Comptant					
R. et obl.	2 799 525	2 188 789	–	1 656 610	2 110 258
Actions	57 703	88 441	–	128 339	62 855
Total	3 239 323	2 632 255	–	2 048 161	2 525 670
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1984)					
Franç.	114,2	114,3	–	114	–
Étrang.	105,7	104,9	–	103,6	–
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1984)					
Tendance	117,5	117,4	–	117,2	117,5
(base 100, 31 décembre 1981)					
Indice gén.	215,4	215,4	–	214,6	215,1

SECOND MARCHÉ (base 100, 28 décembre 1984)

	3 mai	26 avril	Variat. %	Plus haut	Plus bas
Indice	117,7	111,2	+ 0,4	114	99,7

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 25 avril
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	425 251
dont :	
Or	258 913
Disponibilités à vue à l'étranger	77 085
ECU	72 881
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 372
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	26 408
dont :	
Concours au Trésor public	19 520
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	188 918
dont :	
Effets escomptés	88 207
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	74 455
5) DIVERS	11 264
Total	726 356

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	195 850
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	14 848
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	11 409
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	119 935
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution des réserves	45 532
5) ECU A LIVRER AU FECOM	72 881
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	301 334
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 030
8) DIVERS	7 089
Total	726 356

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Coup de semonce

Les investisseurs américains, qui pouvaient encore s'interroger sur la fragilité de l'économie de leur pays, ont été cette semaine mis au pied du mur. Les statistiques publiées par le département du commerce n'ont laissé place à aucun doute. L'expansion s'est bien ralentie durant le premier trimestre, plus encore qu'on ne le redoutait en janvier et en février, de nouveau en mars avec le principal indicateur en recul de 0,2 %. Déjà plutôt baissier, le marché a été douché, et mercredi 1er mai, le Dow Jones cédait près de 17 points (plus fort repli depuis le mois de novembre 1984). D'autre part, l'annonce du lancement par le Trésor d'une émission de 20,5 milliards de dollars (chiffre record) destiné à son refinancement a suscité la crainte d'un renchérissement du loyer de l'argent.

A la veille du week-end, Wall Street s'est un peu ressaisi en apprenant que le chômage se stabilisait, surtout en prenant connaissance des dernières prévisions de son « gourou », M. Henry Kaufman. Selon ce dernier, la Réserve fédérale pourrait être amenée à réduire le taux d'escompte. Il reste que, d'un vendredi à l'autre, l'indice Dow Jones a perdu 27,94 points pour s'établir à 1 247,23 (contre 1 275,17 le 26 avril).

	Cours 26 avril	Cours 3 mai
Alcoa	32 1/4	30 1/8
ATT	21	21 1/4
Boeing	62 1/8	58
Chase Man. Bank	54 1/4	53 1/2
Du Pont de Nemours	55 1/2	56
Eastman Kodak	66 5/8	63 7/8
Exxon	51 7/8	51 3/4
Ford	42 1/4	41
General Electric	60 1/8	58 5/8
General Foods	64 7/8	62 3/8
General Motors	68 1/2	67 5/8
Goodyear	26 1/4	25 7/8
IBM	127 1/8	124 7/8
ITT	33 5/8	34 1/4
Mobil Oil	30 1/2	33
Pfizer	44	44 7/8
Schlumberger	40 1/2	39 1/2
Texaco	39 3/8	38 5/8
UAL Inc.	41 3/4	42 7/8
Union Carbide	38 5/8	37 1/4
US Steel	27 1/8	28
Westinghouse	30 1/2	29 7/8
Xerox Corp	46 3/4	45 3/4

LONDRES

Redressement

Encouragé par les résultats assez optimistes du dernier sondage de conjoncture fait par la Confédération de l'industrie britannique, le London Stock Exchange s'est assez sensiblement redressé, les industrielles progressant de près de 2 %. Les OPA en cours, surtout les rumeurs d'OPA, ont favorisé de nombreuses initiatives, notamment sur Thorn EMI qui convoiterait, dit-on, le groupe RCA Victor.

Indices « FT » du 3 mai : industrielles, 989,9 (contre 970,9) ; mines d'or, 483,3 (contre 515,2) ; Fonds d'Etat, 81,10 (contre 81,19).

	Cours 26 avril	Cours 3 mai
Beecham	358	353
Bowater	247	272
Brit. Petroleum	563	565
Charter	185	185
Courtaulds	135	137
De Beers (*)	535	520
Dunlop	64	66
Free State Ged. (*)	29	26
Glaxo	12 13/64	11 45/64
Gt. Univ. Stores	835	840
Imp. Chemical	747	749
Shell	743	733
Unilever	11 45/64	11 21/32
Vickers	266	275
War Loan	34	34

(*) En dollars.

TOKYO

Hausse

Trois séances et demie seulement cette semaine écourtée par les jours chômés du 29 avril (anniversaire de l'empereur) et du 3 mai (fête de la Constitution). D'une façon générale, le marché a été bien orienté, se redressant même sensiblement samedi matin. Les biotechnologies ont été recherchées. Indices du 4 mai : Nikkei Dow Jones, 12 545,25 (contre 12 465,92) ; indice général : 979,86 (contre 969,86).

	Cours 26 avril	Cours 3 mai
Akaï	450	440
Bridgestone	526	527
Canon	1 280	1 280
Fuji Bank	1 500	1 500
Honda Motors	1 390	1 360
Matsushita Electric	1 510	1 500
Mitsubishi Heavy	265	261
Sony Corp.	4 390	4 280
Toyota Motors	1 330	1 300

FRANCFORT

Repli

En raison du chômage observé le 1er mai, les affaires ont été généralement calmes. Les cours se sont cependant orientés à la baisse, avant de se redresser un peu à la veille du week-end sur des achats étrangers.

Indice de la Commerzbank du 3 mai : 1222,60 contre 1235,70.

	Cours 26 avril	Cours 3 mai
AEG	111,60	109,50
BASF	200,80	202,50
Bayer	215,40	213,50
Commerzbank	170	169,50
Deutschebank	472,20	464,50
Hoechst	215,30	212,50
Karstadt	226,50	224,90
Mannesman	161,30	161,50
Siemens	540	525
Volkswagen	206	208,90

Crédits — Changes — Grands marchés

L'euromarché

Sous le signe du deutschemark

C'est à l'heure allemande qu'a vécu le marché international des capitaux au cours d'une semaine hachée à travers le monde par une succession de jours fériés et à la veille d'un long week-end pour les Londoniens, qui célébreront la fête du travail ce lundi 6 mai. La libéralisation et l'internationalisation du marché allemand des capitaux se sont manifestées par le lancement des *premières émissions à taux variable* libellées en deutschemarks, deux ayant presque simultanément vu le jour. Sous la direction de la Deutsche Bank, le Royaume de Suède a offert 1,5 milliard de deutschemarks sur une durée de douze ans avec un taux d'intérêt semestriel qui sera l'ajout d'une marge de 0,125 % au taux du Libor à six mois. La commission versée par l'emprunteur s'élève à 0,30 %. Toutefois, le syndicat bancaire ne pourra se partager que 0,18 %, parce que, événement tout à fait inhabituel, 0,12 % servira à couvrir une partie des frais d'introduction de l'émission à la Bourse de Francfort. Celle-ci coûte cher, puisqu'il en revient généralement 0,50 % pour pouvoir être officiellement coté à Francfort. Si les banques allemandes se sont gardées de montrer leur ire, les établissements étrangers ont vivement protesté contre ce qu'ils considèrent *comme un «droit féodal* de cuissage».

Pour parer à cet inconvénient, la Dresdner Bank, qui a lancé un emprunt à taux variable de 500 millions de deutschemarks sur cinq ans, a décidé de le faire coter officiellement à la Bourse de Luxembourg, où les coûts sont bien moins élevés, et de ne l'introduire qu'au *hors-cote* de Francfort, où le coût est minime. *Le résultat est que la totalité de la* commission de 0,30 % versée par le débiteur ira aux banques composant le syndicat bancaire. L'intérêt trimestriel des notes de la Dresdner Bank sera l'addition de 0,125 % à la moyenne entre les taux interbancaires offerts et demandés sur les dépôts en euro-deutschemark à trois *mois*.

Les propositions tant du Royaume suédois que de la Dresdner ont immédiatement reçu un accueil extrêmement chaleureux de la part des investisseurs étrangers. Vendredi, *elles se traitaient toutes deux* avec une prime. Cela n'a rien d'étonnant. Les conditions sont tellement généreuses pour les prêteurs qu'ils se sont jetés avidement sur le papier. Celui de la Suède, par exemple, se serait encore placé même sur la base d'un rendement deux fois moins élevé.

Le 1er mai, alors que le continent était fermé, le Crédit Suisse-First Boston a prêté à lui seul à Londres un tiers de l'émission suédoise. Les banques allemandes, qui ne sont en effet pas accoutumées aux instruments à *taux d'intérêt* variable, puisqu'ils viennent juste d'être introduits outre-Rhin, n'*ont pratiquement* pas d'expertise dans ce domaine. Aussi, le marché secondaire des emprunts à taux variables libellés en deutschemarks a-t-il de fortes chances de s'établir à Londres. Au niveau primaire, seules les banques étrangères établies en Allemagne peuvent prétendre diriger des émissions en deutschemarks, à l'exception, pour des raisons de réciprocité, des établissements japonais. Ce n'est pas par hasard que le Crédit Suisse a récemment acheté deux banques allemandes.

La République d'Autriche a lancé jeudi la première émission sans coupon libellée dans la devise allemande. Il *s'agit* en *fait* d'un emprunt à capital croissant qui se présente en deux tranches. La première, d'une *durée de dix ans, sera émise à 100* et sera, à échéance, remboursée à 200 pour donner un *rendement* équivalant à 7,18 %. En plus, les banques se partageront une commission globale de 1,625 %. La seconde tranche, d'une durée de quinze ans, sera émise à 102 et remboursée à 300 pour procurer un rendement d'environ 7,45 %. La commission bancaire sur cette partie totalise 1,875 %. *L'ensemble sera traité* sur le marché hors cote de Munich afin de limiter les frais. Contrairement aux offres à taux variable, c'est la clientèle allemande qui s'est intéressée à l'offre autrichienne. Très bien reçue, celle-ci se traitait en fin de semaine avec de très faibles décotes.

L'ECU s'institutionnalise

L'ECU non seulement s'internationalise rapidement mais aussi commence à *s'institutionnaliser*. A ce jour, le principal acheteur de papier libellé dans la devise de la CEE était resté le fameux dentiste belge, c'est-à-dire la clientèle privée. Les investisseurs institutionnels ne s'étaient que modérément intéressés à l'ECU parce *que ce marché manquait* souvent de liquidités par suite du trop faible montant des émissions. En venant offrir jeudi 200 millions d'ECU, la Nouvelle-Zélande a voulu remédier à cette situation et attirer avant tout la demande des institutions. L'euro-emprunt néo-zélandais a été proposé en deux tranches égales : *l'une sur cinq ans, avec un* coupon annuel de 9,25 % ; l'autre sur sept ans, avec un coupon de 9,50 %. Elles seront toutes deux émises au pair.

Le résultat s'est immédiatement *révélé positif. En l'espace d'une* journée, près des deux tiers de l'émission Nouvelle-Zélande étaient en majorité placés auprès d'institutionnels. Parmi ceux-ci, un certain nombre de banques centrales se sont portées acquéreurs de la tranche à cinq ans parce que les instituts d'émissions investissent rarement au-delà de cette échéance. Par contre, les investisseurs privés ont préféré la tranche à sept ans parce *que le coupon est plus élevé.* L'emprunt a été un beau succès et un joli coup de maître pour le Crédit Suisse-First Boston, la banque chef de file. On peut s'attendre à d'autres entreprises du même style tant un marché des capitaux ne prend vraiment son essor qu'à partir du moment où les grands institutionnels y jouent un rôle prépondérant.

La société des Automobiles Peugeot a, *sous la direction de la* Société générale, réalisé la troisième opération en euro-franc français depuis la réouverture de ce marché le mois dernier. Ainsi qu'on s'y attendait, le constructeur automobile a offert au pair 500 millions de francs sur cinq ans avec un coupon *annuel de 11,50 % et* une commission bancaire de 1,875 %. Cela s'est révélé l'approche idéale. L'euro-émission s'est placée sans problèmes. Ce sont une fois de plus les portefeuilles étrangers, avec une prédominance suisse, allemande et bénéluxoise, qui ont absorbé la grande majorité de l'opération.

L'EDF est venue offrir en début *de semaine une ligne de crédit* à objectif multiple destinée à mobiliser de 400 millions à 600 millions de dollars. La transaction, qui bénéficie de la garantie de la République française, est dirigée par la Société générale. D'une durée de dix ans, elle pourra soit être tirée en tout ou partie, soit servir de support à des *émissions d'euro-notes, à des* avances bancaires à court terme, à des emprunts bilatéraux auprès de tiers à moins de cinq ans, ou encore à l'émission de papier commercial aux Etats-Unis. Que la ligne soit utilisée ou pas, l'EDF versera une commission d'engagement de 0,0625 % par an sur le montant total. Si les *fonds sont effectivement tirés, l'intérêt* sera l'ajout de 8 points de base au taux du Libor. En outre, les prêteurs recevront une commission d'utilisation de dix points de base si la moyenne des fonds tirés atteint de 33 % à 66 % du montant global et de 17 points si cette moyenne excède 66 %. Compte tenu d'une commission de *participation* additionnelle de vingt points de base pour les banques s'engageant à souscrire 25 millions de dollars, tout cela procurera aux prêteurs quelque 0,175 % par an si un tiers des fonds sont tirés. Le marché a apprécié des conditions assez *bien balancées. Elles ne sont ni* trop basses pour les créanciers ni trop hautes pour l'emprunteur. C'est plus que jamais la recette du succès.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

La reprise du dollar se poursuit

L'événement de la semaine a été la poursuite du mouvement de *reprise du dollar, qui s'est effectuée* avec vigueur, propulsant le cours du «billet vert» à plus de 3,20 DM et de 9,80 F, et ceci en dépit d'une avalanche de mauvaises nouvelles en provenance des *Etats-Unis*. Subsidiairement, la faiblesse du mark qui en a résulté a contraint la Banque de France à soutenir la monnaie allemande, comme elle l'avait fait la semaine précédente, mais avec moins d'ampleur.

Initialement, la devise américaine se repliait nettement après son avance antérieure, revenant de 3,14 DM à 3,08 DM et de 9,60 F à 9,40 F. Les milieux financiers internationaux restaient sous le coup du ralentissement de la croissance aux Etats-Unis, *confirmée* par une baisse de l'indice des indicateurs avancés en mars (– 0,7 %) et par une diminution des commandes de biens durables. Mais, dès le jeudi, le dollar reprenait sa marche en avant et terminait la semaine sur un vigoureux sprint.

Deux raisons étaient avancées par les opérateurs pour justifier cette performance. La première est que les milieux financiers tablent, maintenant, *sur une amélioration de la* conjoncture aux États-Unis pendant le deuxième trimestre de l'année. Ils ont entendu M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, déclarer que le PNB pourrait croître de 3 à 4 % cette année, en dépit d'un démarrage assez lent, freiné, toutefois, par un hiver très rude. Ils ont également entendu leur « gourou » favori, M. Henry Kaufman, chef économiste de la firme de courtage *new-yorkaise* Salomon Brothers, prophétiser la même chose. L'heureuse conjonction du « pape » du *Fed* et du gourou de Wall Street a réchauffé les cœurs et donné une *vigoureuse impulsion au* « billet vert ».

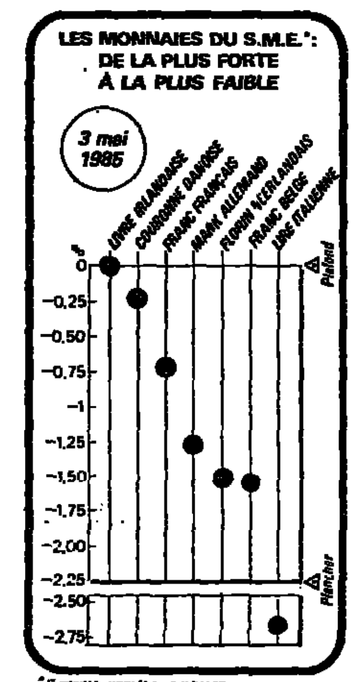
La deuxième raison est qu'une puissante demande commerciale de dollars continue de se manifester, ce qui suffit à nourrir le mouvement. Question brûlante : où *va-t-on maintenant ? Les opérateurs se tournent* alors vers les hommes de graphiques, les « chartists », comme on dit à Chicago. Pour M. Riccardo Tutino, par exemple, animateur de Fintrend à Paris (Finacor - Dafsa - Telerate), le phénomène actuel est tout à *fait* intéressant. Graphiquement, si le dollar était retombé il y a quinze jours en dessous de 2,92 DM, il était appelé à s'enfoncer davantage. Il ne l'a pas fait, et si, en sens *inverse, il dépassait à nouveau* 3,08 DM-3,10 DM, c'était pour continuer plus haut, ce qu'il a fait. *Le voilà* maintenant à 3,22 DM, un peu au-dessus de ce fameux seuil de *3,20 DM qui correspond au* cours du dollar lorsqu'il amorça sa grande baisse en février 1973 avant de remonter à partir de janvier 1980.

Graphiquement toujours, le franchissement à la hausse de ce seuil amène le dollar vers 3,30 -3,35 DM, *ce qui s'était produit au début de* février dernier, avec une montée à 3,47 DM et à 10,62 F, record historique le 26 février. Test final, le « billet vert » devra franchir ce palier de 3,35 *DM pour aller plus* haut et, en ce cas, peut-être très haut. A cet égard, une controverse s'intaure chez les spécialistes, qui travaillent sur les fameuses « vagues » de Nelson Elliot, bien connues des amateurs de graphiques. *Les « vagues » déferlent*, avec des vaguelettes intermédiaires, sur un rythme de trois à la baisse et cinq *à la hausse. Sommes-nous* au début de la première vague de baisse, après une ascension de cinq ans, ou à la fin de la cinquième vague de hausse ? Dans ce dernier cas, le dollar pourrait encore jeter des feux avant de retomber nettement plus bas.

Pour l'instant, les marchés des *changes sont haussiers sur le dollar*, notamment à New York, au grand dam des opérateurs du marché à terme de Chicago (l'IMM), qui, ces dernières semaines, avaient pris des *positions à la baisse du « billet vert »* et pourraient se trouver contraints de les inverser brutalement, c'est-à-dire de racheter ce qu'ils ont vendu à découvert.

A Paris, comme il a été dit, la Banque de France a dû acquérir des marks par centaines de milliers pour empêcher la devise allemande de chuter en dessous de *3,05 F*. Vendredi, elle a engrangé plus de 1 milliard de marks (3 milliards de francs), ce qui commence à lui poser des problèmes. Manifestement, le franc est un bon refuge pour les détenteurs de capitaux, qui ont confiance dans le *gouvernement* socialiste modèle 1981 modifié 1983 et ne redoutent guère une alternance éventuelle en 1986. Dans ces conditions, l'eurofranc à plus de 10 % est *un excellent placement pour les* détenteurs de marks, qui ne trouvent que moins de 6 % sur l'euromark.

FRANÇOIS RENARD.



* Système monétaire européen

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 29 AVRIL AU 3 MAI

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York	1,2110	–	10,2490	37,1747	31,2500	1,5545	27,6778	0,0493
	1,2150	–	10,4712	38,3141	31,9182	1,5885	28,2087	0,0500
Paris	11,8157	9,7570	–	362,71	304,91	15,1671	270,05	4,8111
	11,6032	9,5500	–	365,90	304,82	15,1707	269,39	4,7750
Zurich	3,2576	2,6900	27,5699	–	84,0625	4,1816	74,4534	1,3264
	3,1711	2,6100	27,3298	–	83,3067	4,1461	73,6248	1,3050
Francfort	3,8752	3,2000	32,7970	118,96	–	4,9743	88,5690	1,5779
	3,8065	3,1330	32,8062	120,03	–	4,9769	88,3780	1,5665
Bruxelles	77,9036	64,33	6,5932	23,9145	20,1031	–	17,8051	3,1721
	76,4842	62,95	6,5916	24,1187	20,0925	–	17,7574	3,1475
Amsterdam	4,3753	3,6130	37,0298	134,31	112,91	5,6163	–	1,7816
	4,3071	3,5450	37,1289	135,82	113,15	5,6314	–	1,7725
Milan	2455,91	2028	207,85	753,90	633,75	31,5249	561,31	–
	2430	2000	209,42	766,28	638,36	31,7712	564,17	–
Tokyo	306,63	253,20	25,9506	94,1263	79,1250	3,9360	70,0803	0,1249
	307,15	252,80	26,4718	96,8582	80,6894	4,0158	71,3117	0,1264

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 3 mai, 3,8535 F contre 3,7776 F le vendredi 27 avril.

Les matières premières

Hausse du cacao, baisse du blé

Les nouveaux remous monétaires, sur le dollar et la livre sterling, ont encore exercé une influence déterminante sur les différents marchés, phénomène illustré par l'évolution divergente des deux indices représentatifs des fluctuations de prix engendrées. Ainsi, l'indice Moody's est-il revenu de 965,90 à fin 1984 à 916, alors que le Reuter variait peu à 1 894,90 contre 1 908,90. Les incertitudes relatives à la poursuite, à un rythme satisfaisant, de l'expansion économique aux États-Unis freinent le développement des initiatives des utilisateurs de matières premières.

MÉTAUX. – *Le cuivre a consolidé sa hausse de la semaine précédente au Metal Exchange de Londres. Les achats de précaution se multiplient, car nombre d'utilisateurs redoutent des difficultés d'approvisionnement à court terme. Aussi, l'écart entre le disponible et le trois mois se tend de plus en plus en approchant les 100 livres par tonne. Quant aux stocks britanniques de métal, ils ont reperdu et au-delà leur augmentation de la semaine précédente en revenant à 87 200 tonnes (– 3 500 tonnes).*

Pour la première fois depuis plusieurs semaines, le directeur du stock régulateur d'étain a procédé à des achats de soutien entraînant une légère progression des cours sur le marché de Londres. En revanche, à Penang, l'étain se traite toujours à un niveau inférieur au prix plancher de l'Accord international de 29,15 ringgits par kilo. Il subsiste encore un écart entre les prix pratiqués sur les places malaise et britannique.

Effritement des cours du zinc à Londres malgré une grève qui menace d'éclater dans les installations d'une importante société canadienne.

DENRÉES. – *La baisse se poursuit sans discontinuer depuis trois mois aux enchères de Londres sur les prix du thé. Elle tend même à s'accélérer au fil des semaines avec des pertes allant de 25 à 40 pence par kilo. Par rapport au niveau record atteint le 21 janvier (300 pence) pour la qualité moyenne, le recul est de l'ordre de 50 %. L'Inde vient une nouvelle fois de réduire son prix minimum. La perspective de récoltes plus importantes, le gonflement de 15 % des stocks britanniques, la politique de rétention des achats de la part des négociants, tous ces éléments ne peuvent que précipiter la chute des cours.*

Nouvelle baisse des cours du sucre, sauf à Londres, où ils retrouvent pratiquement leurs niveaux les plus bas depuis quatorze ans. La récolte de betteraves des pays de la CEE pour la campagne 1985-1986 est évaluée à 11,73 millions de tonnes au lieu de 11,67 millions de tonnes un mois auparavant. Elle est toutefois légèrement inférieure à celle de 1984-1985, qui s'est élevée à 12,19 millions de tonnes.

La hausse s'est accentuée sur les cours du cacao. Aux Etats-Unis, les broyages de fèves du premier trimestre ont diminué de 8,1 % par rapport au trimestre correspondant de 1984.

CÉRÉALES. – *Recul des cours du blé sur le marché aux grains de Chicago. La récolte mondiale, évaluée à 520 millions de tonnes par le Conseil international du blé, dépassera le précédent niveau record de la précédente campagne. Les emblavements enregistreront une légère augmentation par rapport aux 231 millions d'hectares de la précédente campagne, mais les rendements ne devraient pas être aussi élevés. Il est attendu une progression importante de la récolte de l'URSS, qui devrait atteindre 93 millions de tonnes, soit 10 millions de tonnes de plus que la précédente.*

LES COURS DU 3 MAI 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – **Londres** (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant, 1 280 (1 285) ; à trois mois, 1 214 (1 240) ; étain comptant, 9 445 (9 545) ; à trois mois, 9 431 (9 555) ; plomb, 322 (317,50) ; zinc, 719 (727) ; aluminium, 913,50 (922) ; nickel, 4 610 (4 622) ; argent (en pence par once troy), 507 (520). – **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 61,90 (63,60) ; argent (en dollars par once), 6,26 (6,28) ; platine (en dollars par once), 274 (281,50) ; – **Penang** : étain (en ringgit par kilo), 27,49 (28,48).

TEXTILES. – **New-York** (en cents par livre) : coton, mai, 67,35 (65,17) ; juillet, 64,97 (64,35). – **Londres** (en nouveaux pence par kilo), laine (peignée à sec), mai, 516 (513) – **Roubaix** (en francs par kilo), laine, inchangé (55).

CAOUTCHOUC. – **Londres** (en livres par tonne) : R.S.S. (comptant), 725 (750). – **DENRÉES.** – **New-York** (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, mai, 2 391 (2 413) ; juillet, 2 113 (2 136) ; sucre, juillet, 3,41 (3,55) ; septembre, 3,58 (3,75) ; café, mai, 146,45 (145,90) ; juillet, 146,17 (146,31). – **Londres** (en livres par tonne, sauf le sucre en dollars par tonne) ; sucre, mai, 104,20 (98) ; août, 107,60 (106,80) ; café, mai, 2 130 (2 170) ; juillet, 2 189 (2 217) ; cacao, mai, 1 792 (1 899) ; juillet, 1 835 (1 913). – **Paris** (en francs par quintal) : cacao, mai, 2 105 (2 185) ; septembre, 2 135 (2 150) ; café, mai, 2 475 (2 440) ; septembre, 2 615 (2 560) ; sucre (en francs par tonne), août, 1 290 (1 298) ; octobre, 1 310 (1 315). Tourteaux de soja : **Chicago** (en dollars par tonne), mai, 121,40 (123,10) ; juillet, 127,10 (129,10). – **Londres** (en livres par tonne), juin, 127,90 (128,50) ; août, 124,90 (126,30).

CÉRÉALES. – **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, mai, 342,50 (350,25) ; juillet, 320,50 (328,25) ; maïs, mai, 282,75 (283,50) ; juillet, 277,75 (281,50).

INDICES. – Moody's, 916 (938,18) ; Reuter, 1 894,90 (1 889,20).

Marché monétaire et obligataire

Des ORT mal placées

Ajourné *la semaine dernière*, l'emprunt d'Etat de 20 milliards de francs, dont le lancement avait été projeté par le Trésor, a finalement été remplacé par une émission d'obligations renouvelables (ORT). C'est le ministre des finances lui-même, M. Pierre Bérégovoy, qui a décidé de renoncer à un grand emprunt *classique*, déjà « *mis sur les* rails » par ses services. Il a estimé qu'une telle opération n'était pas opportune au moment même où l'INSEE diffusait des pronostics moins favorables que prévu pour l'année 1985, notamment en matière d'*inflation. Mars a été* mauvais (+ 0,7 %) et avril ne sera guère meilleur : il faudra attendre mai et juin pour avoir des indices plus favorables. En conséquence, l'Etat ne devait pas donner l'impression de boucher les trous en recourant davantage aux grands emprunts.

Au surplus, le ministre a estimé que le taux envisagé par le Trésor (10,80 % dit-on, contre 11,80 % en février dernier) était encore trop élevé. La Rue de Rivoli a donc eu recours aux ORT, à hauteur de 10 milliards de francs à 10,30 % et six ans avec une option d'échange à la fin de la troisième année. L'ennui est que ces ORT se sont toutes mal placées : une vraie « colle », et ceci pour trois raisons. La première est que le taux de 10,30 % retenu (contre 10 % en novembre dernier) a été jugé insuffisant par le souscripteur, qui pouvait trouver 10,60 % sur les emprunts d'Etat à *moins de sept ans* cotés sur la marché secondaire (10,62 % contre 10,72 % à la veille du week-end, et 10,84 % contre 10,90 % pour ceux à plus de sept ans, selon les indices Paribas).

La seconde, d'ordre technique, tient à la diminution de la commission de placement, ramenée de 1 % à 0,50 %. La troisième, également d'ordre technique, est que la Caisse des dépôts, chargée d'organiser l'émission, tient le robinet ouvert directement à tout souscripteur, parallèlement avec les réseaux bancaires de placement, et avec la même commission, d'où la manvaise humeur des dits réseaux. Résultat : ça ne va pas bien du tout.

En revanche, les 3,5 milliards de francs de la Caisse d'équipement *des collectivités locales* (CABCL) se placent fort bien, que ce soit la tranche de 2,5 milliards à taux fixe de 11,80 % ou celle de 1 milliard à taux variable (TMO). Pour une seconde émission «Tricot», c'est-à-dire suivant les recommandations de la commission *du même nom* (concurrence accrue et liberté de décision), celle de la CAEL, menée par le Crédit commercial de France, a été beaucoup moins houleuse que la première (pour la SNCF), qui avait vu s'élever un vent de fronde contre *le chef de file Indosuez, jugé* trop gourmand. Cette fois-ci, l'ambiance a été meilleure, l'emprunt «mieux syndiqué», les prix au «marché gris» *s'inscrivent* en-dessous de la Commission de placement officielle, ce qui est bon signe. Pour la semaine prochaine, on attend un emprunt PTT, qui serait non syndiqué.

En ce qui concerne les SICAV court terme, la progression de leur en-cours s'est poursuivie avec vigueur au mois d'avril, selon les statistiques de TGF, avec une augmentation de 8,8 milliards de francs, qui porte l'*en-cours total* à 173 milliards de francs, record absolu. Un an auparavant, ce montant n'atteignait que 90 milliards de francs : on mesure donc l'ampleur des capitaux déplacés.

Dans le peloton des concurrents, on note, toujours en tête, le Crédit agricole, dont la SICAV UNIVAR dépasse, pour la première fois, les 20 milliards de francs, et qui totalise 23,7 milliards de francs (13,7 % du marché). Derrière, la BNP (10,8 % du marché) totalise 18,6 milliards de francs, suivie par la Société générale (10,5 %) avec 18,1 milliards de francs. Le Crédit lyonnais, dont la SICAV avait perdu 6 milliards de francs *lors des grandes secousses* de novembre et décembre derniers, vient seulement de retrouver son en-cours de fin octobre 1984 (16,7 milliards de francs). Quant au CCF, champion toutes catégories si on tient compte de la dimension des *réseaux*, ses SICAV atteignent 11,3 millards de francs (6,5 % du marché). Tout va donc très bien pour les SICAV de trésorerie et leurs clients, tant que la baisse des taux durera cela va sans dire...

A l'extérieur de nos frontières, on a noté une nette *détente* sur les taux outre-Atlantique, en liaison avec le *ralentissement de l'économie*. L'eurodollar à six mois est retombé en-dessous de 9 %, à 8 3/4 %. Certains experts prévoient une baisse sur le court terme et une hausse sur le long terme, plus sollicité par le Trésor pour combler le déficit budgétaire. Mais, en ce domaine, la prudence s'impose, car, dans le passé, notamment en 1984, de redoutables erreurs ont été commises.

F. R.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

En République sud-africaine

Des témoins ont contredit devant la commission d'enquête la version officielle de la fusillade de Langa

Johannesburg. – Le 21 mars dernier à *Langa, une township noire*, à proximité de Uitenhage, la police ouvrait le feu sur *une foule de trois* mille personnes se rendant aux obsèques de trois des leurs. La fusillade a causé la mort de vingt d'entre elles. Le jour même, le ministre de la loi et de l'ordre, M. Louis Le Grange, déclarait devant le Parlement que les forces de l'ordre avaient agi en état de *« légitime défense »* car *« la foule était armée de pierres, de bâtons, de cocktails Molotov et de briques »*.

Une commission d'enquête judiciaire était ordonnée par le chef de l'Etat, M. Pieter Botha, qui nommait à sa tête un magistrat, M. Justice Donald Kannemeyer. Après plus d'un mois d'auditions, au cours desquelles soixante et onze personnes ont apporté leur témoignage, la commission a clos ses travaux à la fin de la semaine.

M. Kannemeyer doit maintenant rédiger ses conclusions. Mais d'ores *et déjà des enseignements peuvent* être tirés de ces débats, qui ont permis de constater que la version officielle des faits était très éloignée de la vérité. L'avocat des familles des victimes, Me Wim Trengove, a déclaré, qu'*« il y avait de sérieuses présomptions d'une conspiration policière délibérée et orchestrée pour monter un récit fabriqué des événements »*.

De notre correspondant

Il a en effet été établi, en contradiction formelle avec ce qu'avait annoncé M. Le Grange, et le chef de l'*Etat peu après, que la foule* n'était pas armée et qu'elle n'était pas aussi menaçante que prétendu. *Les témoignages* concordent pour affirmer qu'une seule pierre a été lancée, qu'il y a eu au plus un cocktail Molotov et qu'à aucun moment les véhicules blindés de la police n'ont été encerclés. Les débats ont d'ailleurs permis de constater qu'il n'y avait pas un mais trois véhicules blindés et que la procession interdite a été prise en sandwich.

S'il y a *eu un* coup de feu de semonce, il n'a pas été entendu ou alors il *a été immédiatement* suivi par l'ordre de tirer. Dix-sept des vingt victimes ont *été atteintes dans* le dos et dix d'entre elles touchées à la tête. Ce qui signifie que la foule refluait, que les forces de l'ordre ont tiré pour tuer et qu'elles n'étaient pas en état de légitime défense. Le premier à avoir reçu un projectile fut un gamin juché sur sa bicyclette. Il sera blessé, mais neuf adolescents âgés de moins de seize ans furent tués.

Des témoins ont raconté devant la commission qu'après la fusillade, ils avaient vu des policiers disposer des pierres parmi les morts et les blessés pour accréditer la thèse de la menace. Me Trengove a également expliqué que les premiers comptes rendus des policiers à leurs supérieurs ne faisaient pas état de cocktails Molotov et que ceux-ci ont été mentionnés par la suite toujours pour les mêmes raisons.

Trois ambulanciers ont relaté le comportement particulièrement *accablant des policiers* après la tuerie. *« Les corps étaient manipulés comme des sacs de pommes de terre »*, a raconté l'un d'eux tandis qu'un autre affirme avoir vu une femme blessée recevoir des coups de pied. Les trois ambulanciers ont été immédiatement licenciés par leur employeur après avoir apporté leur témoignage. Une des victimes, blessée au cou, a précisé devant la commission qu'elle avait entendu déclarer : *« Il faut les achever, comme cela, ils ne parleront pas »*

De leur côté, les policiers ont *reconnu qu'ils ne disposaient que* d'armes à feu. Le lieutenant John Fouche, qui a ordonné d'ouvrir *le tir*, a admis que depuis le 15 mars son unité n'était pas équipée des moyens habituels de lutte contre les manifestations : balles en caoutchouc, gaz lacrymogènes, petits plombs, pas même un mégaphone. Le colonel Van Rooyen, chef des brigades anti-émeutes, n'a pu expliquer pourquoi les responsables régionaux de la police avaient demandé à deux *reprises d'utiliser des cartouches* de chevrotine contre les manifestants. *Il a confirmé que des consignes*, venues du quartier général, avaient été données *« d'éliminer dans tous les cas »* les porteurs de cocktails Molotov.

La commission Kannemeyer a également permis d'établir que la *population de Langa n'avait pas été* avertie de l'interdiction des funérailles. *Un député de l'opposition*, M. Alex Boraine, a fait remarquer que si *la police n'avait pas empêché* les gens d'utiliser des taxis pour se rendre aux obsèques, la tuerie ne se serait pas produite. Tout démontre, en tout cas, que celle-ci aurait pu être évitée et qu'on a tenté de masquer les circonstances exactes de son déroulement. Les explications fournies au Parlement par M. Le Grange *étaient tout à fait inexactes, mais* les auteurs de la mystification n'ont pas *été identifiés*.

Quelles seront les conclusions du magistrat, qui doit remettre, à une date qui n'est pas précisée, son rapport au président de la République, M. Pieter Botha ? Quelles décisions prendra ce dernier ? Le ministre de *la loi et de l'ordre sera-t-il* contraint de démissionner ? Autant de questions qui sont pour *l'instant* prématurées. Il faut cependant constater que la commission a permis de progresser sur la voie de la vérité et que l'enquête s'est déroulée publiquement et en toute sérénité.

MICHEL BOLE-RICHARD.

AVANT LES GRANDES MANŒUVRES DE L'ESCADRE DE TOULON

La Méditerranée, une mer à ennuis

Toulon. – *« Comme aux galeries Lafayette, il se passe toujours quelque chose en Méditerranée »*. Le vice-amiral d'escadre Claude Gagliardi sait de quoi il parle : préfet maritime de Toulon, il est aussi commandant en chef en Méditerranée, *« une mer à ennuis »*, dit-il encore, *« une mer qui a horreur du vide et qui se remplit lentement mais sûrement, une mer occupée, exiguë et fermée, qu'il faut donc quadriller, dans notre intérêt. »*

Durant cinq semaines, du vendredi 3 *mai* au *vendredi* 7 juin, l'escadre de la Méditerranée, avec quatorze de ses bâtiments dont les deux porte-avions, *Foch* et *Clemenceau*, sous les ordres du vice-amiral Alain Denis, quadrille cette mer. Elle le fait à l'occasion d'une série d'exercices, alliés et nationaux, qui la conduiront à sillonner le bassin oriental et central de la Méditerranée, avec des escales en Egypte et en Grèce, pour achever ensuite ses manœuvres devant Sète avec des unités aéroterrestres des Forces aériennes tactiques et de la Force d'action rapide. Un programme de travail ambitieux pour les 5500 hommes de cette escadre, dont les deux chefs s'accordent pour dire : *« Aujourd'hui, la situation d'instabilité la plus probable est en Méditerranée. »*

« Sur cette mer transitent, chaque jour, six cents navires de toutes nationalités, soit le tiers du trafic pétrolier mondial et le sixième du commerce maritime international. Un bateau sur dix bat pavillon français. » Ces renseignements, l'officier de permanence du centre des opérations navales à Toulon les comptabilise sur une vaste carte murale où sont tenues à jour – grâce à de petites épingles de plusieurs couleurs – les évolutions de chaque *navire, civil ou militaire, identifié* en Méditerranée. En la circonstance, chaque bateau français en déplacement agit comme un espion qui communique à Toulon tout ce qu'il voit au hasard de ses rencontres, et les marines alliées apportent leurs informations.

A priori, on se bousculerait plutôt en Méditerranée, à commencer par les marines de pays non riverains. Les Soviétiques y promènent, au gré des occasions, entre 200 000 et 300 000 tonnes de bateaux, soit le dixième de leur flotte militaire, réunis autour de leur porte-avions *Kiev* ou *Leningrad*. Les Américains croisent avec, en moyenne, 400 000 tonnes, soit un peu plus de

De notre envoyé spécial

10 % de leur marine militaire, groupés autour de leur monumental porte-avions nucléaire *Nimitz*.

Tout ce monde-là *« sur la mer jolie »*, comme disent les marins, *s'observe, se piste*, se suit, se traque, se survole, se marque comme au football, sans incident majeur autre que ces séances de pointage de canon simulé de manière agressive dont a été victime la corvette française *Georges-Leygues*, en patrouille devant Beyrouth, de la part d'un soviétique.

Plus modestes, les Français alignent 150 000 tonnes, soit la moitié de la marine nationale. Mais leurs *bâtiments, s'ils sont en nombre* réduit, ont une grande puissance de feu. Quatorze navires de surface, dont les deux porte-avions ; onze sous-marins d'attaque, dont deux à propulsion nucléaire ; cinq chasseurs de mines, les quarante aéronefs *(avions et hélicoptères)* du groupe aérien embarqué sur le *Foch* et le *Clemenceau*. *« C'est l'outil militaire d'une politique autonome de la France en Méditerranée, qui fut longtemps un « lac » américain*, explique le vice-amiral d'escadre Gagliardi. *La France essaie de regagner du terrain dans cette zone vitale pour elle, en faisant reconnaître sa capacité militaire en cas de crise. »*

Les responsables de la VIe flotte américaine ont donné l'impression à leurs interlocuteurs de Toulon de prendre au sérieux la marine nationale le jour où elle a démontré qu'elle était capable de soutenir la diplomatie française au Liban, par *la présence constante de ses navires* devant Beyrouth, et le jour où elle a introduit en Méditerranée ses premiers sous-marins nucléaires d'attaque, le *Rubis* et le *Saphir*, pour des missions opérationnelles de longue durée.

Au large des côtes libanaises, les deux porte-avions français ont tenu jusqu'à deux cent quarante-six jours, soit huit mois de présence ininterrompue, tandis que d'autres navires *de la marine nationale – on en a* compté jusqu'à douze à la fois – ont fait ainsi le pied de grue pendant trois ans.

« Devant Beyrouth, commente le vice-amiral Denis, *un porte-avions était, pour le contingent français, l'assurance d'un stock instantané de quarante avions et de trois cents à trois cent cinquante tonnes de munitions en protection arrière. Au départ de Toulon, c'est, par sa mobilité et son allonge, un instrument de bombardement de Benghazi ou de Tanger sous les vingt-quatre heures. Il couvre la Méditerranée en un jour et demi. Peut-être faut-il songer, désormais, à l'économiser si l'on veut faire durer jusqu'en 1995 un* Clemenceau, *qui a 45 000 heures de marche depuis 1961, et un* Foch, *qui en a 35 000 depuis 1963, alors qu'on retire du service actif en juillet prochain deux escorteurs à 40 000 heures de marche. »*

Le sous-marin nucléaire qui lance des torpilles est, lui aussi, tout à la fois un dévoreur d'espace et un outil permanent d'attaque ou de dissuasion. *Comme le porte-avions, il tient* longuement la mer. Tapi dans les profondeurs ou caracolant entre deux eaux, le *Saphir*, avec ses deux équipages qui se relaient, a montré qu'il pouvait naviguer pendant deux cent quarante jours par an avec un « cœur » nucléaire conçu pour n'être jamais changé avant douze ans de *fonctionnement, le temps de parcourir* la distance terre-lune-terre. Comme le porte-avions, il constitue une menace permanente. *« Ce n'est plus une cible d'entraînement pour la marine de surface*, dit le vice-amiral d'escadre Gagliardi. *C'est, sans équivalent, le moyen d'occuper et de contrôler une zone maritime vaste. »*

Le 3 mai prochain, le *Clemenceau*, avec son escorte, va retrouver le *Nimitz* américain pour une série d'exercices de l'OTAN, entre la Sicile, la Crète et Chypre, qui dureront jusqu'au 17 mai. Puis, le porte-*avions français participera*, avec l'ensemble de l'escadre de la Méditerranée, à une manœuvre nationale, jusqu'au 3 juin, dans la partie orientale et centrale de cette mer, avec des escales en Egypte et en Grèce.

Grande « première »

Du 3 au 7 juin, grande « première » : le *Clemenceau* sera rejoint, devant les côtes françaises, par le *Foch*, transformé en porte-hélicoptères, pour *une manœuvre* interarmées d'ampleur nationale, baptisée Farfadet, dans la région de Sète. L'escadre de la Méditerranée travaillera, à cette occasion, avec les avions Jaguar des forces aériennes tactiques et avec des unités de chars et d'infanterie de la Force d'action rapide (FAR). L'originalité de l'exercice tient au fait que le *Foch* accueillera, pour la première fois, une soixantaine d'hélicoptères de la division aéromobile de la FAR basée à Nancy. Après quoi, le *Clemenceau* sera immobilisé durant dix-sept mois pour une opération périodique d'entretien, au cours de laquelle il doit recevoir ses premiers missiles Crotale (à écartométrie différentielle infrarouge) pour la lutte anti-engins.

Que feront, durant ces cinq semaines, les sous-marins d'attaque de la Méditerranée ? Mystère. L'amirauté maintient, par jeu et par nécessité opérationnelle, le silence sur les déplacements de ces « chiens de garde » de la flotte de surface.

JACQUES ISNARD.

Le numéro du « Monde » daté 4 mai 1985 a été tiré à 448 013 exemplaires

« AMIE » DE CARLOS DÉTENUE EN FRANCE

Magdalena Kopp est expulsée en RFA

Magdalena Kopp, âgée de trente-six ans, de nationalité allemande, a été expulsée vers la République fédérale d'Allemagne (RFA), samedi matin 4 mai.

Magdalena Kopp avait été arrêtée, le 16 février 1982, par hasard à Paris, en compagnie du Suisse Bruno Bréguet, alors qu'ils transportaient *cinq kilos* d'explosifs, deux grenades quadrillées et étaient tous deux armés d'un pistolet. Kopp et Bréguet faisaient alors partie du réseau terroriste international de « Carlos ». Ce dernier avait exigé la libération de ses deux *« amis »*, exigence ponctuée de deux attentats meurtriers après l'expiration de son *ultimatum* (le 29 mars 1982, 6 morts à bord du train le Capitole Paris-Toulouse ; *le 22 avril, 1 mort* rue Marbeuf, à Paris).

Le 22 avril, le jour même de l'attentat de la rue Marbeuf, Kopp et Bréguet avaient été condamnés respectivement à quatre et cinq ans de prison, jugement confirmé en appel le 8 juin 1982. Après trois ans et deux mois de détention, la libération prochaine de Magdalena Kopp était annoncée, depuis quelques semaines. Kopp, tout comme Bréguet, avait été également condamnée à cinq ans d'interdiction de séjour en France. Elle devait donc quitter immédiatement le territoire. *Elle n'est pas recherchée par la justice* allemande, aucune charge ne pesant contre elle dans son pays.

Le gouvernement français a donc décidé de l'expulser vers la RFA, dans la mesure où elle était démunie de tout papier d'identité allemand lors de son arrestation et se serait vu par conséquent refuser l'entrée dans un autre pays européen. Nul doute *aussi qu'il s'agit d'une « gentillesse »* française à l'égard des autorités allemandes. Si Kopp ne risque en aucun cas la prison en RFA, elle sera cependant entendue par les magistrats allemands chargés de l'accueillir.

En Espagne

Recrudescence des attentats dans les régions touristiques

De notre correspondant

Madrid. – Pour la première fois, la branche « militaire » de *l'ETA*, l'organisation séparatiste du Pays basque, s'attaque directement au tourisme dans le reste de l'Espagne. Plusieurs bombes de faible puissance ont explosé depuis le début du mois de mai, généralement de nuit, sur des plages de la région de Valence, Benidorm et Alicante. Les engins, placés pour la plupart devant de grands hôtels, n'ont toutefois provoqué que de légers dégâts matériels. Ces attentats ont été vivement dénoncés, vendredi 3 mai, par le PNV (Parti nationaliste basque), majoritaire dans la région, pour qui ils ne peuvent que *« provoquer un sentiment antibasque au sein de la population espagnole »*.

Le 26 avril dernier, une personne *affirmant parler au nom de* l'ETA militaire avait téléphoné à plusieurs organes de presse de Madrid et de Bilbao pour annoncer que cette organisation allait *« entamer une campagne de sabotage contre les intérêts économiques de l'Etat oppresseur espagnol dans les centres et les zones touristiques de la région méditerranéenne »*. Cette nouvelle avait d'abord été accueillie avec scepticisme. En 1979 et 1980 en effet, lorsque l'autre branche de l'ETA, la « politico-militaire » (aujourd'hui disparue) s'était livrée à des attentats de ce genre, *elle avait* été vivement critiquée par le secteur « militaire », qui dénonçait leur caractère *« indiscriminé »*.

Apparemment, les difficultés grandissantes que rencontrent aujourd'hui les séparatistes les rendent cette fois moins « sélectifs » dans leurs actions ! La campagne de l'ETA militaire semble davantage destinée à dissuader les touristes de se rendre sur la côte méditerranéenne qu'à provoquer des victimes. Elle n'en a pas moins causé l'inquiétude parmi les agences de voyage étrangères. Le ministre de l'intérieur, M. Barrionuevo, a reçu le vendredi 3 mai, à Madrid, les ambassadeurs de Grande-Bretagne et de RFA, deux pays qui envoient chaque année au sud des Pyrénées un fort contingent de touristes, pour les informer des mesures prises pour contrecarrer la menace de l'ETA. L'Espagne reçoit chaque année quelque quarante millions de visiteurs, et le tourisme représente à lui seul près de 6 % du produit national brut.

THIERRY MALINIAK.

● *La tournée est-européenne de M. Daniel Ortega.* – Le président du Nicaragua est arrivé le vendredi 3 mai à Bucarest pour une visite de deux jours en Roumanie. M. Ortega venait de Sofia, où il a signé un accord de coopération économique qui prévoit un « don » de la Bulgarie au Nicaragua, notamment dans le domaine agricole. Commencée à Moscou, la tournée est-européenne de M. Ortega doit se poursuivre par la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne et la RDA. – *(AFP.)*

APRÈS L'ÉVACUATION FORCÉE DU CAMP D'IBNET

La France exprime son inquiétude au gouvernement éthiopien

L'exode, dans des conditions controversées, de plusieurs dizaines de milliers de réfugiés de la faim du camp d'Ibnet, au nord-ouest d'Addis-Abeba, dans le Gondar, continue de susciter des réactions. Après les Etats-Unis, l'ONU et la Croix-Rouge, la France vient d'exprimer son inquiétude auprès des autorités d'Addis-Abeba. *« Le ministère des relations extérieures*, a déclaré vendredi 3 mai le porte-parole *a pris connaissance avec préoccupation d'informations relatives aux conditions dans lesquelles aurait été évacué le camp de réfugiés éthiopiens d'Ibnet. »*

« L'effort important accompli par la France, tant par son action publique que par celle des organisations non gouvernementales en faveur de l'aide humanitaire à l'Ethiopie la conduit à s'inquiéter auprès des autorités éthiopiennes du sort des cinquante mille personnes qui étaient recensées dans ce camp et dont on peut craindre que les conditions de vie ne s'aggravent », a-t-il ajouté, sans toutefois donner de précisions sur la nature exacte des démarches entreprises par le gouvernement français.

La Commission européenne a également réagi officiellement vendredi. L'un de ses porte-parole a indiqué que la Commission avait convoqué l'ambassadeur d'Ethiopie auprès de la Communauté européenne pour lui demander des explications et a chargé sa délégation à Addis-Abeba d'ouvrir une enquête sur place. L'exécutif européen *« ne prendra pas de position définitive avant de connaître le résultat de l'enquête et sans avoir consulté tous les Etats membres de la CEE »*, a précisé le porte-parole de la Commission.

D'autre part, des pluies diluviennes se sont abattues sur l'Ogaden, dans le sud-est éthiopien. Les crues qui ont suivi ont fait des milliers de sans-abri. Les villes de Gode et de Kelafo, notamment, sont envahies par les eaux de la rivière du Wabe Shabelle, a déclaré vendredi, M. Tsegaye Meheretu, membre de la Commission de secours et de réhabilitation (RRC), à Dire-Daoua, capitale de la province.

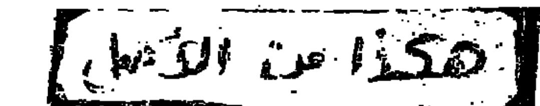
Ces inondations qui touchent l'Ogaden, dont un tiers de la population (3,2 millions d'habitants au total) était victime de la sécheresse, n'ont jusqu'à présent pas fait de victimes. Cependant, mille neuf cents occupants d'un camp à Korane ont dû être évacués à bord d'hélicoptères. Ce camp a *été créé* pour accueillir, à titre définitif, des habitants des régions souffrant d'une sécheresse chronique. Selon M. Tsegaye Meheretu, les trois cents habitations du camp, son dispensaire et son école, complètement submergés par les eaux, sont détruits.

Au « Matin de Paris »

LE PARI DE CEUX QUI RESTENT

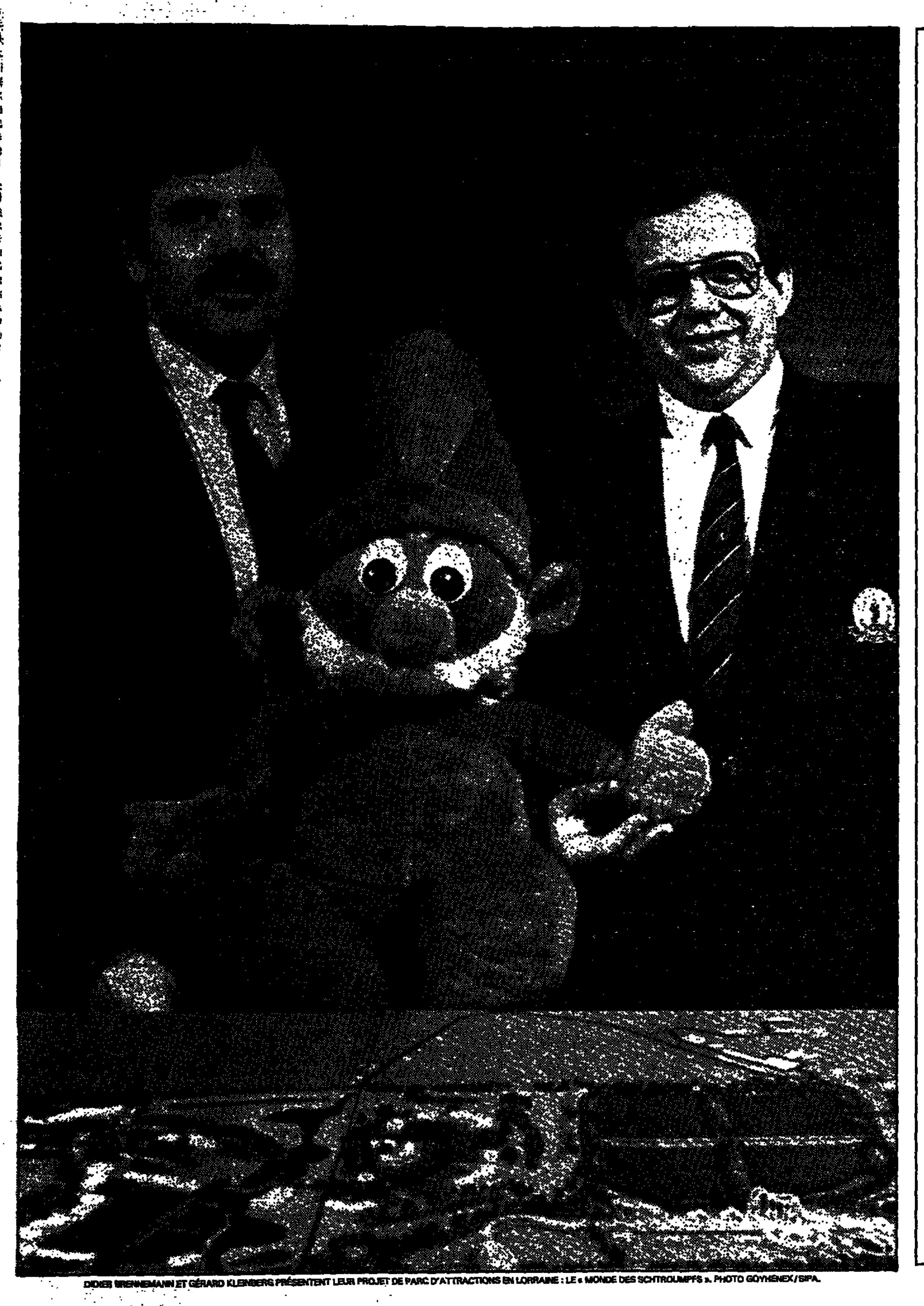
L'intersyndicale CFDT et CGT du *Matin de Paris* a *précisé*, vendredi 3 mai, dans un communiqué les raisons et les espoirs du personnel restant au journal : *« Si près de la moitié des journalistes du* Matin *ont décidé de quitter le journal après l'annonce de l'arrivée de Max Gallo à un poste de direction, l'autre moitié de la rédaction reste. Elle jugera sur pièces. Ces journalistes et aussi les employés font le pari que la situation du* Matin *peut être redressée, que l'emploi y sera sauvegardé, que le journal pourra retrouver son audience. Ils font aussi le pari que l'indépendance du* Matin *vis-à-vis du pouvoir politique sera réelle. Ils souhaitent que la nouvelle direction fournisse rapidement les précisions tant attendues sur le nouvel état-major de la rédaction, les embauches qui sont plus que jamais nécessaires ainsi que les moyens financiers indispensables à la vie du* Matin *»*.

De son côté, le Livre CGT, se déclarant *« attaché à la pluralité de la presse »*, annonce son soutien à *« toute tentative allant dans le sens de la vie et de l'essor du* Matin *»*. *« En ce qui nous concerne*, explique-t-il à son tour dans un communiqué, *nous n'avons jamais choisi notre employeur*, a fortiori *le rédacteur en chef. Nous ne sommes cependant pas insensibles à la qualité journalistique du produit que nous confectionnons quotidiennement. C'est pourquoi le plan de relance prévu pour fin mai (contenu, pagination supérieure, couleurs) acquiert, compte tenu des circonstances, une importance accrue. La pérennité et le développement du* Matin de Paris *nécessitent que la nouvelle direction assume immédiatement, totalement, ses responsabilités. Nous ne doutons pas que la déontologie en vigueur dans notre profession permettra de surmonter ce passage critique. »*



Le Monde

AUJOURD'HUI



DIDIER BRENNEMANN ET GÉRARD KLEINBERG PRÉSENTENT LEUR PROJET DE PARC D'ATTRACTIONS EN LORRAINE : LE « MONDE DES SCHTROUMPFS ». PHOTO GOYHÉNEX/SIPA.

LOISIRS ANTICRISE

BONAPARTE ET L'EXPÉDITION D'ÉGYPTE

« Adieu Bonaparte », le dernier film de Youssef Chahine, entre en compétition la semaine prochaine au festival de Cannes. Film historique, mais pas seulement, il relate l'aventure de certains personnages qui s'illustrèrent durant près de quatre ans dans cette expédition haute en couleurs. Combats, intrigues et conquêtes pour les militaires, mais aussi travaux, recherches et découvertes pour les nombreux savants mis dans les bagages idéologiques du futur empereur.



MICHEL PICCOLI ET PATRICE CHÉREAU DURANT LE TOURNAGE DU FILM DE YOUSSEF CHAHINE, « ADIEU BONAPARTE ».

ENCORE CE PEI...

Dans son article intitulé « Hercule par temps de crise », paru dans *le Monde Aujourd'hui* daté 24-25 mars 1985, Michèle Champenois résume à sa manière la querelle des anciens et des modernes au sujet de cette fameuse *« cerise sur le gâteau »* dont parle Cartier-Bresson, à savoir la pyramide de M. Ieoh Ming Pei dans la cour Napoléon des Tuileries : on parlerait de machinations politiques à propos de l'entrée en lice contre le projet d'un ancien ministre de Valéry Giscard d'Estaing, et *le Quotidien de Paris* aurait publié à ce sujet des sondages hâtifs et non fondés...

C'est méconnaître l'avis d'associations traitées souvent d'obstacles systématiques à l'*« embellissement de Paris »*, lequel, reconnaissons-le, est parfois sujet à caution si l'on se fie à certaines opérations béton aussi spectaculaires qu'inutiles.

Ici le problème est différent, car il s'agit de l'avenir d'un des éléments les plus émouvants du patrimoine historique français, et les défenseurs de la côte aquitaine se souviennent eux aussi de certaines réalisations de la mission présidée en son temps par M. Emile Biasini avec un effroi mêlé de causticité.

« Parier pour le génie », oui, sans doute, mais pas à n'importe quel prix et dans n'importe quelles conditions. Nul ne songerait à contester le talent d'un architecte de grande qualité qui n'a jusqu'à présent, semble-t-il, effectué aucune restauration dans un site aux proportions aussi raisonnables et délicates que celles qui ont présidé jusqu'ici à la préservation des Tuileries.

Aussi l'idée lyrique *« d'un cristal de gemme discret par sa transparence et reflétant au cœur de Paris urbain les éléments toujours changeants du ciel et de l'eau et qui lui donne vie »* (Jean-Pierre Changeux, professeur au Collège de France, cité par Jack Lang) risque de se heurter à certaines contingences matérielles qu'il est inutile d'énumérer ici, tant les représentants des associations et les simples particuliers *(voir dans le même numéro la lettre pertinente de Paule Fay intitulée « Pei à Maillot »)* ont su déjà résumer les difficultés essentielles du projet.

JACQUES D'OLIER,
président de l'association SOS-Paris

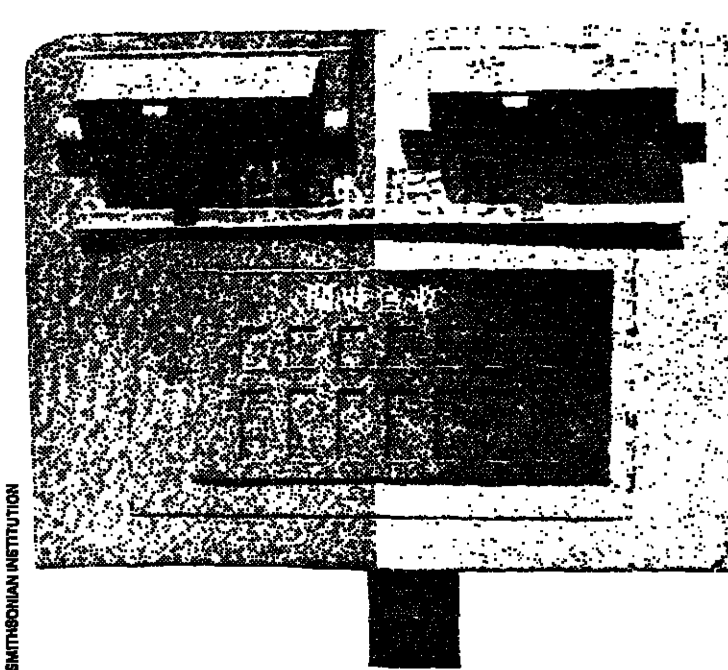
PRISONNIERS DE COLDITZ

Dans le courrier des lecteurs du *Monde Aujourd'hui* daté 7-8 avril 1985, vous publiez la lettre de M. Roger Anthoine indiquant que le premier prisonnier à s'être évadé de la forteresse de Colditz, pendant la seconde guerre mondiale, fut le Britannique Neave, le 5 janvier 1942.

Rendons aux Français ce qui est aux Français ! D'après les sources allemandes elles-mêmes, les trois premiers évadés furent des officiers français : le lieutenant Alain Le Ray (11 avril 1941), le lieutenant René Collin (31 mai 1941) et le lieutenant Pierre Mairesse-Lebrun (2 juillet 1941).

On peut lire à ce sujet le livre, *sobre mais passionnant*, du général de corps d'armée (CR) Alain Le Ray, *Première à Colditz* (éd. Arthaud, 1976).

YVES ARTRU,
(Paris).


SMITHSONIAN INSTITUTION

Boîte aux lettres moderne à Taiwan.

PANRAMA CONTRE OMNIMAX

Dans le Monde Aujourd'hui daté 24-25 mars 1985, vous annoncez l'ouverture prochaine de la Géode à La Villette, équipée de l'Omnimax et présentée comme « unique en France ».

Unique certainement par son architecture (de qualité), par son coût prohibitif, par son équipement à l'américaine, mais non dans son essence même de projection cinématographique.

Sous le nom de Panrama, avec des caractéristiques semblables, la projection hémisphérique a été *inventée en France, à Montpellier*, où existe depuis 1969 une salle qui, à l'époque, était unique au monde.

Comment feindre d'ignorer qu'existe à Paris depuis juin 1981, fruit de l'expérience précédente, une salle Panrama ? L'Espace-Gaîté a été ouvert tous les jours au public pendant trois ans : son écran de 350 mètres carrés est encore le plus grand qui soit utilisé en France. *Certes*, la technique avait alors besoin d'évoluer, mais elle s'est perfectionnée sans cesse, et chacun *sait que la rapidité d'une telle évolution* est directement fonction des crédits qu'on lui accorde.

Les seuls crédits engouffrés dans les « coups reconnus ratés » de la Géode nous auraient certainement permis de répondre dans de bonnes conditions au programme de La Villette et probablement d'ouvrir à la France le marché américain.

Mais c'est en 1982 que l'on *devait inaugurer ce qui ne s'appelait* pas encore la Géode : cet impératif de délai nous fut opposé pour justifier un choix sans risque : *l'Omnimax*.

Au nom de tous ceux qui ont découvert la totale révolution de la projection sphérique avec le Panrama, qui s'y consacrent tous les jours et résistent à tout ce qui freinerait son essor (comme la déformation des faits), je vous demande d'informer vos lecteurs de cette mise au point.

PHILIPPE JAULMES,
président des Ateliers du cinéma total
(Montpellier, Hérault.)

HELP, TAXI !

Descendant du train, gare de Lyon, avec mon petit-fils que je ramenais à ses parents, j'ai vu, à ma droite, sur l'esplanade des arrivées, une considérable file d'attente pour les taxis. Mais, devant moi, bien en face de la sortie, des voitures arboraient de *larges* pancartes : « libre ». Je m'y suis arrêtée : oui, le taxi était bien libre et tout disposé à me conduire à mon domicile, à Montparnasse, *mais* au prix forfaitaire de 200 F !

Ainsi donc, il est possible à ceux qui ne regardent pas — ni ne répugnent — à payer deux ou trois fois le tarif d'échapper à une longue attente que doivent subir les familles chargées d'enfants et de bagages. Et cela, sous un gouvernement socialiste !

Que l'on donne priorité aux handicapés de toute nature, ce serait normal, *mais qu'une pratique qui relève du « marché noir » soit autorisée me semble parfaitement scandaleux.*

Deux cents francs n'auraient pas élevé beaucoup le coût de mes vacances, *mais j'ai été si profondément* indignée que je suis allée prendre un autobus pour rentrer chez moi, avec mes soixante-treize ans, *mes bagages et mon petit garçon*...

JEANNE MARIENNE DESPATIN,
(Paris).

AMÉRIQUE, NON MERCI

Si l'avance américaine dans de nombreux domaines est certaine (ordinateurs, ingenierie, espace, chirurgie de pointe comme les transplantations d'organes...), la médecine praticienne outre-Atlantique par contre, la médecine de ville, ne me paraît pas du tout compétente. La relation médecin-malade ? Inexistante ! Le patient n'est pas reçu dans un cabinet particulier, mais plutôt dans un petit cagibi presque anonyme. Il n'est pas déshabillé pendant l'examen, vieux reste de puritanisme, même le pédiatre soulève à peine la chemisette des enfants, et encore en s'excusant ! Et pour finir, il est *obligé de subir* des examens de plus en plus coûteux car le médecin doit se couvrir en cas de procès. Il est certain que du point de vue de la *protection sociale et sanitaire*, les Américains peuvent nous envier.

L'autre gros problème aux Etats-Unis, c'est celui de la violence, du fort taux de criminalité, de la sécurité, particulièrement des enfants. La TV est aux Etats-Unis l'amant ou la maîtresse du foyer. Présente du matin au soir, elle marche même la nuit puisque l'Américain moyen s'endort avec elle. La TV américaine diffuse surtout des scènes violentes avec des scénarios plus débiles les uns que les autres, et donnant des cerveaux pas très équilibrés ; ce sont parfois franchement des programmes « pousse-au-crime ». Les informations ? Des faits divers ! Bien sûr ce n'est pas la seule explication du fort taux de criminalité ici ; il y a aussi la vente libre des *armes au nom* de la sacro-sainte liberté des individus...

Une grande misère affective règne dans ce pays de consommateurs où, à force d'avoir toujours tout eu, il n'y a plus rien à espérer ni à désirer. *l'American way of life ? Très peu pour nous, à moins que* cela ne devienne bientôt pis en Europe : économie, terrorisme, extrême-droite...

Dr ELIANE CHOBERT,
(Orly, Essonne.)

HOMME-TEXTE

Ceci est une lettre ouverte à Michel Bouquet, comédien, notable chabrolien, boulanger, savant, juge, musicien raté, poète raté, mari *trompé, capitaine*, etc.

Je ne suis qu'une simple mortelle et j'ose écrire à la pythie en personne, si j'ose dire, car la pythie est *justement une « non-personne »*. Qu'est-ce qui fait l'essence du théâtre, à votre avis ? Vous qui avez en même temps une culture si classique, si empreinte d'humanisme (importance de l'auteur, du texte, etc.) et un jeu qui ressemble fort à une transe (la pythie). Vous qui, alors, n'êtes plus Michel Bouquet, êtes-vous encore un « personnage », appartenez-vous seulement au monde des vivants, vous qui dites que le théâtre est la « maison de l'homme » ?

Ne reconstituez-vous pas aussi notre « univers mental » et peut-être beaucoup plus, tout autant que celui de l'auteur (votre dieu). De quoi donc parlez-vous avec ces *élèves du Conservatoire, dites-moi*, des raisons possibles pour lesquelles Titus sacrifie Bérénice à l'Etat ou du sang qui coule quand la « machine infernale » broie des êtres de papier ?

Vous devenez un mythe, monsieur Bouquet, « le grand monsieur secret et réservé », chapeau, pardessus et visage de cire. Les vrais comédiens ne se reconnaissent pas dans la rue, vous le savez tout aussi bien que moi, puisqu'ils n'existent pas vraiment — un corps, une voix et des *modulations... Mais le texte*, ce fameux texte, est aussi inscrit en vous, tout au fond de vous, inscrit et sans cesse effacé, présent-*absent tout à la fois*, comme le comédien. A qui m'adresserai-je : à celui qui parle si bien de Mozart ou de Pinter, de la Reine de la nuit ou de l'entomologiste Anouilh, ou à l'Autre, celui qui ne parle pas, ou plutôt qui parle mais qui ne *dit* rien, celui qui surgit dans le soufre et les douleurs de l'enfantement, celui qui ne nous appartient plus, qui est passé sur l' « Autre scène »...

CHRISTINE MIGNON,
(Nevers, Nièvre).

Chronique

LE CHIC BANLIEUE

SI, par malheur, notre belle civilisation venait à mourir — comme les précédentes — et si, par extraordinaire, les historiens du futur ne devaient avoir pour témoignage écrit de nos mœurs que la collection complète du journal *Actuel*, ils se feraient de nous une étrange idée. Songez qu'ils pourraient, sous les décombres des tours de la Défense détruites par quelque attaque, découvrir *l'Almanach banlieue* que la bande à Jean-François Bizot vient de produire : trois cents pages, deux mille adresses, des centaines de photos, 49 francs, dans toutes les bonnes maisons.

Actuel, qui flaire les modes comme pas un et qui se tient aux avant-postes de la société, vous le dit et vous le répète sur tous les tons, en un mot comme en cent : la banlieue, c'est le pied ! Triste ? Lointaine, dangereuse ? Médiocre, pavillonnaire, bétonnée ? Non pas ! Il faut larguer les amarres, balancer les idées reçues pardessus le périphérique, se prendre par la main. Proche ou lointaine, la banlieue est la dernière des *terræ incognitæ*, le plus excitant des territoires de chasse pour les amateurs d'exotisme. Nous avions à nos portes, à deux jets de pierre, une fantastique réserve d'imagination, de talents, de drôlerie, de plaisirs, et nous ne le savions pas !

Inutile de courir les océans à la recherche d'émotions fortes. Dépassés l'Amazonie et le Népal. L'Orient est devenu très simple, l'Asie a perdu ses mystères, l'Amérique est devenue une seconde nature, l'Est est triste, hélas : reste la banlieue. Pendant neuf mois, une vingtaine de collaborateurs du magazine le plus branché de France — pardon, câblé, monsieur le Président ! — ont sillonné les territoires à l'étranger. Ils se sont armés de courage, ces nouveaux explorateurs, pour s'enfoncer dans la jungle de la petite et de la grande couronne. Ils ont rôdé le jour et galéré la nuit ; ils ont mangé, dragué, poussé des portes, risqué des rixes, bu plus que de raison, rencontré des loubards, mais aussi des bonnes sœurs.

Et voici cet almanach, synthèse de leurs travaux et parfois de leurs ébats, de leurs ébahissements même. Plumitifs devenus ethnologues, photographes, jouant aux entomologistes, ils ont traqué, dans la banlieue, les signes du temps, les stigmates d'une civilisation. Aux Parisiens froussards, ils offrent la possibilité d'un voyage plein de frissons, un voyage de papier. Aux Parisiens hardis — ou simplement curieux — ils donneront l'envie d'y aller voir. Quant aux banlieusards complexés de n'être point parisiens, ils y trouveront motif de fierté et, pourquoi pas ? de consolation.

Almanach

D'abord des chiffres. La banlieue compte 8 millions d'habitants, dont un million d'immigrés. C'est en banlieue parisienne qu'on trouve la commune française qui a le plus fort taux de natalité : Montigny-le-Bretonneux, avec trois cent dix-sept naissances pour dix mille habitants. Un exemple à suivre ! Des chiffres et des records : *« le plus grand centre commercial d'Europe »* (105 000 m² à la Défense), *« la plus grande prison de France »* (près de cinq mille détenus à Fleury-Mérogis), *« le plus grand nombre de cinémas »* (438 salles contre 403 à Paris), et le PNB : sait-on que celui du département des Hauts-de-Seine équivaut à celui de la Grèce tout entière ! Adieu Sparte et Athènes : Nanterre vous a dépassés. Et des records plus tristes : la ville de Gagny, en Seine-Saint-Denis, est celle où les habitants ont le plus d'armes à feu. Toutes les huit heures, il y a un mort sur les routes de la banlieue.

Allons, voilà qu'on en revient aux vieux clichés sur l'insécurité. Il faut se laver l'esprit et changer de regard. La banlieue c'est le monde entier à nos portes : Montreuil est *« la deuxième ville du Mali »*, Sarcelles l'une des plus grandes villes juives du monde et Alfortville l'une des capitales de l'Arménie dispersée. Il y a un « messie noir » au Blanc-Mesnil, des cours de danse du ventre à Pantin, partout des groupes de rock « black », portugais, des mosquées (dix-sept signalées dont quatre à Nanterre), des pagodes bouddhistes à deux pas du RER, un centre tibétain à l'Hay-les-Roses, un cimetière russe à Sainte-Geneviève-des-Bois, des restaurants de toutes les couleurs, Babel à fleur de terre (et parfois en sous-sol). Si la France multiraciale doit un jour devenir une réalité, c'est *en banlieue qu*'elle se forge, se prépare et s'annonce.

Mais la banlieue c'est aussi la « *technopole* » d'Orsay, Saclay, et de la vallée de l'Yvette. La moitié des chercheurs français sont installés dans la banlieue parisienne. Dans tous les coins et recoins on cherche, et on trouve. Des inventeurs, des managers, des jeunes loups aux dents longues qui vont plus souvent en Californie qu'à Paris. C'est en banlieue — à Bobigny — que pour la première fois en France une faculté de médecins s'est risquée (si l'on peut dire) à inscrire au menu des étudiants un enseignement sur les thérapies douces. Le tramway du futur verra le jour en banlieue. L'architecture s'y « éclate » plus que dans la capitale, où l'on ne peut pas déplacer un caillou sans provoquer une guerre civile.

Nanar

On mange (souvent bien). On boit (ah ! le vin d'Argenteuil). On sort. On se ruine aisément. Exemple : les autos d'occasion. *Actuel* résume : *« La bagnole d'occasion, c'est pas tout simple. En général, on va essayer de vous refiler un nanar à moitié secoué à la place d'un berlingue à peine rodé. Il faut le savoir, l'occasion c'est un deal. »* Vous voici prévenu, et très clairement.

On fait du sport et puis, qu'est-ce qu'on s'amuse, en banlieue ! *Actuel* le prouve : la banlieue est truffée de boîtes de nuit : *« Faut rigoler »*. Le patron du Mil'pat, à Pontoise, est formel : *« Le samedi les clients veulent en profiter, ils ne sont pas venus pour tirer la tranche. »* Un smurfeur martiniquais, qui sort tous les soirs que Dieu fait, s'est enrichi à force de gagner des concours de danse : *« J'ai ramassé comme ça une 125 DTMX, quinze jours à Hamamet, un magnétoscope, une chaîne hi-fi, des bouteilles de champagne, plein de choses. »* Toutes ces choses qui résument la société post-industrielle et nos aspirations.

On n'en finirait pas de raconter ce périple sous forme d'un interminable inventaire à la Prévert : les guinguettes qui défient le temps, les artisans traditionnels, les châteaux à louer pour un soir, les week-ends au couvent, les moutons de Torcy paissant sous un pont du RER, la rosière d'Orsay (qui sera élue le 12 mai), Physiopolis, l'île des naturistes, la boxe thaïe à Nanterre, la savate à Puteaux, les facteurs Cheval par dizaines, la parano à la Courneuve, la prostitution à Évry, les îles de la Seine (pour tous les goûts), les forêts, les palaces.

C'est tout cela la banlieue. Mais n'est-ce que cela ? Un condensé des goûts du temps résume-t-il un monde ? Les pionniers d'*Actuel* ont parfois chaussé d'étranges lunettes. D'ennui, point. D'insécurité, si peu. L'enfer des transports, connaît pas ; les contraintes du béton, la plaie du chômage, les aléas de la cohabitation (la vraie), la déprime, les fins de mois, la maladie, le stress, la mort aussi : non, rien de cela ne valait, assurément, de figurer dans un almanach destiné à nous faire aimer la banlieue. Un monde de drague et de bouffe, de petits plaisirs et de rigolade, jeune bien sûr, et tellement pittoresque, tellement « couleur locale » ! Même le laid vaut le détour. L'index de cet almanach résume une époque : on y trouve le mot « aphrodisiaque » mais pas le mot « bibliothèque ». Qu'est-ce qu'on attend pour aller vivre en banlieue ?

BRUNO FRAPPAT.

ÉQUIPE OLYMPIQUE

Dans l'article de Marc-Ambroise Rendu sur les JO 92 à Paris (*le Monde Aujourd'hui* daté 14-15 avril 1985) permettez-moi de relever une erreur dans la présentation de l'équipe chargée de préparer le dossier de candidature de Paris, fort excusable étant donnée la relative complexité des structures. Siégent en effet dans le même immeuble, boulevard de la Bastille, l'Association pour la candidature de Paris aux JO et la mission interministérielle pour la préparation des JO 92. Cette dernière, que je dirige, a une triple fonction.

En tant que mission d'Etat ; elle est chargée d'exprimer et de faire valoir le point de vue de l'Etat dans la préparation du dossier des jeux.

Par ailleurs, les cinq chargés de mission qui la composent travaillent en étroite coordination avec des fonctionnaires de la Ville de Paris et de la région Ile-de-France, au sein de l'Association pour la candidature aux JO 92 de la Ville de Paris, et ce sous la seule direction d'Alain Danet, vice-président du comité de candidature.

Enfin, la mission est aussi chargée *de suivre et de promouvoir* le dossier de candidature d'Albertville aux Jeux d'hiver 1992.

Travaillent donc à la Bastille deux équipes de douze personnes (dont six et non dix sortent de l'ENA) qui, tout en relevant l'une du maire de Paris et l'autre du gouvernement, se trouvent mobilisées pour la réussite d'un seul projet : l'octroi des Jeux 92 à la France.

MICHEL ASTORG,
chef de la mission interministérielle.

MILLIARDS

L'ordre de grandeur du budget de l'Etat n'est pas de 100 000 millions comme l'indiquait un de nos lecteurs (*le Monde Aujourd'hui* daté 28-29 avril) mais de 1 000 milliards comme l'écrivait M. Miltzine. Ce qui rapporte à 3 ‰ (et non 3 % comme nous l'avons imprimé) le poids financier des grands chantiers d'architecture pour une année. Cette « salade de zéros » que nous aurions dû mieux assaisonner, nous est signalée par un autre lecteur de Paris, M. Delarue.

PIERRE ET LOUIS

Dans l'article intitulé « Un *étranger chez Rhône-Poulenc* », paru dans *le Monde Aujourd'hui* daté 28-29 avril 1985, un lapsus nous a fait attribuer à *M. Pierre Dreyfus, ancien ministre* et patron de la régie Renault, le prénom du fondateur de la société, Louis Renault.

هكذا من الأمل

هكذا من الأصل

TAXI !

NON MERCI

PIERRE ET LOUIS

LOISIRS ANTICRISE



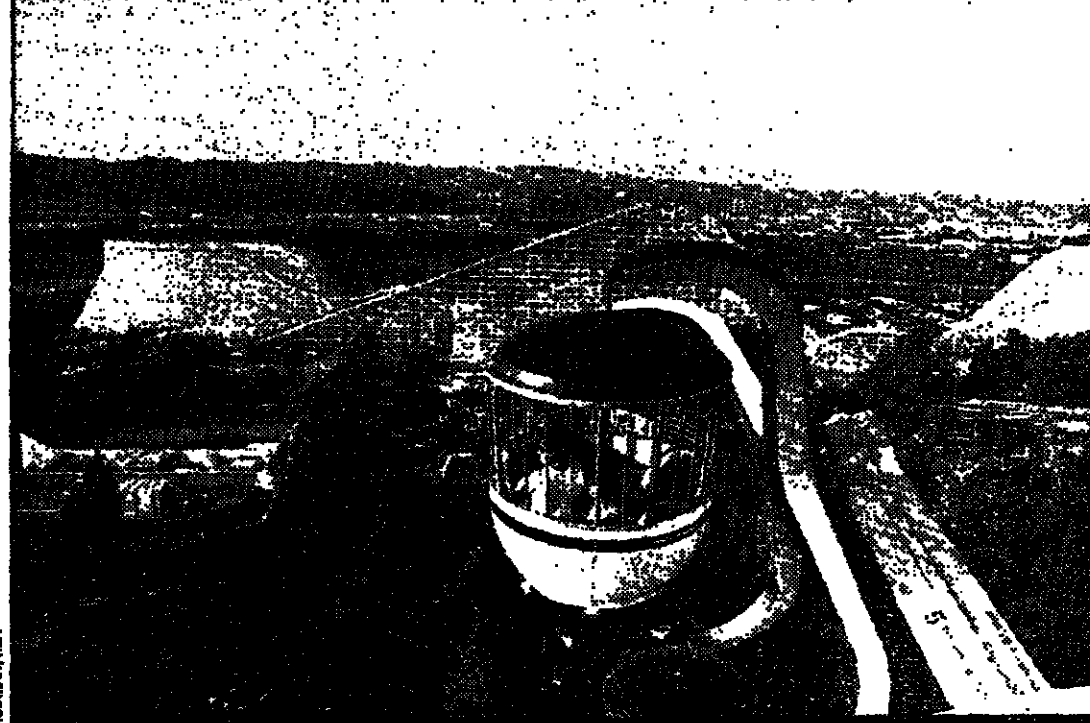
La France veut-elle céder à une mode lancée il y a juste trente ans, aux Etats-Unis, et suivie par la plupart des pays anglo-saxons ?
La France va-t-elle livrer aux concepteurs de parcs de loisirs géants les terrains laissés libres par l'urbanisation ou rendus vacants par les retournements de la politique industrielle ?
On en parle. On y travaille. En Lorraine, où les anciens laminoirs de Sacilor pourraient subir l'assaut victorieux des petits héros de Peyo ; dans la banlieue de Paris où rôdent les agents de Walt Disney.
Sous la crise, une industrie nouvelle : les loisirs...

WEEK-ENDS POUR LA FIN D'UN SIÈCLE

par Marc Ambroise-Rendu

DIX, vingt, trente... On ne parvient plus à tenir un compte à jour des projets de parcs de loisirs français. La mode américaine de ces vastes complexes où les enfants, grands et petits, s'esbaudissent devant des reconstitutions historiques animées et se donnent des sensations fortes dans des super-attractions foraines en dévorant des hot dogs a déferlé sur l'Hexagone. Il ne se passe plus de mois sans que l'on annonce l'éclosion, *ici ou là, d'un luna parc nouvelle* manière.

Si les entrepreneurs ès loisirs mettent les bouchées doubles, si



RUDMAN/REA

Mille deux cents parcs de loisirs aux Etats-Unis contre huit en France.

les imaginations s'enfièvrent, c'est que la France fait, en la matière, *figure* de pays sous-développé. On ne dénombre chez nous que sept à huit parcs, dont le plus célèbre est le *safari du château de Thoiry,* dans les Yvelines, où le comte de La Panouse propose à six cent mille visiteurs par an les émotions d'une promenade en automobile dans un bestiaire en liberté. Or il y a déjà dix ans que les Etats-Unis annonçait l'existence sur leur sol de mille deux cents parcs de toute taille et de toute nature. Le fameux Disneyland, en Californie, puis l'illustrissime Disneyworld, en Floride, avaient ouvert la voie. Plusieurs pays d'Europe s'y sont engouffrés. Une douzaine de grands parcs fonctionnent aux Pays-Bas, une *vingtaine* font la joie des Allemands de l'Ouest.

A l'exception de quelques réalisations modestes, la France semblait insensible aux séductions de *ces ingénieuses machineries.* Entre la fête foraine pour le populo et le musée compassé pour les classes moyennes, il n'y avait rien ou presque. Cette lacune va être à présent rapidement comblée.

Le concept de parc de *loisirs* est né d'une constatation. Les familles des pays industrialisés n'ont jamais eu autant de loisirs, *autant d'argent à y consacrer* et autant de moyens de locomotion individuels. Mais, à l'orée des longs week-ends, ils ne savent trop *que faire de ces trois libertés. Et* comment contenter à la fois les parents et les enfants ? Concentrer en un même lieu cent amusements différents, en permettre l'accès à un prix modique, prévoir tout ce qui est nécessaire à la vie d'un petit groupe pendant une journée, voilà l'idée. On laisse ses soucis et l'on pénètre dans un monde enfantin et merveilleux. Ensuite tout est possible, mais rien n'est obligatoire. Le self-service du rêve, en somme.

Les enfants poissons

Il y a maintes façons de concrétiser sur le terrain *un tel concept :* parc de vision animalier, parc nautique, parc d'attractions foraines, parc de reconstitution historique, parc du futur, vaste complexe réunissant tous ces éléments. Tout dépend de la « zone de chalandise », comme on dit, c'est-à-dire de la *clientèle potentielle* résidant à quelques dizaines ou quelques centaines de kilomètres à la ronde. Tout dépend aussi des capitaux que l'on peut réunir pour tenter l'aventure.

Jusqu'à présent les investisseurs français sont restés sur la réserve. D'où la modestie des réalisations. D'où aussi la nature des projets les plus avancés. Il s'agit, pour la plupart, de simples aqua*lands, sortes de stades nautiques* qui ne demandent que quelques hectares et quelques dizaines de millions de francs.

Le premier d'entre eux est celui que le groupe Paribas et une banque saoudienne ont installé voici deux ans au prix de 28 millions d'investissements, au Cap-d'Agde, station balnéaire de l'Hérault. Geysers, écrans d'eau pulvérisée, rivières, cascades, *toboggans aquatiques, exhibition* de dauphins, piscine à vagues, bassins d'eau de mer chauffés, c'est, dit-on, le paradis des enfants redevenus poissons. La municipalité alsacienne d'Hagueneau a, de son côté, englouti 36 millions de francs dans un nautiland, qui vient d'être inauguré. Deux autres parcs du *même genre ouvriront* cet été, l'un à Cujan-Mestras sur le bassin d'Arcachon, l'autre au Marquenterre, dans la baie de la Somme. Puis viendront ceux du Touquet, de Fréjus, de Penne-Mirabeau près de Marseille et *peut-être de Dijon, La Rochelle et* Hyères.

Nettement plus ambitieux mais aussi plus coûteux sont les parcs terrestres, fondés sur l'exploitation d'un thème et drainant une clientèle régionale. Ainsi la municipalité de Lomme, dans le Nord, est-elle en train de reconstituer *sur 50 hectares des villages de différentes* époques qui permettront une sorte de promenade à travers l'histoire de France. A Cergy-Pontoise, dans l'Oise, des capitaux arabes veulent s'investir dans un parc illustrant les contes et légendes de France. Près de Beauvais, Astérix et ses compagnons, sortis de leur bande dessinée, accueilleront les visiteurs. La ville *de Douai ambitionne, elle aussi,* de créer un parc régional sur 35 hectares en prenant comme « animateur » Gayant, le géant local que l'on promène dans les rues pendant le Carnaval.

Au degré supérieur dans l'échelle des espaces et des capitaux requis mais aussi des clientèles *visées, on connaît à ce jour* une demi-douzaine de grands projets qui se situeraient aux environs de Perpignan, Mulhouse, Besançon, Poitiers et Metz. Pour l'un d'entre eux au moins la première pierre a été solennellement posée par l'ancien ministre René Monory, *sénateur* (UDF), président du conseil général de la Vienne et président du conseil *régional* de Poitou-Charentes. *Il* s'agit du Futuroscope, qui, sur la commune de Jaunay-Clan, veut présenter d'une manière distrayante les *machines,* les *objets* et les produits de l'an 2 000. A Hagondange (Moselle), on veut reconvertir les anciens laminoirs de Sacilor *en une* ville de plaisirs placée sous le signe des Schtroumpf.

Walt Disney à l'attaque du monde

Mais le plus ambitieux de tous, celui qui fait rêver les hommes politiques et les financiers et qui a déjà *fait couler* de l'encre, c'est le parc international que la firme Walt Disney prévoit d'installer en Europe. Le groupe (vingt-quatre *mille employés,* 1,3 *milliard* de dollars de chiffre d'affaires), voyant fondre ses bénéfices américains, se lance à la conquête de nouveaux marchés à travers le monde. Il a d'abord vendu son savoir-faire aux Japonais, qui ont *financé eux-mêmes l'installation* d'un Disneyland gagné sur la mer près de Tokyo.

Depuis près de dix ans, il lorgne aussi vers l'Europe. Plusieurs sites sont à l'étude en *Espagne* et *en* France. Des négociations serrées sont en cours entres les managers de Walt Disney Production et les gouvernements des deux pays. Et l'on fait monter les enchères. Les Espagnols offrent des terrains à *Alicante et à Barcelone,* proposent des prêts bonifiés et garantissent une liberté totale.

En France, c'est sur les terrains encore libres de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne) que se portent *surtout* les regards.

L'opération *consisterait* d'abord à acheter plus de 2 000 hectares. Puis un grand parc d'attractions y serait aménagé sur une centaine d'hectares.

(Lire la suite page IV.)

TEMPS libre pour tout le monde ! On ne s'enrichit plus, on s'amuse. C'est l'ordre. Un pays classé comme riche n'a d'autre moyen pour masquer sa fragilité et travestir la diminution de son pouvoir d'achat et de son capital d'heures de travail que de se réfugier dans la détente. Ou dans le *désespoir,* mais le désespoir, d'autres l'ont déjà accaparé.

Cette expression de « temps libre » était arrivée dans les *fourgons socialistes sans qu'on* sache très bien à quoi elle allait servir. Maintenant, diront les esprits mal intentionnés, on sait.

Tout de même, l'expression *était aimable. Drôle, même.* Encourageante. Toujours ce côté rive gauche qui fait poète ; on *pensait à Boris Vian et à son Je voudrais pas crever.* L'artiste foudroyé en pleine force de *l'âge, grand* cacique de l'en-

REPOS DE RIGUEUR

tourloupe, celui-là même qui, *justement, ne voulait pas crever* sans avoir vu *« la journée de deux heures, la montagne à la mer, la mer à la montagne, les journaux en couleur, la fin de la douleur ».* Enfin, *« tous ces trucs qui dorment dans les crânes des génieux ingénieurs, des jardiniers jovieux, des soucieux socialistes, des urbains urbanistes, des pensifs penseurs ».* On y est. L'ennui, c'est *qu'on crève aussi. Enfin presque,* enfin pas tout à fait.

Regardons la Lorraine admirablement bâillonnée par ses suppressions d'emplois et écoutons Mourousi demander à François Mitterrand ce qu'il pense des hauts fourneaux reconvertis en Lunaparks : *« Les Lorrains vont essayer de maîtriser leur avenir... Il y a un espoir qui naît dans la Lorraine aujourd'hui sous la marque de ce petit Schtroumpf que nous venons de voir au début de cette séquence. La Lorraine va accueillir, sans doute prochainement, le fameux monde des Schtroumpfs. Vous me direz : que viennent faire les Schtroumpfs dans un entretien avec le président de la République ? Tout simplement, c'est un projet dans une région qui est traumatisée par ce qui s'est passé au cours des dernières années. Ce n'est rien, ce n'est peut-être pas une panacée, mais c'est un début et apparemment, certains y croient : M. Chérèque qui est chargé du projet... »*

Comment un président de la République qui publie chez Flammarion prononce-t-il le mot « Schtroumpf » ? On ne le saura pas. Ce que l'on saura, c'est : *« On ne voit pas pourquoi une région se fixerait sur un type de production qui ne serait plus compétitif. On a fait beaucoup de travail en Lorraine et particulièrement M. Chérèque a, à mon avis, très bien réussi. Il y met du cœur et de la compétence, très bien. »*

On imagine que M. Chérèque a moins de difficulté à parler *de Schtroumpfs, lui qui a* pour mission de redresser l'économie d'une région laissée pour *morte sur le champ de bataille* de la concurrence internationale et qui entrevoit, toute dérision *mise en réserve, les avantages* que les sinistrés peuvent tirer de l'arrivée d'une industrie qui pourrait bien se mettre *à nourrir* son homme.

Ainsi le monde occidental qui *n'a plus une minute à perdre* pour essayer de parer aux gravissimes déconvenues économi*ques qui le guettent ou qui ont* déjà fait leur œuvre, trouverait-il les premières répliques dans *l'installation de vastes closeries* ludiques où ses fantasmes *seraient pour un temps contrôlés* et ses paniques écartées.

Calomnie ! répliquent les défenseurs de ces *programmes* d'amusement au long cours : l'élitisme a fait son temps, les *joies de plein-air,* le délassement de fête foraine, l'apprentissage du savoir par l'œil et le *toucher,* sont aujourd'hui les points de passage obligés d'une éducation plus appropriée et en *tout cas réconciliée avec son* siècle.

Parcs de loisirs ou loisirs emparqués ? *Ce refus si français* d'embrigadement — d'emparquement — semble nous avoir *mis loin derrière* bon nombre de pays qui ont moins hésité à rendre leur avis sur la valeur culturelle ou non, philosophique ou non, de ce genre d'opération. Pourtant, si M. Mitterrand cale devant la schtroumpfisation de la Lorraine, ou hésite à s'engager plus avant dans la démonstration, il aura sans doute moins de retenue, ce lundi de la semaine qui vient, à aller couper le ruban de la première grande attraction de la cité des sciences et de l'*industrie* de la Villette, celui de la Géode, salle de cinéma pour tous publics et, à *n'en pas douter,* pour très longtemps.

Ici, l'on parle de technologie et de bastion avancé des savoir-faire nationaux et il n'y a aucune honte pour un président de la République à devancer la foule *et à l'inciter* à partir sans crainte et avec plaisir vers ce qui deviendra vite un autre Beaubourg.

Beaubourg, le Nautilus de Pompidou, submergé par le succès, insubmersible parce que généreux, *sérieux,* ouvert et aventureux. Intelligent. Peut-être le premier parc de loisirs à la française.

LOISIRS ANTICRISE

UN CAPITAL EN MILLIARDS D'HEURES

par Frank Bauer *

L'inéluctable réduction du temps de travail va, dans moins de dix ans, créer un énorme marché des loisirs. Frank Bauer analyse ici les résistances de la société française au temps libre et préconise la mise en place immédiate d'une véritable industrie, déjà fortement concurrencée par l'avance technologique de l'Amérique et de l'Extrême-Orient.

IL y a quelques mois, la télévision présentait le long et bruyant périple des supporters de l'équipe de football de Liverpool, entassés dans quatre trains spéciaux descendant sur Rome pour soutenir leurs joueurs lors d'un match Italie-Grande-Bretagne. Le présentateur précisa que plus de la moitié de ces joyeux touristes étaient sans emploi et qu'une bonne partie d'entre eux n'avaient même jamais travaillé.

Ainsi était spectaculairement illustrée une évolution en profondeur de la société occidentale : l'augmentation inexorable du temps libre. Il peut paraître inopportun, voire même provocateur, devant la montée du chômage d'évoquer une civilisation de loisirs. Il est clair pourtant que, de gré ou de force et la productivité générale aidant, la population occidentale s'en va irrésistiblement vers ce qu'il est convenu d'appeler plus de «loisirs». Il convient de s'y préparer d'autant plus que les «actifs» ne sont pas disposés à l'accepter d'emblée. Comment l'admettraient-ils alors que depuis des siècles le travail est l'occupation majeure, la motivation essentielle, le lieu de rencontre numéro un et que pour toutes ces raisons et quelques autres il a même été sanctifié. Or, s'il y a en France, et depuis longtemps une politique «culturelle», *il n'y a ni action ni politique* concertées en matière d'équipement récréatif.

Une société sans «moyens de loisirs» est une société malade. Plus les conditions de vie sont difficiles, plus il devient indispensable de consacrer une part importante du PNB au bien-être moral d'un peuple. C'est au moment où ils étaient les plus menacés par Sparte que les Athéniens ont construit le Parthénon.

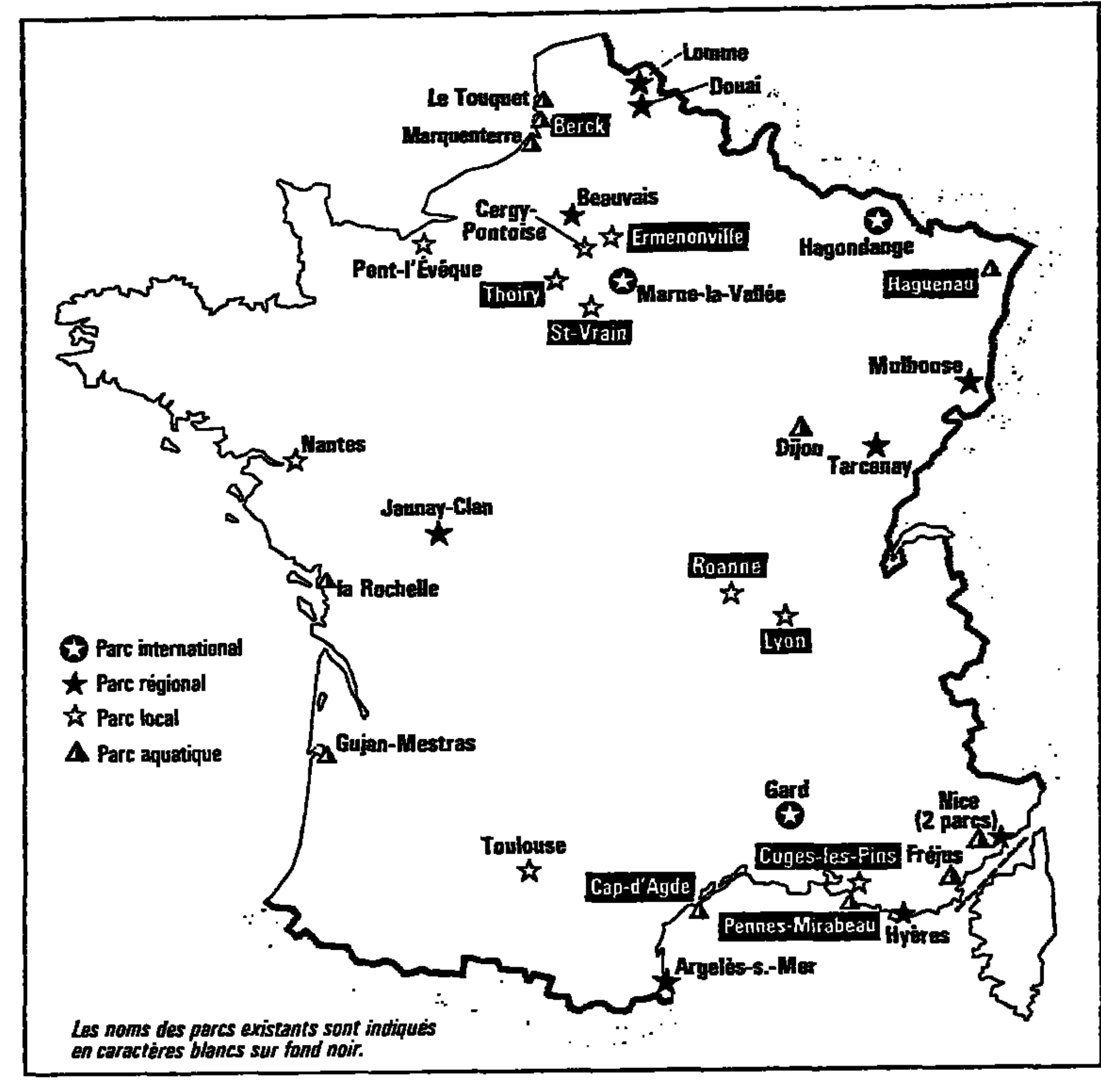
D'ici dix ans, la diminution du temps de travail, tant pour la femme au foyer que pour les individus «en activité», se traduira par un gain supplémentaire de huit à dix heures de loisirs. C'est donc environ quatre cents heures par individu et par an, soit un *total de 22 milliards d'heures* annuelles qui vont se trouver disponibles. Le chiffre interpelle avec force la collectivité. Lorsque demain le nombre des «inactifs» sera nettement supérieur à celui des individus au travail, la création d'un équipement récréatif destiné à ces millions d'oisifs *deviendra aussi nécessaire* à l'équilibre de la société que les équipements destinés à la formation et au travail.

Les obstacles s'opposant au développement d'une politique visant à satisfaire les besoins récréatifs du public sont nombreux. Il y a d'abord la dictature de l'«establishment» intellectuel parisien issu de la bourgeoisie. Celui-ci, depuis un siècle, «dicte» aux pouvoirs publics et aux responsables de toute nature ce qu'ils doivent faire en matière culturelle et récréative. On trouve ensuite les «lobbies» qui monopolisent les loisirs en France. Ces groupes de pression se préoccupent moins de connaître les désirs et les besoins réels des gens que d'appliquer une politique qu'ils jugent bonne pour leur profession.

Le désert français

Enfin, notre équipement récréatif est soit inexistant soit inadéquat. Parcs zoologiques d'un autre âge, absence de parcs d'attractions dignes de ce nom, parcs pour enfants trop rares, tel est le tableau. Quant à la visite de musées, elle est souvent une épreuve pour les non-initiés qui représentent l'écrasante majorité des Français. Alors qu'il existe dans le monde des milliers de parcs récréatifs de toutes dimensions dont plus de quinze cents aux Etats-Unis, plusieurs dizaines en Allemagne, Hollande, Belgique, Grande-Bretagne et Scandinavie, la France est particulièrement pauvre. L'initiative privée, ignorée des pouvoirs publics, n'a chez nous que quelques modestes réalisations à son actif.

Ainsi, par la convergence d'une société trop hiérarchisée, de pouvoirs publics souvent élitistes, mal informés et se faisant une idée arbitraire de leur mission, d'un consensus intellectuel «bourgeois», d'un milieu d'affaires soucieux de ne prendre aucun risque, la France, *reine des arts et des lettres*, est-elle un désert culturel et récréatif pour l'immense majorité de sa population.



Les noms des parcs existants sont indiqués en caractères blancs sur fond noir.

PROJETS ET RÉALITÉS

Ces constatations permettent d'imaginer les grandes lignes d'une politique de loisirs susceptible de répondre aux besoins et aux vœux de la société française et de prononcer les mots-clés qui devraient caractériser cette politique : pluridisciplinarité, polyvalence, *famille*, convivialité, communication vécue et modernité bien tempérée.

Dans le monde des nouveaux loisirs il s'agit d'abord de privilégier la «communication vécue». Pas seulement le spectacle, mais une participation récréative permettant à chacun de comprendre et d'apprendre le monde. Assurer, en somme, une vulgarisation dynamique et intelligente adaptée à tous. On pense ici à l'extraordinaire réussite d'un ensemble didactique comme Epcot, aux États-Unis. L'histoire, les sciences naturelles, la géographie et d'autres disciplines ont subi dans nos écoles un inexplicable abandon. Voilà l'occasion de combler ces énormes lacunes culturelles proposant aux jeunes et aux adultes un message vivant et facilement accessible.

Les nouveaux musées devront s'écarter de la vision élitiste et ésotérique actuelle pour devenir des «machines à communiquer» accessibles à tous les niveaux culturels. Les idées ne manquent pas : musées spéciaux pour les enfants, musées de «découvertes» fondés sur une thématique précise et motivante (l'alpinisme, la pêche, l'ornithologie, etc.), musées socio-poético-techniques comme pourrait l'être un beau musée des transports urbains et de l'élégance automobile, musées du récit historique consacrés à tel ou tel événement comme «la bataille de Poitiers» ou le «sacre des rois de France» ou à tel personnage historique comme Jeanne d'Arc ou à telle civilisation comme celle de «nos ancêtres les Gaulois».

Safaris africains

Autre domaine à repenser entièrement : celui des parcs. *Il y a place en France pour plusieurs* dizaines de parcs récréatifs d'importance et de formules diverses accueillant indistinctement les enfants, les adultes et le troisième âge. Ils devraient offrir un large éventail d'attractions, d'équipements et de spectacles de toute nature. On trouverait des parcs écologiques et de découvertes, des parcs récréatifs urbains, de grands parcs à thèmes inspirés, toutes proportions gardées, du célèbre et inégalable Disney World, des parcs didactiques modernes comme Epcot, des parcs zoologiques nouveaux dits «de vision» et inspirés des grands «safaris» africains comme le Wild Animal Park de San-Diego, des parcs marins et aquatiques comme l'Aqualand du Cap-d'Agde, des parcs de loisirs sportifs, des parcs de sensibilisation au monde agricole comme le Flevohop hollandais, des centres de loisirs pluridisciplinaires comme l'étonnant Fort-Regent de l'île de Jersey.

Ainsi s'offre à la population un monde nouveau et passionnant, une activité nouvelle aux jeunes en quête d'emploi, à l'industrie française un marché nouveau. Toute une industrie des équipements de loisirs se constitue en Europe, aux USA, en Extrême-Orient. Si nous n'y prenons pas garde, nous perdrons ce marché comme nous en avons perdu tant d'autres depuis trente ans. Le développement d'une ingénierie récréative française est une des conditions du développement de ce *secteur. La société française* doit se donner les moyens de procurer à chaque citoyen, toutes classes confondues, un «parcours de vie» nouveau, stimulant, formateur et valorisant. ■

* Président de Récréatique et communication internationale.

WEEK-ENDS POUR LA FIN D'UN SIÈCLE

(Suite de la page III.)

Un système de toits coulissants permettrait de le faire «tourner» pendant trois cents jours par an. Il drainerait la clientèle du bassin parisien mais aussi celle d'une partie de l'Europe. Les tours opérateurs amèneraient les touristes pour plusieurs jours en utilisant l'aéroport de Roissy. Nombre d'entrées escomptées : dix millions par an.

Second temps de l'opération, les espaces environnants seraient alors cédés à des promoteurs pour y édifier des hôtels, des immeubles en multipropriété, un centre de congrès, des grandes surfaces, un golf et des installations sportives. Investissement total : environ 30 milliards de francs. L'ensemble pourrait employer plusieurs milliers de personnes.

L'affaire est loin d'être jouée. Les hommes de Walt Disney demandent 2 300 hectares alors qu'on n'est pas disposé à leur en céder plus de 1 500. Ils exigent que l'on prolonge le RER de 10 kilomètres. Devant le devis (1 milliard de francs), M. Michel Giraud, président du conseil régional d'Ile-de-France, renâcle. Enfin, les autorités françaises veulent un parc de bonne qualité dont les attractions, la technique de construction et la gestion assurent la pérennité. Il ne s'agit pas de laisser faire une gigantesque et juteuse opération immobilière derrière l'écran d'un parc-prétexte qui déposerait son bilan peu après.

L'argument des emplois

Les parcs d'attraction peuvent être, en effet, de séduisants mirages. En France – tout nouveau tout beau – on majore leurs *avantages* et l'on *minimise* leurs difficultés. Pour mieux séduire les municipalités, les promoteurs annoncent des créations d'emplois en nombre mirobolant. Il faudra certainement en rabattre. En revanche, les investissements sont très lourds. Le devis d'un Disneyland de bonne taille s'élève à un demi milliard. Dès la quatrième année de fonctionnement, il faut réinjecter 100 millions par an pour renouveler les attractions.

Ces débours sont, en bonne part, à régler en devises et notamment en dollars. Comme les promoteurs français n'ont aucune expérience, ils sont obligés de requérir des spécialistes étrangers. Pour avoir quelque chance de réussir, les études de marché, la conception, la réalisation et même la gestion des grands parcs doivent être confiés aux firmes américaines. Si nos entreprises sont tout à fait capables de couler du béton, aucune d'entre elles n'est jusqu'à présent en état de construire, par exemple, une attraction classique comme la «maison hantée».

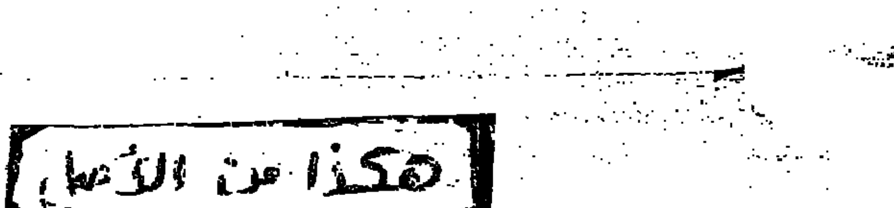
Réaliser un parc de loisirs équivaut à créer une nouvelle entreprise industrielle et commerciale. Tout doit être calculé à l'avance avec précision. Les experts savent, par exemple, qu'une famille cliente type fréquente un parc une à deux fois par an, qu'elle dépense 350 francs chaque fois mais qu'il faut lui offrir parmi bien d'autres choses une heure et demie d'attraction assise.

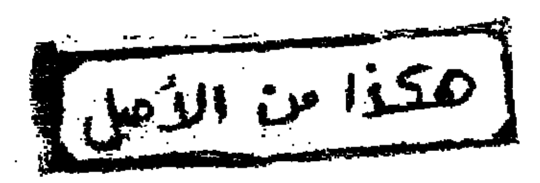
En fonction du nombre des visiteurs attendus, on va même jusqu'à déterminer, à quelques dizaines de centimètres près, la largeur des allées.

Quand bien même aurait-on tout calculé, il reste, au moment de passer à l'acte, des difficultés d'environnement. Installer un parc suppose que l'on modifie le plan d'occupation des sols de la commune. A Marne-la-Vallée, les documents d'urbanisme et les projets antérieurs interdisent de céder aux managers de Walt Disney Production les 2 300 hectares qu'ils convoitent. Ailleurs ce sont les SAFER qui, au nom de la défense des terres agricoles, vont faire opposition. Un Verneland qui devait s'installer dans une zone humide proche du Cap-d'Agde a finalement capoté devant les protestations des écologistes.

La multiplication des parcs de loisirs est une nouvelle aventure industrielle. Elle sera donc marquée de quelques brillants succès et de multiples échecs. Le cimetière des *projets avortés* est déjà bien garni. Un seul d'entre eux est assuré de son avenir. C'est le complexe culturel de La Villette, qui présente les caractéristiques d'un super Disneyworld à la française. Tout y est : l'espace (55 hectares), le prix (6 milliards de francs dont 1,1 milliard pour le «parc» lui-même), la multiplicité des divertissements (musée des sciences, salle de rock, expositions temporaires, pavillons à thème, cité de la musique), *la masse des visiteurs* attendus (quinze millions par an). Sa singularité c'est qu'il est pour sa plus grande part à la charge du contribuable et qu'il sera donc partiellement gratuit. Un rude concurrent pour les aventuriers des parcs privés.

MARC AMBROISE-RENDU.





LOISIRS ANTICRISE

TOURS DE GÉODE A LA VILLETTE

par Michèle Champenois

Placée en sentinelle, brillante et attirante, devant la future cité des sciences de La Villette, la Géode, qui entre en service ces jours-ci, est à La Villette ce que la grande roue était aux fêtes foraines. S'instruire en s'amusant. Ce sera le mot d'ordre du grand parc que l'on aménage sur le site des anciens abattoirs.

UN caboteur dans la banquise. *Parmi les expériences* multiples auxquelles un président de la République est convié, nul n'avait encore songé à une promenade dans la banquise, à la découverte des jeux de lumière sur les falaises de glace. La banquise dans un fauteuil : ce sont les premières images du film qui sera projeté, le lundi 6 mai, devant M. Mitterrand, pour l'inauguration, à La Villette, de la Géode, puis à partir du 9 mai pour tous les curieux *intrigués par cette boule d'acier poli* qui fait tourner la tête des automobilistes engagés sur le périphérique, du côté de la porte de Pantin.

Placée en sentinelle devant le gigantesque édifice du musée qui *ouvrira en mars 1986,* la Géode offre un avant-goût des merveilles de la science que l'on pourra y découvrir.

Plutôt que *« le combat de l'homme pour l'eau »,* comme l'*annonce le dossier de presse, l'Eau et les Hommes,* de Pierre Willemin, réalisateur de films publicitaires *(le Monde* du 30 avril), *décrit* les différents états dans lesquels on rencontre l'eau à la *surface du globe,* dans les profondeurs de la terre et des océans, et les paysages que son absence engendre. Le scénario est inexistant, et le texte du commentaire, *rédigé après-coup par* Jacques Lacarrière, suit platement une succession d'images spectaculaires juxtaposées (de la banquise au Gange en passant par Venise, New-York et une *station d'épuration)* dans un style fleuri et vaguement humanistes qui rappelle le ton des *documentaires* un *peu* vieillots que les salles de cinéma ordinaires n'osent plus projeter.

Mieux vaut s'abandonner au plaisir de l'image, qui est grand. La séduction et le vertige l'emportent *le plus souvent,* notamment *par* la grâce des prises de vues en hélicoptère.

Le champ de vision de l'être humain est de 120° en largeur et de 140° en hauteur ; or l'écran couvre 180° et offre au spectateur plus de paysage qu'il n'en peut saisir. C'est *emballant d'être ainsi emballé par* l'image, emporté dans le mouvement, enveloppé par la bande-son distribuée par douze sources sonores. On ne résiste pas, et l'on goûte quelques *grands moments* : un bébé, surpris puis serein, qu'on vous jette à la figure, sous l'eau ; la goutte d'eau craquant en étincelles de lumière à l'instant où elle touche *une stalagmite ; et le baiser du* mérou à grosse bouche qui fait tourner les têtes d'un claquement de lèvres sonore au moment où il va quitter l'écran...

Film-plaisir, film-frisson. La Géode est à *la* cité *des* sciences de La Villette ce que la grande roue était aux fêtes foraines. Le clou ! Mais *pour l'instant,* en attendant d'autres films plus « scientifiques » que cette aimable promenade, les merveilles de la technologie sont toutes contenues dans la projection *elle-même, et dans la construction* de la salle : on peut voir, en sortant, le film large de 70 millimètres, utilisé dans sa longueur, enroulé à plat, que l'on nettoie soigneusement *au rembobinage ; et ce projecteur,* qui a une lanterne dix fois plus puissante que celle d'une salle *normale, et que* l'on refroidit à l'eau en permenence...

Prouesse architecturale, la sphère. Accrochés sur une charpente géodésique composée de deux mille cinq cent quatre-vingts *barres* d'acier ajustées au dixième de millimètre, six mille quatre cent trente-trois triangles d'acier poli donnent l'illusion d'une sphère parfaite *(le Monde Aujourd'hui* daté *24-25 mars).*

Les ingénieurs s'étaient aperçu que, par temps couvert, certaines plaques prenaient une tonalité plus *sombre. Afin d'apprivoiser* tout à fait la lumière et pour que la qualité du miroir soit parfaite, ils ont organisé méthodiquement le polissage des plaques et l'ont orienté dans le sens *horizontal. Admirable peaufinage !*

L'intérieur du mystérieux objet est plutôt du style clair et net. Bois *blond, parois* de béton soigneusement démoulé où se lit la veine du bois comme on n'en a *plus vu* depuis bien longtemps, et des escalators qui emportent le visiteur au *pied de la salle,* dans une lumière douce. L'entrée elle-même, garnie d'un *banal travertin, semble* convenable et conformiste à l'excès. La caverne à mirages du vingt et unième siècle aurait supporté plus d'audace ou de mystère.

La science par la séduction. Amusement et expérience. La pédagogie par le plaisir. Tandis que des savants se plient aux règles du jeu pour traduire leurs découvertes à l'*intention* du public le plus large dans le futur musée, ceux qui pensent au parc ont pour souci d'associer, selon un dosage inverse, distractions et culture.

Car la cité des sciences sera, on le sait, au beau milieu d'un parc. Un parc où l'on peut déjà aller au cirque (Gruss), *voir des spectacles de* variétés (Zénith) ou des expositions comme la Biennale d'art et d'architecture (Grande Halle), ou glisser sur le dos du dragon-toboggan. Un *parc qui ne sera pas, selon François* Barré, son concepteur et directeur, comme ces jardins dont le dix-neuvième siècle a gratifié la capitale, *« inactifs, intermittents et absents à la ville ».*

Les responsables de La Villette travaillent à faire de l'endroit un « morceau de ville », « actif » jour et nuit, diversifié, attirant des visiteurs de tout âge et de toute condition, *dans un quartier de Paris qui n'est* pas parmi les plus privilégiés et à proximité d'une banlieue qui ne l'est pas non plus. Un parc à l'échelle d'un quartier, qui soit « dans » la ville.

Depuis que l'homme a marché sur la Lune, il n'y a plus à Paris de Lunapark. La Villette sera à sa manière, autour et à propos des sciences et, plus simplement, pour rendre *service aux habitants du* quartier, un parc d'attractions.

Les maisons-folies de Tschumi

On peut voir actuellement, à l'Institut français d'architecture (IFA), rue de Tournon, les premières « maisons » qui seront construites dans le parc selon le schéma établi par le lauréat du concours international, *M. Bernard Tschumi.* Dix de ces petits édifices doivent être construits d'ici à la fin de 1987, au sud du canal de l'Ourcq, là où le chantier du musée proprement dit *ne gêne pas l'aménagement.*

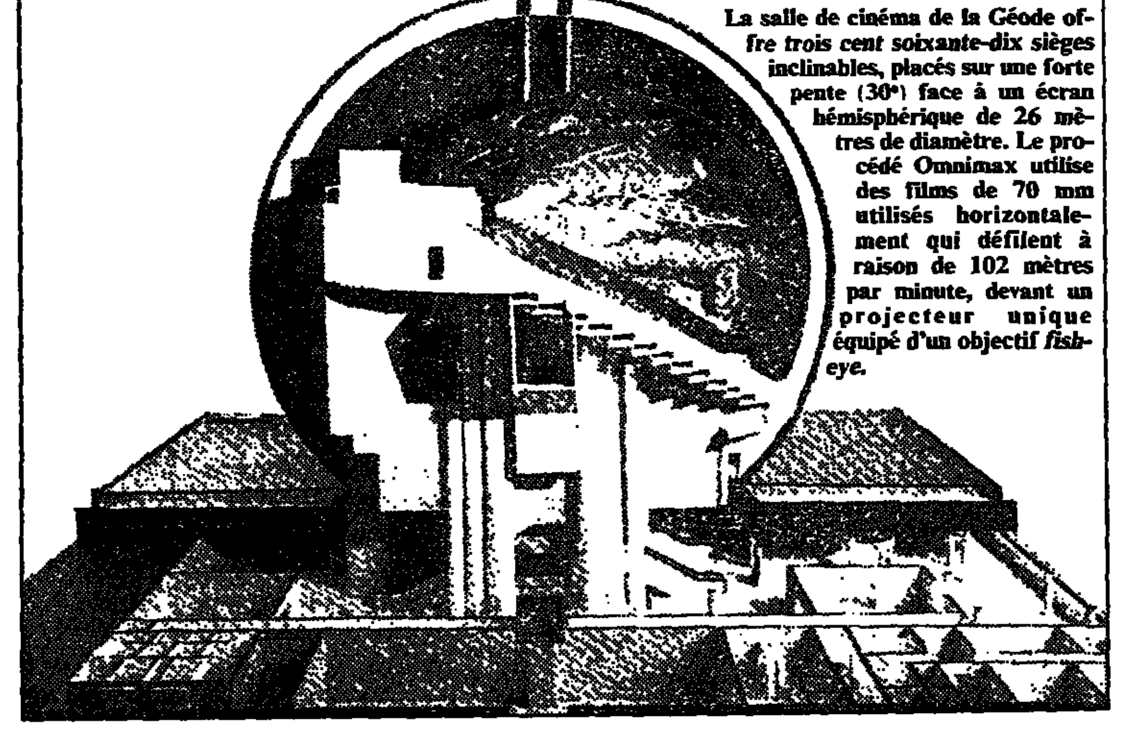
Dès 1986, plusieurs hectares de prairies et une partie des jardins *« thématiques » seront livrés au* délassement du public, ainsi qu'un belvédère et une buvette. Avant la fin de 1987, il est prévu d'ouvrir la maison des enfants, celle du jardinage, *une serre de 600 mètres* carrés et une galerie de jeux technologiques, des kiosques et des restaurants, des lieux d'accueil et d'information, ainsi qu'une scène pour *les spectacles de plein air. Les* galeries couvertes qui doivent courir le long du canal de l'Ourcq, d'une part, et du nord au sud du terrain sur un kilomètre de long, d'autre part, *seront commencées et se croiseront* près du canal et d'un nouveau pont.

Ces « maisons », à la construction et à la gestion desquelles des partenaires privés peuvent être associés, auront parfois une activité commerciale (jardinage, par exemple) *en plus de leur rôle d'information* ou d'accueil pour une activité. Construites par différents architectes, ces maisons seront placées aux points désignés par l'architecte *et accolées aux petits édifices* qu'il a lui-même dessinés et baptisés « folies », au sens où *le* dix-huitième siècle désignait les « fabriques » (pagode, pyramide ou temple antique) dispersées dans les jardins, pour la surprise et l'enchantement du promeneur.

Mais les « folies » de Tschumi obéissent strictement à la raison raisonnante et aux rigueurs de la géométrie. Placées à 120 mètres l'une de l'autre, à chaque intersection du quadrillage qu'il a posé sur *les 55 hectares du domaine de* La Villette, c'est une trentaine de cubes rouges de 10 mètres de côté, *avec les différentes interprétations* et inflexions que permet cette figure de base. *Leur couleur* — un beau carmin profond prélaqué en usine sur les panneaux métalliques de *façade, — leur style,* sont supposés servir de repères au visiteur, qui les rencontrera au milieu d'ambiances très diverses : près de la Grande Halle ou plantées sur une pelouse ; *posées au bord du canal ou bien au* pied du musée. La rigidité du quadrillage croise d'autres figures géométriques lisibles sur le plan : le triangle de la grande pelouse, un *demi-cercle et la ligne droite* de la galerie couverte. Au jardin des sciences, les mathématiques se déguiseront en brins d'herbe et les folies pousseront plus vite que les *arbres.* ■

● **Exposition « Tschumi à La Villette », à l'Institut français *d'architecture, 6, rue de Tournon,* Paris (6e). Jusqu'au 18 mai.**

● **Géode, 26, avenue Corentin-Cariou, Paris (19e) (métro *Porte-de-La-Villette*). Spectacles de 11 h à 18 h 30 tous les jours. Entrée 40 francs. Réservations : 245-66-00 et 240-27-28. Du 9 mai à fin août : *l'Eau et les hommes ; l'Œuf magique,* d'Eddie Garrick, réalisé en images et sons de synthèse et une présentation en images de la cité des sciences et de l'industrie. *Durée du spectacle : une* heure environ.**



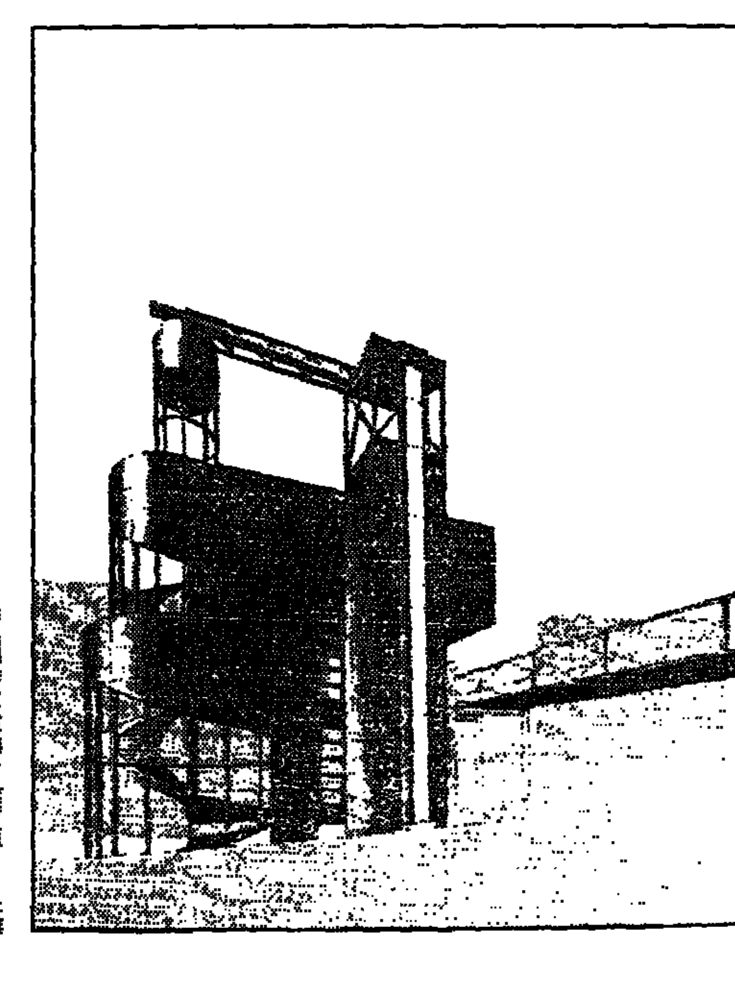
La salle de cinéma de la Géode offre *trois cent soixante-dix sièges* inclinables, placés sur une forte pente (30°) face à un écran hémisphérique de 26 mètres de diamètre. Le procédé Omnimax utilise des films de 70 mm utilisés horizontalement qui défilent à raison de 102 mètres par minute, devant un projecteur unique équipé d'un objectif *fish-eye.*



Quarante et un ans, Franco-Suisse, Bernard Tschumi était installé à New-York avant de l'emporter, en 1982, devant les quatre cent soixante-douze équipes engagées dans le concours international de la Villette (ci-dessus).

Il n'était alors l'auteur que de travaux théoriques, les *Manhattan transcripts,* qui ont inspiré les « folies » parisiennes, « points d'ancrage dans un site amorphe ». Ci-dessous la maison des enfants.





LOISIRS ANTICRISE

LORRAINE : SCHTROUMPF QUI PEUT !

par Jean-Louis This

Parmi les projets de reconversion des installations sidérurgiques abandonnées en Lorraine, le plus inattendu est la création, dans les laminoirs d'Hagondange, du « Monde des Schtroumpfs ». Un projet soutenu par les banques régionales et encouragé par le préfet chargé du « redéploiement », Jacques Chérèque.

DES Schtroumpfs à l'usine. Cette idée de deux commerçants lorrains relève autant du pari que du défi. Jugez plutôt : Didier Brennemann et Gérard Kleinberg ont imaginé de créer un parc d'attractions sur les 290 hectares abandonnés par les laminoirs de Sacilor, à Hagondange (Moselle). Le dessinateur belge Peyo, le père des petits lutins bleus, a pris le projet très au sérieux. Ce sera « le nouveau monde des Schtroumpfs ». Tout un programme.

Pour audacieux qu'il soit, le projet serait à la fois techniquement réalisable et financièrement viable. Telle est du moins l'opinion des cabinets d'étude américains consultés par les concepteurs. Le coût global de l'opération est évalué à 2 milliards de francs sur dix ans avec, à la clé, la création de 3 000 emplois dont 1 000 permanents, 400 dans l'hôtellerie et 1 600 dans d'autres activités induites. En attendant l'inauguration, envisagée pour mars 1988, les chiffres font rêver une Lorraine où le rythme des suppressions d'emplois est de 1 500 par mois et où les investissements promis à la région sont réduits, décalés dans le temps ou purement et simplement supprimés.

Rêvons donc : un lagon polynésien bordé de sable blanc, une reconstitution du fameux train du film *Indiana Jones*, un village marocain comme si vous y étiez. L'objectif est de rassembler, en un même lieu, l'aventure et l'exotisme tout en offrant, en prime, une vitrine de technologies les plus sophistiquées. Ambition : projeter les visiteurs dans le temps et dans l'espace grâce au jeu. *« Aux simples divertissements et dépaysements, nous voulons apporter une dimension inconnue en Europe*, affirme l'un des promoteurs. *Notre but est de marier la Lorraine aux loisirs afin de démystifier les technologies nouvelles et les rendre accessibles à chacun. »*

L'annonce d'un projet aussi vaste alliant reconversion, formation et création d'emplois a fait naître en Lorraine un immense espoir. Les lettres de candidatures affluent à Hagondange.

Depuis quelques jours, en ville, une « maison des Schtroumpfs », peinte en bleu comme il se doit, est ouverte à tous. Déjà dix personnes y travaillent et renseignent la population sur le futur parc et les emplois possibles. La nuit, un grand Stroumpf de 2,50 mètres illuminé veille sur la cité et accompagne son rêve de renouveau.

L'espoir est néanmoins quelque peu tempéré par les expériences passées. Bien des projets de conversions sont restés, en effet, embryonnaires dans une région où les promesses n'ont pas manqué.

A la *« prudente vigilance »* de Jacques Chérèque, préfet chargé du redéploiement industriel qui apporte « son soutien » au projet, Jean Crouzier, directeur de SOLODEV (Société lorraine de développement, filiale du groupe Sacilor), répond avec la volonté farouche de balayer toutes les résistances. *« Le dossier est solide »*, remarque-t-il, *et nous sommes condamnés à réussir. »*

C'est lui qui a déjà mis dans la balance 2 millions de francs pour lancer les études ; 28 millions de francs supplémentaires sont venus des premiers partenaires, emmenés par deux banques régionales, la Banque populaire et le Crédit mutuel, pour les mener à terme avant la fin de cette année.

L'heure de vérité est proche. Le montage financier devrait être bouclé d'ici à la fin de l'année. Les besoins initiaux – non compris les hôtels et la desserte – sont fixés à 800 millions de francs. *« Avec cette enveloppe, on pourra réaliser 85 % des aménagements extérieurs et 50 % des travaux intérieurs »*, indique M. Crouzier. Le projet prévoit de réaliser une halle couverte de 10 hectares, c'est-à-dire capable d'accueillir l'équivalent du parc d'Epcot, en Floride.

Chris Milton enthousiaste

Comment réunir de telles sommes ? Aux 100 millions de *fonds propres*, le *directeur* de SOLODEV escompte pouvoir ajouter entre 350 et 400 millions de francs venant d'entreprises sponsors, le solde étant à emprunter.

Déjà, les promoteurs du projet ont reçu de nombreuses offres du secteur privé mais venues de l'étranger. Ils cherchent aujourd'hui à convaincre d'éventuels partenaires français et songent à ouvrir une souscription auprès des particuliers prêts à investir dans cette affaire.

Ensuite, les promoteurs envisagent de maintenir un niveau d'investissement de 100 millions de francs par an. Comment rentabiliser une telle mise de fonds ? On table sur 2,3 millions de visiteurs dès l'ouverture, en 1988, puis on compte atteindre un rythme de croisière de 3,5 millions (dont 53 % d'Allemands) au cours de la prochaine décennie. L'institut ERA (Economist Research Associates), qui s'est occupé de la création et du développement des parcs de Walt Disney mais aussi de la gestion des Jeux olympiques de Los Angeles, assure que, si ces chiffres sont tenus, l'opération est viable. Il estime que chaque visiteur dépensera en moyenne quelque 130 francs, dont 61 francs d'entrée, 37 francs de nourriture et de boissons, 10 francs de souvenirs et 6 francs de jeux. Afin de préciser le contenu exact du parc et de ses attractions, une étude est actuellement menée auprès de huit cents familles de Bruxelles, Cologne, Sarrebrück et Metz.

L'emplacement retenu est prépondérant dans la réussite de ce projet : 62 millions de personnes résident dans un rayon de 300 kilomètres autour d'Hagondange. Seize millions d'entre elles habitent à moins de 160 kilomètres, soit à deux heures de voiture. Le site proche du nœud autoroutier Metz-Luxembourg, Paris-Strasbourg. Il est desservi par les chemins de fer internationaux et traversé par un canal qui servait autrefois à l'approvisionnement en minerai de fer. *« Un lieu rêvé pour installé un tel parc »*, affirme Chris Milton, responsable du projet lorrain au sein du cabinet d'architectes américains HHCP (Helman, Hurley, Charvat et Peacock). Sur sa planche à dessin, les halles des anciens laminoirs ont commencé une nouvelle carrière. Les résultats des travaux de son équipe (170 personnes) sont arrivés par avion des Etats-Unis, en décembre dernier : trois caisses contenant une maquette et l'ensemble des plans.

Quant à la recherche du thème du parc, elle a donné lieu à de longues séances de « brain storming » auxquelles les agences de publicité Publicis Constellation et Success ont pris une part active. *« Les Schtroumpfs forment une famille »*, remarque-t-on chez Publicis Constellation. *« Ils se ressemblent tous, mais ils sont tous différents. » Ils sont bricoleurs mais ils n'innovent que contraints, pour leur défense, leur confort ou les beaux yeux de la Schtroumpfette. Ils symbolisent tout à fait ce que nous cherchions.)* ■

QU'ATTENDENT les visiteurs potentiels du « nouveau monde des Schtroumpfs ? » Pour répondre à la question, Publicis a lancé *une enquête en deux volets*. Le premier est aujourd'hui dépouillé. Les résultats vont servir à faire mûrir le projet.

Concrètement, la première phase des études auprès du public, qualifiée de qualitative, avait deux cibles privilégiées : les mères de famille et les jeunes. Au total, six réunions de trois heures environ chacune *ont permis de tester l'attente* de ces catégories de visiteurs. Elles se sont déroulées à Metz, à Bruxelles et à Cologne, afin de recueillies vont du cliché traditionnel à l'astuce.

Les futurs usagers du parc veulent avant tout qu'on leur ménage des surprises, qu'on ne découvre pas tout dès l'entrée. Ils rêvent d'un labyrinthe, de petits sentiers, d'un village à la taille des enfants, d'un laboratoire *où le Grand Schtroumpf* conduirait des expériences. A midi, ils voudraient apprendre à manger schtroumpf avec le Schtroumpf gourmand, et, le soir, ils aimeraient participer à une grande fête pour célébrer leur victoire contre Gargamel !

Le fruit de ces nombreuses heures d'interviews stockées sur bandes magnétiques avant

AVIS PUBLICS

prendre en compte les cultures différentes susceptibles d'être séduites par le parc d'attraction lorrain.

« La sécurité est la préoccupation principale des mères de famille, note Pascale Weil, directeur d'études chez Publicis Conseil. *Elles redoutent le bruit et l'ambiance de fête foraine. En revanche, elles sont plus soucieuses de trouver un lieu agréable, conçu pour l'amusement, avec des zones de repos. »*

L'image, « a priori *angoissante »*, du futur est également mise en lumière par ces études. Si d'un côté la peur du lendemain existe, de l'autre la porte est ouverte sur le rêve. *« Et elle est loin d'être fermée »*, affirme Pascale Weil, pour qui *« le caractère sympathique de la société des Schtroumpfs constitue un lien pour passer du présent au futur. »*

Après avoir recueilli les petites craintes et les grosses peurs face à l'avenir, les enquêteurs ont lancé leurs interlocuteurs *sur la voie des lendemains* qui chantent. Ils n'ont pas été déçus. L'imagination n'est pas morte. Du robot à tout faire, y compris garder les enfants, à l'envie d'aventures exotiques teintées de dépaysement, de soleil et de mer bleue, les idées d'être analysées et décortiquées par les professionnels de la communication sert à peaufiner le projet, sur lequel travaille Chris Miles, directeur de la division projet des parcs de loisir du cabinet d'archistectes HCP.

« Nous voulons construire un environnement fantastique », affirme-t-il, tout en reconnaissant que l'aménagement de la halle de l'ancien laminoir d'Hagondange est très délicat.

« Nous envisageons de créer un lac artificiel et une rivière, explique Chris Miles, *et il faut que nous puissions connaître toutes les conséquences éventuelles de l'humidité. Rien ne doit être négligé pour la sécurité. »* Pour chaque spécialité, les promoteurs entendent consulter les plus grands spécialistes mondiaux.

Dès que les différentes parties du parc à thèmes seront définies avec précision, tout comme l'ensemble des attractions, la seconde partie de l'étude d'impact (quantitative) sera engagée, auprès de huit cents à neuf cents familles françaises, belges et allemandes. L'objectif sera de situer le plus précisément possible les intentions de visite.

J.-L. T.

UN DIMANCHE A EUROPA-PARK

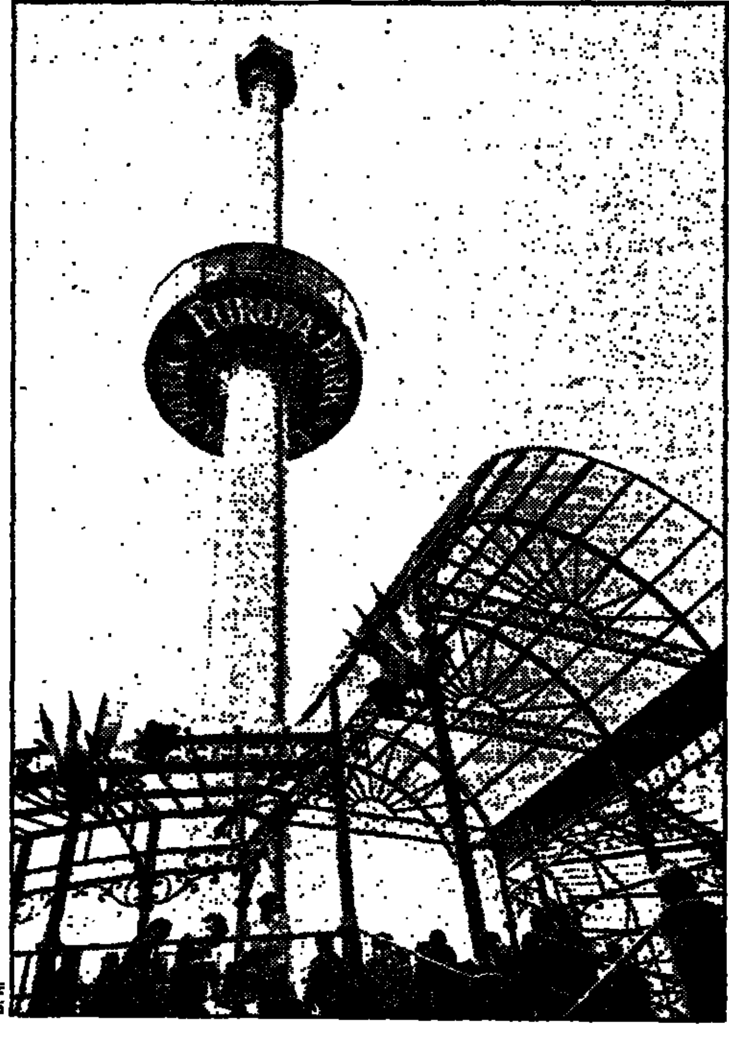
Un million deux cent mille personnes ont rendu visite, en 1984, aux souris géantes de Rust, en Allemagne fédérale, non loin de l'Alsace et de la Suisse. L'Europe des jeux existe. A Europa-Park.

LES yeux brillants, le gamin regarde le couple de souris géantes qui vient de lui adresser la parole en français. Euro-Maus (Euro-Souris), les mascottes du parc d'attractions de Rust, en Allemagne fédérale, ne pratiquent pas encore toutes les langues couramment, malgré le désir de ses créateurs d'en faire un symbole de l'Europe de la distraction. Sous la grosse tête en plastique, la salopette et le T-shirt, le lycéen germanique se dandine dans d'énormes souliers à rayures bleues et blanches. Il rassemble ses connaissances scolaires pour saluer le jeune visiteur étranger, puis s'éloigne dans un déhanchement comique, tenant sa compagne souris par la main.

En concevant Europa-Park, Franz Mack et son fils Roland savaient qu'ils seraient traités de Disney au petit pied. Alors, ils n'ont pas hésité. Poussant à fond la parodie, ils se sont offert comme emblème une souris, le cousin germain de Mickey en somme.

Comme Disneyland, Europa-Park joue la carte du dépaysement. Avant d'entrer, on est prié de laisser ses souris d'adultes au parking. Il est assez vaste pour cela : cinq mille places de voitures et cent cinquante pour les autocars. La clé de ce paradis de l'imaginaire coûte un peu moins de 50 F. Elle donne accès à toutes les attractions du parc. Pendant une journée complète, et sans avoir à présenter le moindre ticket, enfants et parents peuvent monter sur tous les manèges, assister à tous les spectacles, participer à tous les jeux. Une cinquantaine d'attractions leur sont offertes, autant de fois qu'ils le désirent.

Europa-Park, qui fête cette année son dixième anniversaire, a beaucoup changé depuis sa création. Chaque année, à Pâques, pour l'ouverture, il propose des jeux nouveaux, des distractions supplémentaires. Il occupait 16 hectares en 1975, il s'étale sur 36 hectares aujourd'hui. Le thème de base, les pays d'Europe, permet de multiples variantes. La nouveauté 85 se situe au village hollandais. A côté de l'indispensable moulin à vent qui abrite un tobogan tournant dans ses murs de pierre, les plus petits plongent tête la première dans une piscine de ballons multicolores. Ça swingue aussi pour les cinq-six ans, qui se paient une partie de trempoline-danse sur une musique de Michael Jackson. Il y a bien sûr les manèges habituels : autos tamponneuses, miroirs déformants et vieux coucous dignes du Baron rouge. Ne manque plus que Snoopy...

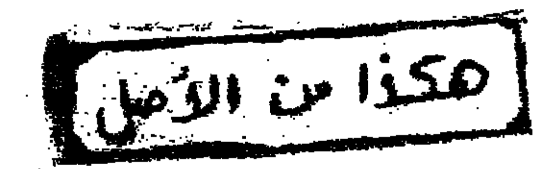


Position stratégique

Ceux qui ont le cœur bien accroché peuvent s'asseoir dans une des tasses à café en style de Delft, qui les emmènera dans un carrousel diabolique. A peine remis de vos émotions, poussez la porte du nouveau théâtre électronique, où Euro-Souris présente sa revue musicale. Les marionnettes grandeur nature apparaissent et disparaissent sans aucune intervention humaine. L'homme n'a pas sa place dans le monde d'Europa-Park. Sauf lorsqu'il est visiteur. Il doit alors se mettre au niveau des enfants et accepter la règle du jeu. Les statistiques d'entrée montrent qu'il le fait, puisque 70 % des candidats au dépaysement sont des adultes.

Finis les fils et les mécaniques grinçantes, place à l'électronique. Pour rendre crédible un monde du rêve, il faut un maximum de technicité. Et, dans ce domaine, les Mack sont quasiment imbattables. En six générations, la forge familiale de Waldkirch, en Forêt-Noire, s'est muée en société industrielle leader dans sa branche : l'aménagement des parcs de loisirs. A force de créer et de fabriquer des attractions pour les autres (l'Américain Disney, le Canadien Canada's Wonderland, l'Anglais Alton Towers), Franz et Roland Mack ont eu envie de se lancer dans l'aventure. Au début des années 70, ils ont étudié plusieurs sites possibles. A Neuenburg, près de Colmar, à Mulheim, non loin de Mulhouse, avant de se décider, en 1973, pour le petit bourg de Rust, au bord du Rhin, en Allemagne fédérale.

Un choix judicieux à plus d'un titre. Le parc occupe en effet une position stratégique. D'Allemagne, de France, de Suisse, toutes les routes mènent à Rust. Strasbourg est à moins de 50 kilomètres par l'autoroute, Zurich à deux heures maximum, Stuttgart à une heure et demie. Quant aux



LOISIRS ANTICRISE

JEUX D'EAU

par Georges Bury

Copie conforme de ses modèles américains de Floride et de Californie, le parc d'attractions nautiques du Cap d'Agde connaît un succès qui peut faire envisager à son promoteur de mettre à profit son expérience et d'installer sur la Côte d'Azur une base de loisirs identique.

AQUALAND, carte de visite du Cap d'Agde dans l'Hérault, est une affaire qui marche, ou plutôt glisse, parfaitement bien. Pionnier européen des parcs de loisirs aquatiques, ce « pays de l'eau » a déjà deux ans d'âge et reçoit plus de 300 000 visiteurs chaque année, de mai à septembre. Les files d'attente gourmandes au pied des attractions s'allongent et les prévisions sont optimistes.

Aqualand, copié sur les modèles américains – il y a actuellement soixante parcs de ce type aux Etats-Unis, essentiellement dans les États du soleil, la Floride et la Californie, – est une société anonyme à capitaux presque entièrement français et contrôlés à 70 % par Paribas. Installé sur 4 hectares dans l'île des loisirs du Cap d'Agde, il est la troisième tranche d'un programme d'aménagement touristique de la ville et a nécessité un investissement initial de 40 millions de francs.

A l'abri des dunes maritimes, à 200 mètres de la mer, on a asséché les marais et totalement remodelé la topographie du lieu pour bâtir de nombreuses attractions aquatiques. C'est bien sûr au cœur de la saison touristique, en gros pendant six semaines à cheval sur les mois de juillet et d'août, que les visiteurs sont les plus nombreux.

Aux six employés hors saison s'adjoignent alors plus de cent employés saisonniers, la population du Cap d'Agde passant, elle, de 13 000 à 150 000 personnes.

Les promoteurs d'Aqualand ont cherché d'abord a recréer une ambiance typiquement tropicale. Dans ce cadre, ils ont aménagé trois bassins d'eau douce, dont la température est maintenue en permanence à 28-30 degrés.

Les « vedettes » du parc sont notamment trois toboggans géants de 15 mètres au sommet, aux noms appétissants : « Niagara », dont on dit qu'il est interdit aux cardiaques, « l'Anaconda », sorte de parcours de bobsleigh que l'on effectue à plat ventre, à l'air libre ou dans de mystérieux tunnels, et « le sommet de Cap d'Agde ».

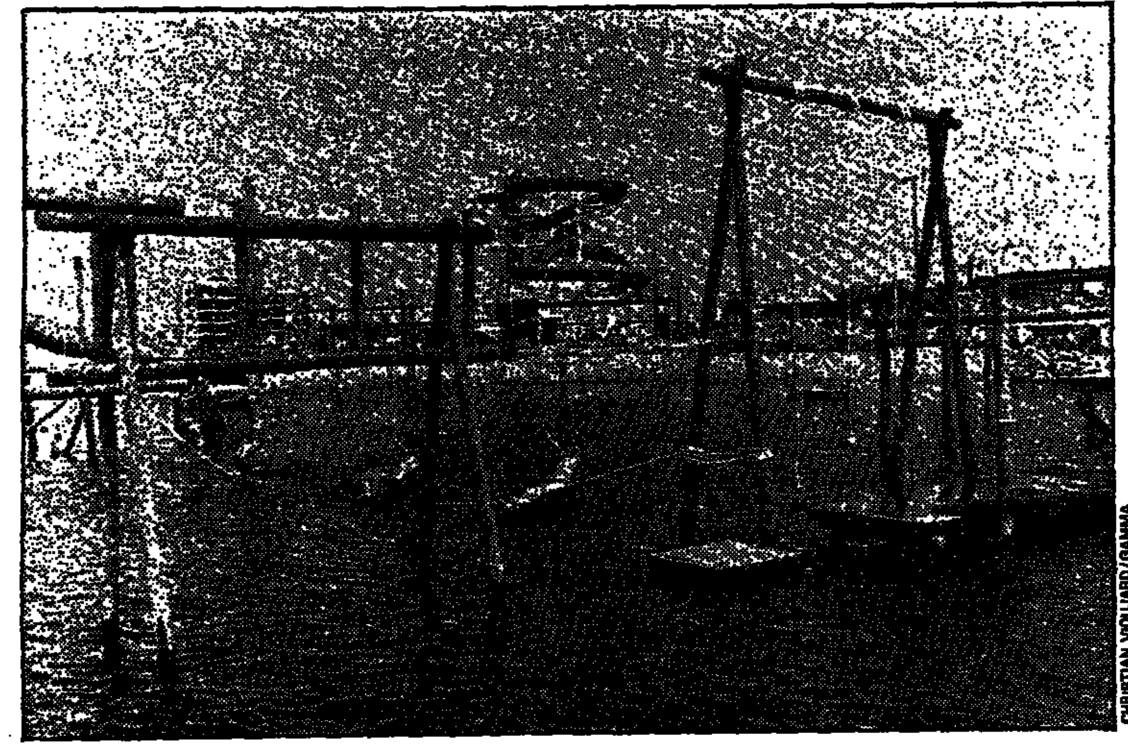
Une piscine à vagues, propulsées toutes les dix minutes, et, pour les plus petits, une « pataugeoire » agrémentée de balançoires, mini-toboggans, chemins d'eau, sources chaudes et grottes psychédéliques, complètent l'ensemble.

Plus loin, dans l'enceinte du parc hermétiquement close, au lieu-dit « la plage », les visiteurs s'essaient à grimper le long de « montagnes molles », en clair d'énormes boudins flottants, arrosés par une mer artificielle reliée à la « vraie » mer par un système d'importants canaux. Juste à côté, les plus hardis pourront jouer les Tarzans en herbe dans le « parcours du combattant » et survoler à l'aide de lianes un saisissant bassin de l'aventure.

Toutes ces attractions sont proposées pour un forfait journalier de 50 francs (40 francs pour les groupes et les moins de douze ans). Difficilement accessibles – le succès d'Aqualand est tel que les files d'attente s'allongent inexorablement au pied de chaque attraction. Même si les vacanciers font preuve d'une patience remarquable, les promoteurs du parc ont voulu réduire ce temps d'attente et ont donc construit un nouveau jeu qui sera lancé dès cette saison : la « rivière rapide », long chemin d'eau que l'on descendra juché le mieux possible sur de grosses bouées en tentant de négocier au mieux les nombreuses courbes de ce parcours serpentin.

Le parc ne serait pas complet s'il ne comprenait plusieurs aires de repos, à l'abri de l'agitation, un restaurant self-service, des bars et des boutiques vendant des vêtements de sport et des gadgets, le tout très *US style*.

Jean-Pierre Durand, le jeune directeur d'Aqualand puisqu'il n'est âgé que de trente-neuf ans, espère bien mettre à profit son expérience toute neuve et au bout du compte très positive pour lancer de nouveaux projets. Il prospecte déjà sur la Côte d'Azur, du côté de Toulon et de Fréjus, pour installer le jumeau de son parc languedocien. Et faire la preuve de la bonne santé de son affaire. ■


CHRISTIAN VIOLLIARD/GAMMA

DIRECTION TARCENAY

A Tarcenay, dans le Doubs, un petit village paisible de 462 habitants, à peine troublé par la nationale qui conduit de Besançon à Pontarlier. Tarcenay et son maire *ont bien ri quand*, au début de l'année dernière, deux garçons pleins d'entregent sont venus leur dire qu'ils rêvaient d'installer là, sur les pentes d'une petite colline boisée, un parc d'attractions de 60 hectares qui attirerait 3 millions et demi de visiteurs chaque année en créant 600 emplois. Tarcenay et son maire se sont demandé s'ils avaient affaire à des farfelus un peu mégalos ou à des farceurs montant un canular grandiose.

Il est vrai que Jean-Louis Bernard et Alain Mathie, les promoteurs du projet, ne représentaient qu'eux-mêmes. L'un plaçait des contrats de franchise chez les commerçants, à Besançon ; l'autre faisait de la vidéo à Pontarlier quand l'idée leur est venue de monter une affaire du type Disneyland ou Europa-Park. *« Les loisirs,* disent-ils, *c'est le bon créneau pour les trois décennies à venir, et il y a, en France, la place pour sept ou huit parcs d'attractions. »*

Ils ont regardé ce qui se faisait ailleurs, amassé une abondante documentation et commencé leurs calculs. En partant de la constatation que 14 millions de touristes étrangers transitent chaque année en Franche-Comté et qu'un parc d'attractions va chercher sa clientèle dans un rayon de 300 kilomètres, englobant ici une bonne partie de la Suisse toute proche, ils en ont conclu que ce petit village du massif jurassien à peine distant d'une quinzaine de kilomètres de Besançon, donc de l'A-36 et du TGV, constituait un site intéressant. Intéressant en raison de sa situation, mais intéressant aussi en raison du prix du terrain.

Après avoir invité toute la population à visiter Europa-Park, en Allemagne, Jean-Louis Bernard *et Alain Mathie ont* maintenant en poche cinquante-cinq promesses de vente de terrains. Ils considèrent avec satisfaction les résultats de la consultation publique organisée spontanément par le maire et qui, pour l'instant, ne fait apparaître aucune opposition de la part des habitants. Tout juste si quelques-uns se demandent si la tranquillité de leur village ne se trouvera pas menacée. Mais les promoteurs, qui ont pris contact notamment avec la délégation régionale à l'architecture et à l'environnement, sont disposés à engager toutes les *études nécessaires. Etudes* d'impact ou autres : ils en ont dressé *la liste. Elle* comporte soixante-deux chapitres.

On en est là du projet. Pour financer ces soixante-deux études, il faut 8 millions de francs, et les promoteurs n'ont, en capitaux propres, réuni que 600 000 francs. Quant à la réalisation du parc lui-même, elle coûterait environ 520 millions de francs.

« Nous voulons faire un parc qui s'inspire des Américains pour la gestion, mais dont le contenu sera au goût français », assurent les deux compères. Futura-Park aurait, comme tous les parcs d'attractions, des manèges géants et son train, des cascades et des marchands de frites. Mais on trouverait à côté des pistes de karting, d'aéroglisseurs ou de motocross, un ensemble scientifique et floral avec reconstitution des différents climats de la planète par la faculté des sciences naturelles de Besançon. L'Institut national de la recherche agronomique ferait pousser des fleurs et des légumes géants.

Chiffre d'affaires espéré : 360 millions de francs par an...

CLAUDE FABERT.

par Christian-Luc Parison

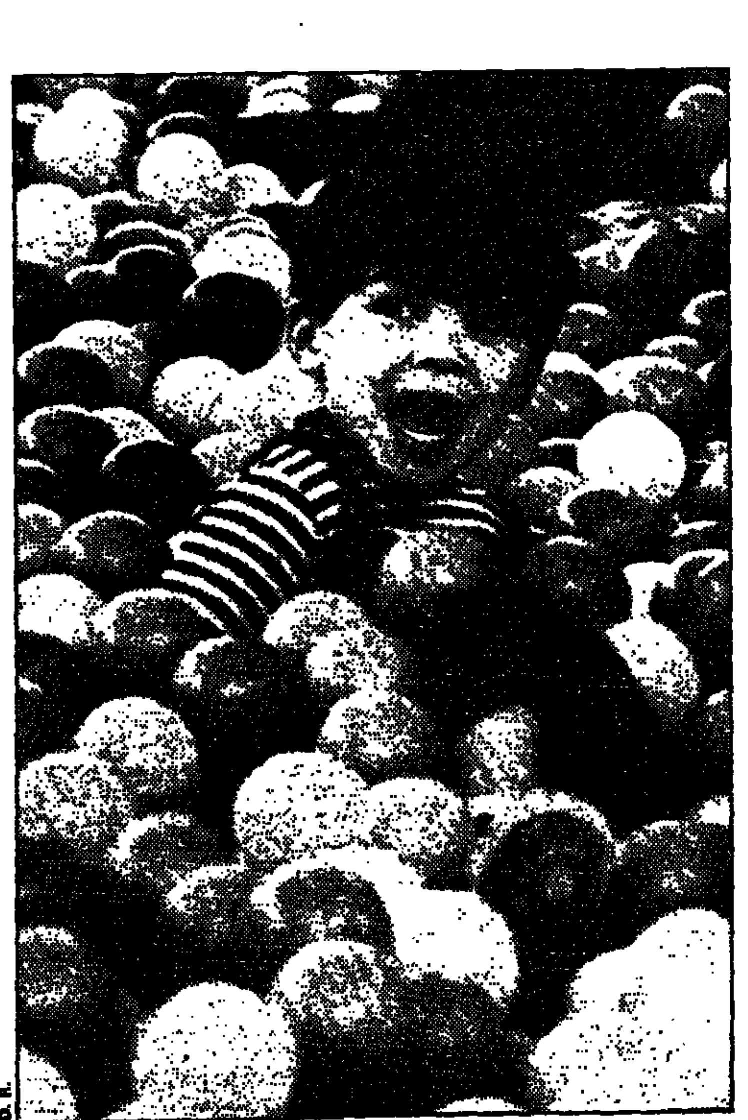
habitants de Karlsruhe, ils viennent en voisins. *« Nous rayonnons sur 200 kilomètres dans une région où les gens ont de l'argent »*, estime Martin Schmieder, le directeur des relations publiques du parc. Les chiffres semblent confirmer ses observations. De 1975, année de l'inauguration, à 1984, le nombre annuel des visiteurs est passé de 250 000 à 1 200 000. Et la saison ne dure que six mois et demi, du 30 mars au 20 octobre. La plaine rhénane ne bénéficie certes pas du climat californien, mais, en été, il n'est pas rare de comptabiliser 20 000 entrées le dimanche. Or les attractions peuvent accueillir au total 24 000 personnes à l'heure.

Europa-Park s'est développé autour du vieux château de Balthazar, où résidait, depuis 1442, la famille Boecklin. Endormie dans la journée, la bâtisse se réveille le soir pour un « festin des chevaliers », au son d'un orchestre moyenâgeux. Dehors, de l'eau partout. Des fontaines, des bassins, des cascades, des jeux d'eau. La Kelz, une petite rivière qui traverse le domaine avant de se jeter dans le Rhin, a été domestiquée. Ses « affluents » desservent les plans d'eau pour la pêche ou le canoë-kayak. Sur le « grand lac », les bateaux à roue vous invitent à une promenade en Louisiane ; à moins que vous ne préfériez les radeaux finlandais. Pas de risque, là non plus. Les embarcations connaissent le chemin. Elles sont guidées électriquement et vous font pénétrer, à la fin du voyage, dans la « grotte aux pirates »...

Sur la « piste de Monza »

Sur terre, sur l'eau ou dans les airs, tout paraît possible à Europa-Park. Il suffit de s'installer et de se laisser emporter. Les amateurs d'émotions fortes sont servis. Si la promenade en rondins, avec plongée finale dans un bassin écumant, ne leur suffit pas, ils peuvent apprécier les vertus de la force centrifuge sur le parcours du petit train du Far-West ou se jeter dans les circonvolutions insensées du circuit de bobsleigh. L'attraction est d'inspiration suisse, mais les hurlements stridents des passagers résonnent dans toutes les langues. Europa-Park, ça décoiffe.

Pour les enfants, la conduite de vieux tacots ou de bolides de formule 1 sur la « piste de Monza » constitue un souvenir exceptionnel. Pas de danger, les coups de volants maladroits sont corrigés par un rail central qui se charge de remettre le véhicule dans la bonne direction. Et si, après les frissons de la promenade en train fantôme, on éprouve le besoin de souffler un peu, une terrasse vous accueille. Sur la piazza du village italien, par exemple. Pas de problèmes de change, ici, toutes les monnaies ont cours.



Tout près, la féerie continue. La « bonbonnière », par exemple, ressemble à une entrée du métro parisien. Mais, en haut de l'escalier, c'est un voyage vers le ciel qui est offert. En moins de trente secondes, une nacelle emporte les visiteurs au sommet d'une tour de 75 mètres. Pendant que l'ensemble tourne pour offrir une vue panoramique sur la région (d'un côté les Vosges, de l'autre la Forêt-Noire), la stéréo diffuse une chanson, *Au-dessus des nuages*.

« C'est magnifique ! » Une famille de Méridionaux s'enthousiasme en apercevant Strasbourg dans le lointain. Comment des Provençaux jugent-ils ce parc d'attractions unique ? *« On s'y amuse beaucoup. Les parents autant que les enfants. Et puis, c'est propre partout. Ici, on ne trouve pas de papiers gras sur les pelouses ! »*

Alors que l'allée des Contes de fées rend hommage aux frères Grimm, à l'occasion du bicentenaire de leur naissance, l'Europa-Park-Halle, où l'on projette des films à 180 degrés, adresse un clin d'œil au cousin américain. Sur l'écran, en première partie, un dessin animé des années 30 : *Mickey patineur.*

L'aspect didactique des loisirs n'est pas négligé. Pour les cent cinquante ans des chemins de fer allemands, une grande exposition retrace les moments les plus prestigieux de cette aventure. Dehors, on grimpe dans une vieille loco à vapeur histoire de jouer les Gabin dans *la Bête humaine*. Pratiques, les Mack ont aménagé pour la visite la turbine à eau de 150 kWh qui fournit une partie de l'alimentation électrique du parc. Les enfants disposent ainsi d'un descriptif technique et de son application.

Le clou de la journée, à Rust, ce sont les dauphins. Les enfants les adorent, les adultes aussi. Trois spécimens se livrent à un show hilarant dans le bassin d'eau de mer et s'attirent les applaudissements. Comparés aux otaries grassouillettes et comiques, ils ont de la grâce et de la souplesse. Et ils semblent sourire constamment. Comme les visiteurs d'Europa-Park. ■

● Europa-Park est situé à Rust (RFA). Pour s'y rendre : de Strasbourg-Kehl, prendre l'autoroute A-5 Karlsruhe-Basel, sortie Ettenheim.

Passages aux frontières de Gerstheim, Rhinau et Marckolsheim, prendre la direction Kappel et Rust.

De Neuf-Brisach/Breisach, prendre l'autoroute A-5 Basel-Karlsruhe, sortie Ettenheim.

Ouvert du 30 mars au 20 octobre inclus, tous les jours, de 9 heures à 18 heures. Juillet et août : de 9 heures à 19 heures.

Prix d'entrée : adultes, 15 DM : enfants (4-11 ans), troisième âge et handicapés, 13,50 DM.

Prix de groupe à partir de vingt personnes, 12,50 DM.

LOISIRS ANTICRISE

DISNEY INVENTE ET GAGNE

par Henri Pierre

Dans la mère-patrie des parcs d'amusement, cette activité occupe près d'un million d'employés et les 370 sites ont recueilli, en 1983, 2,3 milliards de dollars de recettes. Le modèle reste Disneyland qui aura trente ans cette année.

LE 17 *juillet prochain*, Disneyland célébrera son trentième anniversaire. La fête s'étendra sur des dizaines d'hectares, marquée par des parades, avec la participation d'innombrables orchestres, et illustrée par la présence de nombreuses vedettes du petit et du grand écran. Un nouveau hall « Galaxy » permettra à des milliers de jeunes de danser dans une atmosphère futuriste, mais les vieux « *Mouskaters* » n'ont pas été oubliés. Au début de cette année, Mickey, Minnie, le chien Pluto et Donald le canard ont procédé à l'inauguration d'un ordinateur géant qui distribuera des cadeaux pour fêter la trentième saison du « royaume magique ». On attend le deux cent cinquante millionième visiteur...

Disneyland reste à coup sûr le plus important et le plus inventif des parcs d'attractions américains. Mais il fait surtout figure de père fondateur de cette « institution ». L'Association internationale des parcs d'amusements et distractions (IAAPA) précise que ses adhérents — les grands parcs — sont au nombre de 450 répartis dans 38 pays. Sur ce total 370 sont américains. A l'instar de Disneyland, la plupart offrent des attractions orientées sur un thème. Ils retracent, par exemple, diverses péripéties de l'histoire *américaine*, dont, *bien entendu*, la ruée vers l'Ouest, que les visiteurs revivent dans un train qu'attaquent les Indiens.

Le nouvel ensemble d'Epcot (prototype expérimental de la cité de demain) ajouté au Disneyworld de Floride au prix de 1 milliard de dollars, est quant à lui parsemé de pavillons futuristes. On peut embarquer dans une capsule spatiale et vivre dans un centre ultramoderne de communication électronique... Palais italien, *temple japonais*, *réplique* de la tour Eiffel, pubs anglais, c'est le tour du monde en quelques heures. Machine à remonter le *temps : la forêt vierge préhistorique* montre un dinosaure géant surgissant d'un lac. « *Nous voulons distraire et enseigner à la fois* », disent les organisateurs.

Distraire reste cependant la préoccupation prioritaire. Ainsi, en plus des innombrables scenic-railways portant des noms accrocheurs comme « le Roi cobra », « la Bête », « le Cyclone », « le Grizzli », « Monsieur la Tornade », en plus des petits trains, des toboggans, des rivières magiques, des autos tamponneuses et des cascades, les parcs offrent de nombreux spectacles de variétés. Les prix d'entrée sont en moyenne de 15 dollars, donnant un accès illimité à toutes les attractions.

A partir d'une vieille tradition s'est développée une industrie dominée aujourd'hui par de grandes entreprises contrôlant plusieurs parcs dans divers Etats. Les premiers datent de la seconde moitié du dix-neuvième siècle. Pour égayer les *sites* de *pique-nique* aménagés près de leurs terminus, les compagnies de trolleybus commencèrent à installer des montagnes russes. Ces petites entreprises vivotèrent, mais progressivement elles attirèrent un nombre de plus en plus grand de *visiteurs et surtout d'investisseurs*.

La révolution des années 50

Dans les années 50, Disneyland a révolutionné tout cela en élargissant le marché au-delà des jeunes. L'idée-choc fut d'attirer aussi les parents pour offrir des amusements pour tous les âges. Aujourd'hui, les parcs reçoivent aux Etats-Unis plus de visiteurs que tous les matches de football et de baseball ne réunissent de spectateurs. Il s'agit bien maintenant d'un big business. En 1983, l'industrie des parcs d'attractions a employé 971 000 personnes, dont une nette majorité de jeunes. Elle a contribué pour 2,5 milliards de dollars au produit intérieur brut. Sans parler des bénéfices annexes tirés par les collectivités locales de l'afflux des visiteurs, les parcs représentent une source importante de revenus pour l'Etat fédéral. Un exemple : en 1983, le parc King's Dominion, en Virginie, a payé plus de 750 000 dollars d'impôts. Il est vrai que les parcs d'attractions attirent les foules. Fréquentation moyenne pour chacun des « grands » : deux millions. Le record appartient toujours à Disneyland, qui reçoit entre dix et treize millions de personnes.

Diverses raisons expliquent cet immense succès : d'abord la variété et la nouveauté des attractions ; ensuite et surtout, le développement du temps libre et des revenus. Enfin, un changement d'attitude des jeunes. Dans les années 60, ils refusent de se distraire avec leurs parents. La nouvelle génération paraît réconciliée avec papa et maman.

Terrains pour l'exercice

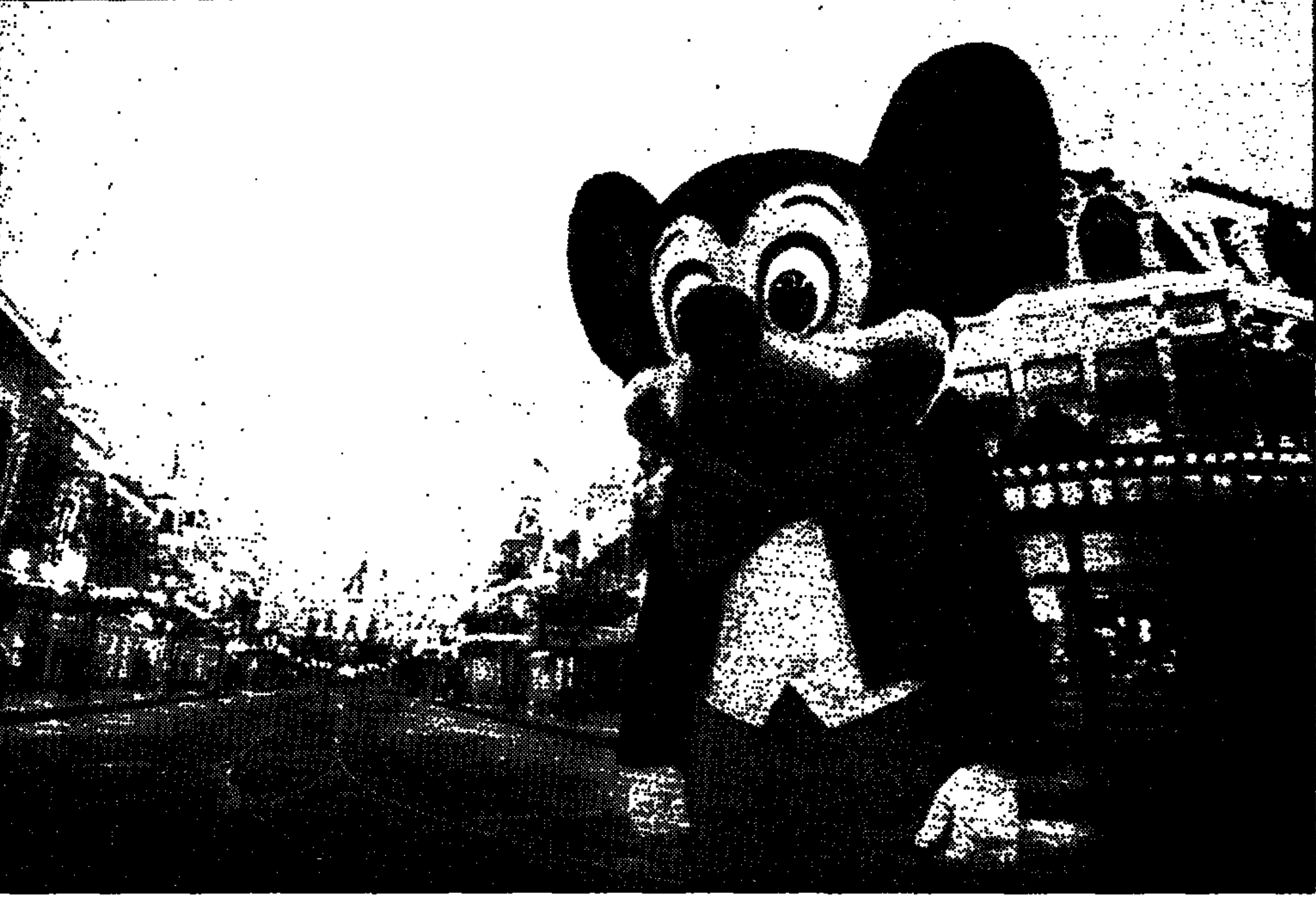
Autre constatation : quand la situation économique s'améliore, la récréation familiale augmente... D'autre part, le nombre de femmes mariées qui ont des enfants et qui travaillent a sensiblement augmenté aux Etats-Unis. Le pourcentage de celles ayant des enfants de six à dix-sept ans est passé de 39 % en 1960 à 63,2 % en 1982. Or, il est admis que les revenus des femmes qui travaillent sont employés à des dépenses non essentielles comme celles des loisirs.

Les parcs répondent aussi au besoin d'un nombre croissant d'Américains d'accomplir un exercice musculaire. D'où l'essor des parcs nautiques où les attractions exigent un effort physique des utilisateurs comme, par exemple, piloter un radeau dans la descente d'un rapide artificiel...

Pour le moment, les résultats financiers des parcs sont positifs. Les revenus sont passés de 175 millions de dollars en 1963 à 580 millions de dollars en 1977 pour atteindre 2,3 milliards de dollars en 1983.

Les relations avec la puissance publique sont réduites au minimum. Quelques collectivités locales sont propriétaires et gestionnaires de parcs d'attractions mais, pour la plupart, les autorités se limitent à délivrer les permis de construire. Néanmoins, une douzaine d'accidents mortels en 1983 (dus en majorité à l'imprudence des visiteurs) a stimulé au Congrès un mouvement visant à renforcer la surveillance des autorités locales. Aujourd'hui, vingt-cinq Etats seulement ont des lois sur la sécurité dans les parcs d'amusement. Ceux-ci paient d'ailleurs d'énormes primes d'assurance : 1 million de dollars par an. Avec les fabricants d'équipements ils ont été amenés à fixer des règles très strictes de sécurité et de contrôle. Conséquence : le nombre des accidents est infime. En moyenne on ne compte qu'un blessé grave sur deux millions cinq cent mille visiteurs et un mort accidentel pour quarante millions de visiteurs.

Rien, sinon une profonde récession, ne paraît devoir freiner l'essor de cette nouvelle industrie américaine. Elle a pris depuis peu une dimension internationale et travaille pour l'exportation. Plusieurs pays, à commencer par la Chine, ont pris contact avec les entreprises américaines en vue de créer leur propre réseau de parcs de loisirs. ■


RENÉ BURRI/MAGNUM

Le Disneyworld d'Orlando en Floride.

POLDERS A TOUT FAIRE

TOUT, ici, est artificiel. A commencer par le site même. Le parc de loisirs De Eemhof est en effet bâti sur un polder, le Flevoland, récupéré sur la mer pour créer de nouvelles terres agricoles. Rien donc à l'horizon, désespérément plat et vide, sinon *« un ciel majestueux où chevauchent les nuages »*, comme dit joliment le prospectus. Comment diable les Hollandais, commerçants avisés, ont-ils eu l'idée de créer un centre de loisirs dans un site aussi déshérité ? *« C'est justement parce que les Pays-Bas ofrent peu de ressources naturelles que nous devons créer à partir de rien*, explique Marcel Tiggeler, le directeur des ventes des *center parcs*, appellation courante de ces parcs, *Nous sommes un petit pays surpeuplé, il nous faut des espaces de liberté à tout prix. »*

De fait, le holding Sporthuis Centrum Recreatie, dont le siège est à Rotterdam, n'a rien de l'association bénévole du type villages-vacances. Si l'on propose *aux familles des bungalows*, c'est du cinq étoiles, avec logement tout confort, cuisine équipée, télévision couleur et circuit vidéo, coin salon avec cheminée (où l'on brûle des bûches artificielles de sciure agglomérée !). Raffinement suprême : les bungalows sont privés de téléphone. La famille en week-end est sûre de dételer avec le bureau de Rotterdam, ou l'appartement d'Amsterdam, distante *seulement de quarante kilo*mètres.

Nature plus vraie que la nature

Mais que peut-on bien faire sur cinquante hectares de polder transformés en parc de loisirs ? Tout, ou presque. Comme l'eau est partout — chacun des six *cents bungalows du De Eemhof* a sous ses fenêtres un cours d'eau où barbotent canards et poules d'eau — on peut se livrer là à tout les sports nautiques : voile, planche à voile, canotage dans les roseaux. Les fervents de haute mer peuvent même manœuvrer dans les eaux — devenues douces — du Zuyderzee, *l'ancienne mer* intérieure battue par les vents.

De Eemhof offre, bien sûr, tous les terrains de sports habituels, notamment des courts de tennis et une salle de bowling « professionnelle ». Il dispose aussi d'un parc de 1 500 bicyclettes à louer (pour six cents bungalows ! — nous sommes en Hollande...) pour les promenades « au vert ». Bien que le centre n'ait ouvert qu'en *1980*, avec des plantations remontant au mieux à 1979, le parc dispose aujourd'hui de kilomètres de pistes cyclables en milieu artificiellement paysagé.

Ici une peupleraie déjà haute, là des bosquets de chênes ou de bouleaux encore nains, mais déjà *fréquentés par les faisans* — sauvages, ceux-là. Partout des pelouses à l'herbe grasse, des tertres plantés d'arbres et des ponts de bois enjambant un réseau très serré de canaux, de mares et d'étangs. On peut donc, sans quitter les limites du parc, faire des heures de promenade au *milieu d'une nature certes entièrement* recréée, mais accueillante. Les enfants peuvent s'y ébattre en toute liberté, sans craindre le rappel à l'ordre du gardien de square — il n'y en a pas ici. Et les retraités peuvent y marcher sans craindre la circulation (les voitures sont bannies à l'intérieur) et savourer le vol des mouettes en s'asseyant sur l'un des innombrables bancs de bois disposés partout.

Mais la grande attraction des *center parcs* hollandais (il en existe sept aux Pays-Bas, un en *Belgique, et aussi un en projet en* France, près d'Evreux), c'est ce qu'on appelle le « paradis aquatique subtropical ». Une immense cloche à fromage où, par une température constante de 29 degrés, chacun peut se livrer à son jeu favori : natation dans le bassin olympique, glissades le long *du toboggan géant*, relaxation dans la piscine à tourbillons, sauts dans les rouleaux de la piscine à vagues, « patouille » pour les plus petits dans une pataugeoire paysagée, sous l'œil attendri des mamans qui tricotent en bikini, indifférentes aux intempéries du dehors.

Ce paradis artificiel permet aux Hollandais privés d'azur et de cocotiers d'oublier le stress des villes à une heure de route de leur domicile. Il n'en coûte qu'un appel téléphonique au centre de réservation électronique et une somme de 300 florins pour le week-end (un bungalow moyen pour trois nuits, du vendredi après-midi au lundi matin), soit environ 1 000 francs.

Ouverts toute l'année

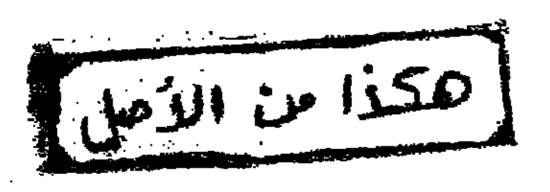
La formule semble convenir à une clientèle de plus en plus nombreuse, qui vient aussi d'Allemagne, de Belgique et même de Grande-Bretagne. Actuellement, 20 % des clients sont des non-Hollandais, attirés par un peu de dépaysement et une qualité de vie typiquement néerlandaise : bonne organisation mais pas d'embrigadement à l'allemande, ni même d'animation à la Club Méditerranée.

Au *center parc*, chacun s'organise comme il l'entend. On peut prendre tous ses repas chez soi ou pique-niquer dehors (si le *temps le permet !*), car un centre commercial offre sur place tous les produits d'alimentation. On peut aussi prendre pension dans un restaurant, ou encore aller dîner dans un snack ou une pizzeria, selon son humeur. Aucun loisir n'est organisé par le parc, qui se veut un espace de liberté totale. Une formule intermédiaire entre le village-vacances (cinq étoiles) et le Club Méditerranée familial pour séjours-éclairs.

Les *center parcs* fonctionnent en effet toute l'année, mais pour des séjours très courts — trois ou *quatre jours en moyenne. Le holding* de Rotterdam annonce des taux de remplissage records *(« Nous sommes pratiquement complets toute l'année »)* : 7 millions de nuitées par an, correspondant à un 1 500 000 personnes. Pour ses 4 250 bungalows, il emploie 1 600 salariés à *plein* temps, plus des sociétés de nettoyage deux jours par semaine.

Le réseau des *center parcs* n'est pas le seul bâtisseur de parcs de loisirs aux *Pays-Bas*, mais il affirme être le seul à fournir dans tous ses centres le fameux *« paradis aquatique subtropical »*, et même, dans l'un d'eux, une piste de ski artificielle. Les Hollandais ont peu de ressources touristiques, hormis les tulipes et Amsterdam, mais ils ont des idées. Et ils savent les vendre.

ROGER CANS.



ENTRETIEN

ÉTRANGÈRE, LIBRE ET CONQUÉRANTE

propos recueillis par Guitta Pessis Pasternak

Doit-on avoir peur de « l'autre », se méfier de l'étranger ? Hélène Ahrweiler, athénienne et parisienne à la fois – « quelle avance et quelle chance », – répond et donne quelques « recettes » pour ne pas céder à la « frilosité » de la xénophobie. Hélène Ahrweiler est, depuis trois ans, recteur de l'académie de Paris.

Guitta Pessis Pasternak. – « N'est-il pas regrettable que l'on se méfie souvent de l'étranger à cause de sa différence, alors que pour le philosophe Eric Weil, « c'est l'autre tradition, celle de l'étranger, qui me tend le miroir faute duquel je ne pourrais pas connaître mon propre visage ? »

Hélène Ahrweiler. – En effet, car l'étranger est le premier enrichissement que nous propose la vie en société. Dans l'esprit d'Eric Weil, il s'agit bien entendu du miroir qui reflète la conscience de soi, puisque c'est l'étranger qui nous permet de nous rendre compte de ce que nous sommes. Et, simultanément, en vous tendant le miroir, l'étranger entre lui-même en existence : c'est vous qui, en jetant un regard dans son miroir, le faites exister.

» Il y a donc une vraie solidarité qui s'instaure entre l'étranger et soi. Tandis que l'obscurantiste xénophobie consiste à mépriser ce *qu'on ne connaît pas et débouche* sur l'oppression, dans la mesure où, lorsqu'on méprise ce qu'on n'est pas, on exige que l'autre devienne notre semblable en lui imposant la « vertu ». Or, ce processus introduit infailliblement le mécanisme du système totalitaire.

G.P.P. – Autrement dit, au-delà de son comportement injuste, le xénophobe se prive de surcroît d'un enrichissement sans lequel il ne pourrait même pas progresser...

H.A. – Il *adopte une attitude* « frileuse », dans laquelle il s'appauvrit et se coule dans une médiocre sécurité. Finalement, s'assumer comme étranger, c'est traverser les frontières, les transgresser, et donc faire acte de liberté. A partir du moment où l'on a produit ce premier acte de courage, on est pleinement conscient d'avoir *maîtrisé* son libre arbitre.

» S'assumer comme étranger est donc un mariage d'amour, alors que celui qui s'enferme dans son carcan, en-deçà de « l'étrangeté », fait un mariage de raison. En revendiquant le statut d'étranger, en transgressant les normes et les épures, on est projeté hors de soi, on se développe dans une perspective *qui* vous ouvre une tout autre dimension.

L'émotion dans une autre langue

G.P.P. – Avez-vous donc délibérément choisi d'être une grecque, c'est-à-dire une étrangère à Paris ?

H.A. – Absolument. Il y a même dans ce choix une dimension très orgueilleuse, car, comme tous les *Grecs, j'ai été* imbibée d'une culture ancestrale, croyant être porteuse d'un patrimoine universel. Or, en abandonnant cet héritage *pour* vivre ailleurs, j'ai fait un acte de liberté totale ; plus même : un acte égoïste, puisque j'ai *choisi le meilleur endroit où je* pouvais enrichir l'acquis : Paris – la nouvelle-Athènes. C'était donc pour moi choisir une culture parfaitement *complémentaire* à la mienne, aller vers un étonnant ressourcement. Me voici Athénienne et Parisienne à la fois, quelle avance et quelle chance.

G.P.P. – Quelle est l'interfécondation entre ces deux cultures ?

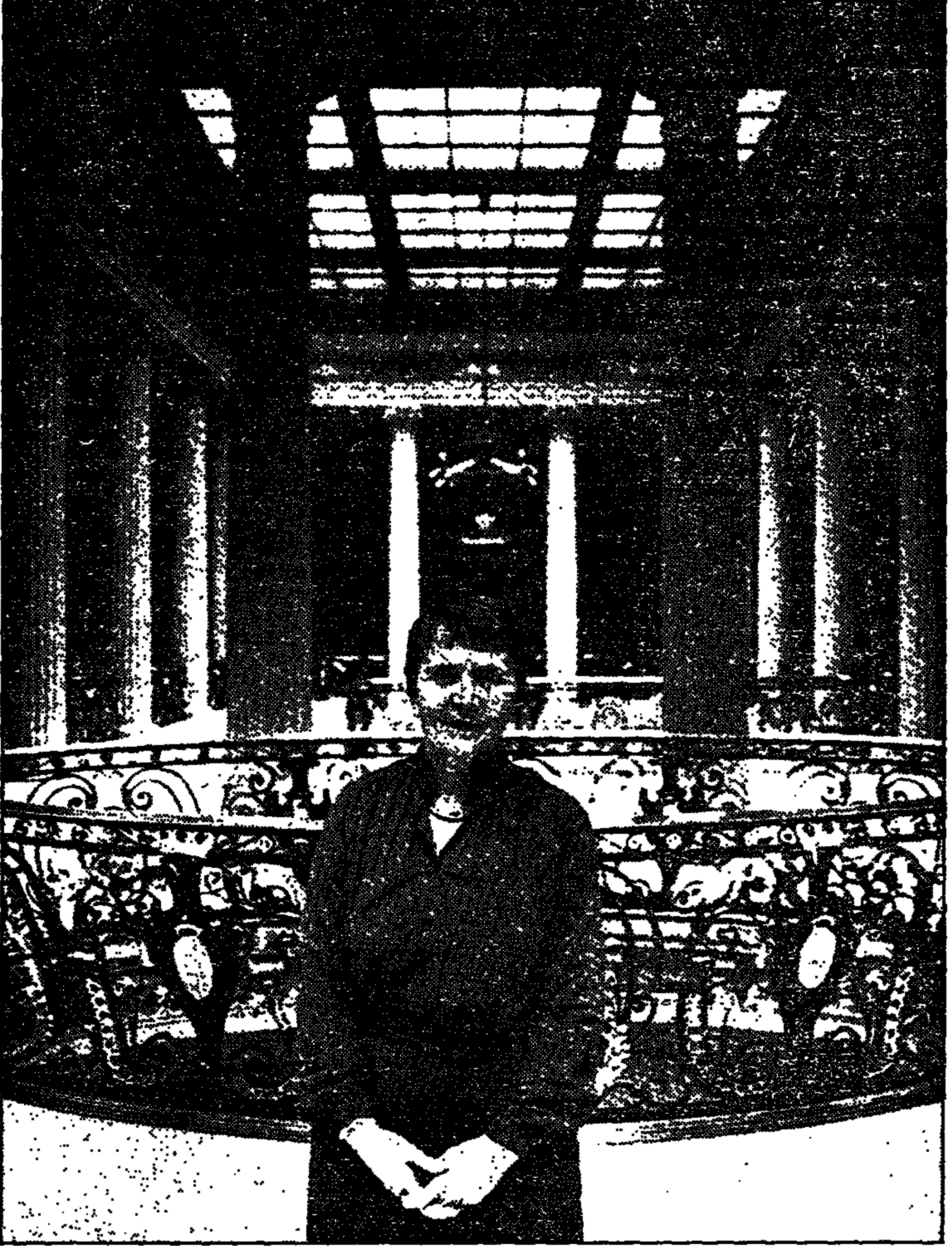
H.A. – *Enfant*, je rêvais d'être ingénieur, de devenir constructeur de ponts, je voulais agencer l'espace et passer d'une rive à l'autre, car c'était une certaine façon, aussi, conquérir l'étranger.

» Il s'agissait d'aller en face, *en maintenant le passage, la possibilité* du va-et-vient. Le « pont » était l'image même de la liaison entre le soi et l'ailleurs, un ailleurs qui amenait toujours plus loin. Être vraiment étranger, c'est récupérer l'espace de l'autre en faisant un acte de conquête. Ainsi, je ne suis pas seulement libre, mais conquérante !

G.P.P. – En quoi votre culture grecque a-t-elle été modifiée par le nouvel éclairage que la culture française vous a permis d'acquérir ?

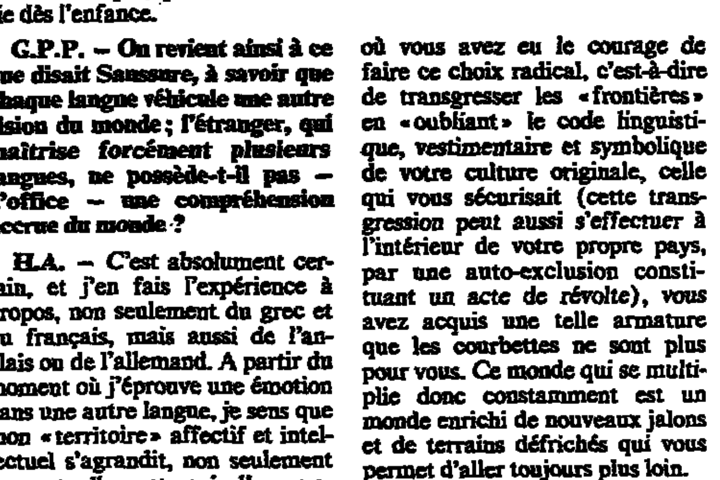
H.A. – Cette question est très importante et a de multiples facettes. D'un côté, j'ai pris mes dis*tances par rapport à ma propre* culture : j'ai perdu le triomphalisme lié au sentiment de sécurité, *de tradition, et j'ai pu ainsi don*ner à ma culture d'origine sa vraie dimension, ce qui est essentiel. De l'autre côté, en l'éclairant du regard français, j'ai mieux compris sa pérennité.

» Le fait que des notions comme « théâtre », « philosophie », « enthousiasme » gardent, dans presque toutes les langues du monde, leur origine grecque prouve l'importance des inventions de cette culture antique, qui m'avait nourrie dès l'enfance.



« Enfant, je rêvais d'être ingénieur, de devenir constructeur de ponts, – je voulais agencer l'espace et passer d'un rêve à l'autre, car c'était une certaine façon, aussi, conquérir l'étranger. » Il s'agissait d'aller en face, en maintenant le passage, la possibilité du va-et-vient. Le « pont » était l'image même de la liaison entre le soi et l'ailleurs, un ailleurs qui amenait toujours plus loin. »

BRUNO DE MONÈS



G.P.P. – On revient ainsi à ce que disait Saussure, à savoir que chaque langue véhicule une autre vision du monde ; l'étranger, qui maîtrise forcément plusieurs langues, ne possède-t-il pas – d'office – une compréhension accrue du monde ?

H.A. – C'est absolument certain, et j'en fais l'expérience à propos, non seulement du grec et du français, mais aussi de l'anglais ou de l'allemand. A partir du moment où j'éprouve une émotion dans une autre langue, je sens que mon « territoire » affectif et intellectuel s'agrandit, non seulement conceptuellement, mais d'une ma*nière vécue. Le « monde désen*clavé » ne doit pas être une idée, mais une réalité tangible ; et celle-*ci ne peut se matérialiser que si* vous pouvez, par un mot, par un geste, élargir votre domaine de compréhension.

» J'irai même plus loin : la peur naît lorsque le monde que vous dominez change et échappe à votre maîtrise. C'est l'inaccessible qui engendre la crainte : posséder plusieurs langues vous donne un plus large espace de sécurité, de certitude, d'assurance, parce que vous utilisez un large éventail de *communication* avec les autres.

G.P.P. – Justement, la maîtrise de plusieurs langues vous confère une façon d'être qui fait que, même lorsqu'on va dans un pays dont on ignore la langue, on possède d'emblée une plus grande capacité d'adaptation, qu'une personne qui ne vit que dans une seule culture...

H.A. – Je ne pense pas que c'est dû uniquement au fait de parler plusieurs langues, qui permet cette *possibilité de communi*cation, mais au fait même d'avoir accepté de vivre, même chez soi, en étranger. A partir du moment où vous avez eu le courage de faire ce choix radical, c'est-à-dire de transgresser les « frontières » en « oubliant » le code linguistique, vestimentaire et symbolique de votre culture originale, celle qui vous sécurisait (cette transgression *peut aussi s'effectuer* à l'intérieur de votre propre pays, par une auto-exclusion constituant un *acte de révolte*), *vous* avez acquis une telle armature que les courbettes ne sont plus pour vous. Ce monde qui se multiplie donc constamment est un monde enrichi de nouveaux jalons et de terrains défrichés qui vous permet d'aller toujours plus loin.

» Personnellement, je n'ai pas peur d'affronter l'étranger parce que je crois *reconnaître le geste* qui désarme et qui me permet de rendre connu l'inconnu, familier l'étranger.

La révolte comme élément créateur

G.P.P. – Certains sociologues estiment même que les grands inventeurs – comme Marx, Freud ou Einstein – ont *produit leurs exceptionnelles dé*couvertes justement parce qu'ils vivaient à cheval sur plusieurs cultures, *possédant ainsi un sys*tème de références plus riche.

H.A. – Les gens capables de se doter de plusieurs références – *quitte à en payer la note*, – *sont*, en effet, plus aptes à créer. Que font les artistes ? Ils abandonnent le *modèle de jadis pour arriver*, à travers un antimodèle, à forger une *nouvelle forme qui elle-même* deviendra classique et traditionnelle. On peut donc transgresser les normes, traverser les « frontières » sans être nécessairement porteur d'une double culture.

» Je crois profondément aux hommes *multidimensionnels* ; c'est donc presque un privilège d'être étranger, parce qu'alors *vous êtes né d'office pluriel et* multidimensionnel. Mais les grandes inventions artistiques ou *scientifiques ne sont pas obligatoi*rement le fait d'étrangers. Je crois beaucoup plus à la force de la « *révolte* » comme élément créateur qu'à l'étrangéité en tant que telle. Quand Camus écrit *l'Etranger*, il ne parle pas d'un étranger par rapport à une culture ; on est toujours l'étranger de quelqu'un. La question n'est donc pas d'être né étranger, mais d'avoir décidé de l'être : il est plus courageux d'être étranger dans son propre pays que d'utiliser l'alibi d'une étrangéité naturelle.

G.P.P. – Vous qui aimez les gens *multidimensionnels*, vous sentez-vous d'emblée plus à l'aise avec les étrangers ?

H.A. – Absolument. C'est une question de présence, de disponibilité et de curiosité : « *Le bonheur entre avec l'étranger* », a dit Victor Hugo.

G.P.P. – A quoi reconnaissez-vous ces qualités ?

H.A. – A une personne qui a *d'elle-même une idée* qui n'exclut pas l'entrée dans son univers de l'image de l'autre. Autrement dit, chez quelqu'un dont les yeux re*flètent votre propre visage*. Quelqu'un qui ne s'esquive pas. Si vous ne tournez pas la tête, vous acceptez l'autre dans son entière dimension, et vous le comprenez parfaitement : par le comportement, par les mots, et surtout par le désordre créateur... Alors que les gens *sophistiqués sont tout* le contraire de cela : ils portent un masque même vis-à-vis d'eux-mêmes. Et, à force de ne pas vouloir se connaître, ils deviennent deux fois étrangers : vis-à-vis de l'autre et vis-à-vis d'eux-mêmes.

G.P.P. – Mais pour revenir à l'étranger accueillant...

H.A. – Il n'est pas accueillant ; il est là, les yeux grands *ouverts* et le regard droit, et à partir de ce moment-là, on sent que les mots et les gestes, même *maladroits*, seront justes !

G.P.P. – C'est ce que Lévinas appelle « *la disponibilité totale à autrui* »...

H.A. – Ou ce que j'appelle la *présence ! C'est-à-dire que*, lorsqu'on entre quelque part, on ne garde pas une partie de soi au « chaud », mais on se « donne » totalement. Dans mon pays, on dit que le visage, la présence, tranchent comme une épée : ça coupe ! Il n'y a donc pas à s'y tromper, je sais immédiatement à qui j'ai affaire, quelle sorte de chat j'ai à fouetter. Le véritable étranger est celui qui est constamment « ailleurs », sans que cet ailleurs soit *un alibi. On ne peut pas ne pas* s'enrichir à partir du moment où l'on sort du familier pour épouser l'étrange.

» Mais attention : surtout, *qu'on ne se « perde » pas*, parce que l'étrangéité à la manière de Nerval, c'est-à-dire cette distance prise par rapport à soi, est telle *qu'elle vous interdit l'ouverture* et la présence et devient dangereuse. Il faut savoir faire face au défi constant dans le choix très dur et très acrobatique qu'on a fait en se situant comme étranger : être, c'est-à-dire toujours prêt à épouser la raison de l'autre. »

EN PARTANT DE BYZANCE

RECTEUR de l'académie de Paris depuis trois ans, Mme Hélène Ahrweiler est la *première femme* à occuper les somptueux bureaux de la Sorbonne. *Pour cette petite femme vive et énergique*, il n'y a pas de fonction réservée. Archéologue de formation, à une époque où une femme n'avait *pas le droit de l'être, en Grèce*, où elle est née, Mme Ahrweiler fait figure de pionnière en entrant, en 1966, à l'université de Paris pour enseigner l'histoire *byzantine*.

« Byzance était un Etat multiethnique, multi-culturel et pourtant unitaire », explique-t-elle en parlant de sa passion. Jeune étudiante, elle s'initie d'abord à la philosophie à l'université d'Athènes. Mais, très vite, elle *choisit l'histoire, « pour comprendre »*. Elle décroche les diplômes aussi rapidement qu'elle apprend les langues étrangères. Diplômée de l'Ecole pratique des hautes études de Paris, docteur en histoire et en lettres, elle entre en 1955 au CNRS. Elle n'a que trente ans.

De la recherche, elle passe à *l'enseignement* et dirige le département d'histoire de la faculté des lettres de Paris. *Quelques séjours à l'étranger*, et notamment à l'université Harvard, aux Etat-Unis, et le professeur revient dans son univer*sité de Paris-I, dont elle devient* présidente en 1976. Très vite, elle met son énergie *au service* de son établissement, multipliant démarches et déclara*tions. La conférence des prési*dents d'université bénéficie aussi du dynamisme de la petite femme brune qui, malgré ses fonctions, garde son franc-*parler*.

Aujourd'hui recteur, Mme Ahrweiler continue de courir d'une inauguration à un colloque, sans oublier de se pencher sur les problèmes de l'échec scolaire dans certains quartiers de Paris. *« Elle n'arrête pas », dit-on dans son entourage.*

HISTOIRE

LA TRÈS SAVANTE AVENTURE DE L'EXPÉDITION D'ÉGYPTE

En juillet 1798, Bonaparte débarque à Alexandrie avec un corps expéditionnaire au milieu duquel sont blottis plus de cent cinquante savants qui vont tenter de décrypter l'Egypte. A Cannes, dans quelques jours, c'est Youssef Chahine qui avec son « Adieu Bonaparte » nous brossera le tableau — son tableau — des grandes phases de l'Expédition, à travers les thèmes, toujours d'actualité, des échanges entre l'Orient et l'Occident.

AN VII de la République. Le désert d'Egypte. Encerclé par une attaque mamelouke, l'officier ordonne la formation en carré. Il hurle un *« les ânes et les savants, au centre »*, qui, malgré les circonstances, fait sourire les hommes. Cette formule, sans doute moins célèbre que celle de Bonaparte aux Pyramides, symbolise pourtant davantage le climat de l'expédition d'Égypte. Une expédition qui restera marquée par les rapports ambigus entre soldats et savants, science et pouvoir.

Cent soixante-sept savants accompagnent les quarante mille hommes dans cette conquête d'une province turque, plaque tournante des relations commerciales anglaises avec l'Inde. Depuis le débarquement à Alexandrie, quelques semaines plus tôt, ils sont devenus les « têtes de Turcs » de la troupe. Celle-ci, harcelée et assoiffée, doit subvenir en intendance et en escorte à de jeunes diplômés des écoles d'ingénieurs de la République, apprentis archéologues enthousiasmés devant le moindre caillou. Pour ne rien arranger, les soldes des uns n'ont pas grand-chose à voir avec celles des autres. Alors, pour compenser, quolibets et sobriquets fusent. On surnomme ainsi le ânes et les baudets locaux de savants et de demi-savants. *« Les ânes et les savants au centre... »*

Les souffre-douleur prennent patience. Conscients de leur rôle historique, ils supportent ce climat quelque peu anti-intellectuel de l'armée d'Orient avec toute l'assurance du jugement de la postérité : *« Il arrivera que l'ouvrage de la commission des arts excusera aux yeux de la postérité la légèreté avec laquelle notre nation s'est pour ainsi dire jetée en Orient... Attendons tout et sachons souffrir ici patiemment »*, écrit le naturaliste Saint-Hilaire à son confrère Cuvier resté en France. Ce comportement, et la passion qu'ils déploieront, malgré les revers de fortune de l'expédition, atténueront, du moins chez les gradés, l'hostilité. On verra même parfois pointer un peu d'admiration : *« Nos privations ne semblaient pas les atteindre. Les ruines de l'Antiquité, auxquelles ils attachent le plus grand intérêt, les nourrissent assez »*, écrit, dès Alexandrie, le tailleur de l'armée d'Orient Bernoyer à sa femme (1).

Si, à la base, le climat est quelque peu tendu, au sommet, à l'état-major, on fait assaut d'amabilités. Car, pour Bonaparte, la présence des savants d'Egypte signifie un objectif politique des plus précis. Dans sa « traversée du désert » égyptien, il mène une stratégie que répétera un siècle et demi plus tard un autre général : ménager plusieurs partis, rallier plusieurs lobbies pour une journée des dupes (celle d'un 18 Brumaire ou d'un 13 mai) où chacun espère « tirer les marrons du feu ». Et, parmi ces lobbies, l'Institut et ses figures les plus marquantes peuvent être un atout supplémentaire au jour « J ».

Depuis l'abolition des académies en 1793, l'Institut est le représentant de ce que l'on appelle alors l'Idéologie. Nombre de ses membres les plus éminents cherchent l'homme providentiel capable, en cette fin de révolution languissante, d'incarner une république éclairée par le scientisme des Lumières. Bonaparte, lui-même membre de l'Institut, va répondre à merveille à cette attente, en faisant de l'Institut *« sa maîtresse favorite »*, comme ironisent ses officiers.

Ingénieurs, journalistes et antiquaires

Déjà durant la campagne d'Italie, il avait fait du mathématicien Monge un homme de confiance. N'est-ce pas lui qui fut chargé de rapporter au Directoire le traité de Campo-Formio ? Aussi, début 1798, quand le projet de l'expédition va voir le jour, c'est au même Monge, mais aussi à ses collègues, le physicien Berthollet et le mathématicien Fourier, que Bonaparte va confier le soin de recruter, en plus des interprètes : « drogmans » — de l'arabe *targama*, traduction — et des orientalistes, interprètes habituels, les « employés des administrations » nécessaires à l'entreprise scientifique qu'il souhaite voir développer en Egypte pour asseoir définitivement son image de protecteur des arts et des sciences.

Ignorants jusqu'à Malte, pour cause de secret militaire, la destination finale de l'expédition, astronomes, zoologistes, botanistes, minéralogistes avaient quitté sur-le-champ leur vie régulière du Muséum, leurs laboratoires, leurs bibliothèques ou leurs cabinets d'histoire naturelle.. Mais aussi des peintres, des dessinateurs, des sculpteurs, des musiciens, des poètes, des journalistes, des antiquaires, des économistes *ont joint le gros de la troupe* constitué par les différents corps d'ingénieurs. Ingénieurs des ponts et chaussée et des mines, ingénieurs géographes et ingénieurs militaires vont trouver en Egypte les premiers terrains de confrontation de cette guerre des corps si française, où chacun planifie sa carrière dès sa sortie de l'école : *« Mon grade de l'école d'ingénieur datera de mon départ de l'école, de manière qu'au retour du voyage, j'aurai droit à des places à l'intérieur de la République »*, écrit Jollois à son père pour le rassurer (2).

Une telle expédition scientifique avait connu des précédents. La Pérouse, en 1785, avait organisé, pour les mers du Sud, un voyage de ce genre. Mais ici, tout fut préparé sans connaissance du but final, en rassemblant des équipes d'origines diverses. Seul le nombre des individus et la qualité du matériel et des bibliothèques pouvaient suppléer à l'improvisation. D'autant que, sur place, on subira les aléas du terrain militaire. Aussi la nature des travaux de la commission va suivre la chronologie des grandes étapes de la conquête et du repli : l'enthousiasme brouillon des débuts à Alexandrie ; la relative stabilité au Caire au sein de l'Institut d'Egypte ; enfin, après l'échec de l'expédition de Syrie et le départ de Bonaparte, Monge et Berthollet, en 1799, la dispersion des équipes et le piétinement avant le retour en France. A ces trois périodes il faudra évidemment ajouter le travail en France qui va occuper encore des décennies plusieurs d'entre eux pour réaliser la somme de « la Description de l'Egypte ».

Débarqués à Alexandrie en juillet 1798, sans connaissances du terrain ni projet scientifique préalable, abandonnés à leur sort par des chefs militaires préoccupés des combats militaires et des problèmes d'intendance, nos professeurs Tournesol ont vite fait de s'égarer. Ici, on commence un relevé de la ville, là, on glose sur la colonne de Pompée, ailleurs un ingénieur empaille un oiseau avec un naturaliste.

Clarifier et rafraîchir l'eau du Nil

Le tragi-comique de la situation n'échappe pas complètement à certains d'entre eux : *« Quel beau sujet de caricature pour les Français qui rient de tout que de voir des savants à la colonne de Pompée, en mesurant péniblement les dimensions, et, au retour, cherchant avec avidité des citernes où ils puissent étancher leur soif en attendant qu'ils puissent satisfaire leur faim »*, confesse Jollois. Mais, lorsqu'après avoir goûté dans ces dérives aux délices de l'archéologie, les chefs voudront remettre un peu d'ordre, on renâclera : *« Cancret reçoit l'ordre d'aller faire curer et approfondir le canal d'Alexandrie. Cette commission désagréable le contraria beaucoup. Monge et Berthollet cherchèrent à le persuader qu'il allait faire là une opération qui le mènerait à l'immortalité. »*

Alors, à défaut de coordonner, on occupe : *« Il est aisé de voir que les buts auxquels tendent toutes les demandes de nos chefs sont de nous donner cette couleur d'utilité »*, remarque l'un d'eux. Quitte à les affecter à contre-emploi : les ingénieurs mettent des scellés sur les biens des mamelouks, deviennent commissaires de guerre ou, à leur corps défendant, sont intégrés aux équipages des ponts de l'armée de Caffarelli. Il était temps d'atteindre Le Caire.

C'est au Caire que Bonaparte pourra déployer toute sa stratégie de séduction. Il réquisitionne cinq palais de beys pour installer les différentes activités scientifiques. Mais, surtout, il crée, sur le modèle de l'Institut de Paris, l'Institut d'Egypte, constitué de quatre classes et de quarante-huit membres sélectionnés dans la Commission. La première séance a lieu le 25 août 1798. Après les échanges d'amabilités et de préséances, Monge devient président et Bonaparte vice-président, avec alternance tous les six mois. Bonaparte s'inscrit dans le collège des géomètres.

Il propose, impose, six thèmes de recherche aux diverses commissions : 1) *« Les fours employés pour la cuisson de l'armée sont-ils susceptibles de quelques améliorations sous le rapport de la dépense de combustible, et quels sont ces aménagements ?* 2) *Existe-t-il en Egypte des moyens de remplacer le houblon dans la fabrique de bière ?* 3) *Quels sont les moyens usités de clarifier et de rafraîchir l'eau du Nil ?* 4) *Dans l'état actuel des choses au Caire, lequel est le plus convenable à construire, du moulin à eau ou du moulin à vent ?* 5) *L'Egypte présente-t-elle des ressources pour la fabrication de la poudre et quelles sont ces ressources ?* 6) *Quelle est la situation de la jurisprudence, de l'ordre judiciaire, civil et criminel, et de l'enseignement ? Quelles sont les améliorations possibles dans ces parties et désirées par les gens du pays ? »* On clôt la séance devant ce véritable programme de gouvernement.

Dans les mois qui suivirent, tous ces thèmes font l'objet de communications dans l'ancien salon du harem d'Hassan Kachif. En feuilletant *la Décade égyptienne*, qui sert de publication à l'Institut, d'autres sujets apparaissent : les mirages, les chevaux arabes, la culture du riz dans la province de Damiette, l'amélioration de la culture du ver à soie, les fours à insémination artificielle des poulets, la couleur de la mer, le canal de Soues *(sic)*, l'emploi de l'huile dans la peste ou autres *« notes relatives aux appendices des raies et des squales extraites d'un mémoire sur les organes sexuels »*, par Geoffroy. Les réunions sont rendues publiques et auront lieu tous les cinq jours. Bonaparte supporte difficilement d'y faire de la figuration. Il voudra faire lui-même une communication, mais Monge l'en dissuadera, prétextant qu'un tel génie ne pouvait perdre son temps à des travaux si modestes.

Alors il interviendra dans les séances, allant même jusqu'à s'opposer vivement un jour au médecin Desgenettes. Il s'impatiente et déclare : *« Je vois bien que vous vous tenez tous par la main. La chimie est la cuisine de la médecine, et celle-ci est la science des assassins ! »* Desgenettes le regarde alors fixement et lui répond : *« Et comment définissez-vous celle des conquérants ? »* Mais tout le monde, au sein de l'Institut, n'a pas son indépendance d'esprit, et Bonaparte en joue et s'en amuse. Ne va-t-il pas jusqu'à organiser des courses-escalades sur la Grande Pyramide entre son état-major et « ses » savants ? On y verra Monge, âgé de cinquante-trois ans, friser l'apoplexie pour faire plaisir au prince...

Professeurs Tournesol et Diafoirus

Quant au gros de la troupe, lors de certaines séances publiques, elle voit l'occasion de conforter son scepticisme des débuts vis-à-vis de ces « professeurs Tournesol », qui deviennent parfois de véritables Diafoirus. Ainsi de Bernoyer, déjà cité : *« Le 10 janvier, je me rendis à l'Institut pour assister à une séance délibérative sur l'anatomie de l'autruche, cela dura près de trois heures. Nos savants se divisèrent en deux clans et parlèrent en détail sur toutes les parties du corps de l'autruche. L'objet de leur discorde reposait uniquement sur le fait de savoir si l'autruche était faite pour courir ou pour voler. Les uns défendaient la thèse de la course, et les autres celles du vol.*

» Toujours est-il qu'après trois heures de délibération chaque partie resta sur ses positions ; la séance fut donc levée sans accord. Cette discussion me parut tellement sotte que j'en fus désagréablement surpris. En plus, entendre des hommes d'esprit passer leur temps à se disputer sur un sujet d'une telle insignifiance m'exaspéra ! En la matière, je crois que le plus ignorant aurait pu mettre facilement nos savants d'accord en leur disant simplement que si la nature avait doté l'autruche de grandes jambes c'était pour courir, alors que pour voler elle lui aurait donné de grandes ailes (1). »

Dans le Grand Local, comme fut surnommé l'Institut, la bibliothèque avait plus de succès ; dictionnaires, cartes, textes saints, encyclopédies diverses, impressionnent les lettrés arabes. Dans la résidence des physiciens et des médecins, on expérimente et on manipule. Après un temps de méfiance — ne s'y livrerait-on pas à des pratiques de sorcellerie religieuse contre les prophètes en dépit des déclarations islamophiles du général révolutionnaire ? — on est ébahi par les transformations de matières obtenues par Berthollet. Poussant l'avantage, on tente d'organiser des séances d'épate à destination du petit peuple du Caire. Elles ne tournent pas toujours à l'avantage des occupants : ainsi des tentatives d'aérostat de Conté.

Une première démonstration a lieu le 20 novembre 1798. Dans son Journal (3), Jabarti, un des sept membres du Divan nommé par Bonaparte, décrit la scène : *« Une heure après le Asr, —* prière musulmane de l'après-midi *— (vers 16 heures), on alluma la mèche, alors la fumée monta dans l'étoffe qui s'emplit et se gonfla comme une sphère. La fumée montait dans l'étoffe, mais ne trouvant pas d'issue, elle l'attirait vers le haut. On tendit les cordes pour faciliter l'ascension de la sphère. Puis on les coupa. Alors la sphère monta en l'air, se déplaçant lentement suivant le vent. Puis, le cercle portant la mèche s'étant détaché, l'enveloppe en étoffe tomba, répandant quantité de papiers imprimés ; la chute du ballon contraria les Français.* »



ÉRIC BOUVET/GAMMA

Au pied des pyramides, Youssef Chahine a tourné en juillet 1984 *Adieu Bonaparte*, une super production franco-égyptienne qui retrace l'expédition d'Egypte (ci-dessus). Dans les rôles principaux, Patrice Chéreau, transformé pour l'occasion en Bonaparte, et Michel Piccoli qui réincarne son fidèle général Caffarelli (page de droite).

QUATRE ANS EN ORIENT

- **19 mai 1798** : départ des troupes de Toulon et d'Italie.
- **1er juillet 1798** : arrivée à Alexandrie.
- **21 juillet 1798** : victoire des Pyramides sur les Mamelouks.
- **1er août 1798** : destruction de la flotte française par les Anglais au large d'Aboukir.
- **21 octobre 1798** : insurrection du Caire.
- **15 février 1799** : bataille d'El Arich.
- **17 mai 1799** : expédition de Syrie. Levée du siège de Saint-Jean-d'Acre.
- **25 juillet 1799** : victoire à Aboukir sur les Turcs.
- **23 août 1799** : retour de Bonaparte en France.
- **16 octobre 1799** : arrivée à Paris.
- **9 novembre 1799** : 18 Brumaire.
- **14 juin 1800** : assassinat de Kléber.
- **Novembre 1801** : évacuation des troupes à travers le blocus anglais.
- **25 septembre 1802** : évacuation des derniers savants.

مكبرا عن الأصل

D'ÉGYPTE

Professeurs Tournesol et Diafoirus



ÉRIC BOUVET/GAMMA

par David Mangin

Ce qu'ils avaient annoncé ne se vérifia pas. Ils avaient raconté qu'une sorte d'embarcation se déplacerait dans les airs grâce à la merveille de la technique, avec des passagers qui se rendraient au loin pour y faire des découvertes et en rapporter des informations. En fait, ce ne fut pas plus qu'un cerf-volant tel qu'en fabriquent les valets, les jours de fêtes publiques et de divertissement. »

On relève Le Caire on dessine, on empaille

Deux mois plus tard, il relate, toujours aussi sceptique, une seconde expérience : « *Affichages d'une annonce sur le vol d'un aérostat au Birkat-El-Ezbekieh comme précédemment, ce qui n'avait pas été réussi. Les gens se rassemblèrent donc l'après-midi, l'aérostat s'éleva dans le ciel, dépassa les collines d'El-Ezbekieh, puis tomba. Si le vent avait été favorable, il aurait disparu du regard et le tour étant joué, les Français auraient raconté que le ballon était parti pour de lointains pays.* »

Mais derrière la propagande, et malgré le côté surréel de certaines séances de l'Institut, dans un Caire où le feu couve sous la cendre depuis l'insurrection du 21 octobre 1798 férocement réprimée, le travail s'accumule et s'organise : *on relève Le Caire, on* dessine, on chloroforme, on empaille, on analyse et on étend à l'Egypte entière les travaux.

Dès janvier 1799, en Basse-Egypte, dans le delta du Nil et à Suez, des expéditions sont parties. Une des grandes affaires sera la recherche des canaux ensevelis : le canal des Rois, du Nil à la mer Rouge par les lacs Amer, la vallée de l'Egarement entre Suez et Le Caire ; tout sera fait pour préparer ce qu'un fils d'un membre de l'expédition, Mathieu de Lesseps, qui resta quatre ans après le départ, engagera cinquante ans plus tard.

Bonaparte, lui, après l'échec de la campagne de Syrie, en juillet 1799, a les yeux rivés sur Paris. Un an plus tôt, après que ses vaisseaux furent brûlés à Aboukir, il avait déjà déclaré à son entourage : « *Nous sommes ici dans un trop foutu pays pour y rester. Dans six mois d'ici, j'espère bien être parti et j'emmènerai avec moi ceux qui se seront le plus distingués.* » Le 17 août, il franchit le blocus anglais avec ses fidèles, dont Monge et Berthollet. Moins d'un mois après son arrivée à Paris, c'est le 18 Brumaire. Peu de temps après, Monge est nommé sénateur à vie et le physicien Laplace ministre de l'intérieur.

Après le départ de Bonaparte et des autorités morales et scientifiques de la mission, chacun sent bien le retour proche et veut prendre date. La forme finale des publications est toujours incertaine. Aussi, on accumule : « *As-tu beaucoup de dessins ?* », s'écrivent-ils entre eux d'un bout à l'autre du pays. Les solidarités de corps jouent à plein : « *Je vous remercie de l'offre de partage que vous me faites des antiques que vous avez recueillis à Monouff. Je désire que le voyage que je compte faire à Saccara, pendant que Lepère et Coutelle y seront, me mettra à même de pouvoir me piquer de générosité* », écrit Villers à son collègue des ponts, Jollois, prêt à lui « renvoyer l'ascenseur ».

Les chefs ont bien du mal à cadrer les travaux ; on pratique la chasse au dessin comme d'autres la chasse au papillon. On préfère, malgré sa spécialité d'origine, relever des hiéroglyphes plutôt que mesurer les dernières crues du Nil. Chacun se marque. Les clans se forment : « *Son plan*, écrit Saint-Hilaire à Cuvier à propos de Fourier, *a été, par les sarcasmes injurieux, de prouver que tous ses collègues de l'Institut étaient des ignorants et que tous ses élèves alors ingénieurs civils avaient seuls quelques savoirs* ». Après le départ de Monge et Berthollet, Kléber, devenu général en chef, fait cesser provisoirement les bisbilles en décrétant, en novembre 1799, que les travaux des différents savants seraient publiés en commun. Certains rebelles sont dénoncés par leurs petits camarades. « *Cécile est décidé à ne rien livrer en Egypte de ce qu'il a fait. Dutertre et d'autres sont dans les mêmes intentions* », écrit Lancret, indigné, à Joliet.

Un autre se donne le beau rôle : « *Je crois que tu conviens avec moi que le gouvernement a des droits incontestables sur nos travaux ! D'après ceux-là, si l'on nous demande la note de nos dessins, nous la donnerons très complète et, dans cette affaire comme dans les précédentes, nous montrerons tout notre désintéressement et, j'ose dire, tout notre esprit public.* » Et il ajoute, un rien faux jeton : « *Quoiqu'on dise que nous en manquions.* » Il faut ajouter que certains jouaient déjà les Malraux. Ici, on dérobe « *une belle cuvée placée près d'une mosquée* », là, on repère une antiquité égyptienne ; mais, finalement, bien moins que durant la campagne d'Italie.

Trancher les différends

Menou, qui succède à Kléber après son assassinat en juin 1800, prend prétexte du blocus anglais pour retenir les savants tous ensemble et lutter contre la rétention de documents. Il évite ainsi les publications personnelles de certains savants arrivés en France avant leurs collègues. A leur retour, en septembre 1802, l'autorité renforcée du Premier Consul permettra de trancher les derniers différends. Dès janvier 1802, Berthollet, Laplace et Fourier avaient décidé de la forme définitive de l'ouvrage et rassembleront les documents au Dépôt de la guerre. La deuxième aventure, celle de la publication, pouvait commencer.

De ce qui précède, on aura compris que l'ouvrage final est avant tout le résultat, non d'un projet préalablement pensé, mais plutôt des compromis sur le terrain qu'un travail colossal de gravures va tenter de rendre cohérent et homogène. Neuf volumes *in folio* de textes et douze grands volumes d'illustrations qu'il vaut mieux être à deux pour manipuler. Vingt-cinq années d'efforts collectifs pour exécuter 900 planches, la plupart en noir, mais certaines en couleurs. Une élite de dessinateurs, de peintres, de mécaniciens, de typographes, et près de 400 graveurs.

Commencé en 1803, le premier volume paraît en 1809. Mais l'ensemble ne fut terminé qu'en 1828. Des aléas financiers et politiques interrompent cinq fois l'avancement de l'ouvrage. La diffusion de la carte, secret militaire, retarde la première édition. Une carte au cent-millième composée de 47 feuilles dont des planches entières, de part et d'autre de la vallée du Nil, représentent imperturbablement des déserts et des mers que seuls les repères et les ordonnées des cartographes viennent troubler.

Le regard de l'élite européenne

Les volumes de l'Antiquité sont le domaine des hiéroglyphes et des bas-reliefs. Les relevés des ingénieurs, ignorant la lecture des hiéroglyphes, reportant mécaniquement par des estampages soigneux, munis du compas et de l'équerre, des bas-reliefs sans qu'aucune interprétation personnelle ne vienne infléchir le dessin, vont servir, jusqu'aux premières photographies de Maxime du Camp, de seule méthode de publication fiable des antiquités égyptiennes.

En soulevant les pelures, ont dévoile parfois les phallus dressés des divinités égyptiennes. Les ingénieurs de la République n'ont pas les pudeurs des archéologues des Beaux-Arts. Plus loin, des temples semi-ensevelis comme des paquebots échoués, dont des statues géantes figureraient à quelques dizaines de mètres de là les survivants endormis du naufrage des temps.

On pourrait mener un petit parallèle entre *l'Encyclopédie* de Diderot et la *Description*. Si cette dernière, commande d'Etat, ne connaîtra pas la guerre commerciale et la diffusion de *l'Encyclopédie*, les points de vue entre les deux ouvrages sont souvent proches. Mêmes optimismes dans les planches des arts et métiers. Au « *travail sans douleur* » (5) des *manufactures lumineuses* de *l'Encyclopédie* répond un « *pays sans misère* », où les petits métiers du Caire ne sont pas ceux de la survie, mais ceux du pittoresque.

L'Encyclopédie avait pour objectif didactique de révéler à une nation ses industries humaines débarrassées de la main de Dieu et de son représentant sur terre, le roi ; la *Description* est le regard porté par une élite européenne sur un autre peuple. Elle prolonge le travail de l'Institut dont un des objectifs napoléoniens était d'apporter les Lumières à un pays barbare en lui révélant sa gloire passée et son absence supposée d'identité présente. On a dit de l'Encyclopédie qu'elle a été la bombe à retardement de la Révolution française. Pour l'auteur palestino-américain Edward Saïd, l'Institut et la *Description* sont les machines infernales du colonialisme qui se mettent en place : « *Un modèle d'appropriation vraiment scientifique d'une culture par une autre* » (4).

Pour souligner l'hétérogénéité de la nation égyptienne qui justifie les conquêtes présentes et ultérieures, on divise, on classe, non seulement les pierres, les végétaux, les monuments, mais aussi les hommes et les races : les « *naturels d'Egypte* » sont répertoriés en quatre classes par le chirurgien Leray : les Mamelouks (« *leur caractère est fier, hardi, sans être cruel* »), les Turcs (« *leur caractère est moins vif et a quelque chose de cruel* »), les Arabes (divisés entre trois races et plusieurs dizaines de tribus dûment répertoriées) et enfin les Coptes (« *les vrais Egyptiens, ce que l'examen des arcades zygomatiques et de la saillie des pommettes des momies dépouillées a permis d'établir !* »).

Des naturalistes appliquent le même regard sur tout objet. Geoffroy Saint-Hilaire en introduit la méthode : « *L'homme accoutumé à juger de la nature vivante sur le petit nombre d'animaux qui font partie de son système social est en général disposé à ne trouver que dans ces modèles des formes assorties, des proportions harmonieuses, des mouvements d'un accord parfait et des fonctions faciles et naturelles* ». Or rien n'est plus faux, la chauve-souris par exemple, animal bien négligé jusqu'alors, en offre un exemple. Sachez qu'il en existe 15 genres, ramifiables en 78 espèces, dont 8 pour la seule Egypte. Vous pourrez ainsi rencontrer l'oreillard vulgaire à l'entrée de la Grande Pyramide, dont la roussette affectionne particulièrement les chambres. La minophylle préfère les petites pyramides de Guizeh. La pipistrelle squatte les catacombes de Thèbes, et le taphien, les Tombeaux des rois. Le rhinolophe a élu domicile à Denderah et le nycter de la Thébaïde a de grandes oreilles.

Entre la réfutation en dix-neuf points des idées reçues d'Hérodote sur les crocodiles du Nil et le recensement statistique des tribus bédouines, nos savants sont passés de l'amateurisme éclairé des *Spectacles de la nature*, de l'abbé Pluche, en huit volumes (1732), à la maladie de la sélection hiérarchique du 19e siècle qui engendra Darwin et Mendel, mais aussi les plus discutables dérives ethnolinguistiques de Renan ou ethno-architecturales de Viollet-le-Duc. A leur décharge, on peut toujours croire que c'est parce qu'ils étaient au centre d'un carré militaire, otages d'une armée d'occupation sous un soleil de plomb, que nos savants ont pu commencer à confondre sélection des espèces et des peuples. ■

(1) Bernoyer, *Avec Bonaparte en Egypte*, Curandera 1981.

(2) P. Jollois, *Journal d'un ingénieur attaché à l'Expédition d'Egypte*, Paris, 1904.

(3) Abderrahmane El-Jabarti, *Journal d'un notable du Caire*, Albin Michel 1979.

(4) E. Saïd, *l'Orientalisme*, Le Seuil, 1980.

(5) J. Proust, *le Monde* du 5 juillet 1984.

CHAHINE LE TOLÉRANT

« *AH ! non, vous n'allez pas encore m'embêter en parlant de mes vieux films. Il n'y a que le prochain qui m'intéresse !* » L'accueil est plutôt bougon auprès d'un homme jeune encore mais au passé lourd de trente films et qui, à chaque nouvelle œuvre, donne l'impression de faire table rase de tout.

Youssef Chahine se radoucit vite quand il comprend que ce qui nous intéresse, cette fois, c'est son « *rapport à l'Histoire* », comme on dit maintenant. « *C'est vrai que si le grand public a paru apprécier le côté historique de certains de mes films, la critique a, en général, privilégié ce qu'elle a appelé les aspects « intimistes », « sociaux », « progressistes » ou que sais-je encore de mon travail. Mes références au passé ont souvent été mises au compte de la toile de fond et non du fond, à tort à mon avis, du moins pour certains de mes films.* »

Lesquels ? *Djamila l'Algérienne*, brulôt anticolonialiste de 1958 ; *Saladin* (1964), épopée médiévale ; *la Terre* (1968) ou le drame agraire égyptien dans les années 30-40 ; *le Moineau* (1972), décapage du régime nassérien, ou l'encore inédit *Adieu Bonaparte !* D'autres encore ?

Le réalisateur réfléchit : « *Evidemment* Bonaparte *paraîtra sans doute le plus achevé, le plus travaillé de mes films « historiques ». Nous avons, c'est vrai, quelquefois vérifié jusqu'à vingt-quatre heures près l'emploi du temps des personnages, regardé à la loupe les costumes des mamelouks ou des soldats français, etc. Mais pourtant ce film n'est pas qu'« historique », loin de là, puisque les questions qu'il soulève, comme celle des échanges entre l'Orient et l'Occident, restent d'une actualité criante, chez vous et chez nous, en cette fin de notre sombre siècle électronique* ».

Dans son plus récent film comme dans tant de précédents, ce que Chahine cherche, « *en fouillant et ressuscitant le passé, ce sont des exemples, des raisons de tolérance pour aujourd'hui* ». Il s'arrête : « *Je sais que vous n'aimez guère ce mot de tolérance qui, comme l'a dit un de vos philosophes, induit trop souvent une sorte de condescendance* (1). *Il vaudrait mieux parler de respect de l'Autre, d'égalité dans la différence, mais, bref, le mot « tolérance » est commode.* Saladin *a été en son temps annoncé partout comme un film à la gloire de Nasser et de l'unité arabe. Personne ne m'écoutait lorsque j'affirmais que c'était d'abord un film célébrant la tolérance. Je voulais rappeler, en mêlant Coran et cantique pour la naissance de Jésus, le geste du sultan d'Egypte et de Syrie proclamant la trêve afin de permettre aux croisés assiégés de fêter Noël. C'est pas beau, ça ?* »

Certes, mais c'est également le moment de rappeler au créateur que Saladin, si populaire en Occident médiéval pour ses gestes chevaleresques, fut le même homme qui chassa les chrétiens orientaux de son administration... « *Nul n'est parfait ! D'ailleurs au moment du tournage de* Saladin *je n'étais pas encore assez accepté, malgré une quinzaine de films à mon actif, pour avoir la maîtrise du scénario. Je suppliai les scénaristes de trouver au sultan un seul petit défaut. En vain...* »

Profitons-en encore pour rappeler à Chahine que si, dans le cinéma arabe, les grandes figures historiques musulmanes sont ou tout noir ou tout blanc, les souverains ou chefs occidentaux, par exemple Philippe Auguste dans *Saladin*, sont en général montrés sous un jour totalement négatif : impies, cruels, cupides, efféminés, et on en passe. Alors le cinéaste : « *On ne pourra pas dire cela pour* Adieu Bonaparte, *où la présentation des Français est nuancée, l'envahisseur pouvant aussi être un savant avide de faire bénéficier l'envahi de son savoir.* »

Un calife de l'an mil

Djamila l'Algérienne est, en revanche, un film tout noir-tout blanc. « *Oui, mais contrairement à ce que vous semblez penser, ce n'est pas un film historique du tout. Je l'ai fait à chaud, avec le talent et l'argent de l'actrice égyptienne Magda, parce que nous étions choqués au-delà de toute expression par la torture en Algérie. J'ai donc réalisé un film de propagande pour faire avancer une bonne cause.* Djamila *m'a permis aussi, notamment à travers les réactions de Langlois* (2) *et d'autres Français, de tester combien le pluralisme était une notion fortement ancrée en France. C'est ça que j'apprécie chez vous : la tradition des Victor Hugo, des Caffarelli, cet officier généreux de Bonaparte qui, avec un jeune patriote égyptien en herbe, est au cœur de mon dernier film.* » (Youssef Chahine sait-il, comme nous le rappelaient récemment des intellectuels algériens, que *Djamila l'Algérienne*, œuvre à la gloire d'une héroïne de la guerre d'indépendance, n'a jamais été projetée en circuit commercial en Algérie depuis l'émancipation de ce pays ?)

« *Tout compte fait*, conclut Chahine, *le plus « historique » de mes films est peut-être* Alexandrie pourquoi ? *où, en 1979, au moment où on commençait un peu partout à travers le monde à remettre l'accent sur l' « intolérance » orientale, j'ai voulu prouver que nous sommes fort capables d'être tolérants, comme par exemple dans l'Alexandrie des années 40. Le drame de beaucoup de dirigeants arabes actuels, c'est sans doute qu'ils ne connaissent pas assez l'histoire de leur peuple ni celle de leurs prédécesseurs.* »

Parmi ceux-ci, Chahine ne cite personne. Mais peut-être pensait-il à ce puissant calife fatimide, Aziz, qui régna au Caire au temps de Hugues Capet, il y a mille ans, et qui, selon des historiens comme l'Égypto-Libanais Jacques Tagher, fut « *le premier souverain musulman à prôner l'égalité parfaite entre les éléments différents formant une même nation* ». Un bon sujet de film, en tout cas, pour Chahine le Tolérant.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Jean Guitton a écrit : « *La tolérance est une espèce de condescendance hypocrite.* »

(2) Henri Langlois (1914-1977), fondateur de la Cinémathèque française.

NOUVELLE

L'ATTAQUE

par Heinrich Böll

LE jour se levait, tendre et souriant, avec son inexorable teinte rose, sur les formes grises et lasses accroupies dans leurs trous de terre ; d'abord quelques lueurs franchirent furtivement l'horizon, puis, rougeâtres et claires, s'enflèrent inéluctablement, comme répandues à pleines mains jusqu'à ce que la boule tout entière du soleil flottât librement au-dessus de la ligne lointaine par-delà le fleuve.

Ils se tapissaient, frissonnants, dans les tranchées fraîchement ouvertes et secouaient leurs épaules frémissantes pour chasser le poids de la nuit... encore et encore... mais n'y parvenaient pas ; c'était un jeu inutile, une entreprise insensée et absurde. Qui donc aurait pu ôter le poids pesant sur leurs épaules ? Ils regardaient tout autour d'eux avec des yeux battus à travers la clarté diffuse et inspectaient la position qu'ils venaient d'occuper dans la nuit. Ils campaient sur une petite crête face à un terrain accidenté qui remontait brusquement vers l'ouest jusqu'aux sombres forêts hostiles qui bordaient les berges abruptes du fleuve. Derrière eux, de rares taillis, un champ de tournesols labouré par les chars et, de nouveau, une forêt, une forêt verte plus claire ; mais cela avait si peu d'importance, car la terre restait la terre et la guerre restait la guerre.

La veille, ils avaient fait des kilomètres sous une chaleur torride, enveloppés de nuages de poussière montant des champs et des chemins craquelés et secs. Epuisés, ils avaient atteint la position prévue en titubant dans la pénombre, creusé péniblement avec leurs dernières forces — ah ! que de dernières forces il fallait avoir ! — leurs trous d'homme dans la terre et, sans sommeil, chancelants, trempés de sueur, assoiffés, ayant en rêve d'énormes envies d'eau et de chaleur, ils s'étaient débattus contre le cauchemar de la longue nuit.

La rigidité impassible des formes grises s'anima avec une rapidité fantasmagorique lorsque quelqu'un apparut soudain avec toute une batterie de récipients de cuisine remplis d'eau et montra en souriant fièrement la direction où il avait été la chercher. « *Elle est un peu sale* », dit-il comme pour s'excuser, toujours en souriant. C'était un garçon pâle, empoté et crotté. Une meute sauvage s'ébroua dans un bruit de casseroles. Une estafette sauta de trou en trou et dit, haletant : « *Heure H : quatre heures quarante-cinq. Attaque : cinq heures quinze.* » Mais les pensées de tous ceux qui étaient restés sur place ne tournaient qu'autour d'une seule chose : les gamelles pleines d'eau sale qu'ils porteraient à leur bouche et qu'ils boiraient... boiraient... boiraient.

Ils arrachèrent les gamelles des mains de ceux qui revenaient de corvée et portèrent le métal froid à leurs lèvres tremblantes. Mais cette sensation indescriptiblement délicieuse, et pourtant élémentaire que procurait le fait de boire ne dura que quelques secondes après les longues heures de tourmente et d'attente ; les ventres vides n'accueillirent qu'avec répugnance cette bouillie sale et tiède. Une éructation écœurante, le sentiment atroce de s'être souillé encore davantage, et rien d'autre que la conscience horrible d'avoir à courir à l'assaut avec un ventre plein d'eau froide et crasseuse !

Un peu avant cinq heures, le lieutenant au teint pâle passa devant les trous, expliquant encore une fois l'objectif, s'efforçant de dispenser quelques paroles réconfortantes, mais devant l'indifférence de ses hommes, il abandonna. Lorsque le tir préparatoire de l'artillerie fut déclenché, il se baissa instinctivement puis, comme la rafale s'écrasait juste devant la position, il sauta dans le trou le plus proche, l'air furieux, et hurla sur sa droite : « *Faites passer — que Bauer tire le signal vert... C'est qu'ils nous canarderaient nous-mêmes avec le peu d'obus qui leur restent !* » La rafale suivante tomba un peu plus loin, aussi absurde que l'autre, dans le camp ennemi. Puis, chétive, la canonnade roula jusqu'à la forêt, fendit les arbres : dans un grondement lointain, on l'entendit crépiter dans la large vallée du fleuve.

Le lieutenant, dans son trou, regarda autour de lui ; ses yeux glissèrent, avec confusion, sur le visage impassible d'un vieux soldat et tombèrent sur un jeune conscrit qui, paralysé de peur par la canonnade de sa propre artillerie, s'aplatissait contre la terre de la tranchée. On voyait ses épaules trembler, ses mains se joindre sur sa poitrine comme pour la prière. Le lieutenant le saisit par le bras avec un sourire forcé, le releva et lui dit en riant : « *Allons, mon gars... Ce n'est pas dangereux... C'est notre propre préparation à l'attaque.* » Et il lui expliqua, en quelques mots, la technique simple d'une attaque. Le jeune soldat, un petit paysan à la tête ronde, aux joues encore presque roses, aux cheveux bruns hérissés, contempla avec confiance le visage douloureusement crispé de l'officier, remit son calot qui avait glissé à terre et, obéissant, fit face à l'ennemi. Mais, à chaque nouveau coup de feu, il sursautait de frayeur.

MACHINALEMENT, l'officier porta son regard sur la cigarette que fumait le vieux soldat et aspira, en reniflant, l'odeur tant aimée du tabac ; le soldat était maigre et barbu, son visage indifférent et froid. Il esquissa une grimace, une sorte de sourire bizarre, mi-moqueur, mi-compatissant : « *Vous en voulez une ?* » Il lui tendit tout le paquet puis, comme s'il venait brusquement d'en prendre la décision, sortit plusieurs paquets de sa poche et dit, impassible : « *Faites-en distribuer une à tout le monde !* » Le jeune officier ne put retenir le tremblement de ses mains lorsqu'il alluma sa cigarette au bout incandescent de l'autre. Il aspira profondément la fumée, profondément, avec une satisfaction sauvage, presque nostalgique. Puis, gêné, il balbutia : « *merci* » et demanda en hésitant : « *Dites donc, d'où les tenez-vous ?* »

« *Chapardées* », répondit le soldat laconiquement. « *Sinon, comment ? Dans les chars, cette nuit ?* » Le lieutenant, brusquement effrayé, regarda autour de lui : « *Les chars, où sont-ils donc ? Il est cinq heures trois...* » Puis il hurla de nouveau en direction du trou le plus proche : « *Que Bauer vienne... tout de suite... il y a une cigarette pour tout le monde !* »

Au cours du sinistre répit, l'artillerie gronda et crachota faiblement au-dessus d'eux. Les obus éclataient au loin, étrangement lumineux, derrière la forêt, là où devait se trouver le fleuve... le fleuve qu'ils devaient atteindre pour le moins, et, si possible, franchir. Mais il n'y avait pas un homme dans toute la division, y compris le général, pour croire qu'il pourrait seulement le voir.

Le soldat fit sauter le bout incandescent de sa cigarette, enfouit soigneusement le mégot dans sa poche, puis demanda, sarcastique : « *Vous avez vraiment cru que les chars nous appuieraient ?* » Le jeune visage du lieutenant se crispa sous l'effet d'une peur violente qui lui tomba dessus, tel un masque figé.

Il regarda fixement le soldat, murmura éperdu : « *Oui !* » Puis il sauta hors du trou et cria tout en courant : « *Je vais voir...* » Il était cinq heures et cinq minutes.

La canonnade augmenta un peu, s'enfla, plus menaçante et plus dangereuse, puis vint frapper de nouveau la forêt de ses coups brûlants. Le soldat se tourna vers le jeune conscrit qui tremblait toujours, le prit calmement par l'épaule et lui dit presque tendrement : « *Bon, nous allons nous préparer...* »

Il boucla tranquillement son ceinturon auquel pendait simplement sa musette rebondie, détacha son insigne brillant et le fourra dans sa poche, puis ajusta son calot. Le jeune soldat avait posé devant lui, sur le parapet, tout son barda de fantassin : le masque à gaz, le bazooka, la caisse de munitions, des grenades à main, le paquetage prévu pour l'assaut, la pelle, la pochette contenant les fanions, le ceinturon chargé de lourdes cartouchières et la musette ; il se mit, les mains tremblantes, à rassembler tout son fourbi... il tremblait, car la canonnade s'enflait, de plus en plus menaçante, et se rapprochait du fleuve comme un véritable rouleau compresseur.

Le soleil, haut dans le ciel, baignait déjà dans sa propre lumière qui, chaude et claire, se répandait sur la terre sombre. Les soldats, à peine sortis de la froide étreinte de la nuit de mai, appréhendaient déjà la chaleur qui allait lentement augmenter et qui, devenue brûlante, mélangée à la poussière, serait aussi cruelle que le froid de la nuit.

Paul, le soldat maigre, le visage tordu par une rage aveugle, attrapa brusquement tout le barda de la jeune recrue et le balança, à l'exception du fusil, derrière lui, le long de la pente douce. Il s'arrêta à bout de souffle, respira profondément et alluma une nouvelle cigarette. Le tremblement de son visage s'apaisa lentement ; voulant le rassurer, il tapota l'épaule du jeune soldat qui était rempli d'effroi et d'horreur, et lui dit : « *Allons, t'as pas besoin de tout ça... Plus d'un s'est fait tuer à cause de tout ce barda qui l'a empêché de courir assez vite vers l'arrière... Te fais pas de bile !* » Le jeune soldat jeta un regard effaré sur son attirail et voulut ouvrir la bouche : « *Lieu... lieutenant...* » Mais Paul le fit taire d'un hochement énergique de la tête.

Le vacarme de l'artillerie se tut brusquement et pendant une demi-seconde un silence atroce tomba sur les lignes, puis, impuissante et bizarrement stridente, la voix claire du lieutenant s'éleva, s'unissant à des voix plus rudes venant de droite et de gauche : « *Debout ! En avant ! En avant !* » La voix aigre monta dans le ciel comme un oiseau fragile, déchira le silence pesant. Les formes grises jaillirent hors de leurs trous et découvrirent, à droite et à gauche, l'interminable chaîne de la division telle un serpent qui ondule en direction de la forêt muette et hostile.

LE lieutenant marchait, en tête, à grands pas nerveux et regardait, inquiet, si la chaîne s'alignait à droite et à gauche. L'inclinaison du sol les entraînait et ils atteignirent le fond de la vallée. Paul ne s'éloignait pas du jeune soldat qui, hagard, passait son fusil d'une main dans l'autre et s'efforçait nerveusement de maintenir les intervalles réglementaires. Seuls quelques hommes percevaient le bruit léger et sec des coups de feu. Brusquement, Paul se jeta à terre, entraînant avec lui le jeune soldat qui marchait sans se douter de rien... Alors, un violent rideau de feu et de fer s'abattit devant eux, soulevant la terre en tourbillons.

L'un après l'autre les coups décimèrent les rangs disloqués ; les grenades éclataient voluptueusement dans un ricanement ; on les entendait à peine arriver dans un doux frémissement, comme un mur se lézardant dans la terre. Elles éclataient devant eux, au beau milieu des corps gris figés. Miaulant et sifflant, hurlant et craquant, le silence féroce ouvrit sa gueule horrible et cracha la destruction. La misérable petite voix du lieutenant traversait les courts instants de répit : « *Fusil-mitrailleur, par ici... Fusil-mitrailleur.* » Brusquement, un homme se redressa en poussant un cri bref et affreux, et courut, ses bras et ses jambes s'agitant comme ceux d'une poupée mécanique, avec une vitesse folle vers la forêt ; il s'évanouit comme s'il était tombé dans un abîme.

Le premier choc décida du déroulement de l'attaque. A ce moment, on aurait encore pu, en un saut insensé mais courageux, se jeter à travers le rideau. Mais déjà l'instant décisif était passé et la rigidité de la peur avait fait le reste : les formes grises étaient allongées comme sur l'étal d'un abattoir ; les cris des blessés ne cessaient de troubler affreusement les instants de répit. Paul avait attiré contre lui le jeune soldat comme s'il pouvait, par le contact de son propre corps, apaiser cette petite chose éperdue et gémissante. Il l'avait traîné dans l'un de ces cratères bizarrement plats et apparemment inoffensifs.

Et, de nouveau, tel un ange exterminateur, le silence retomba sur les corps gisants. Il s'amoncela sur eux comme une montagne de plomb et d'horreur. Les blessés eux-mêmes se turent un instant. Puis, le cri strident du lieutenant éclata une nouvelle fois : « *Debout ! En avant ! En avant !* » Il se leva d'un bond, fit quelques pas en courant, puis s'écroula, impuissant et battant des bras.

Emergeant de la forêt, des chars avancèrent avec un vrombissement sourd. La peur panique se relâcha. Les survivants se redressèrent avec des cris sauvages et s'élancèrent vers la hauteur, traînant avec eux des blessés qui hurlaient.

Paul secoua le jeune soldat, mais celui-ci ne bougeait plus : aucun éclat, aucune balle ne l'avait touché ; la peur avait étouffé son cœur d'enfant... et, même dans la mort, il continuait à trembler, doucement, doucement comme le vent qui, le matin, jouait autrefois dans les arbres devant la maison de son père.

Lorsque Paul, enfin, presque contre sa volonté, se mit à fuir devant les monstrueux engins qui approchaient en roulant, il dut sans cesse se retourner et regarder vers le bas, dans la vallée, le corps grisâtre du jeune soldat, silencieux et calme. Et il ne sut pas lui-même qu'il pleurait — qu'il pleurait à chaudes larmes, bien qu'il eût, déjà, vu tellement de morts. ■

Traduit de l'allemand par Elisabeth et René Wintzen.

● *Heinrich Böll a obtenu le prix Nobel de littérature en 1972. Cette nouvelle est extraite du livre Du fährst zu oft nach Heidelberg, Lamuv Verlag, 1979.*

